



ROYAUME DE BELGIQUE  
MINISTÈRE DES  
AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
ET DE L'ÉNERGIE

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

# ÉTUDES STATISTIQUES ET ÉCONOMÉTRIQUES

NUMÉRO 4

1963

COMPTES NATIONAUX  
1953-1962

EN VENTE A

**L'INSTITUT NATIONAL  
DE STATISTIQUE**

44, RUE DE LOUVAIN, BRUXELLES  
AU PRIX DE 50F LE NUMÉRO (COMPTE  
CHÈQUE POSTAL : 028.26)





ROYAUME DE BELGIQUE  
MINISTÈRE DES  
AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
ET DE L'ÉNERGIE

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

# ÉTUDES STATISTIQUES ET ÉCONOMÉTRIQUES

NUMÉRO 4

1963

COMPTES NATIONAUX  
1953-1962

EN VENTE A  
L'INSTITUT NATIONAL  
DE STATISTIQUE  
44, RUE DE LOUVAIN, BRUXELLES  
AU PRIX DE 50F LE NUMÉRO (COMPTE  
CHÈQUE POSTAL : 828.26)





## AVANT-PROPOS.

La Belgique dispose aujourd'hui d'une comptabilité nationale *officielle*. Elle est le fruit de longues années d'études et de recherches et son élaboration a nécessité de multiples réunions de commissions. Ce sont les comptes nationaux les plus précis qu'il soit possible d'établir actuellement en Belgique.

Cet objectif a été réalisé grâce au zèle inlassable de la Commission de la Comptabilité nationale (1) et au travail très considérable de l'Institut national de Statistique sans lequel les activités de la Commission auraient été impossibles. Nous tenons à exprimer toute notre gratitude à l'une et à l'autre. Nous tenons également à remercier les nombreux fonctionnaires des divers départements ministériels et institutions parastatales qui ont apporté leur collaboration désintéressée à la Commission.

La comptabilité nationale officielle répond à un besoin ressenti depuis assez longtemps déjà en Belgique, tant dans les milieux officiels que privés. La réalisation d'une politique économique, adaptée aux besoins de notre époque, nécessite un matériel économique de base très important et entièrement nouveau dans sa conception. Le commerce et l'industrie sont également intéressés par une amélioration rapide de l'information statistique en général et de la statistique macro-économique en particulier.

La comptabilité nationale est en mesure de présenter dans un cadre cohérent tous les renseignements concernant la liaison organique entre la production, le revenu et les dépenses de la nation. Elle couvre toute l'activité économique du pays et donne de précieuses indications quant au niveau de vie. En outre, cette comptabilité nationale officielle met fin à une certaine confusion résultant de la publication d'estimations divergentes du produit national.

Il est réjouissant de constater qu'à la base de ce travail se trouve une commission où siègent des représentants du monde scientifique et des délégués de milieux sociaux fort différents. En outre, les instances qui jusqu'ici publiaient des estimations privées ont toutes collaboré à l'établissement des données officielles.

L'amélioration progressive de l'information statistique, poursuivie par tous les Gouvernements, exige que les travaux de comptabilité nationale soient continués et que les résultats atteints soient encore complétés et améliorés. La Commission de la Comptabilité nationale a donc encore une tâche importante à remplir. Nous ne doutons pas qu'au cours des prochaines années de nouveaux progrès seront réalisés dans la voie de la modernisation de la statistique, grâce à la collaboration efficace de tous ceux qui sont intéressés à la statistique.

Le Ministre des Affaires économiques  
et de l'Energie,  
A. SPINOY.

---

(1) Composition au 31.1.1963 : voir ci-après.

# TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction . . . . .	7
Composition de la Commission . . . . .	8
 <b>MÉTHODE DE CALCUL.</b>	
<i>I. Origine du produit national : valeur ajoutée brute des diverses branches d'activité</i>	
1. Généralités . . . . .	9
2. Correspondance entre les branches d'activité Institut national de Statistique et la classification internationale . . . . .	9
3. Branches d'activité pour lesquelles il existe une statistique annuelle de la production depuis 1953 . . . . .	12
4. Branches d'activité pour lesquelles une statistique annuelle de production a été instaurée après 1953 . . . . .	15
5. Estimations complémentaires, corrections pour investissements par moyens propres et estimations relatives à l'année 1961 pour les branches d'activité reprises aux sections 3 et 4 ci-dessus . . . . .	17
6. Calculs effectués par l'Institut national de Statistique pour d'autres branches d'activité . . . . .	18
7. Calculs effectués par le Dulbea pour certaines branches d'activité . . . . .	20
8. Ajustement statistique . . . . .	24
 <i>II. Répartition du produit national</i>	
A. Rémunération des salariés . . . . .	25
1. Travailleurs assujettis à la sécurité sociale . . . . .	25
2. Travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale . . . . .	25
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale . . . . .	26
4. Travailleurs non assujettis à la sécurité sociale . . . . .	27
5. Corrections et compléments . . . . .	29
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes . . . . .	30
1. Agriculture, horticulture et sylviculture . . . . .	30
2. Professions libérales . . . . .	33
3. Commerçants et artisans . . . . .	34
4. Revenu des sociétés de personnes . . . . .	34
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers . . . . .	35
1. Intérêts . . . . .	35
2. Loyers . . . . .	36
3. Dividendes, tantièmes, dons . . . . .	37
D. Bénéfices non distribués des sociétés . . . . .	38
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques . . . . .	38
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat . . . . .	39
G. Intérêt de la dette publique . . . . .	39
H. Amortissements . . . . .	40
I. Impôts indirects . . . . .	41
J. Subventions . . . . .	42

<b>III. Affectation du produit national</b>	
<b>A. Dépenses de consommation privée</b>	<b>42</b>
1. Produits alimentaires	43
2.3. Boissons; tabac	51
4. Vêtements et effets personnels	53
5.6. Loyers, taxes, eau; chauffage et éclairage	54
7. Articles ménagers durables	57
8. Entretien de la maison	59
9. Soins personnels et hygiène	61
10.11. Transports; communications	64
12. Loisirs	65
13 à 17. Enseignement et recherches; services financiers; services divers; dépenses personnelles à l'étranger; dépenses des non-résidents en Belgique	68
<b>B. Consommation publique</b>	<b>70</b>
1. Rémunérations et pensions	70
2. Achats courants de biens et services	71
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	72
4. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	72
<b>C. Formation intérieure brute de capital. Répartition par branche d'activité</b>	<b>72</b>
1. Méthode générale de calcul pour la période 1953-1960	72
2. Les investissements en 1961	75
3. Les investissements aux prix de 1953	75
<b>D. Exportations nettes de biens et services</b>	<b>76</b>
1. Revenus des facteurs	76
2. Exportations et importations de biens et services	77
3. Remarques générales relatives à l'estimation à prix constants des exportations nettes de biens et services	78
<b>IV. Les comptes nationaux</b>	
1. Compte du revenu national et des dépenses de la nation	78
2. Compte des opérations courantes de l'Etat	79
3. Compte des opérations courantes des particuliers	79
4. Compte des opérations en capital de la nation	79
5. Compte des transactions de la Belgique avec le reste du monde	79
<b>ANNEXE. Note de minorité relative à l'estimation du produit national brut</b>	<b>80</b>

## RÉSULTATS.

### I. *Origine du produit national.*

1. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs : estimations à prix courants . . . . .	81
2. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs : indices des estimations à prix courants (1953=100) . . . . .	84
3. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (prix courants) : importance relative des diverses branches d'activité . . . . .	87
4. Valeur ajoutée brute aux prix du marché : estimations à prix courants . . . . .	88
5. Valeur ajoutée brute aux prix du marché : indices des estimations à prix courants (1953=100) . . . . .	91
6. Valeur ajoutée brute aux prix du marché : estimations aux prix de 1953 . . . . .	94
7. Valeur ajoutée brute aux prix du marché : indices des estimations aux prix de 1953 (1953=100) . . . . .	97
8. Valeur ajoutée brute aux prix du marché (prix de 1953) : taux de croissance annuels . . . . .	100

### II. *Répartition du produit national.*

1. Répartition du produit national : chiffres absolus . . . . .	101
2. Répartition du produit national : indices (1953=100) . . . . .	105
3. Répartition du produit national : importance relative des revenus des divers facteurs de production . . . . .	109

### III. *Affectation du produit national.*

1. Affectation du produit national : estimations à prix courants . . . . .	110
2. Affectation du produit national : indices des estimations à prix courants (1953=100) . . . . .	117
3. Affectation du produit national (prix courants) : importance relative des divers types d'affectation . . . . .	123
4. Affectation du produit national : estimations aux prix de 1953 . . . . .	125
5. Affectation du produit national : indices des estimations aux prix de 1953 (1953=100) . . . . .	131
6. Affectation du produit national (prix de 1953) : taux de croissance annuels . . . . .	137

### IV. *Les comptes nationaux.*

1. Compte du revenu national et des dépenses de la nation . . . . .	138
2. Compte des opérations courantes de l'Etat . . . . .	139
3. Compte des opérations courantes des particuliers . . . . .	140
4. Compte des opérations en capital de la nation . . . . .	141
5. Compte des transactions de la Belgique avec le reste du monde . . . . .	141

### V. *Compte des opérations courantes des sous-secteurs de l'Etat.*

1. Compte du pouvoir central . . . . .	142
2. Compte des pouvoirs subordonnés . . . . .	143
3. Compte de la sécurité sociale . . . . .	143

## INTRODUCTION.

Par arrêté royal du 19 septembre 1956, une commission a été instituée en vue d'établir la comptabilité nationale. A la demande de Monsieur le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, cette commission présente ici les premiers résultats de ses travaux arrêtés au 31 janvier 1963 (1). Les estimations ont, en général, été établies par l'Institut national de Statistique. Pour un certain nombre de postes, mentionnés dans les exposés méthodologiques, les évaluations ont toutefois été fournies par le Département d'Economie appliquée de l'Université libre de Bruxelles.

Le calcul selon l'optique du revenu a été fait en se conformant dans une large mesure à la méthode adoptée, début 1956, par la Commission du Revenu national. La Commission de la Comptabilité nationale, qui entama ses travaux à la fin de 1957, s'est donc attachée principalement à l'étude de la dépense nationale et de l'origine du produit national par branche d'activité; le calcul du revenu a néanmoins aussi été partiellement réexaminé.

Les travaux de la Commission ne sont pas terminés; en effet, tous les postes de la comptabilité nationale n'ont pas encore été examinés en détail et la Commission ne s'est pas prononcée de manière définitive. La Commission pense néanmoins que ces estimations sont les meilleures que l'on puisse établir pour l'instant, compte tenu des délais fixés et de l'état actuel de la documentation. Elle se propose de poursuivre ses travaux de manière à introduire un certain nombre d'améliorations lors de l'élaboration d'estimations ultérieures. C'est dans cet esprit que la Commission a proposé à Monsieur le Ministre d'adopter le présent rapport.

Il ressort de ce qui précède que le produit national a été calculé aux stades de la production, de la répartition et de l'affectation, chacune de ces approches étant dans la mesure du possible indépendante des deux autres. Il est donc inévitable que les trois totaux ainsi obtenus ne coïncident pas. Les différences enregistrées restent toutefois dans des limites acceptables. La Commission a décidé de retenir comme estimation du produit national la moyenne des résultats obtenus selon les trois optiques. Ceci implique que l'on apporte à chacun des montants primitivement obtenus une correction, reprise dans les tableaux sous la dénomination « ajustement statistique ». Cette correction est le plus souvent inférieure à 0,5 % et atteint exceptionnellement 2 %. Toutefois, un certain nombre de membres de la Commission estiment que le niveau absolu du produit national, de même que son évolution, sont mieux traduits par une moyenne de totaux obtenus aux stades de la production et des dépenses, compte non tenu donc du total de la répartition des revenus dont ils estiment la qualité inférieure; ils justifient leur opinion dans une note annexe.

Pour permettre d'apprécier l'évolution du produit national en termes quantitatifs — c'est-à-dire abstraction faite de l'évolution des prix — des tableaux à prix constants (prix de 1953) ont été joints aux tableaux à prix courants. Compte tenu des difficultés et des objections méthodologiques, un calcul à prix constants n'a été fait que pour la production et les dépenses. La moyenne des indices de quantité obtenus dans les deux optiques précitées a été retenue comme indice de quantité du produit national; le produit national à prix constants des années 1954 et suivantes a été calculé en multipliant par cet indice de quantité moyen le produit national à prix courants retenu pour 1953. Un ajustement statistique a dû, de ce fait, être introduit dans les tableaux à prix constants, tout comme dans les tableaux à prix courants.

---

(1) Les séries 1953-1961 ont été complétées par les chiffres de 1962 établis entretemps par l'Institut national de Statistique pour les besoins des services chargés de l'élaboration du budget économique. Les estimations relatives à 1962, ainsi que des rectifications apportées à certains chiffres provisoires de 1961, n'ont pas été soumises à la Commission de la Comptabilité nationale.

## COMPOSITION DE LA COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE AU 31 JANVIER 1963.

### *Président :*

M. BAUDHUIN F., professeur à l'Université de Louvain.

### *Vice-présidents :*

MM. DE RIDDER V., professeur à l'Université de Gand;  
LEJEUNE J., professeur à l'Université de Liège;  
PLOUVIER W., professeur à l'Institut supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers.

### *Rapporteur général :*

M. KIRSCHEN E.S., professeur à l'Université de Bruxelles.

### *Rapporteur général adjoint :*

M. DEREYMAEKER R., directeur à l'Institut national de Statistique, professeur à l'Institut supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers.

### *Membres :*

MM. AUGUSTER G., directeur à l'Union nationale des Classes moyennes de Belgique;  
BLONDIAU J.P., expert comptable à la Fédération nationale des Classes moyennes;  
BUTTIENS P., secrétaire général de la Section d'Economie politique de la Chambre de Commerce de Bruxelles;  
BUYENS J., secrétaire général de la Centrale chrétienne des Services publics;  
CHARELS L., membre du Comité exécutif du « Economische Raad voor Vlaanderen »;  
COOLS H., conseiller à la Direction générale du Port d'Anvers;  
COOSEMANS L., conseiller à la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques;  
de FALLEUR R., chargé de mission au Bureau de Programmation économique;  
DEFOSSEZ E., attaché au Service d'Etudes de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;  
DEFROYENNES L., directeur général de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique;  
DERWA L., attaché au Service des Etudes économiques et sociales de la Société Générale de Belgique;  
DE SCHUTTER R., attaché au Service d'Etude de la Fédération générale du Travail de Belgique;  
DE TAVERNIER A., chef du Service d'Etude économique-social du « Belgische Boerenbond »;  
DEVOS W., chargé de mission au Bureau de Programmation économique;  
DUFRASNE A., directeur général de l'Institut national de Statistique, professeur à l'Institut supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers;  
M<sup>me</sup> DUPREZ-REICHERT C., secrétaire du Département d'Economie appliquée de l'Université libre de Bruxelles;  
Chargée de cours à l'Université de Bruxelles;  
MM. FRANK M., inspecteur des Finances, professeur à l'Université de Bruxelles;  
HAESAERTS A., conseiller à la Fédération des Industries belges;  
JANSSENS P., conseiller à la Fédération de l'Industrie textile belge;  
JUSSIANT J., administrateur-délégué de la Banque de Commerce;  
LARDOT F., chef des Services sociaux de l'Alliance agricole belge;  
LOEYS M., professeur à l'Université de Louvain;  
MAES M., directeur au « Nationaal Christelijk Middenstandsverband »;  
NOLS E., attaché au Service des Etudes du Conseil économique wallon;  
SCAVEE M., secrétaire à la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles de Belgique;  
SERVE F., directeur honoraire de la Compagnie belge d'Assurances générales;  
SERWY W., conseiller à la Société générale coopérative;  
VAN BUGGENHOUT A., administrateur général adjoint du Fonds national de Retraite des Ouvriers Mineurs, professeur à l'Institut catholique des Hautes Etudes commerciales à Bruxelles;  
VAN DER AA E., secrétaire général adjoint de l'Union économique Benelux;  
VAN DOREN A., secrétaire à l'Association des Grandes Entreprises de Distribution de Belgique;  
VAN ROYE L., attaché à la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique;  
VIRENQUE P.-H., s.j., professeur à l'Institut supérieur de Commerce Saint-Ignace à Anvers.

### *Secrétaire :*

M<sup>me</sup> OLISLAEGERS O.L., Statisticien principal à l'Institut national de Statistique.

### *Secrétaire adjoint :*

M. DIELS L., Statisticien principal à l'Institut national de Statistique.

La Commission a bénéficié en outre des avis de nombreux fonctionnaires ou experts parmi lesquels figurent les délégués des Services du Premier Ministre, des Ministères des Affaires économiques et de l'Energie, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de l'Agriculture, des Classes moyennes, de l'Emploi et du Travail et des Finances, de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite et de la Banque nationale de Belgique.

## MÉTHODE DE CALCUL.

### I. — ORIGINE DU PRODUIT NATIONAL : VALEUR AJOUTÉE BRUTE DES DIVERSES BRANCHES D'ACTIVITÉ.

#### 1. — Généralités.

La contribution d'une branche d'activité au produit national ou, en d'autres termes, la valeur ajoutée de la branche, représente par définition le supplément de valeur qui vient s'adjoindre au montant des biens et services consommés grâce à l'intervention des facteurs de production mis en œuvre dans cette branche. On peut donc obtenir la valeur ajoutée en faisant la différence entre la valeur de la production (output) et la valeur des biens et services consommés (input). Une telle méthode d'estimation directe a été appliquée le plus souvent possible.

La valeur ajoutée des branches d'activité pour lesquelles on ne dispose pas de chiffres d'input et d'output a été calculée par addition des rémunérations octroyées aux facteurs de production (salaires, appointements, loyers, intérêts, etc...) en tenant compte des conventions qui régissent la matière, notamment dans le cas particulier du secteur public.

Les notions retenues dans cette étude sont celles de valeur ajoutée brute et de produit national brut tant au coût des facteurs qu'aux prix du marché. Il s'agit donc de chiffres « bruts », c'est-à-dire que les montants correspondant à la dépréciation n'en ont pas été déduits.

La différence entre la valeur ajoutée (ou le produit national) « au coût des facteurs » et « aux prix du marché » est constituée par les impôts indirects (moins les subsides) : ils ne sont pas compris dans le premier concept, mais bien dans le second.

Les impôts indirects sont mis à charge de la branche d'activité qui en effectue le paiement au fisc. C'est ainsi que les taxes de transmission sont imputées à la branche qui en assure le recouvrement et le transfert à l'Etat. Les impôts indirects sont donc compris dans la valeur ajoutée aux prix du marché de cette branche.

Les subventions sont imputées à la branche qui les reçoit, sans égard pour la branche que

l'Etat veut en fait soutenir. Elles sont donc comprises dans la valeur ajoutée au coût des facteurs de la branche d'activité qui les a reçues.

La valeur ajoutée d'une branche d'activité et le produit national global ne peuvent s'exprimer autrement qu'en unités monétaires. Les variations observées dans les montants nominaux sont de ce fait influencées par des variations de quantités aussi bien que de prix. Si l'on désire faire des comparaisons dans le temps, il est fort important d'isoler la composante quantitative de cette évolution; c'est pour cette raison que l'on a présenté des estimations à prix constants (aux prix du marché uniquement). A cette fin on a multiplié, pour chacune des années considérées, les quantités produites et les biens et services consommés par les prix observés pendant l'année de base; on a ainsi obtenu, par différence, la valeur ajoutée à prix constants. C'est l'année 1953 qui a été choisie comme année de base.

Le calcul de la valeur ajoutée par branche d'activité est basé sur les données des statistiques annuelles de la production disponibles à l'Institut national de Statistique. Pour une série de branches d'activité, non soumises aux statistiques de la production, la valeur ajoutée a été estimée soit par le DULBEA (1), soit par l'Institut national de Statistique.

#### 2. — Correspondance entre les branches d'activité I.N.S. et la classification internationale.

Avant de passer à une description succincte de la méthode suivant laquelle les estimations ont été effectuées, il convient d'établir un tableau de correspondance entre les branches d'activité considérées par l'Institut national de Statistique et les rubriques de la classification internationale type par industrie (C.I.T.I.).

(1) Département d'Economie appliquée de l'Université libre de Bruxelles.

**TABEAU DE CORRESPONDANCE ENTRE LES BRANCHES D'ACTIVITÉ I.N.S. ET LES RUBRIQUES DE LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE TYPE PAR INDUSTRIE (C.I.T.I.).**

Branches d'activité I.N.S.	Code C.I.T.I.	Remarques concernant les branches d'activité I.N.S.
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>		
a) Agriculture, horticulture, élevage.....	011	A l'exclusion des activités connexes de l'agriculture (moisson, battage par des établissements spécialisés...) (repris au 8e)
b) Sylviculture .....	021 - 022	
c) Pêche .....	04	
<b>2. Industries extractives</b>		
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	110	
b) Autres industries extractives .....	140 - 192 - 199 - 339 (partim)	
<b>3. Industries manufacturières</b>		
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :		
Industries des denrées alimentaires et des boissons	20 - 21 - 312	Y compris les bouchers et les boulangers
Industrie du tabac .....	220	
b) Textiles :		
Filatures et fileteries .....	231 (partim)	Y compris, entre autres, la fabrication de fibres synthétiques, la préparation de matières textiles, les filatures de lin et de chanvre, les filatures de fibres dures, le tissage de fibres de coco et autres fibres dures, la fabrication de rubans, tresses, dentelles, tulle, gaze, filets de pêche, fibres élastiques, feutre, ouate, cordes et ficelles de papier, les filatures de jute
Industrie du tissage .....	231 (partim)	
Achèvement de produits textiles .....	231 (partim)	
Bonneterie .....	232	
Autres secteurs de l'industrie textile .....	231 (partim) - 233 - 239	
c) Vêtements et chaussures :		Ne comprend pas tous les vêtements en cuir (cf. chaussures, gants et autres articles en cuir) ni la confection d'ouvrages en fourrure (repris au 3 l. : tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil)
Industrie du vêtement et de la confection .....	243 (partim) - 244 (partim)	
Chaussures, gants et autres produits en cuir .....	241 - 243 (partim)	Y compris les courroies et objets en cuir pour l'industrie ainsi que la fabrication de certains vêtements en cuir. Non compris, entre autres, la fabrication de chaussures des entreprises relevant de l'industrie du caoutchouc (cf. 3f : industrie du caoutchouc et industrie chimique) la sellerie et la bourrellerie (cf. 8f)
d) Bois et meubles :		
Sciage du bois et activités connexes.....	251 (partim) -	A l'exclusion des meubles métalliques mais y compris la saboterie
Industrie transformatrice du bois et industries connexes .....	252 - 259 - - 260 - 389	
e) Papier, impression, édition :		
Production de papier et de carton .....	271	
Transformation du papier et du carton .....	272	
Impression, brochage et reliure.....	280	
f) Industrie chimique et activités connexes :		
Industrie du caoutchouc et industrie chimique ..	300 - 311 - 313 - 319 - 392 (partim)	Y compris les chaussures en caoutchouc
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	321 - 329 (partim)	
Cokeries et usines à gaz .....	329 (partim) - 512 (partim) - 341 (partim)	Y compris les cokeries rattachées aux industries sidérurgiques
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :		
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .	331 - 333 - 339 (partim)	
Industrie du verre et industrie du ciment .....	332 - 334	
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbesteciment .....	339 (partim)	



Branches d'activité I.N.S.	Code C.I.T.I.	Remarques concernant les branches d'activité I.N.S.
h) Fer, acier et métaux non ferreux .....	341 (partim) - 342	A l'exclusion des cokeries rattachées aux industries sidérurgiques
i) Fabrications métalliques et constructions navales	350 - 360 - 370 - 381 (partim) - 382 - 383 - 385 - 386 - 391 - 392 (partim)	
j) Arsenaux de la S.N.C.B. ....	382 (partim)	
k) Garages .....	384-612 (partim)	Y compris la distribution de voitures automobiles mais à l'exclusion de la distribution des produits pétroliers (cf. 6 a)
l) Autres industries manufacturières :		
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil .....	243 (partim) 291 - 292	
Industrie du diamant .....	394 (partim)	Ne comporte que la taille du diamant
Industries non dénommées ailleurs.....	381 (partim) - 393 - 394 (partim) - 395 - 399 - 513	Y compris, entre autres, la valorisation des ferrailles, chiffons, la démolition de navires et les cimetières d'autos
4. Construction .....	400	
5. Électricité, gaz et eau		
a) Production, transport et distribution d'électricité.	511	A l'exclusion de l'autoproduction industrielle. Celle-ci est comprise dans l'activité de la branche qui produit de l'électricité pour ses propres besoins (principalement les charbonnages et les industries sidérurgiques)
b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville .....	512 (partim) - 521	A l'exclusion de la production de gaz (cf. 3 f)
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation		
a) Commerce :		
Commerce de gros et de détail .....	} 611 - 612 (partim)	Non compris la distribution de voitures automobiles (cf. 3 k) et les activités mentionnées sous la rubrique 8 f. La distribution du gaz en bonbonnes est comprise dans le commerce de gros et de détail et non dans la distribution de produits pétroliers
Distribution de produits pétroliers .....		
b) Services financiers .....	620	
c) Assurances .....	630	
d) Immeubles d'habitation .....		
7. Transports et communications		
a) Transports par voie ferrée .....	711 - 712 (partim)	Comprend les transports par autobus assurés directement par la S.N.C.B. ou la S.N.C.V. mais non les lignes affermées
b) Transports par route.....	712 (partim) - 713 - 714	Y compris les lignes affermées par la S.N.C.B. et la S.N.C.V.
c) Transports maritimes .....	715	A l'exclusion des ports (cf. 7 e)
d) Navigation fluviale .....	716 (partim)	
e) Ports .....	716 (partim) - 718 (partim)	
f) Transports aériens .....	717	
g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	730 - 842 (partim)	

Branches d'activité I.N.S.	Code C.I.T.I.	Remarques concernant les branches d'activité I.N.S.
8. Services		
a) Administration publique .....	810 (partim) 823 (partim) 824 (partim) 827 (partim)	
b) Enseignement (officiel et libre) .....	821	
c) Forces armées .....	810 (partim)	
d) Professions médicales .....	822 (partim)	A l'exclusion des hôpitaux (cf. 8 f)
e) Autres services rendus aux entreprises .....	012 - 522 - 640 - 718 (partim) - 720 - - 826 (partim) - 831 à 839 242 - 293	Services juridiques, vétérinaires, entreprises de nettoyage, agences immobilières, organisations professionnelles, experts comptables etc... Une partie de ces services est destinée à la consommation privée.
f) Autres services rendus aux ménages .....	(partim) - 718 (partim) - 822 (partim) - 823 (partim) - 824 (partim) - 825 - 826 (partim) - 827 (partim) - 829 - 841 à 843 - 852 à 859	Hôtels, restaurants, cafés, divertissements, agences de voyages, réparations de vêtements et chaussures, studios de photographie, entreprises de pompes funèbres, hôpitaux, sellerie, bourrellerie, etc... Une partie de ces services est destinée aux entreprises et à l'État
g) Domestiques et gens de maison .....	851	

3. — Branches d'activité pour lesquelles il existe une statistique annuelle de la production depuis 1953.

A. — VALEUR DE LA PRODUCTION.

La valeur totale de la production est obtenue en prenant en considération les éléments ci-après énumérés :

- valeur des produits livrés en Belgique;
- valeur des produits livrés à l'étranger;
- valeur des variations quantitatives des stocks de produits finis;
- montants encaissés pour travaux à façon;
- produits en cours de fabrication;
- constructions et équipement lourd exécutés par les entreprises avec leurs propres matières et leur propre personnel;
- impôts indirects.

Ces divers éléments sont donnés tout d'abord tels qu'ils résultent de la statistique annuelle de la production, c'est-à-dire en se limitant aux seuls établissements qui sont soumis à la statistique.

Les valeurs exprimées « à prix courants » sont ensuite transformées en valeurs « à prix constants » (prix de 1953).

a) *Livraisons en Belgique.*

Les quantités et les valeurs à prix courants des produits livrés sur le marché belge sont établies directement à partir des statistiques annuelles de production. Ces données permettent de calculer le prix moyen de chaque produit.

Les valeurs aux prix de 1953 sont obtenues en appliquant directement aux quantités livrées de chaque produit le prix moyen observé en 1953. Dans certains cas cependant (produits divers, produits pour lesquels les quantités livrées et/ou les valeurs correspondantes ne sont pas connues pour la période de base), on a dû se contenter d'un calcul indirect; celui-ci consiste à diviser les valeurs à prix courants par un indice de prix traduisant l'évolution des prix de tout ou partie des articles du même secteur pour lesquels le calcul direct est possible.

Les valeurs dont il a été question jusqu'ici sont en fait des valeurs exprimées au prix départ-usine. Elles comportent certains impôts indirects mais non le montant des timbres fiscaux (1). Pour passer à des valeurs « aux prix du marché », il suffit d'ajouter au montant des livraisons aux

(1) Cf. § g ci-après consacré à la question des impôts indirects.

prix départ-usine le montant des timbres fiscaux appliqués sur les factures de vente. Cette opération ne présente aucune difficulté lorsqu'il s'agit des calculs à prix courants.

Quant à la valeur des livraisons aux prix de 1953 (prix du marché), elle a été calculée en multipliant la valeur des livraisons aux prix départ-usine de 1953 par le coefficient  $c$  défini de la façon suivante :

$$c = \frac{\sum_i p_o^i q_o^i + f}{\sum_i p_o^i q_o^i} = \frac{\sum_i \pi_o^i q_o^i}{\sum_i p_o^i q_o^i}$$

où  $p_o^i$  = prix départ-usine du produit  $i$  en 1953

$q_o^i$  = quantité de produit  $i$  livré en 1953

$f$  = montant des timbres fiscaux appliqués en 1953

$\pi_o^i$  = prix du marché des produits  $i$  en 1953

$c$  est donc le coefficient qui, pour 1953, doit être appliqué à la valeur des livraisons aux prix départ-usine afin de transformer celle-ci en valeur aux prix du marché. En multipliant par  $c$  la valeur des livraisons de l'année  $n$  exprimée en prix départ-usine de 1953, on obtient :

$$c \sum_i p_o^i q_n^i = \frac{\sum_i p_o^i q_o^i + f}{\sum_i p_o^i q_o^i} \cdot \sum_i p_o^i q_n^i$$

$$= \sum_i \pi_o^i q_o^i \cdot \frac{\sum_i p_o^i q_n^i}{\sum_i p_o^i q_o^i}$$

Ceci revient à multiplier la valeur des livraisons aux prix du marché relative à l'année de base par un indice des quantités livrées pendant l'année  $n$ , indice où les quantités livrées de chaque produit sont pondérées par les prix « départ-usine »  $p_o^i$  pratiqués pendant l'année de base et non par les « prix du marché »  $\pi_o^i$ . Les valeurs ainsi calculées constituent une bonne approximation des livraisons de l'année  $n$  exprimées aux prix du marché pratiqués pendant l'année de base.

#### b) Livraisons à l'étranger.

Comme dans le cas des livraisons en Belgique, les quantités, les valeurs et par conséquent les prix moyens des produits livrés sur les marchés étrangers peuvent être établis à partir des statistiques de la production.

Les estimations aux prix de 1953 ont été faites, comme dans le cas précédent, en appliquant les prix moyens de 1953 aux quantités livrées pendant l'année considérée. Lorsqu'il s'agit de produits pour lesquels on ne dispose

pas de données quantitatives ou qui n'étaient pas mentionnés en 1953, on utilise un indice de prix qui traduit l'évolution des rubriques calculées par la méthode directe.

#### c) Valeur des variations quantitatives des stocks de produits finis.

L'estimation en valeur des variations de stocks de produits finis a été faite conformément aux prescriptions du Système normalisé de Comptabilité nationale, c'est-à-dire en calculant tout d'abord les variations quantitatives des stocks et en appliquant ensuite à ces quantités un prix moyen.

Les variations quantitatives des stocks correspondent en principe à la différence entre la production d'une part, et le total des livraisons en Belgique et à l'étranger, d'autre part. Dans certains cas cependant les variations quantitatives des stocks ont été calculées en faisant la différence entre les quantités en stock déclarées à la fin de chaque année; la première méthode apparaît en effet moins bonne dans le cas d'une production qui donne normalement lieu à une forte proportion de déchets.

Pour estimer les valeurs à prix courants et à prix constants de ces variations quantitatives, on a adopté les prix moyens des livraisons en Belgique pratiqués respectivement pendant l'année considérée et en 1953.

#### d) Montants encaissés pour travail à façon.

Cette rubrique couvre les montants encaissés par les déclarants en raison de travaux exécutés à façon. Pour transformer les valeurs à prix courants, tirées de la statistique, en valeurs exprimées aux prix de 1953, on a utilisé en règle générale l'indice du coût réel des salaires dans la branche considérée (indice établi par l'Institut national de Statistique) ou, à défaut, un indice des dépenses en personnel déduit des statistiques de la production relatives à la branche en question.

#### e) Produits en cours de fabrication.

On prend en considération ici la différence entre les valeurs — telles qu'elles apparaissent dans la statistique annuelle de la production — des produits en cours de fabrication au 31 décembre et au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de compte. Cette différence devrait, en principe, subir une correction pour tenir compte des variations de prix intervenues entre les deux dates; vu la faible importance de cette rubrique et le caractère approximatif des estimations, on a renoncé à cette correction.

Pour convertir les valeurs à prix courants dont on dispose en valeurs à prix constants (prix de 1953), on a encore eu recours à un indice traduisant l'évolution des prix. En règle générale, on a utilisé l'indice obtenu en faisant la moyenne non pondérée de l'indice des prix des matières premières mises en œuvre dans la branche considérée et de l'indice des prix des produits finis fabriqués dans cette branche.

f) *Constructions et équipement lourd exécutés par les entreprises avec leurs propres matières et leur propre personnel.*

On fait apparaître sous cette rubrique la différence entre la valeur globale des constructions et de l'équipement lourd terminés au cours de l'année ou en cours d'exécution au 31 décembre, et la valeur des constructions et de l'équipement lourd en cours d'exécution au 1<sup>er</sup> janvier; les statistiques annuelles de la production fournissent ces renseignements.

L'indice appliqué pour passer des estimations à prix courants aux montants correspondants à prix constants a été obtenu en faisant une moyenne non pondérée de l'indice des prix de gros des matériaux de construction, de l'indice des prix de gros des métaux et des fabrications métalliques et de l'indice général des salaires de la Banque nationale de Belgique.

g) *Impôts indirects.*

La valeur de la production exprimée en prix départ-usine ne correspond pas à la notion de valeur aux prix du marché, car certains impôts indirects seulement sont incorporés dans les prix départ-usine. On peut en effet répartir les impôts indirects comme suit :

i) *Impôts indirects perçus lors d'un achat (p. ex. droits d'entrée, taxe de transmission à l'importation).*

Les droits de douane et les impôts similaires payés à l'importation des matières premières et autres biens interviennent nécessairement dans le calcul de la valeur ajoutée globale aux prix du marché. Pour des raisons d'ordre pratique, ils sont censés être supportés par la branche d'activité « importation » annexée au commerce et apparaissent donc dans la valeur ajoutée de ce secteur. La branche transformatrice qui utilise les matières importées compte ces impôts indirects à la fois dans son output et dans son input, de telle sorte qu'ils n'influencent pas sa valeur ajoutée.

ii) *Impôts indirects assimilables à des charges de production (p. ex. taxe de roulage sur les véhicules à moteur, impôts provinciaux et communaux sur le personnel occupé ou la force motrice).*

Ces impôts sont incorporés dans la valeur des livraisons comptées aux prix départ-usine et par conséquent dans la valeur ajoutée de la branche qui les supporte.

Remarquons à ce propos que l'impôt foncier est considéré comme un impôt direct.

iii) *Impôts indirects perçus à l'occasion d'une vente (p. ex. taxe de transmission, taxe de facture, taxe de luxe...).*

Ces impôts perçus par apposition de timbres fiscaux doivent être ajoutés aux prix départ-usine pour former le véritable prix du marché payé par l'acheteur.

La statistique annuelle de la production fournit le total des impôts indirects envisagés sous ii) et iii) et de l'impôt foncier. On a corrigé le total pour éliminer ce dernier. On a décrit au § a) ci-dessus la méthode appliquée en ce qui concerne les livraisons aux prix du marché pour passer des valeurs à prix courants aux valeurs correspondantes à prix constants (prix 1953).

h) *Valeur totale de la production.*

En additionnant les divers éléments de production détaillés ci-dessus, on obtient la valeur totale aux prix du marché de la production réalisée par les établissements soumis à la statistique annuelle de la production.

i) *Extrapolation à tous les établissements de la branche.*

Il s'agit ici en principe aussi bien des établissements qui occupent du personnel salarié que des établissements travaillant sans personnel salarié ou uniquement avec des aidants.

Les bases d'extrapolation peuvent être différentes suivant les branches : tout dépend de la documentation disponible. Le plus souvent, il existe à côté de la statistique annuelle de la production une statistique mensuelle de l'activité industrielle qui touche tous les établissements de la branche et mentionne le personnel occupé ainsi que la production; si tel est le cas, l'extrapolation est faite soit sur base de la production, soit sur base du personnel occupé, soit suivant un système mixte. A défaut de statistique mensuelle, on peut avoir recours aux statistiques de l'O.N.S.S., ou se baser partiellement sur les données du recensement de 1947, ou encore utiliser des systèmes mixtes.

**B. — VALEUR DES BIENS CONSOMMÉS ET DES SERVICES ACHETÉS.**

Pour calculer la valeur totale des biens consommés et des services achetés, on prend en considération les éléments ci-après :

- énergie et combustibles consommés, matières premières et matières auxiliaires utilisées;
- services achetés et charges diverses.

a) *Energie et combustibles consommés, matières premières et matières auxiliaires utilisées.*

Les quantités, les valeurs à prix courants et par voie de conséquence les prix moyens, peuvent être établis directement à partir des statistiques de la production. La conversion de la valeur à prix courants en valeur aux prix de 1953 ne soulève aucun problème quand il s'agit de produits dont on connaît la consommation annuelle en quantité ainsi que le prix moyen pendant l'année de base. Dans les autres cas, on doit avoir recours à des indices de prix, supposés représentatifs, par lesquels on divise les valeurs à prix courants.

b) *Services achetés et charges diverses.*

Cette rubrique comprend :

- i) le montant facturé par des tiers pour l'entretien et la réparation des bâtiments, des machines et du matériel de transport; ces travaux d'entretien et de réparation sont censés maintenir les biens de production en état de bon fonctionnement sans en changer de façon sensible les propriétés ou la valeur;
- ii) le montant facturé par d'autres entreprises pour les travaux à façon qu'elles ont effectué;
- iii) les charges diverses et les frais de transport; ces montants sont en principe établis directement à partir des statistiques de la production, mais pour les années 1953 et 1954 les chiffres, manifestement sous-estimés, ont été corrigés en se basant sur les données des années subséquentes.

La conversion en prix de 1953 a été faite en divisant les valeurs à prix courants par des indices de prix adéquats.

c) *Extrapolation à toutes les entreprises de la branche d'activité.*

L'extrapolation des montants relatifs à la valeur des biens consommés et des services achetés est faite en appliquant les coefficients retenus en matière de production.

C. — VALEUR AJOUTÉE.

La valeur ajoutée brute aux prix du marché est égale à la différence entre la valeur totale de la production aux prix du marché et la valeur totale des biens consommés et des services achetés. La valeur ajoutée brute au coût des facteurs s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée brute au coût du marché le montant des impôts

indirects et en y ajoutant éventuellement le montant des subsides. Ce calcul a été effectué uniquement à prix courants.

La méthode décrite ci-dessus a été appliquée pour les branches d'activité suivantes :

- Industrie du tabac;
- Filatures et fileteries;
- Industrie du tissage;
- Bonneterie;
- Industrie du vêtement et de la confection (non compris les entreprises artisanales sans personnel ouvrier salarié);
- Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie;
- Industrie transformatrice du bois et industries connexes;
- Production de papier et de carton;
- Transformation du papier et du carton;
- Industrie du caoutchouc et industrie chimique;
- Fabriques d'agglomérés de houille;
- Cokeries et usines à gaz;
- Industrie de la terre cuite;
- Industrie du verre;
- Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment;
- Fer, acier et métaux non ferreux;
- Fabrications métalliques et constructions navales;
- Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil.

Il convient de remarquer que pour l'industrie de la ganterie et de la maroquinerie, les chiffres de la statistique de production ont été majorés de 10 % pour tenir compte d'une sous-évaluation des déclarations statistiques.

4. — Branches d'activité pour lesquelles une statistique annuelle de production a été instaurée après 1953.

Quelques branches d'activité ont été soumises à la statistique annuelle de la production après 1953. La valeur ajoutée n'a pu dès lors être calculée suivant la méthode générale que pour les années où cette statistique existait; pour les années antérieures il a fallu se contenter d'estimations faites pour chacune des branches en question, de la manière ci-après décrite.

a) *Charbonnages et leurs centrales électriques.*

La statistique annuelle de la production ne débute qu'en 1959. Pour les années 1953 à 1958, les chiffres ont été obtenus en extrapolant les données de 1959, compte tenu des renseignements dont dispose l'Administration des Mines. L'output et l'input ont été estimés, par bassin houiller, en multipliant les résultats de 1959, selon le cas, par l'indice de la valeur de la production ou

par l'indice des frais d'exploitation (abstraction faite des salaires et des charges sociales). L'output aux prix de 1953 a été obtenu en divisant la valeur à prix courants par l'indice des prix de gros du charbon. Pour l'input, on a appliqué un indice qui traduit l'évolution des prix d'une série de produits consommés par la branche considérée, ces divers prix étant pondérés par les quantités consommées. La valeur ajoutée correspond à la différence entre l'output et l'input.

b) *Autres industries extractives.*

On dispose d'une statistique annuelle de la production à partir de 1955. Pour les années 1953 et 1954, on s'est basé sur les statistiques de production établies par l'Administration des Mines. On a pu ainsi, moyennant quelques adaptations, calculer l'output et l'input à prix courants et à prix constants.

c) *Achèvement de produits textiles.*

Une statistique annuelle de la production existe depuis 1957. Les estimations relatives aux années 1953 à 1956 ont été faites à partir de la valeur ajoutée de 1957 calculée aux prix de 1960, en appliquant à cette valeur un indice composé lui-même d'un indice de l'emploi établi sur base de la statistique mensuelle et d'un indice reflétant l'évolution de la valeur ajoutée à prix constants, par travailleur, dans un certain nombre de secteurs de l'industrie textile. Pour obtenir des estimations aux prix de 1953, on a divisé la série des valeurs ajoutées aux prix de 1960 par l'indice des prix de gros des produits textiles de l'année 1960. On est ensuite passé aux estimations à prix courants en multipliant les valeurs ajoutées aux prix de 1953 par les indices des prix de gros des produits textiles relatifs aux années 1953 à 1956.

d) *Autres secteurs de l'industrie textile.*

On a pu se servir de la statistique annuelle de la production à partir de 1960.

i) *Peignage, lavage et carbonisage de la laine.*

Pour la période 1953-1959, on a calculé tout d'abord les valeurs ajoutées aux prix de 1960 compte tenu des résultats de la statistique mensuelle de la production et de la statistique annuelle de 1960. Les valeurs ajoutées à prix constants (prix de 1953) ont été obtenues en divisant les chiffres de la série précédente par l'indice des prix observé en 1960 pour la valeur ajoutée des filatures de laine peignée et cardée. Pour passer aux valeurs ajoutées à prix courants, on a mul-

tiplié les valeurs ajoutées aux prix de 1953 par les indices des prix relatifs aux années 1953 à 1960.

ii) *Filatures de lin et de chanvre.*

On a appliqué la même méthode que ci-dessus, en utilisant toutefois l'indice des prix de gros du lin au lieu de l'indice des prix de la valeur ajoutée.

iii) *Filatures de fibres dures et tissage de tapis de fibres dures.*

On a également appliqué la méthode précédente, mais en prenant cette fois en considération l'indice des prix de gros des produits textiles.

iv) *Fabrication d'ouate.*

Les valeurs ajoutées à prix courants et à prix constants pour la période 1953-1959 ont été estimées sur la base des chiffres de production tirés de la statistique mensuelle.

v) *Industrie du feutre, fabrication de rubans, tresses et passementerie, tulle et articles similaires, préparation de chiffons et déchets textiles.*

Les valeurs ajoutées à prix courants pour la période 1953-1959 ont été estimées en tenant compte à la fois de l'évolution de l'emploi suivant la statistique mensuelle et de l'évolution de la valeur ajoutée, par travailleur, observée dans un certain nombre de secteurs textiles. Les valeurs ajoutées à prix constants ont été obtenues en divisant les chiffres de la série précédente par l'indice des prix de gros des produits textiles.

e) *Scieries.*

On dispose d'une statistique annuelle de la production à partir de 1958. Pour la période allant de 1953 à 1957, les valeurs ajoutées à prix courants ont été estimées en admettant une évolution conforme aux indices émanant de l'Administration de l'Industrie. Le calcul à prix constants a été effectué en utilisant l'indice des prix de gros du bois.

f) *Impression, brochage et reliure.*

La statistique annuelle de la production existe depuis 1958. Pour la période 1953-1957, on a estimé la valeur ajoutée en se basant sur l'évolution des rémunérations établie par l'O.N.S.S. La valeur totale de la production a par ailleurs été évaluée en appliquant la production par tra-

vaille, observée pour l'année 1958, au personnel occupé les années précédentes. L'input a été obtenu par différence.

Pour le calcul à prix constants, on a divisé la valeur de la production à prix courants par une moyenne pondérée de l'indice des prix de gros du papier et du carton et de l'indice des salaires.

En ce qui concerne l'input, la valeur à prix courants a été divisée par une moyenne pondérée des indices des prix de gros du papier et du carton et des produits chimiques. La valeur ajoutée à prix constants représente la différence entre l'output et l'input à prix constants.

g) *Raffineries de pétrole.*

Il est possible d'utiliser les résultats de la statistique annuelle de la production à partir de 1959. Pour les autres années, on a obtenu la valeur ajoutée à prix courants en appliquant au chiffre de 1959 des indices basés sur des données fournies par l'Administration de l'Industrie. Le calcul à prix constants a été effectué en divisant la valeur ajoutée à prix courants par l'indice des prix de gros des produits pétroliers.

La valeur ajoutée aux prix du marché des raffineries de pétrole ne comprend pas les droits d'accises ni diverses taxes sur les ventes. Ces droits et taxes ont été attribués au secteur de la distribution.

h) *Industrie de la céramique.*

La statistique annuelle de la production ne commence qu'en 1957. Pour les autres années, il a été fait usage de la statistique trimestrielle de la production élaborée par la Fédération des Industries céramiques de Belgique et du Luxembourg en collaboration avec l'Institut national de Statistique. On a donc pu, moyennant quelques adaptations, calculer l'output et l'input à prix courants et à prix constants. La valeur ajoutée a été obtenue par différence.

i) *Production, transport et distribution d'électricité (à l'exclusion des autoproducteurs industriels).*

La statistique annuelle de la production fait défaut pour 1953 seulement. Les données relatives à l'output de cette année figurent dans les rapports annuels de la Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique et dans les rapports statistiques du service de l'Energie électrique (Ministère des Affaires économiques et de l'Energie). Les données relatives à l'input, en quantités et en valeurs, ont été estimées à partir de l'output, compte tenu du rapport observé en 1954 et des indices des

prix de gros des principaux combustibles et matières premières consommés. La valeur ajoutée à prix courants a été obtenue par différence. Le calcul à prix constants a été fait en se servant des prix moyens de 1953.

5. — **Estimations complémentaires, corrections pour investissements par moyens propres et estimations relatives à l'année 1961 pour les branches d'activité reprises aux sections 3 et 4 ci-dessus.**

a) *Estimations complémentaires.*

Dans le cas de certaines branches d'activité, des estimations complémentaires séparées ont encore été effectuées pour couvrir des produits ou groupes de produits qui ne sont pas touchés par les statistiques de la production. Il s'agit des branches suivantes :

- industrie du vêtement et de la confection : estimation complémentaire pour les drapés, la toile cirée, etc...;
- chaussures, gants et autres articles en cuir : estimation complémentaire pour la fabrication de courroies et d'articles en cuir pour l'industrie;
- industrie transformatrice du bois et activités connexes : estimation complémentaire pour le bois courbé et la fabrication de chariots, charrettes et barques;
- industrie du caoutchouc et industrie chimique : estimation complémentaire pour les produits pharmaceutiques, les essences, parfums, arômes, etc..., et la préparation du caoutchouc;
- industrie de la terre cuite et industrie céramique : estimation complémentaire pour la préparation de divers minéraux et objets en plâtre;
- tanneries : estimation complémentaire pour le finissage du cuir.

b) *Correction pour les investissements par moyens propres.*

On a admis que ces investissements n'ont pas été déclarés de façon complète dans les statistiques de production. Cette correction vise à y remédier et également à compenser les effets de la comptabilisation de certains investissements comme charges diverses.

c) *Estimation de la valeur ajoutée pour l'année 1961.*

Etant donné le temps requis pour le rassemblement et le dépouillement des déclarations de la statistique annuelle de la production, il n'a pas été possible de calculer la valeur ajoutée pour 1961 suivant la méthode générale.

On a prélevé, par branche d'activité et par classe de grandeur, un échantillon parmi les bulletins de 1961 déjà rentrés. On a relevé sur ces bulletins le montant des livraisons en Belgique et à l'étranger ainsi que le montant des matières premières consommées. On a recherché ensuite pour les mêmes déclarants les montants correspondants de l'année 1960.

Les totaux par classe de grandeur ont servi à calculer, pour chaque branche d'activité, un indice pondéré traduisant la situation de 1961 par rapport à 1960. La valeur totale de la production en 1960 a été extrapolée à 1961 en utilisant l'indice des livraisons; l'indice des matières premières consommées a été appliqué à la valeur globale des marchandises consommées et des achats de services en 1960. Par différence, on a obtenu la valeur ajoutée brute aux prix du marché (prix courants). L'estimation de la valeur ajoutée à prix constants a été effectuée au moyen de l'indice de la production industrielle lorsqu'un tel indice existe et qu'il accuse pour les années antérieures, une évolution suffisamment parallèle à celle de l'indice de la valeur ajoutée à prix constants. Lorsque ce procédé paraissait inapplicable, on a recherché un indice des prix aussi représentatif que possible.

Signalons enfin que pour quelques branches d'activité le calcul de la valeur ajoutée de 1960 est encore basé sur des chiffres provisoires de la statistique de la production.

#### 6. — Calculs effectués par l'I.N.S. pour d'autres branches d'activité.

##### a) *Agriculture, horticulture, élevage.*

La méthode de calcul à prix courants est décrite dans le chapitre traitant de la répartition du produit national entre les facteurs de production. La valeur ajoutée brute est égale à la valeur brute de la production diminuée de la valeur des matières premières et approvisionnements achetés en dehors de la branche agriculture et horticulture. Les inputs comprennent donc les aliments pour le bétail, les engrais chimiques, les semences et les plants, les insecticides, les frais d'entretien, les honoraires de vétérinaire, etc..., mais non les salaires et charges sociales, ni les loyers nets, ni les amortissements, ni les intérêts sur le capital emprunté.

Pour le calcul à prix constants, on a, autant que possible, multiplié les quantités des biens produits ou des matières consommées par les prix moyens de l'année de base. Dans le cas où l'on ne dispose que d'estimations en valeur, à prix courants, pour certains produits ou pour certains

éléments du coût de production, on a obtenu la valeur à prix constants pour l'année considérée en divisant la valeur à prix courants par des indices traduisant l'évolution des prix par rapport à l'année 1953.

##### b) *Exploitation forestière.*

Il s'agit ici d'activités telles que l'abattage d'arbres, l'écorçage, la production de charbon de bois et de bois à brûler... Les estimations sont basées sur des données relatives à la valeur ajoutée par travailleur extraites des statistiques annuelles de production des scieries et des données de l'O.N.S.S. concernant l'emploi. Dans les tableaux, on a regroupé sous le titre « Sylviculture » les résultats ainsi obtenus et la valeur ajoutée (reprise de Dulbéa) provenant de la vente de bois sur pied.

##### c) *Autres secteurs de l'industrie textile.*

La valeur ajoutée à prix courants a été évaluée à partir de la valeur ajoutée par travailleur, dans un certain nombre d'autres secteurs de l'industrie textile, et du personnel occupé suivant la statistique mensuelle de l'emploi et le Recensement général de l'Industrie de 1947. La valeur ajoutée à prix constants a été obtenue en divisant les chiffres ci-dessus par l'indice des prix de gros des produits textiles.

##### d) *Confection artisanale.*

La valeur ajoutée à prix courants et à prix constants a été calculée sur base du nombre d'indépendants et d'aidants relevant de ce secteur et sur base de la valeur ajoutée par personne active déduite de la statistique annuelle de production de l'industrie du vêtement et de la confection. Le nombre de personnes travaillant dans le secteur artisanal est supposé égal au nombre total d'indépendants du secteur vêtement et confection tel qu'il résulte des estimations du Ministère de l'Emploi et du Travail, diminué du nombre d'indépendants travaillant dans les entreprises occupant des travailleurs rémunérés. Ce dernier nombre s'obtient de façon approchée en additionnant le nombre de déclarants de la statistique de production et le nombre d'établissements occupant moins de 5 ouvriers (non soumis à la statistique de production) tel qu'il ressort des données de l'O.N.S.S.

##### e) *Industrie du ciment.*

Pour l'année 1953, la valeur ajoutée a été empruntée au Dulbéa. Cet organisme a évalué l'output en partant de données quantitatives (basées principalement sur la statistique men-



suelle de l'Institut national de Statistique) et de prix départ-producteur (communiqués par la fédération professionnelle). En ce qui concerne l'input, on a estimé les quantités de matières premières nécessaires pour produire une tonne des différentes espèces de ciment. A ces quantités, on a appliqué des prix basés sur des données émanant de la Commission des Prix. Pour les autres années, l'Institut national de Statistique a évalué la valeur ajoutée à prix constants en utilisant l'indice de la production industrielle de ciment. La valeur à prix courants a été obtenue en appliquant aux chiffres précédents l'indice des prix de gros du ciment.

f) *Garages.*

On est parti des données du Dulbéa quelque peu modifiées par l'I.N.S. Le Dulbéa a calculé l'output pour l'année 1953 sur la base des estimations suivantes : dépenses pour l'entretien et la réparation du parc autos et motos, location d'emplacements dans les garages et marges sur la vente de véhicules automobiles.

L'I.N.S. a modifié l'output de 1953 pour tenir compte d'un sondage portant sur les dépenses relatives aux voitures privées. L'input de 1953 a été adopté sans modification. La valeur ajoutée à prix courants et à prix constants pour les autres années a été calculée en utilisant des indices relatifs aux achats de véhicules automobiles et aux dépenses d'entretien et de réparation.

g) *Distribution d'eau.*

Les chiffres de la valeur ajoutée à prix constants ont été empruntés au Dulbéa. La valeur ajoutée, calculée à prix courants par cet organisme, accuse toutefois une évolution peu vraisemblable. En effet, ces deux séries permettent de calculer un indice des prix qui passe de 100 en 1953 à 195 en 1954, alors que, d'après la statistique annuelle de la production de l'Institut national de Statistique, le prix moyen de l'eau vendue n'augmente que de 18 % de 1953 à 1954. Aussi a-t-on adopté un nouvel indice des prix (base 1953=100) dont la valeur en 1954 est 118 et dont la valeur pour les autres années est égale à l'indice des prix du Dulbéa, multiplié par  $\frac{118}{195}$ . On a obtenu la valeur ajoutée à prix courants en multipliant la valeur ajoutée à prix constants par l'indice des prix ainsi corrigé.

h) *Transport et distribution de gaz de ville.*

Pour ce secteur, on s'est basé sur la statistique de la distribution publique de gaz, qui fournit

des indices de quantité relatifs au gaz disponible et distribué. Ces indices ont permis de calculer la valeur à la vente et à l'achat du gaz distribué par les compagnies de distribution, en appliquant des prix moyens connus ou évalués. A partir de ces données et en tenant compte, par ailleurs, des dépenses pour frais d'entretien, chauffage, éclairage et charges diverses, on a pu estimer l'output et l'input à prix courants et à prix constants.

i) *Bâtiments d'habitation.*

L'estimation de la valeur ajoutée à prix courants est basée sur les données qui ont servi au calcul du revenu du patrimoine immobilier échéant aux particuliers (cf. le chapitre relatif à la répartition du produit national entre les facteurs de production). Le calcul à prix constants a été fait à l'aide de l'indice des coûts de construction qui couvre les salaires et les matériaux de construction.

j) *Poste, télégraphe et téléphone, radio et télévision.*

Le calcul de la valeur ajoutée à prix courants du secteur poste, télégraphe et téléphone, a été fait en partant des données communiquées par les organismes intéressés. On a pu en déduire l'output, l'input et donc la valeur ajoutée. Pour le calcul à prix constants, on a appliqué un indice de quantité à la valeur ajoutée de 1953. Cet indice est basé sur le nombre d'heures payées par l'Administration des Postes et sur l'effectif en personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones. Pour calculer la valeur ajoutée de la radio et de la télévision, on a pris en considération les rémunérations payées.

k) *Administration publique.*

Conformément aux indications du Système normalisé de Comptabilité nationale, la valeur ajoutée du secteur Etat a été calculée en faisant la somme des rémunérations payées et du loyer imputé des bâtiments administratifs. Il s'agit ici des rémunérations totales à charge du pouvoir central (y compris les cultes mais non compris l'enseignement et les forces armées), des pouvoirs subordonnés (considérés uniquement dans leur fonction administrative) et de la sécurité sociale. Les sommes payées pour la mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics ont été considérées comme des rémunérations et font donc partie de la valeur ajoutée.

Quant aux loyers imputés, ils ont été calculés en admettant un intérêt net de 3,5 % et un amortissement de 1,5 % par an sur la valeur du patrimoine adaptée pour tenir compte des inves-

lissements nouveaux et des désinvestissements; les montants obtenus ont été réduits forfaitairement pour éliminer les bâtiments affectés à l'enseignement (lesquels sont transférés à la rubrique suivante).

l) *Enseignement (officiel et libre).*

Ici encore on a pris en considération les rémunérations versées au personnel enseignant tant officiel que libre et les loyers imputés des bâtiments affectés à l'enseignement. Ce dernier poste comporte le loyer imputé des bâtiments publics affectés à l'enseignement dont question à la rubrique précédente et le loyer imputé des écoles libres estimé en appliquant les taux de 3,5 % (intérêt net) et de 1,5 % (amortissement) à la valeur théorique des locaux qui est elle-même fonction du nombre de classes, c'est-à-dire finalement du nombre d'élèves qui fréquentent l'enseignement libre.

m) *Forces armées.*

Dans ce cas, la valeur ajoutée se limite aux rémunérations octroyées.

n) *Professions médicales.*

Les données nécessaires au calcul de la valeur ajoutée dans cette branche d'activité sont extraites des estimations faites en vue du calcul du revenu des médecins, dentistes et pharmaciens (cf. le chapitre consacré à la répartition du produit national entre les facteurs de production). Afin de tenir compte du revenu des autres professions paramédicales (telles p. ex. infirmières, sage-femmes, ...), les résultats obtenus ont été majorés de 4 %. Pour le calcul à prix constants, on a utilisé un indice du nombre de médecins et pharmaciens et un indice des prix relatifs à diverses charges.

o) *Domestiques et gens de maison.*

La valeur ajoutée à prendre en considération ici correspond au revenu des domestiques et gens de maison qui apparaît dans le tableau de la répartition du produit national.

p) *Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde.*

Les montants considérés ont été empruntés à la balance des paiements établie par la Banque nationale.

**7. — Calculs effectués par le Dulbéa pour certaines branches d'activité.**

Le Dulbéa a calculé la valeur ajoutée brute au coût des facteurs des branches d'activité men-

tionnées ci-après, en appliquant la méthode décrite ci-après. Pour l'année 1953, la valeur ajoutée a été estimée en faisant la différence entre l'output et l'input. Pour les autres années, les valeurs ajoutées à prix courants ont été obtenues à partir de la valeur ajoutée de 1953, tantôt en utilisant un indice de quantité et un indice de prix, tantôt en utilisant un indice de valeur. En général, il s'agit alors d'un indice de production de la branche d'activité considérée, ce qui revient à supposer que la valeur ajoutée évolue parallèlement à l'output.

Pour convertir les estimations précédentes au coût des facteurs en estimations aux prix du marché, l'I.N.S. a estimé le montant des impôts indirects (diminués des subsides) payé par les branches considérées.

L'I.N.S. a également estimé la valeur ajoutée à prix constants aux prix du marché en multipliant la valeur ajoutée aux prix du marché relative à 1953 par les indices de quantité retenus par le Dulbéa.

a) *Sylviculture (à l'exclusion de l'exploitation forestière).*

La valeur ajoutée a été estimée pour l'année 1952 à l'aide de données empruntées au Bulletin de la Société royale forestière et relatives à la vente de bois sur pied. On s'est également servi de la structure de l'input relevée pour ce secteur dans d'autres pays européens.

On a obtenu la valeur ajoutée à prix courants pour les autres années en multipliant la valeur ajoutée de 1953 par un indice de valeur basé sur le revenu des bois non soumis au régime forestier (cf. le chapitre relatif à la répartition du produit national). Pour le calcul à prix constants, on s'est servi de l'indice du prix de gros du bois.

b) *Pêche.*

L'output est calculé à partir de la statistique du poisson débarqué par les bateaux belges. La valeur de ce poisson a été majorée du produit estimé de la vente de poisson d'eau douce.

L'input a été déterminé sur base d'une comparaison avec le tableau input-output français. Pour l'estimation à prix constants, on s'est servi de l'indice des quantités totales de poissons débarqués dans les ports belges.

c) *Denrées alimentaires et boissons.*

L'output de 1953 repose essentiellement sur des données relatives à l'exportation, la consommation privée et la consommation intermédiaire

de denrées alimentaires et de boissons. Ces chiffres ont été diminués des marges présumées de commerce et de transport.

L'estimation de l'input pour cette même année repose sur les chiffres d'importation de matières premières destinées à l'industrie alimentaire et sur une estimation des achats faits à d'autres branches d'activité.

Pour l'évolution de la valeur ajoutée pendant la période 1954-1961, on a retenu comme indice de quantité, l'indice de production et comme indice de prix, l'indice des prix de gros de l'industrie alimentaire, tous deux dressés par l'Institut de Recherches économiques, sociales et politiques de Louvain.

d) *Arsenaux de la S.N.C.B.*

La valeur ajoutée au coût des facteurs a été estimée, pour 1953, en se basant sur les rémunérations payées au personnel de ces arsenaux. Pour les autres années, la valeur ajoutée à prix courants a été obtenue en appliquant au chiffre de 1953 l'indice des recettes de la S.N.C.B. pour le transport des voyageurs et des marchandises.

Pour le calcul à prix constants, l'indice des quantités a été calculé à partir du nombre de voyageurs-km et de tonnes-km transportés par la S.N.C.B.

e) *Diamant.*

La valeur ajoutée pour 1953 a été calculée selon la méthode indirecte en majorant le chiffre des rémunérations du montant présumé des autres profits et des amortissements. L'évolution de quantités et de valeurs établis par l'Administration de l'Industrie.

f) *Industries n.d.a.*

On a tenté d'estimer, de manière directe ou indirecte, la valeur de la production de divers produits parmi lesquels : les produits de nettoyage, les montres, les bijoux, l'argenterie, les médailles, les articles d'optique, les instruments de musique, les réservoirs, les articles de fantaisie en bois, ivoire, ..., les pipes, les articles en mica, certains articles en matière minérale, les boutons sauf ceux en métal ou en céramique, les articles en plastique, ..., ainsi que divers objets de récupération. L'input repose principalement sur les importations et les données dont dispose le Dulbéa concernant les achats faits aux autres branches.

Pour l'évolution dans le temps, on a utilisé les indices de quantité et de valeur du produit national brut.

g) *Construction.*

La valeur ajoutée pour 1953 est estimée de la façon suivante : la valeur des principaux éléments de l'output, c'est-à-dire, les logements, les constructions des entreprises privées, des entreprises publiques et de l'Etat, et les variations des travaux en cours d'exécution a été calculée à partir de l'estimation de la formation brute de capital fixe en constructions, cette dernière étant diminuée de la valeur des travaux effectués par les investisseurs eux-mêmes ou par des entrepreneurs étrangers.

L'évaluation des ventes à la consommation publique est basée sur l'analyse des comptes et budgets de l'Etat et des pouvoirs subordonnés. La valeur des dépenses d'entretien courant et des grosses réparations des entreprises privées et du secteur « Immeubles d'habitation » a été considérée comme évoluant parallèlement à la valeur au coût de remplacement du capital immobilier de la branche considérée. Les exportations sous forme de travaux exécutés à l'étranger et les ventes à l'industrie de la récupération ont été déterminées forfaitairement. Les renseignements concernant les exportations sous forme de travaux exécutés sur le territoire national pour compte de l'étranger (bases militaires) ont été fournis par le service financier de l'Armée.

L'input de la branche a été calculé compte tenu des données sur l'importation de matériaux de construction et en se basant sur la ventilation de l'output des diverses branches d'activité, cette ventilation étant elle-même établie, dans la mesure du possible, à partir des statistiques annuelles de la production, des chiffres avancés par l'Administration de l'Industrie, ou, à défaut de ces données, en ayant recours à des sondages, à l'avis de spécialistes, etc...

Pour la période 1954 à 1961, la valeur ajoutée à prix courants et à prix constants a été obtenue en appliquant au résultat de 1953 un indice des montants investis en constructions ou consacrés aux grosses et petites réparations, ces dépenses étant estimées, selon le cas, à prix courants ou aux prix de 1953.

h) *Commerce de gros et de détail.*

La valeur ajoutée du commerce se calcule en faisant la différence entre les marges commerciales brutes et les dépenses d'exploitation au sens étroit du terme des entreprises commerciales. Ces dépenses ne comprennent pas la valeur d'achat des marchandises négociées ni les salaires, loyers et intérêts puisque ces trois éléments font partie de la valeur ajoutée.

Les marges commerciales brutes pour 1953 ont été calculées selon diverses méthodes :

- différence entre le prix payé par le consommateur et le prix reçu par le producteur, lorsque ces deux chiffres sont connus;
- pourcentage de la valeur payée par le consommateur;
- pourcentage des recettes du producteur.

Les dépenses d'exploitation pour 1953, telles qu'elles ont été définies ci-dessus, résultent de la ventilation des outputs des autres branches.

La valeur ajoutée à prix courants et à prix constants des autres années a été calculée en utilisant un indice de valeur basé sur les dépenses de consommation privée dans lesquelles intervient une marge de distribution ou en se servant d'un indice de quantité basé sur ces mêmes dépenses à prix constants.

Remarquons encore que tous les impôts indirects à l'importation (droits d'entrée, taxes de transmission, ...) sont compris dans la valeur ajoutée du commerce aux prix du marché.

#### i) *Distribution de produits pétroliers.*

La valeur ajoutée de l'année 1953 a été obtenue en multipliant les quantités d'essence et d'huiles moyennes vendues par une valeur ajoutée unitaire estimée forfaitairement. Il a été admis que le secteur Distribution n'intervenait pas dans les ventes de produits pétroliers autres que ceux susmentionnés.

Les chiffres des années ultérieures ont été déterminés en utilisant un indice de quantité qui traduit l'évolution de la consommation intérieure totale de produits pétroliers et un indice des prix de l'essence. La valeur ajoutée aux prix du marché de la branche d'activité sous revue comprend les droits d'accises et les diverses taxes qui frappent la vente de l'ensemble des produits pétroliers.

#### j) *Services financiers.*

Le calcul de l'output de 1953 repose sur une estimation des charges liées au financement des ventes à tempérament, à l'émission de titres et d'ordres de bourse, à l'encaissement de coupons, à la location de coffres-forts, aux dépôts de titres à découvert, etc. Il a également été tenu compte dans cette estimation des courtages et commissions payés aux agents de change et autres intermédiaires financiers, des honoraires de conseillers financiers, etc. Enfin, des intérêts imputés ont été calculés pour les services que les intermédiaires financiers fournissent gratuitement à leur clientèle.

L'input de 1953 est déterminé à partir des ventes des autres branches d'activité, sur la base de renseignements fournis par des spécialistes ou d'évaluations forfaitaires.

Les chiffres relatifs à la période 1954-1961 ont été calculés à partir d'indices de valeur et de quantité basés sur les dépenses de consommation privée en services financiers, dépenses estimées successivement à prix courants et à prix constants.

#### k) *Assurances.*

L'output de l'année 1953 a été obtenu en estimant la différence entre les primes encaissées et les indemnités allouées à partir des rapports établis par les services chargés du contrôle des organismes d'assurance, des renseignements fournis par les milieux professionnels et des chiffres retenus pour la consommation privée. L'input a été estimé forfaitairement.

Pour l'évolution dans le temps, on a utilisé des indices de valeur et de quantité composés, construits à partir des dépenses de consommation privée relatives à divers types d'assurances.

#### l) *Transport par fer.*

La valeur de la production de 1953 a été obtenue en additionnant les recettes de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et des compagnies de tramways, ainsi que les investissements bruts réalisés pour compte propre par la S.N.C.B. L'input a été déduit des rapports des sociétés précitées, de données relatives à l'output des autres branches, ou déterminé empiriquement. Pour les autres années, on a calculé la valeur ajoutée en se servant d'un indice de valeur basé sur les recettes de la S.N.C.B. pour le transport de voyageurs et de marchandises et d'un indice de quantité établi sur base du nombre de voyageurs-km et du nombre de tonnes-km transportés par la S.N.C.B.

#### m) *Transport routier.*

##### *Valeur ajoutée en 1953.*

Pour le transport par camions, la valeur ajoutée a été calculée suivant la méthode indirecte en multipliant par le nombre de personnes actives le revenu moyen de celles-ci.

Dans ce calcul, on fait une distinction entre les ouvriers, les employés, les indépendants travaillant sans personnel et les patrons. En ajoutant au montant précédent une estimation du loyer et des amortissements, on obtient la valeur ajoutée brute au coût des facteurs pour le transport par camions.

En ce qui concerne les autobus et les autocars, l'estimation de l'output a été faite en

admettant une recette unitaire moyenne (déterminée forfaitairement ou par comparaison avec le rendement des autobus de la S.N.C.V.) et en multipliant celle-ci par le nombre de véhicules.

Pour les taxis, l'output est déterminé à partir des estimations de la consommation privée.

Les inputs sont déduits d'un rapport publié par une association professionnelle ou estimés forfaitairement.

#### *Evolution 1954-1961.*

Le calcul à prix constants a été fait comme suit :

En ce qui concerne les camions, l'indice de quantité a été calculé en multipliant, par classe de grandeur, le nombre de camions pour lesquels une licence de transport a été octroyée par la capacité moyenne et par la distance moyenne annuelle parcourue.

L'indice de quantité pour les taxis est déduit des estimations à prix constants de la consommation privée.

Pour les autobus et les autocars, l'indice de quantité résulte du nombre moyen de véhicules utilisés. Pour les estimations à prix courants, on a utilisé des indices de valeur obtenus en multipliant les indices de quantité précités par l'indice des prix du produit national brut.

La valeur ajoutée aux prix du marché de la branche considérée comprend la taxe de roulage payée par les particuliers; pour les véhicules automobiles, cette taxe évolue de 529 millions en 1953 à 895 millions en 1961.

#### n) *Transports maritimes.*

Cette branche comprend uniquement les transports maritimes sous pavillon belge.

L'output de 1953 a été estimé en additionnant les recettes relatives au transport de passagers de la malle Ostende-Douvres et de la Compagnie maritime belge et les frets des navires belges.

L'input découle des renseignements fournis par les milieux professionnels, de comparaison faites avec l'étranger ou de données relatives à l'output d'autres branches d'activité.

L'évolution au cours des années ultérieures a été déterminée à partir des indices suivants :

- indice de quantité du tonnage net des navires de mer belges entrés dans les ports belges;
- indice des prix de certains frets de la Com-

pagnie maritime belge et, à partir de 1958, indice des prix du produit national brut.

#### o) *Navigation fluviale.*

##### *Valeur ajoutée en 1953.* •

On a estimé successivement l'output de la batellerie, du remorquage et du halage, des transports fluviaux de plaisance et de l'affrètement fluvial. Les estimations reposent principalement sur des données communiquées par l'Office régulateur de la Navigation intérieure et sur des renseignements fournis par des spécialistes. Les éléments fixes d'input, tels que l'entretien et l'assurance, sont estimés à un pourcentage déterminé de la valeur totale de la flotte fluviale. Pour les éléments d'input variables, tels que le gas-oil, l'huile de graissage, les frais de traction, les commissions d'affrètement, on a multiplié le nombre de km parcourus par une estimation du coût unitaire moyen par km.

##### *Evolution 1954-1961.*

Le calcul à prix constants s'est fait en utilisant l'indice de quantité de l'ensemble du trafic fluvial établi par l'Institut de Recherches économiques, sociales et politiques de Louvain.

Pour passer aux estimations à prix courants, on a utilisé l'indice des frets fluviaux de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, sauf pour les années 1954 et 1955 ou, à défaut de meilleure information, on a utilisé l'indice des prix de l'Institut de Recherches économiques précité.

#### p) *Ports.*

##### *Valeur ajoutée en 1953.*

Certains éléments d'output, tels que les recettes de pilotage et de remorquage dans les bassins à Anvers ainsi que les droits de port, ont été fournis par les services des ports ou par l'administration de la Marine marchande. D'autres éléments d'output, en particulier les frais de manutention, ont été obtenus en multipliant les tarifs officiels (Anvers) ou estimés (pour les autres ports) par les tonnages relevés, pour chaque catégorie de produit, dans les statistiques de chargement et de déchargement. Etant donné la complexité des calculs, ceux-ci sont approximatifs.

Les inputs du port d'Anvers ont été communiqués par l'administration du port. Ces données ont été extrapolées aux autres ports.

##### *Evolution 1954-1961.*

Les estimations ont été effectuées à partir de l'indice de quantité des chargements et des déchargements au port d'Anvers et à partir de l'indice des prix du produit national brut.

q) *Transports aériens.*

*Valeur ajoutée en 1953.*

L'output a été estimé en partant des recettes effectuées par la Sabena pour le transport des passagers, du courrier et des marchandises.

On a déterminé l'input en se référant au rapport annuel de la Sabena et après consultation de cet organisme.

*Evolution 1954-1961.*

L'indice de quantité est basé sur le nombre de tonnes-km transportées par la Sabena. L'indice de valeur repose sur les données suivantes : dépenses en personnel, amortissements et charges financières.

r) *Autres services pour les entreprises.*

La valeur ajoutée en 1953 est calculée par multiplication du nombre de personnes actives de cette branche et de leur revenu moyen. Les résultats obtenus ont été majorés d'un montant forfaitaire pour tenir compte de profits et de rentrées autres que les rémunérations et les revenus des indépendants, tels que les bénéfices des sociétés. Dans ces calculs, on a fait une différence entre les ouvriers, les employés, les artisans, les personnes exerçant des professions libérales (vétérinaires, notaires, avocats et avoués). Les services médicaux assurés à des entreprises par des médecins indépendants ne sont pas repris ici mais sont inclus dans la branche « professions médicales ».

Les estimations pour des années ultérieures

ont été obtenues en utilisant les indices de valeur et de quantité du produit national brut.

La valeur ajoutée au prix du marché de cette branche comprend les droits d'enregistrement sur les mutations immobilières et sur les hypothèques : leur montant passe de 2,8 milliards en 1952 à 5,3 milliards en 1961.

s) *Autres services pour particuliers.*

L'output repose principalement sur les dépenses de consommation privée pour les rubriques suivantes : loisirs (hôtels, restaurants, cafés, divertissements, ...), entretien de la maison, soins corporels, hôpitaux, enseignement et recherche, services divers.

De plus, on a tenu compte des réparations d'appareils ménagers et de machines de bureau.

L'input a été déterminé forfaitairement pour 1953 et évolue parallèlement à l'indice des achats de bière et de produits alimentaires par la branche.

Pour les estimations à prix constants, on a exprimé des diverses dépenses précitées aux prix de 1953.

## 8. — Ajustement statistique.

L'ajustement statistique du produit intérieur et du produit national résulte du fait que l'on a pris en fin de compte la moyenne des résultats obtenus par les trois méthodes de calcul (production, revenus et dépenses).

## II. — RÉPARTITION DU PRODUIT NATIONAL.

Dans ce chapitre, le produit national est calculé par addition des revenus attribués aux résidents habituels du pays et aux pouvoirs publics en contrepartie de leur participation au processus de production ; ces revenus sont majorés des bénéfices mis en réserve par les entreprises ou transférés à l'Etat sous forme d'impôts.

Les chiffres repris aux tableaux II 1 et II 2 donnent un aperçu de l'évolution du revenu national et de ses principales composantes depuis 1953.

En règle générale, les résultats ont été obtenus en appliquant les méthodes adoptées autrefois par la Commission du Revenu national, et avec la préoccupation constante de respecter

complètement les définitions du Système normalisé de Comptabilité nationale. Cela signifie que, contrairement à la décision de la Commission précitée, on a, d'une part, considéré les frais de transport et les cotisations syndicales des travailleurs comme un élément des revenus, tandis que l'on a, d'autre part, rangé les intérêts imputés des banques et autres intermédiaires financiers parmi les revenus du patrimoine. De plus, en interprétant le Système normalisé, on a été amené à considérer que l'impôt foncier belge constitue un aspect particulier du recouvrement de l'impôt sur le revenu et qu'il s'agit dès lors d'un impôt direct. Ceci correspond au point de vue défendu en son temps par la Commission du Revenu national.

#### A. — RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS.

Il faut classer sous la rubrique « rémunération des salariés » toutes les rétributions en espèces ou en nature dues en tant que salaire ou traitement par tout employeur quel qu'il soit (entreprise, particulier, institution sans but lucratif, pouvoir public ou étranger), à des particuliers qui ont leur résidence habituelle en Belgique. Les salaires et traitements doivent être considérés avant déduction des impôts et de la contribution des travailleurs à la sécurité sociale.

On doit inclure en particulier dans les rémunérations des salariés :

- les avantages en nature (nourriture, logement, habillement...) fournis par l'employeur, à condition toutefois qu'ils constituent un profit net pour le travailleur;
- les pourboires octroyés aux travailleurs rémunérés de cette façon;
- les gratifications, bonifications et participations aux bénéfices octroyées aux travailleurs;
- les salaires payés par le reste du monde, y compris la part non rapatriée de ces salaires.

Par contre, il est expressément stipulé qu'il ne faut pas prendre en considération dans le calcul des rémunérations :

- ce que reçoivent les aidants qui font partie du ménage d'un exploitant, à moins qu'il ne s'agisse effectivement d'un salaire ou d'un traitement;
- les frais de voyage et autres engagés par le travailleur et remboursés par l'employeur;
- les paiements faits aux travailleurs en application du système de sécurité sociale puisque l'on enregistre les cotisations à la sécurité sociale.

#### 1. — Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale.

Les données de base sont fournies par les trois organismes institués pour la perception des cotisations fixées dans le cadre de la sécurité sociale, à savoir l'Office national de Sécurité sociale, le Fonds national de Retraite des Ouvriers Mineurs et l'Office de Sécurité sociale des Marins de la Marine marchande.

Les renseignements fournis par ces organismes en matière de traitements et salaires couvrent en principe le total des rémunérations — et non pas seulement les montants plafonnés — attribuées à tous les ouvriers et employés liés par un contrat de louage de services, aux ouvriers et employés temporaires des administrations de l'Etat et des provinces, aux personnes recrutées par les communes pour un travail extraordinaire,

temporaire ou accidentel et aux membres du personnel des organismes parastataux.

Ils sont cependant établis, abstraction faite des aidants et des catégories suivantes de travailleurs :

1. apprentis liés par un contrat d'apprentissage conclu à l'intervention d'un secrétariat d'apprentissage;
2. domestiques et gens de maisons;
3. ouvriers frontaliers;
4. ouvriers saisonniers qui exercent leur activité à l'étranger;
5. personnel définitif de l'Etat, des provinces, des communes et de certaines entreprises publiques, fonctionnaires et agents temporaires des communes qui exercent des fonctions à caractère permanent.

Les données fournies par les organismes de sécurité sociale doivent être complétées et corrigées sur certains points. On traitera de ce problème ultérieurement.

Les cotisations patronales relatives aux vacances annuelles (régime général) ont été considérées comme rémunérations.

#### 2. — Rémunérations des travailleurs soumis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale.

##### a) *Domestiques et gens de maison.*

Ces travailleurs sont tenus d'effectuer, conjointement avec les employeurs, des versements pour la pension de vieillesse.

Comme on ne peut trouver nulle part d'indication d'ensemble quant au montant global des rémunérations payées aux domestiques et gens de maison, on a essayé d'estimer, d'une part, le nombre de cas d'emplois et, d'autre part, les rémunérations unitaires.

##### *Nombre de cas d'emplois.*

Le recensement de 1947 fournit, en ce qui concerne les emplois à temps plein (domestiques, servantes, femmes de chambre, bonnes d'enfants, ménagères, concierges, gardiens de propriétés, cuisiniers, cuisinières, gouvernantes, dames de compagnie et nurses), des résultats que l'on peut considérer comme suffisamment sûrs. Pour les femmes de journée, le chiffre obtenu (26 594) est de toute évidence inférieur à la réalité. On s'est donc efforcé d'établir, par d'autres voies, le nombre de cas d'emploi de femmes de journée en admettant que seules les familles qui disposent d'un revenu suffisant peuvent songer à employer du personnel domestique et que l'importance et la qualification de celui-ci dépend, dans une large mesure, du niveau des revenus considérés.

Partant de la répartition des revenus imposables par classes de revenus, on a admis que 193 000 des déclarants considérés occupaient une femme de journée en 1947.

On a admis également que l'évolution au cours des années ultérieures du nombre de polices d'assurance, couvrant les risques d'accidents pour les domestiques et gens de maison, pouvait donner une indication quant à l'évolution du nombre de travailleurs de ce groupe, bien que tous les intéressés ne soient pas assurés et qu'un même travailleur occupé chez plusieurs employeurs puisse être assuré plusieurs fois.

#### *Rémunération unitaire.*

La rémunération dépend essentiellement de la qualification, de la durée des prestations et du sexe du travailleur considéré ainsi que de la région où il exerce son activité.

On a retenu pour l'année 1950 une rémunération de base oscillant entre 24 000 F et 40 000 F par an (y compris les avantages en nature) pour les diverses catégories autres que les femmes de journée. Pour ces dernières, on a admis comme durée de travail une moyenne de trois demi-journées par semaine et comme rémunération une moyenne de 100 F par jour, ce qui représente un revenu moyen annuel de 7 800 F.

Pour traduire l'évolution de ces rémunérations depuis 1950, on a choisi parmi les indices de salaire calculés soit par la Banque nationale de Belgique, soit par l'Office national de Sécurité sociale, ceux qui paraissent les plus adéquats et l'on en a déduit des indices applicables au groupe de travailleurs envisagé.

#### *b) Travailleurs frontaliers.*

Pour déterminer l'importance numérique de cette catégorie de travailleurs, on dispose des résultats de quelques recensements effectués par l'Office national de l'Emploi et le Fonds national d'Assurance Maladie-Invalidité.

En matière de rémunération, on s'est appuyé sur des renseignements publiés dans *La Revue française du Travail*, et l'on a adopté pour les divers groupes de frontaliers qui exercent leur activité en France le salaire horaire en vigueur dans ce pays pour les ouvriers de qualification correspondante ou, à défaut d'indications spéciales, le salaire horaire attribué aux manœuvres qualifiés. La durée théorique du travail a été établie en se basant également sur les indications contenues dans la même publication.

A défaut de renseignements spéciaux concernant la rémunération des frontaliers qui exercent leur activité aux Pays-Bas, on a admis le

montant moyen unitaire auquel on aboutit dans le cas des frontaliers allant travailler en France.

Le montant des cotisations patronales versées par les employeurs étrangers au profit des frontaliers a été ajouté aux rémunérations. On a obtenu ces cotisations patronales en appliquant au montant des salaires des coefficients basés sur des données extraites de publications de l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques de France.

#### *c) Travailleurs saisonniers exerçant leur activité à l'étranger.*

L'Office national de l'Emploi élabore chaque année, en collaboration avec le Bureau d'Emigration de Tourcoing, une étude sur l'émigration saisonnière des ouvriers belges vers la France. On y trouve des renseignements au sujet de l'effectif par branche d'activité, de sorte qu'il ne reste plus à déterminer que le salaire moyen.

Dans le cadre de la campagne du lin, le salaire moyen, y compris les avantages en nature, a été fixé en partant du salaire horaire normal. Le calcul fait abstraction des ouvriers belges qui travaillent en France au service d'industriels belges et qui sont, de ce fait, assujettis à l'Office national de Sécurité sociale.

En ce qui concerne le binage et l'arrachage des betteraves, on dispose de renseignements relatifs à la superficie moyenne traitée par ouvrier et au salaire de base par unité de superficie présentant des caractéristiques déterminées. Le salaire moyen qui en résulte a été majoré de la bonification compensatoire de change.

On a enfin appliqué aux ouvriers travaillant dans les sucreries et distilleries le salaire moyen des ouvriers ordinaires, et aux travailleurs saisonniers non repris dans une catégorie spéciale, un salaire correspondant à la moyenne obtenue pour l'ensemble de ces catégories spéciales. Tout comme pour les frontaliers, les cotisations patronales ont été ajoutées aux rémunérations.

### **3. — Contribution des employeurs à la sécurité sociale.**

Ce poste couvre les versements effectués par les employeurs à des organismes de sécurité sociale pour des salariés résidant habituellement dans le pays. Sous le vocable de « sécurité sociale », on désigne l'ensemble des mesures de prévoyance visées par la législation en vigueur. Ainsi donc, si un patron verse volontairement des primes destinées à assurer une pension complémentaire à son personnel ou s'il paie directement des pensions, sans versement de cotisations, comme c'est le cas pour le personnel de l'Etat,



ces primes et ces pensions ont été inscrites au poste Traitements et Salaires et non pas enregistrées comme contribution des employeurs à la sécurité sociale.

a) *Chiffres empruntés à l'O.N.S.S. au F.N.R.O.M. et à l'O.S.S.M.M.*

On prend en considération ici le montant des cotisations patronales encaissées ou à encaisser par l'Office national de Sécurité sociale (O.N.S.S.), le Fonds national de Retraite des Ouvriers Mineurs (F.N.R.O.M.) et l'Office de Sécurité sociale des Marins de la Marine marchande (O.S.S.M.M.). Ce montant est établi en déduisant des cotisations déclarées les créances irrécouvrables ainsi que les cotisations relatives aux vacances annuelles (régime général).

b) *Dispositions spéciales.*

Il s'agit ici des cotisations patronales versées en application de régimes spéciaux maintenus en vigueur en faveur de certains groupes d'assujettis. Les renseignements nécessaires ont été communiqués :

- par la Caisse des Congés pour l'Industrie diamantaire (versements supplémentaires en faveur des ouvriers de l'Industrie diamantaire);
- par la Caisse nationale des Vacances annuelles (versements effectués pour les apprentis et apprenties embauchés par contrat);
- par la Caisse spéciale de Compensation pour Allocations familiales des Entreprises de Batellerie (versements effectués au profit des bateliers en matière de vacances annuelles);
- par la Caisse nationale de compensation des allocations familiales (versements relatifs à certaines catégories d'allocations familiales et désignés sous le vocable de « cotisations individuelles en dehors de l'Office national de Sécurité sociale »).

Il importe également de ne pas perdre de vue les cotisations versées par les employeurs à des caisses spéciales destinées à assurer ce que l'on a appelé la sécurité d'existence des travailleurs, à condition toutefois que ces cotisations ne soient pas déjà reprises dans les chiffres de l'Office national de Sécurité sociale. Les montants à ajouter de ce fait ont été estimés par les soins du Ministère (du Travail et) de la Prévoyance sociale.

c) *Assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.*

Les chiffres relatifs aux cotisations patronales versées dans ce but ont été fournis par

le Ministère (du Travail et) de la Prévoyance sociale. On y a ajouté les indemnités payées directement par des charbonnages dans certains cas particuliers.

4. — *Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale.*

Ce groupe est constitué par les membres du personnel définitif et stagiaire de l'Etat, des provinces, des communes et de certaines entreprises publiques, y compris diverses catégories de personnes rémunérées à charge du budget de l'Etat. Ces agents bénéficient d'une pension gratuite, d'allocations familiales et d'autres avantages sociaux. Comme ils ne sont pas assujettis à la législation sur la sécurité sociale, les pensions et autres avantages sociaux ne sont pas compris dans le poste « contribution des employeurs à la sécurité sociale ». Afin de faciliter l'interprétation des chiffres, la charge des pensions est indiquée séparément chaque fois que la chose est possible et notamment pour ce qui concerne le pouvoir central; les allocations familiales et les autres avantages sociaux sont inclus parmi les rémunérations. Les montants à prendre en considération en ce qui concerne le *pouvoir central* ont été obtenus suite à la codification effectuée de commun accord avec l'Administration du Budget dans le cadre des activités de la Commission spéciale Benelux pour la Comparaison des Budgets des Institutions publiques et semi-publiques.

Pour la période 1953-1957, on a retenu les montants de dépenses arrêtés par la Cour des Comptes; pour les années 1958 et suivantes, on dispose des chiffres des ordonnancements, sauf en ce qui concerne la dernière année où l'on ne connaît que les chiffres des crédits budgétaires votés.

Dans le cas des rémunérations, ce regroupement porte sur l'ensemble du personnel : aucune distinction n'a donc été opérée entre le personnel définitif et stagiaire (non soumis à la sécurité sociale) et le personnel temporaire (soumis, lui, à la sécurité sociale). Une correction est apportée ultérieurement pour éliminer ce dernier.

a) *Fonction administrative de l'Etat (y compris les cultes).*

Il s'agit ici des salaires, traitements et pensions du personnel relevant de l'Administration centrale, à l'exclusion de l'Administration des Postes, des Malls Ostende-Douvres, de l'enseignement et des forces armées. Le Moniteur a été considéré comme un service administratif et non comme une entreprise publique; les rémunérations du personnel de ce service figurent donc

ici. On a compté également sous cette rubrique les rémunérations des ministres des cultes, y compris le loyer imputé des logements mis à leur disposition par les communes.

b) *Enseignement de l'Etat.*

Il s'agit ici uniquement des rémunérations octroyées au personnel enseignant ou assimilé (services d'inspection, p. ex.) de l'Etat, à l'exclusion du personnel administratif du Ministère de l'Instruction publique et à l'exclusion aussi des interventions de l'Etat dans les rémunérations du personnel enseignant provincial, communal ou libre.

c) *Forces armées.*

Les chiffres fournis couvrent les forces armées proprement dites (force terrestre, aérienne et navale) ainsi que le personnel administratif du Ministère de la Défense nationale. Les services de sécurité civile n'ont pas été considérés comme relevant des forces armées mais bien la gendarmerie, à concurrence de 1/3 (les 2/3 restants sont intégrés dans les dépenses civiles). La raison en est qu'environ 1/3 de l'effectif de la gendarmerie est équipé et entraîné de façon militaire.

Signalons encore que les rémunérations des forces armées couvrent tant les avantages en nature que les rémunérations en espèces, et que les pensions militaires retenues correspondent uniquement à des pensions d'ancienneté, le facteur d'invalidité compris dans certaines de ces pensions étant forfaitairement éliminé.

Il convient de noter que les délimitations envisagées sub. b et c, sont absolument conventionnelles et que l'erreur éventuellement commise sous ces rubriques est compensée automatiquement par une erreur en sens inverse sous la rubrique « fonction administrative de l'Etat ».

d et e) *Provinces et communes, y compris les Commissions d'Assistance publique.*

Les données relatives aux rémunérations du personnel des provinces ont été obtenues à partir d'un examen détaillé des comptes relatifs aux années 1956 et 1961. Pour les autres années, on a appliqué les pourcentages observés en 1956 à des données globales tirées de la statistique des finances provinciales dressées à l'Institut national de Statistique.

En ce qui concerne les communes, l'Institut national de Statistique s'est efforcé de regrouper les dépenses et les recettes suivant des critères économiques en effectuant un sondage parmi

les comptes de 1953. Les rémunérations du personnel ont alors été établies en appliquant à des chiffres globaux tirés de la statistique annuelle (I.N.S.) des finances communales, les coefficients dérivés de cette enquête. Etant donné que, pour la dernière année, la statistique des finances communales n'est pas encore disponible, les rémunérations sont estimées provisoirement en appliquant au dernier chiffre calculé des indices établis à partir des budgets communaux.

Les traitements, salaires et pensions afférents au personnel des Commissions d'Assistance publique ont été établis compte tenu des résultats d'une enquête portant sur l'année 1960. Pour les années 1953 à 1958, on a appliqué les pourcentages dérivés de l'enquête aux totaux fournis par la statistique des comptes des C.A.P. Comme une telle statistique n'est pas disponible après 1958, on a dû se contenter d'estimations faites au moyen d'indices établis à partir des comptes ou des budgets.

Dans le cadre des rémunérations payées par les pouvoirs subordonnés, on a prévu les subdivisions ci-après :

- a) Fonction administrative des provinces et des communes (y compris les C.A.P.);
- b) Enseignement communal et provincial.

Les chiffres mentionnés sous cette rubrique comportent les interventions de l'Etat dans les traitements et pensions du personnel enseignant des provinces et des communes.

Les montants payés aux chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics sont considérés dans leur totalité comme rémunérations et rangés sous cette rubrique.

f) *Enseignement libre.*

Les chiffres repris sous cette rubrique couvrent les subsides-traitements et les pensions à charge de l'Etat; ils sont tirés des comptes et des budgets de l'Etat suivant la méthode décrite plus haut.

g à i) *Entreprises publiques.*

Le personnel définitif et stagiaire de certaines entreprises publiques jouit d'un statut spécial (S.N.C.B., R.T.T., R.V.A.) ou est soumis au statut du personnel de l'Etat (Poste, radio, télévision). Etant donné que les rémunérations de ce personnel ne sont pas couvertes par les rubriques précédentes, on en tient compte ici. Les données nécessaires ont été fournies directement par les entreprises en question ou ont été obtenues à la suite de la codification des comptes et budgets de l'Etat.

On a tenu compte également des rémunérations du personnel des entreprises provinciales et communales.

j) *A déduire : rémunérations du personnel temporaire.*

Il faut déduire enfin le montant des rémunérations (y compris les contributions patronales à la sécurité sociale) versées par les pouvoirs publics au personnel temporaire assujéti à la sécurité sociale, rémunérations dont il a déjà été tenu compte. Le montant global peut en être calculé sur la base de renseignements fournis par l'O.N.S.S.

### 5. — Corrections et compléments.

Remarquons tout d'abord que pour cette rubrique, comme d'ailleurs en général pour le calcul de tous les revenus estimés forfaitairement, l'on a appliqué le plus souvent la méthode adoptée par la Commission du Revenu national.

Une première correction est nécessaire du fait que, dans certains cas, la rémunération enregistrée est inférieure au salaire réel. Il a été nécessaire de majorer pour cette raison :

- les salaires admis pour les travailleurs rémunérés au pourboire (industrie hôtelière, soins personnels, divertissements, etc...) à concurrence du montant même du forfait;
- les salaires admis en ce qui concerne la pêche maritime à concurrence de 75 % du forfait;
- les salaires forfaitaires renseignés en agriculture et en horticulture à concurrence du montant nécessaire pour reconstituer le total des salaires dont il sera fait état lors de l'estimation du revenu agricole;
- les rémunérations forfaitaires des shoregangers et des marins de la marine marchande à concurrence des montants nécessaires pour reconstituer le salaire réel et notamment pour couvrir les heures supplémentaires, les avantages en nature et les avantages liés à l'octroi de congé.

Une deuxième correction doit être apportée en raison des avantages en nature, tels que le charbon et le coke distribués gratuitement aux ouvriers mineurs ou aux ouvriers des cokeries. L'Administration des Mines a fourni une estimation des majorations à appliquer de ce chef.

Les traitements et salaires déclarés sont établis compte tenu de certains avantages sociaux tels que la rémunération des jours fériés légaux, le pécule de vacance simple payé aux employés, la rémunération due aux employés pour les

30 premiers jours de l'incapacité de travail (accident du travail, maladie, congé accordé aux femmes enceintes), ce qui est parfaitement logique puisqu'il s'agit là en règle générale d'avantages dont on ne retrouve pas l'équivalent sous forme de contribution des employeurs à la sécurité sociale. Il faut néanmoins y ajouter :

- le double pécule de vacance des employés dont le montant est proportionnel au traitement;
- les primes accordées parfois aux mineurs, sans devoir faire l'objet d'une déclaration à la sécurité sociale;
- le salaire supplémentaire institué par le Gouvernement en 1951, dans la mesure où la charge en a été imputée aux employeurs; le Ministère (du Travail et) de la Prévoyance sociale a évalué les montants décaissés de ce chef par les employeurs en 1953;
- le pécule de vacance complémentaire résultant de l'accord du 11 mai 1960 en matière de programmation sociale.

Les dispositions en vigueur prévoient encore que les primes, participations éventuelles aux bénéfiques et autres avantages complémentaires octroyés aux travailleurs sont compris dans les salaires déclarés. Ces divers avantages ne doivent cependant être déclarés que s'ils ont un caractère régulier et considéré comme tel par l'employeur. Les revenus déclarés à l'Office national de Sécurité sociale sont légèrement inférieurs aux revenus réels, étant donné que certains avantages sociaux ou salaires complémentaires n'y sont pas compris. Les revenus déclarés ne couvrent pas non plus les primes pour assurances de groupe ni les versements pour l'octroi de compléments de pension, bien que ceux-ci aient un caractère régulier. Un échantillonnage effectué sur base de la statistique de la production industrielle a fait apparaître que, en 1953, ces montants non déclarés atteindraient 4 % des rémunérations déclarées. Ce taux a été porté à 5 % pour tenir compte du fait que certaines entreprises ne déclarent pas entièrement leur personnel et que certains ouvriers travaillent encore pour un autre patron après avoir terminé leur tâche journalière normale.

On peut souligner également que les montants déclarés ne subissent aucune réduction pour tenir compte des charges professionnelles supportées par les travailleurs lors de l'achat d'outils ou de vêtements de travail. Ces dépenses devraient dès lors être défalquées des rémunérations. A défaut d'informations suffisantes, ceci n'a pu être réalisé que partiellement sur base notamment d'indications fournies par la Société des Tramways bruxellois au sujet du coût de l'habillement professionnel.

Une estimation est également effectuée pour tenir compte des revenus des apprentis et apprenties (en multipliant par le nombre de contrats d'apprentissage, qui est connu, la rémunération annuelle moyenne admise par certains experts en la matière) ainsi que des revenus, minimes il est vrai, des détenus occupés, soit dans les fermes autonomes, soit par la Régie du Travail pénitentiaire.

Enfin, le poste « Corrections et compléments » renferme également les rémunérations payées par les organismes internationaux établis en Belgique aux membres de leur personnel résidant en Belgique.

Les revenus non déclarés, dont la fixation est en partie arbitraire, constituent évidemment l'élément principal de ce poste. La correction relative aux salaires agricoles et horticoles est également importante et doit être apportée dès l'instant où l'on admet les salaires calculés par ailleurs en tant que charges d'exploitation pour déterminer le revenu agricole; l'erreur éventuellement commise ici ne modifierait d'ailleurs pas le revenu national puisqu'elle se retrouverait en sens inverse dans le revenu de l'agriculture.

L'ajustement statistique du total des salaires et traitements résulte du fait que, pour calculer le produit national, on a finalement pris en considération la moyenne des trois modes de calcul (production, revenus et dépenses). Les chiffres mentionnés au tableau représentent une partie de l'ajustement total qui a été réparti entre les salariés et appointés, d'une part, les indépendants et les sociétés de personnes, d'autre part.

#### B. — REVENU DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS ET DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES.

Comme pour les salariés, il convient d'enregistrer ce revenu avant qu'il ne soit amputé des impôts directs. Il faut observer par ailleurs que la notion de revenu ne couvre pas seulement le bénéfice entendu au sens strict, mais bien le revenu y compris la part de celui-ci qui pourrait être considérée comme une rémunération du travail de l'entrepreneur et des membres non rétribués de sa famille ou comme une rémunération des capitaux investis par l'entrepreneur dans son affaire. Ce revenu est établi également y compris la part des bénéfices de l'année sous revue que l'entrepreneur investit dans son entreprise. Par contre, on en a exclu tous les éléments qui constituent un revenu de la propriété bâtie ou non bâtie ou un revenu d'avoirs financiers dont il sera question plus loin; ceci revient à dire que le revenu des indépendants et des sociétés de personnes a été comptabilisé net de tout paiement d'intérêt ou de loyer.

#### 1. — Agriculture, horticulture et sylviculture.

##### a) Valeur brute de la production agricole et horticole.

La valeur brute de la production agricole et horticole couvre tant les quantités consommées dans le ménage de l'agriculteur que les quantités vendues *en dehors* de la branche d'activité considérée. Les aliments pour le bétail vendus par l'agriculteur à un autre agriculteur par l'intermédiaire ou non d'une tierce personne ne sont donc pas compris dans la production brute.

Précisons également qu'il ne faut pas tenir compte ici de la partie de la production consommée dans l'exploitation même (par exemple, part des récoltes consommée par le bétail) puisqu'il s'agit là d'une consommation à des fins de transformation et que la part de production négligée à ce stade quittera finalement l'exploitation sous une autre forme (par exemple, comme produit de l'élevage).

##### *Produits animaux.*

Ici encore, la valeur globale de la production a été obtenue, pour chacune des catégories de produits à prendre en considération, en multipliant un prix de base par les quantités vendues en dehors de la branche d'activité ou consommées dans le ménage de l'exploitant.

En ce qui concerne les quantités, il convient de faire les remarques suivantes. On connaît le total des abattages pour la consommation publique auxquels il convient d'ajouter dans certains cas (pour les porcs notamment) une estimation des abattages à domicile. Ces chiffres doivent être ajustés ensuite pour tenir compte des exportations et des importations qui doivent respectivement être ajoutées ou retranchées en vue de faire apparaître la production réalisée dans le pays.

La production laitière a été évaluée en partant du nombre de vaches, d'un certain rendement par vache et d'une teneur en graisse moyenne du lait. Quant à la production de volailles et d'œufs, on a pris en considération, outre des données du recensement, les résultats des enquêtes sur les budgets des ménages. Les prix moyens enfin ont été établis sur la base des prix mensuels pratiqués sur le marché.

Pour établir la variation du cheptel dont l'accroissement constitue la contrepartie d'une fraction de la production et dont la diminution représente en quelque sorte un prélèvement sur la production apparente des exploitations agricoles, on a fait la différence entre les situations consé-

cutives du cheptel au 1<sup>er</sup> janvier. Les données en valeur s'obtiennent en multipliant les prix unitaires moyens par l'accroissement ou la diminution quantitative.

#### *Produits végétaux.*

Le revenu doit, en principe, être calculé par année civile. Pour les produits végétaux, il n'est pas possible de procéder ainsi en raison de l'insuffisance des données statistiques relatives notamment aux stocks en fin d'année; on a donc dû se contenter d'adopter l'année culturale comme base d'estimation.

La valeur brute de la production a été obtenue pour chacun des produits végétaux qui font l'objet de culture, en multipliant un prix de base par les quantités vendues en dehors du secteur d'activité ou consommées par les ménages des exploitants. Ces quantités ont été établies en appliquant un coefficient forfaitaire, variable selon les produits, à la production totale estimée elle-même en multipliant le rendement moyen à l'hectare par la superficie cultivée. Les données relatives à ces superficies ont été déduites des recensements agricoles effectués chaque année par l'Institut national de Statistique; les autres données quantitatives ont été fournies par le Ministère de l'Agriculture; quant aux prix, ils représentent, suivant les cas, une moyenne, pondérée ou non, des prix pratiqués pendant l'année ou pendant une partie de l'année.

#### *Production horticole.*

On ne dispose pas en cette matière de données très détaillées.

Néanmoins, en tenant compte des superficies recensées, de l'évaluation de la production par la Commission compétente du Ministère de l'Agriculture (où siègent des représentants, des producteurs, des commerçants et d'autres intéressés), des prix moyens pratiqués pour les ventes à la criée ainsi que des importations et exportations, on a pu arriver à une estimation de la valeur brute de la production.

#### *b) Charges d'exploitation.*

Les frais supportés en vue d'obtenir la récolte relative à une année culturale déterminée sont partiellement engagés au cours de l'année civile antérieure. On a admis de les enregistrer ici comme frais relatifs à l'année culturale considérée.

On trouvera ci-dessous une description sommaire de la méthode appliquée pour évaluer chacune des catégories de frais envisagées.

#### *Fermages.*

Pour éviter que le revenu de la propriété foncière ne soit confondu avec le revenu provenant de l'activité agricole proprement dite, on a calculé le montant des fermages en supposant que toutes les terres et tous les bâtiments d'exploitation sont loués par les exploitants.

En ce qui concerne les terres, la documentation de base est constituée par une enquête effectuée en 1950 par l'Institut national de Statistique. On a pu y puiser la plupart des éléments nécessaires pour déterminer le taux moyen à l'hectare des fermages pratiqués pour les prairies, les parcelles cultivables et les terres cultivées sous forme d'exploitations entières.

Ces taux ont été appliqués aux superficies estimées pour chacune des trois catégories de terres considérées et les résultats ainsi obtenus pour 1950 ont été étendus aux autres années en admettant une correction basée sur des indications semestrielles recueillies par le Ministère de l'Agriculture en matière de fermages.

Pour déterminer le loyer des bâtiments d'exploitation, on a évalué, par classes de grandeur des exploitations, la superficie occupée par les bâtiments d'exploitation agricole. Etant donné que l'Administration du Cadastre évalue par ailleurs le revenu cadastral net des bâtiments d'exploitation agricole par m<sup>2</sup> bâti, on a alors calculé le loyer brut en appliquant aux superficies calculées le taux de l'Administration du Cadastre affecté d'un coefficient destiné à ramener ce taux, qui date d'avant-guerre, au niveau du revenu brut de l'année considérée.

#### *Salaires et charges sociales.*

En ce qui concerne l'importance numérique du groupe considéré, on peut tirer du recensement agricole au 31 décembre 1950 :

- le nombre de personnes occupées en permanence dans les exploitations agricoles, réparti par groupes d'âge et par sexe et suivant qu'il s'agit de membres de la famille salariés ou de domestiques et ouvriers proprement dits;
- le nombre total de jours ouvrables pendant lesquels des personnes non occupées en permanence dans l'exploitation ont prêté leurs services au cours de l'année 1950 (à l'exclusion des travaux à l'entreprise et à forfait), avec répartition des travailleurs par groupes d'âge et par sexe et suivant qu'il s'agit de membres de la famille salariés ou d'ouvriers occasionnels;
- le nombre total de jours ouvrables relatifs aux travaux effectués à l'entreprise ou à forfait pendant la même période.

Pour les autres années de la période sous revue, le nombre de personnes occupées en per-

manence a été adapté de manière à faire apparaître partiellement les fluctuations accusées dans les chiffres de l'Office national de Sécurité sociale, tandis que le nombre de journées de travail relatif à l'année 1950 a été maintenu constant.

Le salaire journalier ou mensuel moyen valable pour chacune des catégories considérées a été calculé d'autre part, compte tenu du résultat des sondages effectués régulièrement par le Ministère de l'Agriculture, en accordant une importance plus grande au salaire d'été qu'au salaire d'hiver.

Ces éléments ont permis de calculer un montant global des salaires qui a été majoré ensuite pour tenir compte des avantages en nature accordés ainsi que des charges sociales supportées par les patrons.

#### *Engrais.*

On a estimé séparément pour chacune des espèces d'engrais, les quantités consommées et les prix unitaires, de manière à établir la valeur totale des engrais utilisés pour autant que ceux-ci soient consommés sous forme d'engrais simples. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, la consommation d'engrais composés dont la fabrication requiert des frais supplémentaires et dont le prix de vente est par conséquent supérieur à la somme des prix des éléments qui entrent dans leur composition. Les taux de majoration utilisés dans ce but résultent d'un calcul effectué par le Ministère de l'Agriculture.

#### *Aliments pour bétail.*

Les aliments pour bétail ont été répartis en trois catégories suivant qu'il s'agit d'aliments importés, achetés à d'autres agriculteurs ou achetés à des entreprises industrielles. Pour les aliments importés, les évaluations ont été faites sur la base des quantités introduites dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, réduites de certains montants pour tenir compte des quantités absorbées par le Grand-Duché de Luxembourg. Le montant des aliments achetés à d'autres agriculteurs a été estimé, compte tenu uniquement des marges, c'est-à-dire de la différence entre la valeur d'achat et la valeur départ-ferme. On connaît enfin l'importance des aliments achetés dans d'autres secteurs industriels (notamment sucrerie et brasserie).

#### *Plants et semences.*

La valeur marchande des plants et semences importés a été établie en partant du montant des importations enregistrées pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise, diminué de la part destinée au Grand-Duché de Luxembourg

et majoré pour tenir compte des frais de distribution. Le résultat obtenu a ensuite été encore légèrement augmenté pour tenir compte des achats de plants et semences sélectionnés d'origine indigène.

#### *Intérêts sur le capital d'exploitation emprunté.*

Les intérêts dus par l'exploitant sur des emprunts qu'il contracte sont recensés comme revenus dans le chef du prêteur et constituent ici une charge d'exploitation. L'évaluation de ce poste a été faite en doublant le montant des intérêts effectivement perçus par les principaux organismes de crédit agricole pour tenir compte des crédits accordés par des banques, des notaires, des particuliers, des firmes de matériel agricole, etc...

#### *Taxes et impôts — Subsidés — Amortissements — Frais généraux.*

Les taxes et impôts, les amortissements et les frais généraux varient en fonction du degré d'intensité de l'exploitation qui est lui-même en corrélation étroite avec le montant du capital d'exploitation par hectare et l'étendue de l'entreprise.

Les chiffres cités ont été établis à partir du Recensement général de l'Agriculture au 31 décembre 1950 pour ce qui a trait à la répartition de la superficie cultivée suivant l'importance des exploitations, et à partir de chiffres empruntés aux comptabilités de la Station d'Economie rurale de l'Etat à Gand, pour le surplus.

Les taxes et impôts (abstraction faite des impôts directs) ont été exprimés en % du capital d'exploitation pour l'ensemble des entreprises qui communiquent leurs données comptables à la Station de Gand. Comme on connaît approximativement d'autre part l'importance moyenne du capital utilisé dans les exploitations appartenant aux diverses classes de grandeur, il a été possible de calculer le montant par hectare des taxes et impôts à charge des exploitations appartenant à chacune des classes de grandeur et ensuite, compte tenu des superficies totales cultivées dans ces différentes classes de grandeur, le montant total de ces taxes et impôts. Toutefois, il y a lieu de tenir compte également des subventions accordées à l'agriculture. Par conséquent, seule la différence entre les impôts indirects payés et les subventions reçues est reprise dans les frais d'exploitation.

On a procédé exactement de la même manière pour calculer le montant des amortissements et des frais généraux à cette particularité près cependant que, pour les amortissements, on a remplacé la série brute par une série ajustée.

c) *Revenu des exploitations agricoles et horticoles.*

Le revenu net des exploitations agricoles et horticoles peut, en pratique, être considéré comme revenant intégralement au secteur privé; en effet, le bénéfice des fermes autonomes qui échoit à l'Etat, et ne peut donc être compté ici, est infime.

d) *Revenu des bois non soumis au régime forestier.*

Le revenu de ces bois a été pris en considération ici parce qu'il s'agit en principe de bois appartenant à des particuliers. L'évaluation est faite sur base de renseignements tirés du Recensement général de l'Agriculture de 1950 ou fournis par le Ministère de l'Agriculture.

## 2. — Professions libérales.

Sous cette rubrique sont classés les médecins, les dentistes, les pharmaciens, les avoués, les avocats, les notaires ainsi que certaines personnes exerçant une activité qui, d'après les lois fiscales, ne peut être classée ni dans le commerce ni dans l'industrie.

a) *Médecins et dentistes.*

On a calculé tout d'abord le revenu global brut réalisé par les membres de ce groupe en s'appuyant essentiellement sur les données fournies par les organismes de sécurité sociale.

On est parti des versements faits par le Fonds national d'Assurance Maladie-Invalidité pour soins donnés aux assurés obligatoires et l'on a extrapolé les montants ainsi obtenus pour tenir compte des soins donnés aux assurés libres, à certaines catégories de personnes bénéficiant de régimes spéciaux et enfin à la partie de la population qui n'est pas assurée. Les résultats de ce calcul ont encore été corrigés pour tenir compte de la différence entre les honoraires payés réellement et les remboursements effectués par l'organisme assureur. On a procédé par ailleurs à une estimation des charges professionnelles, de manière à obtenir comme solde le revenu net global.

b) *Pharmaciens.*

Ici encore, on a calculé le revenu brut global des membres de ce groupe en se basant sur des données fournies par le Fonds national d'Assurance Maladie-Invalidité. Connaissant le montant des remboursements effectués tant sur les récipients magistraux que sur les spécialités, on a fait une estimation du coût total des produits phar-

maceutiques qui ont donné lieu à ces interventions et du bénéfice brut qui y correspond pour les pharmaciens. On en a défalqué ensuite les bénéfices correspondant à la vente de médicaments par certains médecins de campagne, bénéfiques qui ont été rattachés au revenu des médecins. Les résultats obtenus de cette manière ont alors été extrapolés pour tenir compte des ventes de médicaments aux assurés libres et aux non-assurés. Enfin, on a appliqué une dernière majoration pour couvrir le bénéfice résultant de la vente de produits pharmaceutiques sans prescription médicale, de la vente de spécialités avec prescription médicale mais pour lesquelles le F.N.A.M.I. ne rembourse rien, ainsi que de la vente de produits parapharmaceutiques, après quoi, on a évalué le montant des charges professionnelles. Signalons encore que le revenu net global couvre non seulement le revenu des pharmaciens travaillant pour leur propre compte mais également le revenu net des pharmacies exploitées par des pharmaciens-gérants.

c) *Avocats, avoués et notaires.*

Connaissant seulement de manière suffisamment approchée le nombre des avocats, avoués et notaires à prendre en considération, on a dû se contenter d'appliquer aux membres de chacune de ces catégories un revenu moyen établi en s'appuyant en ordre principal sur la statistique fiscale. Le revenu moyen imposable résultant de la statistique fiscale complète, ou d'un sondage, lorsque celle-ci n'était pas disponible, a été majoré tout d'abord pour remonter au revenu avant taxation et ensuite pour tenir compte de la sous-estimation systématique propre à cette statistique (30 % du revenu réel pour les avocats et les avoués et 15 % pour les notaires). Pour les avocats et avoués — signalons en passant que les appointés sont exclus du calcul —, on a fait ensuite une estimation du nombre de cas non imposables auxquels on a imputé un revenu forfaitaire relativement réduit.

d) *Autres professions libérales.*

On a déterminé le nombre de membres de ce groupe et le revenu moyen en se basant sur les statistiques fiscales. Le nombre de cas ainsi retenus dépasse sensiblement le nombre de cas constatés lors du Recensement général de la Population au 31 décembre 1947. Ceci provient du fait que l'Administration des Contributions classe sous cette dénomination non seulement les professions intellectuelles indépendantes mais encore un certain nombre d'autres fonctions qui, eu égard aux lois fiscales, ne peuvent être classées ni dans le commerce ni dans l'industrie. Quant

au revenu moyen, il a été calculé de nouveau en remontant du revenu imposable (estimé éventuellement par sondage) au revenu avant taxation et en appliquant à ce dernier un coefficient destiné à tenir compte de la sous-évaluation fiscale (1/3 du revenu réel).

### 3. — Commerçants et artisans.

Tout travailleur indépendant, non inclus dans les deux catégories précédentes, est classé sous cette rubrique; celle-ci couvre également les entreprises qui ne revêtent pas l'une des formes juridiques prévues en matière de sociétés commerciales, c'est-à-dire donc, les associations de fait constituées par les membres d'une même famille ou par d'autres personnes travaillant en commun.

Les données de base relatives au nombre de personnes composant ce groupe sont tirées du Recensement général de la Population. Le revenu moyen est déterminé, d'autre part, à partir des résultats de la statistique fiscale, majorés d'un pourcentage forfaitaire destiné à compenser la sous-estimation fiscale. On a considéré séparément les cas où l'activité commerciale ou artisanale constitue la profession principale, et les cas où elle n'est qu'une profession accessoire.

#### a) *Activité commerciale ou artisanale considérée comme profession principale.*

On peut tirer du Recensement général de l'Industrie et du Commerce au 31 décembre 1947 le nombre de commerçants isolés, d'artisans isolés et d'entreprises appartenant à une personne, existant à ce moment ainsi qu'une estimation du nombre de sociétés de fait.

L'évolution de l'importance numérique de ce groupe a été établie compte tenu de renseignements relatifs au nombre d'assujettis en matière d'allocations familiales pour employeurs et indépendants. Les chiffres obtenus sont beaucoup plus importants que le nombre de déclarations à la taxe professionnelle, la différence entre les deux séries étant constituée par les personnes et entreprises dont le revenu n'atteint pas le minimum imposable.

#### \* *Travailleurs indépendants dont les revenus sont imposables.*

En principe, on dispose du montant des bénéfices imposés. La statistique fiscale définitive ne pouvant être établie qu'avec un retard assez important, on a dû se contenter pour les dernières années du résultat d'échantillonnages destinés à mettre en évidence la tendance observée, voire même d'indications plus sommaires encore pour la dernière année considérée. On est passé alors

de la notion de revenu imposable à celle de revenu avant taxation en réintroduisant dans le revenu les montants légalement déduits par le contribuable et l'on a majoré le résultat ainsi obtenu pour tenir compte de la sous-évaluation fiscale.

Bien que l'importance de la sous-évaluation fiscale soit difficile à préciser, une majoration des données fiscales se justifie entre autres pour les raisons suivantes :

— le bénéfice des commerçants et artisans est établi, déduction faite des indemnités octroyées à des aidants membres de la famille, alors que ces indemnités, non couvertes par les statistiques relatives aux salaires, devraient être comptées ici;

— l'Administration fiscale fait souvent montre d'une certaine tolérance en vue de rendre aussi facile et aussi rapide que possible la perception des impôts.

On a admis que le revenu déduit de la statistique fiscale ne représentait que les 2/3 du revenu réel. En d'autres termes, on a donc majoré de 50 % le revenu avant taxation accusé par la statistique fiscale.

#### *Travailleurs indépendants dont les revenus ne sont pas imposables.*

Comme il s'agit ici du revenu dérivant d'une activité principale, il a paru raisonnable d'admettre un montant qui permette d'entretenir un ménage avec charges familiales réduites. Il va de soi que la détermination d'un tel revenu est subjectif.

#### b) *Activité commerciale ou artisanale considérée comme profession accessoire.*

Les données de la statistique fiscale constituent la seule source de documentation disponible non seulement pour fixer le revenu moyen imposable mais également pour déterminer le nombre de cas à prendre en considération. Comme précédemment, on est passé tout d'abord de la notion de revenu imposable à la notion de revenu avant taxation, puis on a appliqué au résultat obtenu les coefficients de majoration déjà retenus, pour tenir compte de la sous-évaluation fiscale.

### 4. — Revenu des sociétés de personnes.

Cette dénomination couvre ici les sociétés de personnes à responsabilité limitée, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés coopératives. Le premier groupe est évidemment de loin le plus important.



Conformément à ce qui a déjà été signalé pour les travailleurs indépendants, le revenu de l'entreprise ou le bénéfice d'exploitation doit être considéré comme entièrement distribué. On l'a exprimé ici net des impôts directs payés alors qu'en principe il devrait comprendre le montant de ces impôts; ceci ne présente aucun inconvénient dans l'ensemble, puisque ces impôts seront comptés ultérieurement dans une rubrique spéciale, tout comme les impôts directs frappant les sociétés par actions.

L'estimation relative à l'année 1950 s'appuie sur une statistique fiscale non publiée des sociétés.

Pour les autres années, on a admis que l'évolution du bénéfice des sociétés de personnes se situait à mi-chemin entre l'évolution du bénéfice des commerçants et artisans et l'évolution du bénéfice des sociétés par actions.

#### *Ajustement statistique.*

Cet ajustement n'est autre que la partie de l'ajustement total attribuée aux travailleurs indépendants et aux sociétés de personnes.

### C. — REVENU DE LA PROPRIÉTÉ ÉCHÉANT AUX PARTICULIERS.

Ce poste comprend tous les paiements effectifs et imputés aux particuliers et institutions sans but lucratif considérés en leur qualité de propriétaires d'avoirs financiers ou de propriétés bâties ou non bâties. Remarquons qu'en matière de placements en valeurs mobilières ou immobilières, il convient d'assimiler les travailleurs indépendants aux particuliers, avec cette réserve cependant que le capital investi par un travailleur indépendant dans sa propre entreprise ne doit pas être considéré comme un placement au sens envisagé ici. Les trois grandes catégories de revenus à distinguer sont les intérêts, les loyers et les dividendes; ces revenus doivent être enregistrés avant taxation.

#### 1. — Intérêts.

Cette rubrique couvre tous les paiements d'intérêts aux particuliers ou aux institutions sans but lucratif (y compris les intérêts sur fonds publics), tous les intérêts comptabilisés (y compris les intérêts bonifiés sur les contrats d'assurance) et les intérêts dits imputés.

Il est possible de recueillir des renseignements assez précis sur le montant global des intérêts versés à tous les secteurs de l'économie nationale, en faisant usage notamment des informations fournies par les organismes auxquels

est confiée la gestion des capitaux, par les organismes officiels de contrôle ou par certaines administrations publiques. Dans certains cas, il est cependant difficile d'estimer la part des intérêts échéant aux particuliers. Cette dernière remarque s'applique également aux dividendes.

#### a) *Intérêts relatifs aux dépôts d'épargne et aux opérations de capitalisation.*

Le principal organisme à prendre en considération ici est la Caisse générale d'Épargne et de Retraite qui est à même de communiquer des renseignements utiles en ce qui concerne les intérêts capitalisés ou payés en cours d'exercice sur les dépôts des particuliers. On y a ajouté les intérêts bonifiés par les caisses d'épargne privées, les caisses d'épargne communales et certaines institutions de crédit parastatales, évalués en appliquant au montant moyen des dépôts un taux moyen d'intérêt. On a tenu compte enfin sous cette rubrique des intérêts capitalisés par les entreprises autorisées à faire des opérations de capitalisation, calculés sur base des réserves accumulées.

#### b) *Intérêts des dépôts bancaires.*

Il convient, en cette matière, de s'en référer aux indications fournies par les rapports annuels de la Commission bancaire. On peut en déduire le montant moyen des dépôts et des avoirs en comptes courants auquel on peut appliquer un taux moyen d'intérêt pour obtenir le montant total des intérêts bonifiés. De ceux-ci, il ne faut prendre en considération que la part attribuée à des particuliers (y compris les travailleurs indépendants) ou à des institutions sans but lucratif, part qui a été estimée forfaitairement sur base de certaines indications confidentielles recueillies à ce sujet.

#### c) *Assurances libres.*

Les organismes autorisés à pratiquer les opérations d'assurances sur la vie sont en principe soumis au contrôle du Service des Assurances qui dépend du Ministère des Affaires économiques. Il est donc relativement facile de réunir la documentation nécessaire pour préciser le montant des réserves accumulées par ces organismes ainsi que le taux d'intérêt moyen à appliquer à ces réserves.

On a considéré successivement les opérations faites à l'intervention de compagnies d'assurances sur la vie agréées et les opérations d'assurances conclues à l'intervention d'institutions régies par des lois spéciales. Les renseignements relatifs aux réserves ont été communiqués soit directement par les organismes intéressés, soit par

des services de contrôle. On a admis que les intérêts calculés étaient intégralement attribués à des particuliers.

Les intérêts calculés sur les réserves relatives aux lois des pensions et sur les réserves constituées par les organismes d'assurances accidents du travail et maladies professionnelles ne sont pas pris en considération ici; ils sont ajoutés au revenu échéant à l'Etat.

d) *Intérêts sur fonds publics.*

En ce qui concerne la dette de l'Etat, les emprunts garantis par l'Etat et les emprunts contractés par la Caisse autonome des Domages de Guerre, on dispose de données précises quant au montant total des intérêts payés. Pour la dette des pouvoirs subordonnés, on a dû se baser sur une enquête spéciale faite en 1950 par le Crédit communal de Belgique et sur des indices établis par l'Institut national de Statistique en vue de traduire l'évolution de la dette en circulation des pouvoirs subordonnés. Les renseignements relatifs à l'intérêt de la dette des sociétés intercommunales et à l'intérêt de la dette coloniale émises sur le marché belge sont moins précis. Ces deux derniers postes ne présentent cependant que peu d'importance.

Reste à préciser la part de ces intérêts attribuée aux particuliers. On a utilisé à cette fin les résultats d'une étude faite par le département d'étude et de documentation de la Banque nationale de Belgique au sujet du classement des fonds publics belges et publiée dans le « Bulletin d'information et de documentation de la Banque nationale de Belgique » (janvier 1954, octobre 1955, janvier 1958 et mars 1961). Il a été possible d'évaluer sur cette base le pourcentage des fonds publics détenus par des particuliers, pourcentages à appliquer au total des intérêts de fonds publics.

e) *Emprunts-obligations émis par des sociétés et emprunts hypothécaires.*

*Emprunts obligations émis par des sociétés.*

La statistique du rendement établie par l'Institut national de Statistique donne le montant des paiements de coupons relatifs à la dette obligataire en circulation des sociétés par actions. De ce montant il faut défalquer l'intérêt se rapportant aux emprunts de la Société nationale de Crédit à l'Industrie déjà comptés parmi les fonds publics. La part des particuliers dans le solde ainsi obtenu a été estimée approximativement à 10 %.

*Emprunts hypothécaires.*

Le montant encore en circulation des emprunts hypothécaires accordés par des particu-

liers est communiqué par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite. L'Inspection des Assurances du Ministère des Affaires économiques fournit le montant des emprunts hypothécaires accordés par les particuliers à l'intervention des sociétés hypothécaires. On calcule les intérêts en appliquant aux montants des emprunts en circulation, un taux d'intérêt de 6,25 %.

f) *Intérêts imputés.*

Dans le Système normalisé, on recommande d'imputer en recette pour les banques et autres intermédiaires financiers, un montant qui est supposé couvrir les services que ces organismes rendent gratuitement à leur clientèle, ceci afin de faire apparaître pour ces établissements une valeur ajoutée positive. Cette imputation doit être compensée par une attribution correspondante d'intérêts imputés à ceux qui sont censés jouir de ces services gratuits (particuliers, entreprises et Etat).

Le montant global de ces intérêts imputés correspond théoriquement à la différence entre le produit des placements de fonds des intermédiaires financiers et les intérêts bonifiés par ces intermédiaires. Ils sont en principe attribués aux particuliers proportionnellement à l'importance de leurs dépôts.

Signalons à toutes fins utiles que la Commission du Revenu national n'a pas estimé devoir autrefois prendre en considération ces intérêts imputés.

## 2. — Loyers.

Cette rubrique couvre non seulement les loyers réellement perçus par les particuliers et les établissements sans but lucratif, mais encore les loyers imputés relatifs aux propriétés occupées par le propriétaire lui-même, que celles-ci soient ou non bâties.

a) *Propriétés bâties.*

Il s'agit ici des bâtiments d'habitation y compris les bâtiments d'exploitation agricole et ceux affectés à l'enseignement libre. Le revenu brut des bâtiments d'habitation est calculé dans le cadre de l'estimation de la consommation privée, en multipliant un loyer moyen par le nombre d'habitations occupées. Le revenu brut des bâtiments d'exploitation agricole est estimé dans le cadre du revenu agricole. En ce qui concerne enfin les bâtiments affectés à l'enseignement libre, on a fait une imputation de loyers basée sur une estimation approximative du nombre de locaux nécessaires pour abriter la population scolaire.

b) *Propriétés non bâties.*

Le revenu brut provenant des terres de culture a été calculé dans le cadre du revenu agricole tandis que le revenu des bois est estimé par le Cadastre.

c) *Charges.*

Parmi les charges à déduire figurent en premier lieu *l'amortissement* et les *frais d'entretien*. Il n'existe malheureusement pas de données statistiques permettant d'estimer l'importance de ces deux éléments. Cependant, eu égard à la loi portant limitation des loyers, on peut admettre qu'en 1948 ils se chiffraient à un tiers environ du loyer brut. Les données relatives aux autres années considérées ont été établies sur cette base, en admettant une évolution qui tient compte de celle accusée par divers indices : salaires dans l'industrie du bâtiment, prix des matériaux de construction, valeur moyenne des immeubles vendus, prix des maisons établis par les services de la Reconstruction du Ministère des Travaux publics, nombre de maisons.

Il convient de défalquer en outre du revenu brut *la charge que constituent les intérêts des prêts hypothécaires* garantis par les biens en question. A cet égard, la Caisse générale d'Epargne et de Retraite communique le solde des prêts hypothécaires octroyés respectivement par le secteur parastatal et le secteur privé. La part relative aux maisons et terrains est estimée à partir de données fournies par certains organismes parastatals et par certains experts. Les taux d'intérêts appliqués résultent de renseignements communiqués par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite pour ce qui concerne le secteur parastatal; pour le secteur privé, on a conservé les taux envisagés plus haut en matière d'intérêts hypothécaires perçus par des particuliers, légèrement réduits toutefois pour tenir compte du fait que ces prêts ne sont pas tous octroyés par des particuliers.

3. — *Dividendes, tantièmes, dons.*

a) *Dividendes attribués par des sociétés belges exerçant leur activité principale en Belgique.*

La statistique du rendement des sociétés, établie par l'Institut national de Statistique sur base des renseignements contenus dans les bilans publiés aux annexes du Moniteur belge, permet de saisir les dividendes distribués par les sociétés envisagées ici. Ces dividendes sont recensés dans l'année de la publication du bilan au Moniteur, c'est-à-dire donc pratiquement dans l'année de paiement.

Reste à préciser maintenant la part des dividendes perçus par les particuliers. On ignore évidemment dans quelle mesure les actions en circulation sont détenues par ces derniers. Néanmoins, compte tenu de certains renseignements recueillis à l'Institut national de Statistique ou à la Commission bancaire en ce qui concerne le financement des constitutions et augmentations de capital des sociétés belges par actions, on a pu estimer la part des dividendes attribuée à des sociétés par actions et à l'étranger, ce qui a permis de calculer par solde la part attribuée à des particuliers.

b) *Dividendes distribués par des sociétés belges exerçant leur activité principale à l'étranger.*

La statistique du rendement établie par l'Institut national de Statistique fournit des indications concernant les dividendes distribués par les sociétés en question. La part de ces dividendes qui échoit à des particuliers a été calculée sur base des renseignements disponibles en ce qui concerne le financement des constitutions et augmentations de capital de sociétés belges exerçant leur activité principale au Congo, au Rwanda et au Burundi, où s'exerce en pratique la majeure partie de l'activité étrangère des sociétés belges.

c) *Revenus provenant d'investissements effectués à l'étranger.*

On ne pourrait strictement relever sous cette rubrique que les dividendes distribués à des particuliers résidant en Belgique par des sociétés étrangères exerçant leur activité à l'étranger. Les intérêts et les revenus de biens immobiliers provenant de l'étranger devraient, en principe, être intégrés dans les rubriques intérêts et loyers. Etant donné que les bases de calcul nécessaires pour une telle répartition font défaut et que le revenu national n'en est pas pour autant modifié, les revenus provenant d'investissements effectués à l'étranger sont traités en un seul bloc.

On ne dispose en cette matière que des renseignements relatifs aux revenus d'investissements qui sont repris dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Celle-ci couvre toutefois toutes les recettes et dépenses, en provenance ou à destination de l'étranger, y compris donc les dividendes relevés déjà sous le b); il y a donc lieu d'effectuer une correction de ce fait. D'autres imprécisions plus graves cependant affectent les chiffres de la balance des paiements. Il s'agit en effet de revenus repatriés à l'intervention d'une banque, c'est-à-dire que les montants considérés s'avèrent inférieurs à la réalité. Les revenus repris dans la balance des paiements compren-

nent aussi bien les intérêts et revenus de biens immobiliers et mobiliers que les dividendes. Par ailleurs, les chiffres se rapportent à la Belgique et au Luxembourg considérés conjointement, ce qui oblige à éliminer le Luxembourg.

Pour tenir compte des revenus encaissés autrement que par l'intermédiaire d'une banque, on a majoré de 40 % les revenus repatriés; puis on a défalqué, pour éliminer le Grand-Duché de Luxembourg, une fraction proportionnelle à l'importance de sa population. Par contre, on n'a pas apporté de correction pour éliminer les revenus qui ne sont pas des dividendes, aucun double emploi ne risquant d'être commis puisqu'ils n'ont pas été comptés ailleurs.

Pour déterminer la part de ces revenus qui échoit aux particuliers, on s'est basé, à défaut d'autres indications, sur les données relatives au financement des constitutions et augmentations de capital de sociétés qui exercent leur activité au Congo, en augmentant toutefois légèrement la part des particuliers.

#### d) *Tantièmes.*

Le montant des tantièmes distribués par des sociétés par actions est fourni par la statistique du rendement de l'Institut national de Statistique. Ces montants semblent devoir être majorés de moitié pour tenir compte de la discordance constatée entre les statistiques du rendement et les résultats de la statistique fiscale.

#### e) *Dons des sociétés.*

Tous les dons faits par des sociétés à des particuliers ou à des institutions sans but lucratif au service des particuliers doivent être comptabilisés ici, à l'exclusion toutefois des gratifications et bonifications versées aux salariés. Il s'agit donc ici essentiellement de dons à certaines institutions et œuvres de bienfaisance. On ne dispose pas de renseignements concernant l'importance de ces dons qui a été fixée à 2 % du bénéfice net. L'erreur éventuellement commise dans cette évaluation n'a en fait aucune incidence sur le niveau du revenu national, étant donné que le bénéfice réservé, déterminé par solde, comporte l'erreur inverse.

### D. — BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS DES SOCIÉTÉS.

#### 1. — Bénéfices non distribués des sociétés par actions.

Il faut enregistrer sous cette rubrique la partie du bénéfice des sociétés qui n'a pas été remise

dans le circuit économique sous quelque forme que ce soit (dividendes, impôts directs, transferts, etc.). Ces bénéfices réservés doivent être pris en considération après taxation et se référer aux sociétés qui exercent leur activité sur le territoire national.

L'évaluation du bénéfice non distribué est intimement liée au calcul du bénéfice net global puisque le montant des réserves a été établi en défalquant successivement du bénéfice net les différentes catégories de bénéfice distribué.

Pour établir le montant du bénéfice net, on a eu recours aux trois sources de documentation suivantes : la statistique du rendement établie par l'Institut national de Statistique, un échantillonnage stratifié portant sur les documents fiscaux et la statistique élaborée par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite. La comparaison des données fiscales et des données de la statistique du rendement pour les années 1950 à 1953, a permis d'établir que les bénéfices fiscaux étaient en moyenne supérieurs de 33 % aux bénéfices repris aux bilans. Cette majoration de 33 % applicable au montant des bénéfices tirés de la statistique du rendement a été portée à 40 % pour tenir compte d'une certaine sous-évaluation fiscale et ramenée ensuite à 35 % en raison des dégrèvements accordés dans certains cas à la suite de recours contre la taxation. Comme il convient de saisir ici le bénéfice après taxation, il faut soustraire encore du montant ainsi adapté la contribution nationale de crise, non déductible du bénéfice déclaré, payée par les sociétés. Les résultats ainsi obtenus cadrent assez bien avec les chiffres établis sur d'autres bases par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

#### 2. — Bénéfices non distribués des entreprises publiques autonomes.

Par analogie avec ce que l'on a fait dans le cas des entreprises privées, il convient de tenir compte ici des réserves nettes des institutions d'intérêt public à caractère spécial ou des sociétés intercommunales qui peuvent être considérées comme entreprises publiques.

### E. — IMPÔTS DIRECTS DES SOCIÉTÉS DE TOUTES FORMES JURIDIQUES.

Les impôts directs à prendre en considération ici doivent couvrir les sommes payées ou à payer par les sociétés en matière de taxe professionnelle, d'impôts fonciers, de contribution nationale de crise et de taxe mobilière sur les revenus

mobiliers perçus par les sociétés établies en Belgique. Les montants des impôts sont imputés à l'année pendant laquelle ils sont établis.

Les renseignements relatifs à la taxe professionnelle (sur les bénéficiaires non distribués), à la contribution nationale de crise (sur les dividendes) et à la taxe mobilière due par l'ensemble des sociétés, sont fournis par le Ministère des Finances. La part de la taxe mobilière, qui est à charge des sociétés belges, est évaluée sur base de données relatives au financement du capital des sociétés.

#### F. — REVENU DE LA PROPRIÉTÉ ET DE L'ENTREPRISE ÉCHÉANT À L'ÉTAT.

##### 1. — Loyers imputés.

Rappelons qu'il convient de prendre en considération ici les loyers imputés relatifs aux bâtiments qui sont propriété des pouvoirs publics ou d'organismes assimilés, pour autant qu'ils soient occupés par des services administratifs civils ou consacrés à l'enseignement. On a donc négligé dans ce calcul les bâtiments mis à la disposition de l'armée ou d'entreprises publiques ainsi que les monuments historiques, musées, etc...

##### a) *Pouvoir central.*

Le revenu du patrimoine immobilier du pouvoir central a été calculé en partant de l'Inventaire des biens de l'Etat dont la dernière mise à jour a été faite au 31.12.1950. La valeur du patrimoine pour chacune des années suivantes a été établie en tenant compte des investissements et désinvestissements tels qu'ils résultent du regroupement des dépenses et des recettes de l'Etat fait en collaboration avec l'Administration du Budget, et en tenant compte aussi d'un amortissement annuel de 1,5 % sur la valeur du patrimoine. Le loyer imputé net (c'est-à-dire amortissements déduits) a été estimé à 3,5 % de la valeur du patrimoine.

##### b) *Autres pouvoirs publics.*

On ne possède aucun relevé complet en ce qui concerne le patrimoine immobilier des provinces et des communes. Dans le premier cas, des tableaux annexés aux budgets de certaines provinces ont permis d'estimer par extrapolation la valeur du patrimoine immobilier des provinces. Dans le second cas, c'est un sondage effectué en 1953 qui a permis d'évaluer le patrimoine immobilier des communes. Il a été tenu compte également, mais il s'agit là d'estimations très grossières, du patrimoine immobilier des C.A.P. (maisons de retraite, homes pour enfants, orphelins, etc...).

Quoi qu'il en soit, les valeurs admises en

1953 ont été adaptées pour les années ultérieures en tenant compte des investissements, des désinvestissements et d'un amortissement de 1,5 %. Comme pour le pouvoir central, le loyer imputé net a été estimé à 3,5 % de la valeur du patrimoine.

##### 2. — Intérêts, dividendes, bénéficiaires.

Il s'agit ici des dividendes, intérêts ou autres revenus encaissés par les pouvoirs publics ou les organismes y assimilés au titre de rémunération de capitaux investis, majorés du résultat positif (ou diminués du résultat négatif) de l'activité économique éventuellement exercée par ces pouvoirs publics dans le secteur des entreprises.

##### a) *Pouvoir central.*

Les montants repris sous cette rubrique résultent directement du regroupement des dépenses et des recettes de l'Etat effectué en collaboration avec l'Administration du Budget. Ils couvrent les intérêts, dividendes, bénéficiaires et autres produits d'exploitation mentionnés au budget des voies et moyens, c'est-à-dire donc les revenus positifs dont on a défalqué les soldes défavorables des entreprises publiques pris en charge par l'Etat.

Il est bien évident que la notion même de perte d'une entreprise publique peut être diversement interprétée et donner lieu à des évaluations fort différentes suivant que l'on donne un sens plus ou moins large à la notion de subvention. En principe, on a considéré comme subventions les interventions « a priori » de l'Etat et comme pertes les interventions « a posteriori ».

On a mentionné dans un poste spécial les intérêts calculés sur les réserves relatives aux lois de pension et sur les réserves constituées par les organismes d'assurances accidents du travail et maladies professionnelles.

##### b) *Autres pouvoirs publics.*

Ici encore, ce sont les regroupements des dépenses et des recettes effectués par l'Institut national de Statistique qui ont fourni les éléments d'appréciation nécessaires pour estimer le montant des revenus mentionnés sous cette rubrique. Signalons en particulier que ces montants couvrent d'une part, les redevances et d'autre part, les revenus financiers du secteur sécurité sociale, abstraction faite des intérêts relatifs aux opérations de capitalisation.

#### G. — INTÉRÊT DE LA DETTE PUBLIQUE.

Tout comme les autres flux intéressant les pouvoirs publics, les intérêts de la dette publique (qu'il s'agisse du Pouvoir central ou des

Pouvoirs subordonnés) constituent une des rubriques prévues dans le travail de regroupement des dépenses entrepris par l'Institut national de Statistique. Signalons simplement à ce sujet que ce poste ne couvre pas l'intérêt d'emprunts contractés par l'Etat au profit de certaines entreprises publiques.

#### H. — AMORTISSEMENTS.

Les amortissements qui apparaissent dans le tableau de la répartition du produit national entre les facteurs de production ont en fait été calculés dans le cadre de l'estimation des valeurs ajoutées par branche d'activité. Il faut distinguer ici les branches d'activité suivant qu'elles sont ou non soumises à une statistique annuelle de la production.

##### 1. — Branches d'activité soumises à la statistique annuelle de la production.

La statistique annuelle de la production fait apparaître le montant des amortissements fiscaux, lesquels sont en principe calculés sur la base du prix d'achat ou du coût historique des biens d'investissement, alors que la notion à retenir est celle de l'amortissement calculé sur la base de la valeur de remplacement. Pour passer de la première de ces conceptions à la seconde, on a appliqué la méthode suivante.

On fait tout d'abord l'hypothèse que les immobilisations se répartissent en constructions d'une part et en machines et matériel d'autre part, suivant une certaine proportion à préciser, et l'on admet que la durée de vie moyenne est de 30 ans pour les constructions et de 10 ans pour les machines et le matériel (ces durées sont en pratique couramment admises par l'Administration des Contributions directes).

On suppose que les immobilisations placées soit dans la rubrique « constructions », soit dans la rubrique « machines et matériel » et qui donnent lieu à amortissement au cours d'une année déterminée, ont été acquises à un prix moyen calculé compte tenu des prix pratiqués au cours d'une période correspondant à la durée de vie moyenne et se terminant l'année qui précède celle pour laquelle on calcule les amortissements.

Le rapport entre le prix pratiqué au cours de l'année pour laquelle on calcule les amortissements et le prix moyen défini ci-avant indique dans quelle mesure les amortissements calculés sur base du prix d'achat doivent être ajustés. Ainsi donc, si l'on désire calculer les amortissements relatifs aux machines sur base de la valeur de remplacement en 1960, on multipliera les amortissements fiscaux de 1960 relatifs aux machines par le rapport de l'indice des prix des machines en 1960 à la moyenne des indices des prix des machines pour les années 1950 à 1959.

A défaut d'autres indications, le rapport entre les amortissements sur les constructions et les amortissements sur les machines et le matériel dans une branche quelconque est supposé égal au rapport des nouveaux investissements réalisés en constructions d'une part, et en machines et matériel d'autre part, tel qu'il peut être déterminé sur base de la statistique annuelle de la production.

Pour obtenir le montant des investissements nouveaux en matière de construction, on considère le capital investi dans la construction, la transformation et l'amélioration de bâtiments et d'ouvrages de génie civil pour autant qu'il s'agisse d'investissements à destination économique, et l'on en soustrait le montant correspondant aux démolitions, désaffectations ou destructions de bâtiments et d'ouvrages de génie civil. De même, on obtient le montant des investissements nouveaux en machines et matériel en prenant, pour chaque année, la différence entre le capital investi (à destination économique) pendant l'année considérée en fabrication et achat de matériel neuf ou amélioration de matériel usagé, et la réduction du capital investi à destination économique résultant de démolitions ou de destructions de machines et de matériel effectuées pendant l'année considérée.

Les statistiques permettent donc de calculer pour la période examinée un rapport moyen grâce auquel le total des amortissements peut être réparti en amortissements sur constructions et en amortissements sur machines et matériel. Dans le calcul des coefficients correctifs à appliquer aux amortissements fiscaux, il y a lieu de se rappeler que les constructions, les machines et le matériel achetés avant-guerre et encore en usage après-guerre ont pu être revalorisés au coefficient 2,5.

Comme les questions relatives aux amortissements sont posées seulement aux établissements occupant 20 ouvriers et plus, il faut procéder en cette matière à une extrapolation préalable de manière à couvrir l'ensemble des établissements soumis à la statistique annuelle de la production. Cette extrapolation est faite sur base du nombre d'ouvriers occupés. Il y a lieu, en outre, d'effectuer une extrapolation pour couvrir l'ensemble des établissements de la branche d'activité considérée. A cet effet, on utilise les mêmes coefficients que pour l'extrapolation des données relatives à la production.

##### 2. — Branches d'activité non soumises à la statistique annuelle de la production.

Pour un certain nombre de secteurs ou de sous-secteurs, on a calculé les amortissements en appliquant à la valeur ajoutée un coefficient qui représente le rapport entre les amortissements et

la valeur ajoutée d'une branche d'activité analogue dont on connaît les amortissements par la statistique de la production. Il s'agit des secteurs suivants :

- autres secteurs de l'industrie textile;
- industrie du vêtement (activité artisanale; drapeaux et toile cirée; courroies et objets en cuir);
- bois cintré, charronnerie et carrosserie;
- raffineries de pétrole, produits pharmaceutiques, parfums, essences, transformation du caoutchouc;
- industrie du ciment, préparation de divers minéraux et fabrication d'objets en plâtre;
- production et distribution d'eau et de gaz de ville.

Dans le secteur « agriculture, horticulture et élevage », on a estimé les amortissements relatifs aux machines ou matériel et aux matériaux destinés à l'amélioration du sol, à partir de données recueillies par la Station d'Economie rurale de l'Etat à Gand. Ces données ont servi de base au calcul d'une moyenne générale par ha qui a été étendue à l'ensemble des terres cultivées au cours des années sous revue. Etant donné que les montants totaux des amortissements ainsi obtenus évoluent de façon irrégulière, on a remplacé la série brute par une série régulièrement croissante.

Pour les amortissements relatifs aux bâtiments d'exploitation agricoles, on peut se référer à la partie où se trouve exposé le calcul des amortissements et de l'entretien des bâtiments d'habitation. On a admis que pour les bâtiments d'exploitation et pour les bâtiments d'habitation, un même pourcentage du loyer brut était destiné à couvrir les amortissements et les frais d'entretien. Le montant calculé de la sorte a été réparti entre les rubriques « entretien » et « amortissements » à raison de 2/5 pour l'entretien et 3/5 pour les amortissements.

Le montant des remboursements effectués par les compagnies d'assurance a été supposé égal aux 2/3 du montant des primes.

Le montant des amortissements relatifs aux secteurs sylviculture et pêche a été obtenu en appliquant à la valeur ajoutée un coefficient égal au rapport entre les amortissements et la valeur ajoutée, constaté dans le secteur « agriculture, horticulture et élevage ».

A défaut de données plus précises et après consultation des documents étrangers, les amortissements dans les secteurs denrées alimentaires et boissons, autres industries manufacturières et autres services ont été évalués à 50 % des investissements, et les amortissements du secteur commerce, banque et compagnies d'assurance à 65 % des investissements.

Le mode de calcul des amortissements et des

frais d'entretien des bâtiments d'habitation a été exposé dans la partie qui traite des loyers. Les amortissements sont censés représenter la moitié du montant global amortissements plus frais d'entretien.

Sur base d'indications recueillies à l'étranger, les amortissements pratiqués en 1961 dans les secteurs construction et transports ont été évalués respectivement à 3,5 % et 20 % de la valeur ajoutée brute. Pour les autres années, les amortissements ont été obtenus en appliquant au montant de 1961 un indice reflétant l'évolution des investissements et de la valeur ajoutée.

Les amortissements pour la branche poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision ont été calculés à partir de données fournies à l'Institut national de Statistique par les institutions en question.

Les bâtiments publics pris en considération lors du calcul du loyer net imputé donnent lieu également au calcul d'un amortissement. Celui-ci a été estimé à 1,5 % de la valeur venale calculée de la manière décrite au paragraphe qui traite du loyer imputé.

#### I. — IMPÔTS INDIRECTS.

Sont considérés comme impôts indirects dans le Système normalisé, les impôts qui frappent les biens et services et qui entrent dans les frais d'exploitation et les impôts sur la possession ou l'utilisation par les particuliers de certains biens durables. Le texte énumère ensuite les principales catégories d'impôts indirects : droits de douane et d'accise, taxes sur les ventes, taxe de roulage sur les véhicules automobiles, droits de timbre, taxes sur les spectacles, sur les jeux et les paris, taxes provinciales et communales. (Système normalisé, p. 88.)

En ce qui concerne notre pays, on peut encore y ajouter : les taxes en matière de permis de chasse et de pêche, les droits d'enregistrement et d'hypothèques, les redevances afférentes au contrôle des mesures, des poids, des appareils à vapeur, ainsi que les redevances au profit de certains organismes parastataux, tels que l'Office national du Lait et de ses dérivés, l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles, l'Institut national d'Education physique et des Sports. La Radio-Télévision belge ayant été considérée comme une entreprise publique, la taxe sur les appareils de radio et télévision est traitée non comme un impôt, mais comme une recette provenant de la vente d'un service. Cette énumération est faite à titre d'exemple et n'est donc pas limitative.

Les chiffres relatifs aux impôts indirects ont été obtenus en codifiant les comptes et les budgets des pouvoirs publics (centraux et autres)

suivant les méthodes générales exposées dans la partie traitant de la rémunération du personnel de l'Etat.

#### J. — SUBVENTIONS.

Les subventions sont définies dans le Système normalisé comme des dons accordés par les pou-

voirs publics aux producteurs, à l'exclusion des transferts de capital. (Système normalisé, p. 89). Les subventions diminuent les coûts de production et peuvent de ce fait être considérées comme des impôts indirects négatifs. Les chiffres mentionnés au tableau II 1 ont également été obtenus en analysant les comptes et budgets de l'Etat.

### III. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL.

Le calcul du produit national est fait à ce stade en additionnant les divers éléments de consommation ou d'investissement qui constituent l'affectation de ce produit. On relèvera donc successivement les dépenses de consommation des consommateurs finals (particuliers ou pouvoirs publics), la formation intérieure brute de capital (y compris les accroissements de stocks) et les exportations nettes de biens et services.

#### A. — DÉPENSES DE CONSOMMATION PRIVÉE.

L'estimation des dépenses de consommation privée a été assurée presque entièrement par l'Institut national de Statistique.

Seuls les montants relatifs aux postes vêtements textiles, textiles d'ameublement, verre et cristal, services financiers et assurance-vie, ont été fournis par le Dulbéa. Il convient toutefois de noter que ces séries ont été adaptées pour éviter toute incompatibilité avec d'autres séries établies par l'Institut national de Statistique (p. ex. production et intérêts).

En ce qui concerne les dépenses de consommation privée, le commentaire a été remplacé par le tableau ci-après donnant pour chaque poste des dépenses un schéma des méthodes de calcul appliquées et des hypothèses faites.

Quelques remarques générales doivent être formulées en ce qui concerne la première colonne de ce tableau. La mention « quantités U.E.B.L. corrigées » ou « valeurs U.E.B.L. corrigées » signifie que les données de base relatives aux importations de l'U.E.B.L. (statistiques du commerce extérieur) ont été adaptées pour éliminer le Grand-Duché de Luxembourg. Cette correction a été faite en admettant en principe que les excédents d'importation étaient absorbés pour chacun des pays de l'Union au prorata de sa population, mais dans certains cas cependant, les importations seules ont fait l'objet d'une telle répartition. Les chiffres ainsi obtenus ont subi une deuxième correction pour tenir compte soit du trafic observé entre la Belgique et le Luxembourg, soit du fait que la production belge est

parfois destinée tant à la Belgique qu'au Luxembourg. Il va de soi que les montants envisagés à la colonne 1 peuvent être négatifs dans le cas d'un excédent d'exportation et doivent toujours être pris avec leur signe dans la suite des calculs. A noter encore que les « valeurs » des biens importés doivent être entendues droits compris (droit de douane, taxe de transmission, droit d'accise, taxe de consommation).

En ce qui concerne la colonne 2, il importe de souligner que les données relatives à la production sont extrapolées à l'ensemble de la branche d'activité considérée alors même que toutes les entreprises de cette branche ne sont pas touchées par les statistiques de la production. Lorsqu'on mentionne dans cette colonne les « quantités produites », il va de soi que les corrections nécessaires sont apportées pour tenir compte des variations de stocks et que les exportations interviennent dans la colonne précédente. Par contre, si l'on envisage les quantités livrées en Belgique, aucune correction n'est nécessaire.

Les indications fournies par diverses enquêtes sur les budgets des ménages (enquête faite par l'Institut universitaire d'Information sociale et économique en 1948-1949; enquête sur les budgets familiaux des ouvriers de la Communauté du Charbon et de l'Acier exécutée en 1956-1957 par l'Institut national de Statistique en ce qui concerne la Belgique; résultats provisoires de l'enquête effectuée par l'Institut national de Statistique en 1961) ont servi à vérifier les résultats obtenus suivant d'autres méthodes de calcul; dans certains cas, on a utilisé les prix moyens résultant de ces enquêtes, mais, c'est dans des cas exceptionnels seulement que l'on a basé l'estimation exclusivement sur les résultats de telles enquêtes.

Les tableaux consacrés à l'affectation des revenus, tout comme ceux consacrés à la production et à la répartition, font apparaître des « ajustements statistiques ». L'ajustement total représentant la différence entre le total des affectations et la moyenne du produit national finalement retenu a été réparti proportionnellement entre la consommation privée et les investissements.





DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
b) <i>Viande et produits dérivés</i>							
- Viande de boucherie et charcuterie	Quantités U.E.B.L. corrigées	Poids de la viande abattue Svt. stat. INS. (saisies déduites) + abats Chiffres corrigés pour tenir compte 1.) du poids réellement constaté dans les abattoirs 2.) des abattages de porcs non déclarés	→	C.1 + C.2 avec répartition en a) viande de boucherie par espèce et par qualité  b) autoconsommation c) viande destinée à des préparations	Prix index ou prix estimés par comparaison  Prix départ-ferme calculé Prix index ou prix estimés par comparaison	→	C.4 × C.5
- Lapins			→	Forfait : 6 200 t. en 1956	Prix index (réduit de moitié pour l'autoconsommation)	→	C.4 × C.5
- Poules à bouillir	→	Estimations (Source : Ministère de l'Agriculture) corrigées pour cohérence avec production d'œufs	→	C.2	Prix index (réduit de moitié pour l'autoconsommation)	→	C.4 × C.5
- Poulets à rôtir	→	Estimations (Source : Ministère de l'Agriculture)	→	C.2	Prix poules × 1,5 (réduit des 2/3 pour l'autoconsommation)	→	C.4 × C.5
- Autres volailles			→	Forfait : 1 820 t. par an	Prix poules × 1,5 ou × 2 (réduit de moitié pour l'autoconsommation)	→	C.4 × C.5
- Chasse et tanderie	Valeurs U.E.B.L. × 1,5	Forfait de 130 millions	→			→	C.1 + C.2 Prix constants = prix courants  N.B. Les estimations relatives à la consommation privée de « viande et produits dérivés » ont été réduites de 5 % pour tenir compte partiellement des résultats des enquêtes budgétaires

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<b>c) Poisson</b>							
- Poissons pélagiques frais				Forfait de 3 000 t. par an depuis 1955	12 F/kg jusque 1956-13 F/kg depuis 1957		C.4 × C.5
- Poissons de fond frais	Quantités U.E.B.L. corrigées	Quantités débarquées	C.2 × 0,125 (déchets)	C.1 + C.2 — C.3	42 à 46 F/kg pour les poissons imp. & 21 à 23 F/kg pour la production nationale (diminuée des exportations)		C.4 × C.5
- Crustacés et mollusques frais	Quantités U.E.B.L. corrigées	Quantités débarquées		C.1 + C.2	Prix moyen à l'importation × 2		C.4 × C.5
- Poissons d'eau douce frais	Quantités U.E.B.L. corrigées	Forfait annuel de 2 000 t.		C.1 + C.2	85 à 90 F/kg pour les poissons importés et 45 à 50 F/kg pour la production nationale (diminuée des exportations)		C.4 × C.5
- Poisson conservé	Valeurs U.E.B.L. corrigées	C.1 × 0,12				43 % de C.1 35 % de C.2	C.1 + C.2 + C.6  Prix constants = prix courants
<b>d) Lait, fromage, œufs</b>							
Lait frais et conservé							
- lait conservé	Quantités U.E.B.L. corrigées	Quantités produites - augmentation des stocks (Source: INS.)		C.1 + C.2	Prix index ou prix estimés par comparaison		C.4 × C.5
- lait frais				Quantités consommées (Source: Ministère de l'Agriculture, Office du Lait et I.N.S.)	Prix estimés (Source: Ministère de l'Agriculture, Office du Lait et Service de l'Index)		C.4 × C.5
Fromage		Quantités produites (Source: INS) - augmentation des stocks - exportation	C.2 × 0,06 (perte de poids)	C.2 — C.3	Prix index ou prix estimés		C.4 × C.5
	Quantités importées U.E.B.L. corrigées		C.1 × 0,06 (perte de poids)	C.1 — C.3	Prix moyen à l'importation	C.4 × C.5 × pourcentage de marge constaté pour le Gouda	(C.4 × C.5) + C.6

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<b>Œufs</b>	Quantités Ū.E.B.L. cor- rigées	Estimations (Source : Mi- nistère de l'Agriculture), corrigées pour tenir compte des résultats des enquêtes budgétaires	Déchets esti- més à 2 % sur les quantités vendues dans le commerce	Via le commer- ce: (C.1 + C.2) × 0,72 × 0,98  Autoconsom- mation : (C.1 + C.2) × 0,28	Prix index (œufs de 60 gr) légèrement ré- duit Prix moyens pratiqués au marché de Kruishoutem	→	C.4 × C.5
<b>e) Huiles et graisses</b>							
<b>Beurre</b>	Quantités Ū.E.B.L. cor- rigées + quan- tités entrées en fraude (esti- mation)	Beurre de lai- terie : quanti- tés produites (Source : INS)  Beurre de fer- me : quantités estimées (Source : Mi- nistère de l'Agriculture) réparties en autoconsom- mation et en beurre vendu	3 % de con- sommation intermédiaire (sauf sur au- toconsom- mation)	C.1 + C.2 — C.3 - augmentation des stocks ou + prélève- ment sur stocks anté- rieurs	Prix index pour le beurre de laiterie et le beurre de ferme vendu Prix départ- ferme (Source: Ministère de l'Agriculture) pour l'auto- consommation  Prix index du beurre de lai- terie × 0,95 pour le beurre importé  Moyenne des prix précé- dents pour les mouvements des stocks	→	C.4 × C.5
<b>Huile et margarine</b>							
<b>- huile</b>				Quantités con- sommées (Source : Fé- dération des Fabricants d'Huile)	Moyenne des prix index	→	C.4 × C.5
<b>- margarine</b>	Quantités im- portées Ū.E.B.L.	Quantités li- vrées en Belgi- que (Source : INS.) réparties en margarine de qualité supé- rieure et mar- garine de qua- lité ordinaire	C.2 × 0,08 (Consomma- tion intermé- diaire) En outre, dé- duction des quantités con- sommées par l'armée	C.1 + C.2 — C.3	Prix index de la margarine pour importa- tions, produc- tion de margarine ordinaire et consomma- tion intermé- diaire Prix index de la margarine × 1,5 pour la margarine de qualité supé- rieure	→	C.4 × C.5 + valeur de la consommation de l'armée

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
f) Pommes de terre, fruits et légumes							
Pommes de terre				Forfait de 150 kg par an et par personne, avec réparti- tion en auto- consommation (25 %) et p.d.t. vendues (75 %)	Prix index pour les pom- més de terre vendues et prix départ ferme (Source: Ministère de l'Agriculture) pour l'auto- consommation		C.4 × C.5
Fruits frais indigènes	Valeurs U.E.B.L.	Valeur de la production es- timée aux prix producteur (Source : Mi- nistère de l'Agriculture) avec réparti- tion en produc- tion commer- cialisée et en autoconsom- mation	Consommation industrielle (Source : INS.) + 14 % de dé- chets sur la production commercialisée destinée à la consommation privée			100 % du prix producteur (ou du prix à l'im- portation)	(C.2 + C.1 — C.3) × 2
Fruits frais exotiques							C.2
- oranges et bananes	Quantités U.E.B.L. cor- rigées		10 % de dé- chets	C.1 — C.3	Prix index × 0,95 pour les oranges, prix index × 0,90 pour les bana- nes		C.4 × C.5
- autres fruits exotiques	Quantités U.E.B.L. cor- rigées		10 % de dé- chets sur les agrumes	C.1 — C.3	Prix moyens à l'importation	Marge calculée pour les oran- ges ou pour les bananes, sui- vant qu'il s'agit d'agru- mes ou d'au- tres fruits	(C.4 × C.5) + C.6
Fruits secs et conservés							
- fruits secs	Valeur des importations U.E.B.L.		$C.1 \times \frac{1}{3}$ (Consomma- tion intermé- diaire et con- sommation du Luxembourg)			40 % de la va- leur à l'impor- tation	(C.1 — C.3) × 1,4  Prix constants = prix courants : Ip

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- fruits conservés	Valeurs U.E.B.L.	Valeur de la production es- timée aux prix de détail (Source : Groupement professionnel des Fabri- cants)	53,5 % des im- portations (consomma- tion intermédiaire et consomma- tion du Luxembourg)			30 % de la va- leur à l'impor- tation	$C.2 + (C.1 - C.3) \times 1,3$  Prix constants = dépenses 1953 $\times I_q$
Légumes frais	Valeurs U.E.B.L.	Valeur de la production es- timée aux prix producteurs (Source : Mi- nistère de l'Agriculture) avec réparti- tion en pro- duction com- mercialisée et en production à usage fami- lial	Consommation industrielle (Source : INS.) + 23 % de dé- chets sur la production commercialisée destinée à la consommation privée  10 %			100 % du prix producteur (ou du prix à l'im- portation)	$(C.1 + C.2 - C.3) \times 2$  $C.2 \times 0,9$  Prix constants = prix courants : $I_p$
Légumes secs et conservés							
- légumes conservés	Quantités U.E.B.L. cor- rigées	Quantités pro- duites (Sour- ce : Groupe- ment profes- sionnel)		C.1 + C.2	Jq. 1956, prix moyens esti- més (Source : Groupement professionnel). Ensuite évolu- tion suivant prix index		$C.4 \times C.5$
- légumes secs				Forfait de 5 000 t.	13,6 F/kg en 1953, ensuite évolution sui- vant prix index		$C.4 \times C.5$
g) Café, thé, chicorée							
- Café				Forfait de 4,273 kg par an et par per- sonne $\times$ popu- lation — 10 % en 1954 + 12 % en 1956	Jq. 1955, prix moyens esti- més : (Source : enquête auprès des négociants en café). Ensuite évo- lution prix in- dex		$C.4 \times C.5$
- Thé				Forfait de 38 gr. par an et par personne $\times$ population + 12 % en 1956	180 F/kg pour 1956-1957 (Source : en- quête Ceca) Pour les autres années évolu- tion suivant prix index		$C.4 \times C.5$



DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<i>i) Autres produits alimentaires</i>							
- Épices	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées					300 % sur prix à l'importa- tion	C.1 × 4  Prix constants = prix courants : Ip
- Gruaux, se- moules, fé- cules, tapio- ca, etc...				Quantités esti- mées (Source : enquête Ceca) supposées constantes	Pour 1956- 1957 prix moyen suivant enquête Ceca; pour les autres années évolu- tion suivant prix moyen à l'import. et/ou à l'export.		C.4 × C.5
- Autres ali- ments pour enfants et produits de régime							Pour 1957, con- sommation esti- mée à 300 millions sui- vant enquête Ceca; ensuite croissance de l'ordre de 10 % par an  Prix constants = prix courants : Ip
- Cacao et miel				Quantités esti- mées (Source : enquête Ceca) supposées constantes	Prix index du cacao et prix moyen du miel suivant enquê- te Ceca		C.4 × C.5
- Sel	Quantités U.E.B.L.		60 à 70 % de C.1 (Consomma- tion intermé- diaire)	C.1 — C.3	Prix index		C.4 × C.5
- Vinaigre		Quantités pro- duites depuis 1957		Pour 1956, quantité con- sommée sui- vant enquête Ceca; ensuite C.2 × 0,5	Prix index		C.4 × C.5
- Glaces							Consommation estimée de 380 Mns (Source : enquête Ceca) supposée cons- tante
- Autres pro- duits alimen- taires (ex- traits essen- ces, mou- tarde, sau- ces, etc...)	Valeur des importations U.E.B.L.						C.1  Prix constants = dépenses 1953 × Ip



DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<b>2. Boissons</b>							
a) <i>Eaux minérales et limonades</i>	Quantités imp. U.E.B.L. corrigées	Quantités destinées à la consommation intérieure (Source : Service des Accises)	1 % de consommation intermédiaire (appliqué sur C.7)	Consommation totale C.1 + C.2 répartie compte tenu du canal de distribution (livraisons à domicile, achats au magasin, distribution par Horeca)	Prix de vente au consommateur pour les quantités consommées à domicile et prix d'achat Horeca pour les quantités distribuées par ce secteur	→	$(C.4 \times C.5) \times 0,99$
b) <i>Bière</i>	Quantités U.E.B.L.	Quantités produites (Source : Service des Accises)	1 % de consommation intermédiaire appliqué sur C.7	Consommation totale C.1 + C.2 répartie compte tenu du canal de distribution et du type de bière	Prix de vente au consommateur pour les quantités consommées à domicile et prix d'achat Horeca pour les quantités distribuées par ce secteur	→	$(C.4 \times C.5) \times 0,99 \times 1,075$ pour tenir compte des coupages
c) <i>Alcools</i>	Valeur des importations U.E.B.L.	→	1 % de consommation intermédiaire appliqué sur C.7	→	→	Marge importateur : 15 % + marge grossiste : 10 % + frais de mise en bouteille + marge détaillant = 20 % sur consommation à domicile estimée à 70 % de la consommation totale	$(C.1 + C.6) \times 0,99$  Prix constants = dépenses 1953 $\times I_q$
		Quantités mises en consommation à 37 <sup>o</sup> 5 (Source : Service des Accises)	1 % de consommation intermédiaire, appliqué sur C.7	→	Prix moyen estimé de 140 F/l en 1953 (consommation à domicile)	Prix C.5 à réduire de 17 % pour 1/5 de la consommation (distribution Horeca)	Pour 1953 $(C.2 \times C.5 - C.6) \times 0,99$ Ensuite : prix courants = dépenses 1953 $\times I_q$ (calculé sur C.2) $\times I_p$ (calculé sur prix à l'importation)  Prix constants = dépenses 1953 $\times I_q$

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
d) <i>Vins et autres boissons</i>							
- Vins importés en récipients de 21 ou plus	Valeur des importations U.E.B.L. corrigées	→	Consommation intermédiaire estimée à a) 100 millions F (fabrication d'apéritifs) b) 1 % sur C.7		→	Marge importation 7 % + marge grossiste 10 % + frais de mise en bouteille + marge détaillant 18 % sur consommation à domicile, soit 60 % de la consommation totale	<i>Pour</i> 1953 (C.1 — C.3 + C.6) × 0,99 Ensuite : prix courants = dépenses 1953 × Iv (calculé sur C.1)  Prix constants = prix courants : Ip (calculé sur C.1)
Vins importés en récipients de moins de 21	Valeur des importations U.E.B.L. corrigées	→	1 % de consommation intermédiaire appliqué sur C.7		→	Marge importateur 15 % + marge grossiste 12 % + marge détaillant 18 % sur consommation à domicile, soit 60 % de la consommation totale	<i>Pour</i> 1953 (C.1 + C.6) × 0,99 Ensuite : prix courants = dépenses 1953 × Iv (calculé sur C.1)  Prix constants = prix courants : Ip (calculé sur C.1)
- Vermouths et apéritifs	Quantités U.E.B.L. corrigées	Production estimée à ± 3 250 milliers de litres	1 % de consommation intermédiaire appliqué sur C.7	→	Jq. 1957, 80 F le litre pour la consommation à domicile soit 30 % du total et 68 F pour les 70 % distribués par Horeca. Ensuite prix précédents × 1,04	→	(C.1 + C.2) × C.5 × 0,99
- Vins mousseux	Valeur des importations U.E.B.L. corrigées	→	1 % de consommation intermédiaire appliqué sur C.7		→	Marge importateur 15 % + marge grossiste 7,5 % + marge détaillant 15 % sur consommation à domicile, soit 20 % de la consommation totale	<i>Pour</i> 1953 (C.1 + C.6) × 0,99 Ensuite : prix courants = dépenses 1953 × Iv (calculé sur C.1)  Prix constants = dépenses 1953 × Iq (calculé sur C.1)
	→	Quantités produites (Source : Service des Accises)	1 % de consommation intermédiaire appliqué sur C.7	→	<i>Pour</i> 1956-57 prix du cidre suivant enquête Ceca; ensuite évolution suivant indications des milieux professionnels	→	C.2 × 5 × 0,99

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Jus de fruits	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées	Production es- timée à 1/3 de l'excédent d'importation	1 % de con- sommation in- termédiaire (appliqué sur C.7)			100 % des prix à l'importation ou à la produc- tion pour la consommation à domicile, soit 1/4 de la consommation totale, 80 % des prix à l'im- portation pour ce qui est dis- tribué par Ho- reca, soit les 3/4 restants	$(C.1 + C.2 + C.6) \times 0,99$  Prix constants = prix courants : $I_p$
3. Tabac			1 % de con- sommation in- termédiaire (appliqué sur C.7)	Quantités ven- dus sous ban- delettes fisca- les : cigares, cigarillos, ci- garettes, tabac (Source : Ser- vice des Acci- ses) Quantités de tabac humide (Source : Ser- vice des Acci- ses)  Autoconsom- mation des producteurs (Source : Ser- vice des Acci- ses)	Prix indiqués sur les bande- lettes  60 F/kg  70 à 80 F/kg		$C.4 \times C.5 \times 0,99$  $C.4 \times C.5$  $C.4 \times C.5$  + Consomma- tion de l'armée belge en Alle- magne
4. Vêtements et effets personnels  a) Vêtements textiles	Valeur des importations de produits finis, corrigée	Valeur de la production (Source I.N.S.) de l'industrie textile - Exportations — Augmenta- tions des stocks	Consommation des branches transformatri- ces			$\pm 60 \%$ des prix produc- teurs ou des prix à l'impor- tation	Pour 1953 : $(C.1 + C.2 - C.3 + C.6) \times 3/4$ (part es- timée des vête- ments dans la production tex- tile) Ensuite : prix courants = dépenses 1953 $\times I_p \times I_q$  Prix constants = dépenses 1953 $\times I_q$
b) Chaussures - Chaussures (sauf chaus- sures en caoutchouc et pantoufles)	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées	Livraisons en valeur (Sour- ce : I.N.S.)	90 Mns. (estimation)			43 % du prix producteur ou importateur	$C.1 + C.2 - C.3 + C.6$  Prix constants = prix cou- rants : $I_p$

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc..)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Chaussures en caout- chouc	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées	Livraisons en valeur (Sour- ce : I.N.S.)				43 %	$(C.1 + C.2) \times 1,43$ Prix constants = prix cou- rants : Ip
- Pantoufles	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées	Livraisons en valeur (Sour- ce : I.N.S.)				43 %	$(C.1 + C.2) \times 1,43$ Prix constants = prix cou- rants : Ip
c) <i>Fourrure, ganterie, maroquinerie</i>							
- Fourrure							Estimation di- recte à prix courants (Source : Fédé- ration nationale belge de la Fourrure et de la Peau en Poil) Prix constants = prix courants
- Ganterie et maroquinerie	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées	Livraisons en valeur (Sour- ce : I.N.S.) majorées de 10 % (prod. non déclarée)	Consommation publique esti- mée à 20 Mns F.			50 % du prix producteur ou importateur	$(C.1 + C.2 - C.3) \times 1,5$ Prix constants = prix cou- rants : Ip
d) <i>Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie lunetterie</i>							
- Montres et pendulettes	Valeurs U.E.B.L. cor- rigées - exportations non recensées (estimations)					110 % du prix importateur	$C.1 \times 2,1$ Prix constants = dépenses 1953 $\times$ Ip
- Bijouterie, Orfèvrerie et lunetterie						85 %	2,2 Mds F en 1953 à 2,7 Mds F en 1961 Prix constants = prix courants
5. Loyers, taxes, eau							
- Loyers				Nombre de ménages estimé	Loyer annuel moyen suivant enquête		$C.4 \times C.5$
- Petit entretien							7 à 9 % du montant des loyers

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Eau			→	Nombre de ménages rac- cordés à l'eau	Dépenses moyennes par ménage sui- vant enquête budgétaire 1961	→	Pour 1961 : C.4 × C.5 Avant 1961 : Prix courants = dépenses 1961 × I <sub>v</sub>  Prix constants = prix courants : I <sub>p</sub>
6. Chauffage et éclairage							
a) Charbon, etc... - Charbon et agglomérés de houille			→	Livraisons des- tinées à la con- sommation do- mestique et ar- tisanale (Sour- ce : Cobechar et Adm. des Mines) - 10 % pour tenir compte de la consom- mation à des fins profession. Solde réparti, par voie d'esti- mation, entre les diverses qualités	Prix officiels, prix des grou- pements pro- fessionnels de détaillants ou prix de l'index Prix réduits pour tenir compte des li- vraisons en vrac	→	C.4 × C.5  + charbon dis- tribué gratui- tement aux mi- neurs, pension- nés etc..., sui- vant estima- tion de l'Ad- ministration des Mines
- Coke			→	Livraisons des- tinées à la con- sommation do- mestique et artisanale (Source : Adm. des Mines) — 25 % pour tenir compte de la consom- mation à des fins profession- nelles	Prix suivant enquête Ceca et évolution suivant indice des prix moyens départ-usine	→	C.4 × C.5  + coke, fourni gratuitement au personnel des cokeries
- Briquettes de lignite			→	Livraisons des- tinées à la con- sommation do- mestique et ar- tisanale (Sour- ce : Adm. des Mines)	Prix estimés (Source : mi- milieux profes- sionnels) compte tenu des remises pour livraisons en vrac	→	C.4 × C.5
b) Gaz de ville			→	Quantités con- sommées (Source : Fédé- ration de l'In- dustrie du Gaz)	Prix communi- qués soit par la Fédération de l'Industrie du Gaz, soit par l'Adm. de l'In- dustrie du M.A.E.	→	C.4 × C.5 + redevances d'abonnement

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
c) <i>Electricité</i>				Pour 1959 : Estimation des quantités con- sumées en partant de la distribution de courant basse tension (Sour- ce : I.N.S.) Autres années: même impor- tance relative de la consom- mation privée qu'en 1959			Année 1959 : Dépenses cor- respondant aux quantités re- prises à C.4  Autres années: même impor- tance relative de la consom- mation privée qu'en 1959  Prix constants = dépenses 1959 × Iq (calculé sur C.4)
d) <i>Gaz en bon- bonnes, hui- les combust- tibles, bois</i>							
- Gaz en bon- bonnes	→	Quantités li- vrées pour le chauffage de locaux (Sour- ce : Adminis- tration de l'In- dustrie et I.N.S.)	10 % de con- sommation in- termédiaire	C.2 × 0,9	Prix index	→	C.4 × C.5
- Huiles combusti- bles		Quantités li- vrées pour éclairage et chauffage de locaux (Sour- ce : Adm. de l'Industrie du M.A.E.) avec répartition en - fuel lourd et moyen  - fuel léger  - gas-oil  - pétrole	85 % de con- sommation intermédiaire 50 % de con- sommation intermédiaire 30 % de con- sommation intermédiaire	C.2 × 0,15  C.2 × 0,50  C.2 × 0,70  C.2	Prix moyen de livraisons par camion citerne compte tenu des diverses zones de dis- tribution	→	C.4 × C.5
- Bois à brûler	Quantités U.E.B.L.	± 317 000 t., c'est-à-dire, ± 400 000 m <sup>3</sup> provenant de l'exploitation forestière (Source : Adm. des Eaux et Forêts) plus ± 100 000 m <sup>3</sup> de déchets de scieries	10 % de con- sommation in- termédiaire	(C.1 + C.2) × 0,9	Prix moyen suivant enquê- te Ceca avec évolution sui- vant prix in- dex	→	C.4 × C.5

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<b>7. Articles ménagers durables</b>							
<b>a) Textiles, verre et cristal</b>							
- Textiles	Valeur des importations de produits finis corrigée	Valeur de la production (Source : I.N.S.) de l'industrie textile, artisanat y compris - Exportations — augmentations de stocks	Consommation des branches transformatrices + consommation publique			± 60 % des prix producteurs ou des prix à l'importation	<i>Pour 1953 :</i> (C.1 + C.2 — C.3 + C.6) × 1/4 (part estimée des textiles ménagers dans la production textile) Ensuite : prix courants = dépenses 1953 × Ip × Iq Prix constants = dépenses 1953 × Iq
- Verre et cristal	Valeurs U.E.B.L.	Valeur estimée	Consommation estimée de diverses branches d'activité			100 % des prix producteur	(C.1 + C.2 — C.3) × 2 Prix constants = dépenses 1953 × Iq
<b>b) Meubles et articles en bois</b>							
- Meubles en bois	Valeurs U.E.B.L. corrigée	Livraisons en valeur (Source : I.N.S.) artisanat compris	25 % de consommation intermédiaire et de consommation publique			40 % du prix producteur	(C.1 + C.2 — C.3) × 1,4  Prix constants = prix courants : Ip
- Autres articles ménagers en bois	Valeur des importations U.E.B.L. corrigée	Estimation en valeur de la production belge destinée aux particuliers	25 % de consommation intermédiaire sur C.1			40 % des prix producteur	(C.1 + C.2 — C.3) × 1,4  Prix constants = prix courants : Ip
<b>c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid, accessoires métalliques du bâtiment</b>							
	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur des livraisons en Belgique (Source : I.N.S.)	Pourcentage de consommation autre que privée variable suivant les produits (Source : milieux professionnels)			40 % des prix départ-usine pour les articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid, 30 % pour les accessoires métalliques du bâtiment	(C.1 + C.2 — C.3 + C.6)  Prix constants = prix courants : Ip
<b>d) Appareils électroménagers</b>							
	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur des livraisons en Belgique (Source : I.N.S.)				40 à 50 % des prix départ-usine ou des prix à l'importation	(C.1 + C.2 + C.6)  Prix constants = prix courants : Ip

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
e) <i>Appareils de radio et de télévision</i>	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur des li- vraisons en Belgique (Source : I.N.S.)	15 % de con- sommation autre que pri- vée pour les appareils de radio, 5 % pour les appa- reils de T.V.			40 à 45 % des prix départ- usine ou des prix à l'impor- tation	(C.1 + C.2 — C.3 + C.6)  Prix constants = prix courants : Ip
f) <i>Autres articles</i>							
- Vaisselle de faïence et de porcelaine	Valeurs U.E.B.L.	Valeur totale des livraisons (Source : I.N.S.)	20 % de con- sommation autre que privée			100 % des prix producteur ou des prix à l'im- portation pour la vaisselle de faïence; 70 % pour la vaissel- le de porcelai- ne	(C.1 + C.2 — C.3 + C.6)  Prix constants = prix courants : Ip
- Isolateurs et porcelai- nes électro- techniques	Valeurs U.E.B.L.	Valeur totale des livraisons (Source : I.N.S.)	87,5 % de con- sommation autre que privée			100 % des prix produc- teur ou des prix à l'impor- tation	(C.1 + C.2 — C.3) × 2  Prix constants = prix courants : Ip
- Autres pro- duits céramiques	Valeurs U.E.B.L.	Valeur totale des livraisons (Source : I.N.S.)	10 % de con- sommation autre que privée			100 % des prix produc- teur ou des prix à l'im- portation	(C.1 + C.2 — C.3) × 2  Prix constants = prix courants : Ip
- Fine mécanique	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur des li- vraisons en Belgique (Source : I.N.S.)	94 % de con- sommation autre que privée			40 % des prix produc- teur ou des prix à l'im- portation	(C.1 + C.2 — C.3) × 1,4  Prix constants = prix courants : Ip
- Voitures d'enfants et machines à coudre	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur des li- vraisons en Belgique (Source : I.N.S.)	20 % de con- sommation autre que privée pour les machines à coudre			25 % des prix producteur ou des prix à l'importation	(C.1 + C.2 — C.3) × 1,25  Prix constants = prix courants : Ip
- Gramopho- nes (y com- pris tourne- disques)	Valeur des importations U.E.B.L.					45 % des prix à l'importation	C.1 × 1,45  Prix constants = prix courants : Ip
- Disques	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur estimée de 6 % (1953) à 22 % (1961) des importa- tions	20 % de con- sommation autre que privée			100 % des valeurs impor- tation et production	(C.1 + C.2) × 0,8 × 2  Prix constants = prix courants
- Horloges	Valeurs U.E.B.L.					110 % des valeurs importation	C.1 × 2,1  Prix constants = prix courants : Ip
- Instruments de musique	Valeur des importations U.E.B.L.	Valeur estimée à 25 Mns F				50 % des valeurs importation	C.1 × 1,5 + C.2  Prix constants = prix courants : Ip



DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7	
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)	
<b>8. Entretien de la maison</b>								
a) <i>Gens de maison</i>							Estimation faite au stade des revenus	
b) <i>Articles ménagers non dura- bles</i>								
- Savons		→	Pourcentages de consumma- tion intermé- diaire et pu- blique, varia- bles suivant les produits (appliqués sur C. 4)	96,5 % de la consommation totale U.E.B.L. (Source : Fédé- ration des In- dustries Chi- miques)	Prix index ou prix estimés par comparai- son	→	$(C.4 - C.3) \times C.5$	
- Détergents		→	30 % de con- sommation in- termédiaire et publique (pourcentage appliqué sur C.4)	96,5 % de la consommation totale U.E.B.L. (Source : Fédé- ration des In- dustries Chi- miques)	Prix estimé par comparai- son avec le prix index du savon en pou- dre	→	$(C.4 - C.3) \times C.5$	
- Encausti- ques, cirages, lustrants, etc...	Valeurs U.E.B.L.	Estimations en valeur aux prix départ- usine	10 % de con- sommation in- termédiaire et publique			→	100 % des prix départ- usine ou des prix à l'impor- tation	$(C.1 + C.2 - C.3) \times 2$ Prix constants = prix courants : $I_p$
- Allumettes	Quantités U.E.B.L. corrigées	Quantités pro- duites (Sour- ce : I.N.S.)			→	Prix moyen observé dans le commerce	→	$(C.1 + C.2) \times C.5$
- Amidon et succédanés	→	Production es- timée à $\pm$ 5 000 T.	1/3 de consom- mation inter- médiaire	→	Prix de l'index	→	$C.2 \times 2/3 \times C.5$	
- Tampons de bleu	→	Production es- timée à $\pm$ 10 millions de tampons par an			→	Prix moyen observé dans le commerce	→	$C.2 \times C.5$
- Articles mé- nagers en papier, bou- gies, chan- delles, teintures, etc...							→	Consommation estimée à 725 Mns en 1953 Ensuite : Prix courants = $725 \text{ Mns} \times I_p$ Prix constants = 725 Mns
- Lampes électriques et tubes fluorescents		Production es- timée à 425 Mns de F en 1955	Exportations et consumma- tion publique = 82 % de la production			→	200 % des prix produc- teur	} Pour 1955 : $(C.1 \times 0,23 + C.2 \times 0,18) \times 3$ Autres années : prix courants = dépenses 1955 $\times I_q \times I_p$ Prix constants = dépenses 1953 $\times I_q$
	Valeur des importations U.E.B.L.	→	Consommation intermédiaire et publique = 77 % des im- portations			→	200 % des prix à l'im- portation	

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Insecticides, désodorisants							Consommation estimée à 70 Mns F en 1959 Autres années: prix courants = 70 Mns × Iq × Ip  Prix constants = 70 Mns × Iq
- Détachants							± 1 Mn F par an
c) Services d'entretien							
- Blanchissage	→	Estimation du nombre de kg de linge traité dans les blan- chisseries à partir de la consommation estimée de savons et de détergents	5 % de con- sommation in- termédiaire et publique	→	De 10 F (1953) à 11,2 F (1961) par kg de linge traité	→	C.2 × C.5 × 0,95
- Teinturerie			→	Nombre d'ha- bitants	Dépense an- nuelle par tête allant de 135 F en 1953 à 200 F en 1960	→	C.4 × C.5  Prix courants = prix cons- tants
- Réparation de chaus- sures						→	Consommation estimée à 950 Mns F en 1953 sur base du nombre de cor- donniers Ensuite : prix courants = dépenses 1953 × Iq × Ip  Prix constants = dépenses 1953 × Iq
- Autres servi- ces d'entre- tien						→	Consommation estimée à 1,6 Md F en 1956- 1957 Autres années : prix courants = dépenses 1956-1957 × Iq × Ip  Prix constants = dépenses 1953 × Iq

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Déménagements et garde-meubles				Estimation du nombre de déménagements, basée sur les migrations intérieure, 1/3 de ces déménagements étant assurés par des entreprises spécialisées et 1/3 par des entreprises non spécialisées	2 000 F ou 1 000 F suivant qu'il s'agit d'entreprises spécialisées ou non (1955)		Pour 1955 : $C.4 \times C.5 +$ pourboires au personnel des entreprises spécialisées + garde-meubles Autres années : prix courants = dépenses $1955 \times Iq \times Ip$  Prix constants = dépenses $1953 \times Iq$
- Assurance incendie mobilier							Encaissements totaux de la branche incendie $\times 0,2 \times 0,7$  Prix constants = prix courants : $Ip$
9. Soins personnels et hygiène							
a) Soins personnels							
- Coiffeurs				Nombre estimé de coiffeurs par catégorie et nombre estimé d'aidants et ouvriers	Barème fiscal de taxation forfaitaire pour les patrons; 50 F par jour pour les aidants et ouvriers		$C.4 \times C.5$
- Autres soins corporels				Patrons $\pm 1/3$ du nombre de coiffeurs; aidants et ouvriers = 20 % du nombre correspondant en coiffure	125 000 F en 1950 pour les patrons; 50 F par jour pour les aidants et ouvriers		$C.4 \times C.5 + 25 \%$ pour tenir compte du personnel part-time
- Articles et produits de toilette	Valeurs U.E.B.L. corrigées	Production en valeur (majorée de 10 %)	10 % de consommation intermédiaire			100 % des prix producteur ou des prix à l'importation	$(C.1 + C.2 - C.3) \times 2$  Prix constants = prix courants : $Ip$
b) Hygiène							
- Médecins et dentistes							Estimation faite au stade des revenus bruts des médecins et dentistes  Prix constants = prix courants : $Ip$

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Produits médicaux et pharmaceu- tiques							Estimation faite au stade des revenus (revenus bruts des pharmaciens)
- Infirmières et sage- femmes			70 % des infirmières et sage-femmes occupées dans les hôpitaux et cliniques	Nombre d'infirmières estimé	220 F à 270 F par jour pendant 300 jours — 15 % pour tenir compte des infirmières qui ne travaillent pas à temps plein		Prix constants = prix courants : Ip  (C.4 — C.3) × C.5
- Hospitalisation				Nombre de journées d'hospitalisation estimé par type d'établissement	Prix moyen de la journée d'entretien par type d'établissement		C.4 × C.5 — part de ces dépenses consacrée à l'achat de produits alimentaires et textiles
<b>10. Transports</b>							
a) Achat de matériel de transport							
- Vélos	Nombre de pièces U.E.B.L.	Nombre de pièces construites		C.1 + C.2	Prix unitaire : 3 800 F jusque 1957, ensuite évolution suivant prix moyens à l'exportation		C.4 × C.5
- Motos	Nombre de pièces U.E.B.L.	Nombre de pièces montées		C.1 + C.2 avec répartition par catégories	prix par catégorie suivant tarif de la Chambre syndicale du commerce automobile		C.4 × C.5
- Autos	Nombre de pièces U.E.B.L.	Nombre de pièces assemblées	± 36 % à considérer comme investissements (Source : enquête sur l'utilisation des autos)		Prix par catégorie suivant tarif de la Chambre syndicale du commerce automobile		(C.1 + C.2) × C.5 — C.3

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<b>b) Utilisation de matériel de transport</b>							
- Autos		→	Consommation intermédiaire décroissante			→	Calculée pour 1959 sur la base d'une en- quête spéciale Autres années : prix courants = dépenses 1959 × I <sub>q</sub> × I <sub>p</sub> (compte tenu remarque C.3)  Prix constants = dépenses 1953 × I <sub>q</sub> (compte tenu remarque C.3)
- Vélos			→	Nombre de vélos	320 F à 415 F	→	C.4 × C.5
- Motos			→	Nombre de motos par catégorie; consommation unitaire an- nuelle en quan- tité (estima- tion)	Prix unitaires estimés pour les biens et services con- sommés	→	C.4 × C.5
<b>c) Transports urbains, transports par chemins de fer vici- naux ou par autobus in- terurbains</b>							
- Transports urbains		→	8 % de con- sommation in- termédiaire et publique			→	Recettes tota- les des Cies ex- ploitantes × 0,92  Prix constants = prix courants : I <sub>p</sub>
- Transports intercommu- naux SNCV		→	8 % de con- sommation in- termédiaire et publique			→	Recettes « voyageurs » × 0,92  Prix constants = prix courants : I <sub>p</sub>
- Transports intercommu- naux par autobus		→	8 % de con- sommation in- termédiaire et publique			→	Recettes × 0,92  Prix constants = prix courants : I <sub>p</sub>

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
d) <i>Transports par chemin de fer</i>		→	8 % de consommation intermédiaire et publique			→	Recettes « voyageurs » ou assimilées × 0,92  Prix constants = prix courants : Ip
e) <i>Autres services de transport</i>							
- Taxis		→	25 % de consommation intermédiaire	Nombre de taxis répartis en - service ville normal - service ville intensif - service province	Rendement annuel moyen: 143 000 à 156 000 F 265 000 à 290 000 F 95 000 à 104 000 F + pourboires de 20 %	→	C.4 × C.5 × 0,75
- Avions		→	75 % de consommation intermédiaire et publique			→	Recettes « voyageurs » Sabena × 1,5 (pour tenir compte des Cies étrangères) × 0,25  Prix constants = prix courants : Ip
- Bateaux						→	Recettes Ostende-Douvres en Fb × 0,7 + 8 millions  Prix courants = prix constants
- Colis postaux		→	90 %			→	Recettes × 0,1  Prix courants = prix constants
11. <i>Communications, P.T.T.</i>							
- Poste		→	Consommation intermédiaire estimée à 50 % pour les valeurs postales et à 75 % pour les affranchissements en espèces			→	Ventes des valeurs postales × 0,5 + affranchissements en espèces × 0,25  Prix constants = prix courants : Ip

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Téléphone		→	71 % de consommation intermédiaire et publique				Recettes totales × 0,29 Prix constants = prix courants : Ip
- Télégraphe		→	30 % de consommation intermédiaire			→	Recettes totales × 0,70 Prix constants = prix courants
<b>12. Loisirs</b>							
a) <i>Divertissements</i>							
- Spectacles						→	Taxe perçue sur les spectacles × par inverse du taux moyen Prix constants = dépenses 1953 × Iq
- Pronostics						→	Excédent des enjeux sur les prix et récompenses
- Jeux de casino						→	Gains des banquiers + gains des pontes + revenus casinos + pourboires Prix constants = prix courants
- Courses de chevaux						→	Retenues totales sur les paris engagés Prix constants = prix courants
- Autres jeux et paris						→	Colombophilie (± 40 Mns F) + loteries (± 80 Mns) + appareils à sous (de 200 à 500 Mns F) Prix constants = prix courants
- Cotisations sports et articles de sport						→	Estimations
- Radio distribution						→	Montant des abonnements Prix courants = prix constants

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
<b>b) Hôtels, restaurants, cafés</b>							
- Hôtels							Dépenses esti- mées à 1 Md 83 pour 1953 Autres années : prix courants = dépenses 1953 × Iq × Ip Prix constants = dépenses 1953 × Iq
- Restaurants							Dépenses esti- mées à 1,1 Md pour 1953 Autres années : prix courants = dépenses 1953 × Iq × Ip Prix constants = dépenses 1953 × Iq
- Cafés (y compris les boissons servies dans les hôtels et restaurants)							Différence entre les prix de vente Horeca et les prix d'achat Horeca (Cf. rubrique boissons ci- dessus) + pourboires + estimation forfaitaire « cafétéria »
<b>c) Livres, journaux et périodiques</b>							
- Journaux belges	→	Tirage moyen par jour ou- vrable en 1956 (Source : Mi- lieux profes- sionnels) des quotidiens d'information + estimation pour les jour- naux autres que les quoti- diens d'infor- mation + tira- ge dominical jusque 1958	10 % de con- sommation in- termédiaire et 7 % d'inven- dus	→	Prix moyen au numéro en 1956 suivant milieux profes- sionnels (= 1 F 80) Évolution sui- vant indice des prix des jour- naux	→	(C.2 — C.3) × C.5
- Périodiques belges	→	Tirage moyen en 1956 des hebdomadaires d'information (Source : Mi- lieux profes- sionnels) + estimation pour les autres périodiques	10 % de con- sommation in- termédiaire et publique 20 % d'inven- dus ou de nu- méros distri- bués gratuite- ment	→	Prix moyen au numéro en 1956 suivant les milieux professionnels (= 5 F 90) Évolution sui- vant Ip des journaux	→	(C.2 — C.3) × C.5



DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Journaux et périodiques importés	Valeur des importations U.E.B.L.	→	15 % de consommation intermédiaire et publique			→ 40 % des prix à l'importation	$C.1 \times 0,85 \times 1,4$ Prix constants = prix courants : Ip
- Livres	Valeur des importations U.E.B.L. corrigée	Valeur estimée à 1/4 des importations	40 % de consommation intermédiaire et publique			→ 40 % des prix à l'importation ou à la production moins 5 % de ristournes	$C.1 \times 1,25 \times 0,6 \times 1,4 \times 0,95$ Prix constants = prix courants : Ip
d) <i>Autres distractions</i> Fleurs et plantes	Valeurs U.E.B.L. corrigées	Valeur estimée (Source : Ministère de l'Agriculture)	Les déductions admises pour la consommation intermédiaire ou publique et pour les déchets sont respectivement de 10 et 25 % en ce qui concerne les fleurs coupées, de 10 et 10 % en ce qui concerne les plantes ornementales, de 25 et 5 % en ce qui concerne les bulbes, de 12 et 10 % en ce qui concerne les produits de pépinières			→ 200 % pour les fleurs coupées et les plantes ornementales 40 % pour les bulbes 50 % pour les produits de pépinières	$C.1 + C.2 - C.3 + C.6$ Prix constants = prix courants : Ip
Photographie							
- appareils	Valeurs U.E.B.L. corrigées	→	10 % de consommation intermédiaire			→ 40 % des prix à l'importation	$(C.1 - C.3) \times 1,4$ Prix constants = prix courants : Ip
- pellicules, plaques, films	Valeurs des importations U.E.B.L. corrigées	Estimation de la production nationale destinée à la consommation intérieure	10 % de consommation intermédiaire			→ 60 % des prix à l'importation ou à la production moins 5 % de ristournes	$(C.1 + C.2 - C.3) \times 1,6 \times 0,95$ Prix constants = prix courants : Ip
- développement, impression, agrandissements							Estimation en fonction des films achetés Prix constants = prix courants
- photos en studio				Estimation du nombre de communions solennelles et du nombre de mariages	En 1956 : 250 F par communiant et 500 F par mariage Évolution suivant indice des prix de détail		$(C.4 \times C.5) \times 1,2$ pour tenir compte des photos prises à d'autres occasions

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
Chasse, pêche et tenderie				3 000 fusils en 1956, évolu- tion suivant indice du nom- bre de permis de chasse; 600 cartouches par an et par chasseur	8 000 F par fusil en 1956 5 F par car- touche; évolution sui- vant indice des prix de détail		C.4 × C.5 + location em- placements + estimations des dépenses relatives à la pêche
Philatélie							Estimation al- lant de 70 à 80 Mns par an
Distractions diverses							Dépenses esti- mées à ± 1,5 Md F couvrant les cotisations à des cercles non sportifs, les achats de jouets et d'ani- maux familiers et les sommes consacrées à des passe- temps divers
Biens divers							Dépenses esti- mées à ± 1,2 Md F (+ en 1958 les dépen- ses relatives à l'exposition)
13. Enseigne- ment et recherches				1 <sup>o</sup> ) population scolaire par niveau	Forfaits par ni- veau pour ré- munération et fournitures		C.4 × C.5
				2 <sup>o</sup> ) nombre de locaux de l'en- seignement libre	Loyer imputé par unité local		C.4 × C.5
14. Services financiers							
- Frais de financement des achats et prêts à tempéra- ment							Encours des crédits (Sour- ce : INS) × 6 % ou 10 % suivant qu'il s'agit ou non d'organismes bancaires  Prix constants = prix courants : Ip
- Frais ban- caires divers, frais de courtage, honoraires des conseil- lers finan- ciers, etc...							Estimation  Prix constants = prix courants : Ip

DÉSIGNATION DES PRODUITS	1	2	3	4	5	6	7
	Importations — Exportations	Production	A déduire (consommation intermédiaire, déchets, etc...)	Consommation privée (en quantité)	Prix unitaires	Marge de distribution	Consommation privée (en valeur)
- Intérêts imputés							Estimation faite au stade des revenus
- Assurances vie et décès							Estimation basée sur le coût de fon- ctionnement des Cies d'Assu- rance sur la vie  Prix constants = prix courants : Ip
<b>15. Services divers</b>							
- Pompes funèbres				1 <sup>o</sup> ) nombre d'inhumations de nouveaux nés 2 <sup>o</sup> ) nombre d'incinérations 3 <sup>o</sup> ) autres cas	600 à 800 F  8 500 à 11 000 F 10 000 à 13 000 F		C.4 × C.5
- Services juridiques							Estimation faite à partir des revenus des avocats, avoués et notaires  Prix constants = prix courants : Ip
- Services divers (pu- blicité, assu- rances di- verses, agen- ces, marges sur achats d'occasion...)							Estimation
<b>16. Dépenses personnel- les à l'étranger</b>							Estimation faite à partir des « dépenses des résidents belges à l'étran- ger » (Source : ta- bleau III D. 4 c)
<b>17. Dépenses des non- résidents en Belgique</b>							Voir tableau III D. 2 c)

## B. — CONSOMMATION PUBLIQUE.

On a signalé déjà au chapitre relatif à la répartition du produit national que l'Institut national de Statistique avait effectué, en collaboration avec l'Administration du Budget du Ministère des Finances, un regroupement des dépenses de l'Etat (Pouvoir central) suivant les critères économiques qui définissent les flux du Système normalisé de Comptabilité nationale. Ce travail a permis d'établir, pour chacune des années considérées, le montant des rémunérations et celui des achats courants de biens et services.

En ce qui concerne les provinces, un regroupement analogue a été fait dans les comptes relatifs aux années 1956 et 1961; pour les autres années, on a réparti les données globales tirées de la statistique des finances provinciales dressée à l'Institut national de Statistique en appliquant les pourcentages observés en 1956.

Dans le secteur des communes, l'Institut national de Statistique a procédé par sondage et codifié les comptes de 1953 de manière à établir des coefficients qui, appliqués à des chiffres globaux tirés de la statistique annuelle des finances communales, permettent de reconstituer les flux souhaités.

Pour les Commissions d'Assistance publique, une enquête portant sur l'année 1960 a fourni elle aussi des pourcentages qui ont été appliqués aux totaux tirés de la statistique des comptes des C.A.P. pour les années antérieures.

Enfin, le compte général de la sécurité sociale a été établi par l'Institut national de Statistique sur la base des rapports annuels (comportant bilans, comptes de pertes et profits et commentaires sur l'activité) de tous les organismes de la sécurité sociale. Ce travail de regroupement tient compte des résultats acquis par la Commission des Etudes sociales et statistiques instituée auprès du Ministère de la Prévoyance sociale (cf. Revue belge de sécurité sociale de mai 1961) et permet d'isoler les principaux flux nécessaires en Comptabilité nationale. On a présenté séparément les dépenses relatives aux organismes dont relèvent les travailleurs salariés et les dépenses relatives aux organismes dont relèvent les travailleurs indépendants.

Les deux derniers postes de la consommation publique reconstituent les loyers imputés et ont évidemment été calculés en dehors des regroupements des dépenses dont il vient d'être question.

## 1. — Rémunérations et pensions.

On retrouve ici les montants repris au tableau II relatif à la répartition des revenus; le poste de ce tableau qui correspond aux rubriques ci-après énumérées est indiqué entre parenthèses.

### a) *Pouvoir central.*

— Fonction administrative (cf. tab. II A 4. a).

Ce poste comprend tous les salaires et traitements dus aux salariés de l'Etat, à l'exception des forces armées, du personnel enseignant, du personnel des entreprises publiques mais y compris les ministres des cultes et y compris aussi, le cas échéant, les contributions à la sécurité sociale. Il ne couvre pas les rémunérations versées par l'Etat à des personnes exerçant une profession libérale ou à d'autres personnes qui ne sont pas régulièrement employées par l'Etat; ces rémunérations sont comptabilisées comme achats de biens et services.

L'estimation à prix constants a été faite en multipliant la dépense relative à 1953 par un indice de quantité basé sur l'évolution du nombre d'agents.

— Enseignement :

de l'Etat (cf. tab. II A 4 b);

Subsides-traitements à l'enseignement provincial et communal (cf. tab. II A 4 e en partie);

Subsides-traitements à l'enseignement libre (cf. tab. II A 4 f).

On a repris ici toutes les rémunérations de membres du personnel enseignant prises en charge par le Pouvoir central, c'est-à-dire donc non seulement les rémunérations de son propre personnel mais aussi les subsides-traitements en faveur du personnel de l'enseignement provincial, communal ou libre.

Pour obtenir la série des valeurs à prix constants, on a multiplié la dépense relative à 1953 par un indice de quantité basé sur le nombre d'élèves relevant de chacun des types d'enseignement considérés.

— Forces armées (cf. tab. II A 4 c).

Ce poste comprend tous les paiements effectués aux membres des forces armées et des administrations militaires, ainsi que la valeur (comptabilisée aux prix de revient) de la nourriture et des vêtements fournis gratuitement. On peut se référer aux commentaires déjà faits à ce sujet au chapitre relatif à la répartition du produit national.

Les estimations à prix constants ont été obtenues en multipliant la valeur 1953 par un indice tenant compte, d'une part, de l'évolution du personnel de carrière, du personnel administratif et du personnel de la gendarmerie et, d'autre part, du nombre de miliciens.

b) *Provinces.*

— Fonction administrative (cf. tab. II A 4 d en partie).

Ce poste couvre les salaires et traitements dus au personnel des provinces, abstraction faite du personnel enseignant et du personnel relevant d'entreprises publiques.

On a appliqué pour les estimations à prix constants les indices de quantité établis en ce qui concerne les dépenses des communes (personnel administratif).

— Enseignement (cf. tab. II A 4 e en partie).

Ce poste ne comprend que la partie des rémunérations du personnel enseignant des provinces prise en charge par les provinces à l'exclusion donc des subsides-traitements à charge de l'Etat.

Pour les estimations à prix constants, on a appliqué un indice de quantité basé sur le nombre d'élèves.

c) *Communes.*

— Fonction administrative (cf. tab. II A 4 d en partie).

Ce poste comprend les rémunérations et pensions du personnel des communes (abstraction faite du personnel enseignant et du personnel d'entreprises publiques) ainsi que les indemnités payées aux chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics.

Les indices de quantité appliqués aux rémunérations et pensions du personnel des communes en 1953 pour obtenir la série à prix constants sont basés sur des données fournies par la Caisse spéciale de Compensation pour Allocations familiales des Communes. Les indemnités payées aux chômeurs ont été calculées à prix constants à l'aide d'un indice traduisant l'évolution de l'indemnité quotidienne moyenne payée à ces chômeurs.

— Enseignement (cf. tab. II A 4 e en partie).

Comme dans le cas des provinces, il s'agit uniquement des rémunérations du personnel en-

seignant prises en charge par les communes, à l'exclusion des subsides-traitements.

Les indices de quantité pris en considération pour les calculs à prix constants traduisent l'évolution du nombre d'élèves.

d) *Commissions d'Assistance publique* (cf. tab. II A 4 d en partie).

Les hôpitaux gérés par les Commissions d'Assistance publique ayant été considérés comme entreprises, tout comme les autres hôpitaux et cliniques, leur personnel n'a pas été pris en considération sous cette rubrique.

Pour les calculs à prix constants, on a appliqué les indices de quantité retenus en ce qui concerne le personnel administratif des communes.

e) *Sécurité sociale.*

Ce poste ne figure pas sous la rubrique A 4 du tableau II puisque le personnel visé ici est assujéti à la sécurité sociale et est à ce titre englobé dans la rubrique A 1 du tableau II.

Les dépenses exprimées à prix courants résultent directement des travaux de regroupement. Les estimations à prix constants ont été obtenues en prenant en considération l'évolution du nombre de cotisants et du nombre d'ayants droit pour les salariés, d'une part, et pour les travailleurs indépendants, d'autre part.

2. — **Achats courants de biens et services.**

a) *Pouvoir central.*

— Fonction administrative.

Il s'agit ici de tous les achats effectués à des fins civiles (administration générale, justice, police, services sanitaires et sociaux, réparation des routes et autres moyens de communication, etc...) abstraction faite des dépenses relatives à l'enseignement.

— Enseignement.

Les achats visés ici comprennent les frais de fonctionnement des écoles de l'Etat ainsi que les interventions de l'Etat dans les frais de fonctionnement des écoles provinciales et communales et des écoles libres.

— Forces armées.

Le système normalisé recommande de considérer comme achats courants de biens et services

tous les achats d'équipement et de constructions militaires. Ont donc été compris sous ce poste les achats de véhicules militaires, d'armes, de munitions, le coût des bâtiments destinés à l'armée et des travaux à caractère militaire, les réparations et l'entretien des bâtiments militaires, etc... Les contributions aux programmes internationaux de défense commune sont considérés comme des achats militaires effectués par le pays qui verse ces contributions. Bien que cela intéresse la défense nationale, ne sont pas compris dans ce poste les acquisitions de terrains (= dépense en capital) ni les transferts d'équipement militaire reçus gratuitement d'un autre Etat (= dépense courante de l'Etat qui fait le don).

b) *Provinces.*

Les dépenses courantes en biens et services sont réparties, comme les rémunérations en — fonction administrative;  
— enseignement (déduction faite des interventions de l'Etat).

c) *Communes.*

Même remarque que pour les provinces.

d) *Commissions d'Assistance publique.*

Comme en ce qui concerne les rémunérations, on a exclu ici les dépenses relatives aux hôpitaux, ceux-ci ayant été classés dans le secteur des entreprises.

e) *Sécurité sociale.*

Les chiffres cités résultent du regroupement des dépenses des organismes de sécurité sociale.

Pour ce qui concerne les achats courants de biens et services de l'Etat, on est passé des prix courants aux prix constants en divisant la série des dépenses exprimées à prix courants par un indice de prix spécialement établi à cet effet, d'une part, pour les forces armées et, d'autre part, pour tous les autres secteurs; dans les deux cas, il s'agit d'une moyenne pondérée d'indices de prix (soit indices des prix de gros, soit autres indices appropriés) des biens et services achetés par l'Etat. Pour les forces armées, le schéma de pondération a pu être établi sur base de la répartition, par branche d'activité, des achats de biens et services de l'armée, publiée par le Centre d'Etudes économiques de l'Armée. Comme ces données ne sont disponibles que pour les années 1953, 1958, 1959 et 1960, il a fallu, pour la période 1954-57, procéder à une inter-

polation; pour 1961, c'est le schéma de 1960 qui a été retenu. Pour les autres secteurs, on a fait usage d'une estimation du Dulbéa relative à la répartition par branche productrice des achats effectués en 1953. Ce schéma de pondération a été adopté pour toute la période 1953-61 moyennant modification du coefficient attribué à la construction, ce qui se justifie par le fait que, en 1953, l'Etat a fait des dépenses exceptionnelles pour la réparation des dommages causés par les inondations.

3. — **Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics.**

Ce poste correspond au loyer net imputé des bâtiments appartenant aux pouvoirs publics et occupés par des services administratifs civils, ce loyer net étant entendu après déduction des frais de réparation et d'entretien et de l'amortissement. Le même poste se trouve dans le tableau II de la répartition des revenus sous la rubrique F « Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat ». Il suffit de se reporter au chapitre relatif à la répartition du produit national pour avoir une description de la méthode suivie.

4. — **Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics.**

On a admis un amortissement annuel équivalent à 1,5 % de la valeur du patrimoine qui a servi de base à l'estimation de l'intérêt imputé des bâtiments publics.

Pour obtenir les loyers imputés (c'est-à-dire la somme de l'intérêt imputé et de l'amortissement) à prix constants, on a divisé les montants estimés à prix courants par l'indice des prix des loyers des immeubles d'habitation.

C. — **FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL : RÉPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ.**

1. — **Méthode générale de calcul pour la période 1953-1960.**

Afin de déterminer la part de chaque secteur de l'économie dans la formation brute de capital, il a été fait appel à diverses sources de renseignements que l'on s'est efforcé de concilier aussi bien que possible.

a) *Agriculture, sylviculture et pêche.*

C'est à partir de l'analyse de la production, des importations et des exportations de biens d'équipement agricole qu'ont été déterminés les investissements de ce secteur. La série publiée inclut également une évaluation relative aux bâtiments d'exploitation, au matériel non spécifiquement agricole tels que camions, jeeps, outillage, etc... (environ 800 millions par an) ainsi qu'aux travaux d'amélioration des terres (environ un milliard par an). La valeur des variations du cheptel est reprise en fin du tableau sous la rubrique « Valeur des variations des stocks ». De plus, afin d'être conforme aux prescriptions du Système normalisé, la série inclut une estimation du montant des droits d'enregistrement perçus à l'occasion des mutations de propriétés agricoles et horticoles, terres de culture, prairies et bois.

b) *Industries extractives.*

Les chiffres relatifs aux charbonnages et à leurs centrales électriques ont été communiqués par Fédéchar. Ceux relatifs aux autres industries extractives (minières, carrières et industries connexes; exploitations de terrils) ont été déterminés à partir de la statistique annuelle de la production suivant la méthode exposée sous le littéra c.

c) *Industries manufacturières (sauf denrées alimentaires et boissons), électricité, gaz et eau.*

L'estimation des investissements dans l'industrie est basée principalement sur les résultats des statistiques annuelles. Il est important de noter que l'Institut national de Statistique ne recense les investissements que dans les établissements ayant occupé 20 ouvriers ou plus à un moment quelconque du mois d'octobre. Les résultats de la statistique ont été étendus aux petites entreprises compte tenu du personnel inscrit sur la liste de paie comprenant le 15 octobre. De plus, afin de tenir compte des entreprises qui se créent (c'est-à-dire des établissements qui investissent sans encore produire et qui, dès lors, ne sont touchés par aucune statistique annuelle) et afin de neutraliser l'effet du passage par frais généraux de certaines dépenses d'investissements, les résultats extrapolés ont été augmentés de 15 %. L'augmentation pratiquée est, en réalité, supérieure à 15 % puisque les chiffres n'ont pas été corrigés pour faire abstraction des transactions en terrains; ces derniers ne constituent

en effet pas un investissement dans le chef de la nation.

Cette méthode n'a malheureusement pu être appliquée aux secteurs non couverts par une statistique annuelle de la production. C'est ainsi que pour les industries du ciment, du pétrole et de la fabrication de fibres synthétiques, il a fallu se contenter de l'analyse des bilans des sociétés anonymes les plus importantes du pays; la formation brute de capital fixe bilantaire de ces sociétés a été étendue à l'ensemble des branches sur base du personnel en activité.

Pour la construction et l'industrie des denrées alimentaires et des boissons, c'est la méthode exposée sous le littéra d) qui a été suivie.

Pour les petits secteurs non soumis à la statistique annuelle pendant toute la période sous revue, c'est-à-dire: filatures de lin, de chanvre et de fibres dures, classement et effilochage de chiffons, peignage, lavage et carbonisage de la laine, tissage de fibres de coco et d'autres fibres dures, fabrication du jute, de l'ouate et du ruban, achèvement à façon de produits textiles, céramique, extraction de minéraux non métalliques n.d.a. et sciage du bois, l'extension des résultats dans le temps s'est faite en tenant compte de l'évolution des investissements dans le secteur dont l'activité est la plus proche.

Pour les branches telles que l'achèvement des cuirs et peaux, la sellerie, la corroierie, la bourrellerie et la fabrication d'articles en cuir pour l'industrie, la préparation du caoutchouc brut et la fabrication d'articles en succédanés de caoutchouc par des établissements spécialisés, la fabrication de produits pharmaceutiques et les laboratoires, la préparation, le rabotage, le débitage et le fendage du bois, la fabrication de chariots, charrettes et barques, la fabrication d'objets en plâtre, la préparation de matières textiles, la confection de drapeaux et de toiles cirées, on a appliqué un procédé analogue à celui qui a été adopté pour le calcul de la valeur ajoutée de ces branches: les montants investis pour les activités les plus proches ont été augmentés proportionnellement au personnel occupé.

Ce sont les statistiques annuelles de la production 1958-1960 qui ont servi de base au calcul des montants investis dans la branche impression, reliure et industries connexes. L'extension des résultats dans le temps s'est faite en prenant en considération la formation brute de capital fixe bilantaire de 1953 à 1960 (échantillon de la C.G.E.R.) dans les sociétés anonymes les plus importantes du pays; l'extrapolation à l'ensemble de la branche, pour tenir compte

des éditeurs de journaux, livres et revues, s'est effectuée sur base du personnel occupé.

Pour ce qui concerne la confection, les résultats relatifs à la partie industrielle de la branche (recensée annuellement par l'Institut national de Statistique) ont été étendus à l'ensemble de la branche (qui comprend notamment l'activité artisanale) en prenant comme base les valeurs ajoutées. La minime importance des résultats ne justifie pas l'usage de coefficients atténuateurs.

1) *Industries des denrées alimentaires et des boissons, industrie de la construction, commerce, banque, assurances, services (autres).*

Les estimations concernant ces rubriques sont basées sur diverses sources, à savoir :

1) *la statistique fiscale de 1958* (bilans clôturés au 31.12.1957 et au cours de l'année 1958) portant sur l'ensemble des sociétés belges; ce document inédit permettant théoriquement de déterminer le niveau absolu des investissements au cours de la période considérée est malheureusement difficile à utiliser étant donné :

- i) les nombreux doubles emplois qui peuvent exister suite au manque de concordance entre la définition donnée par l'Institut national de Statistique à l'établissement et la notion juridique de société (à une société correspondent souvent plusieurs établissements);
- ii) le caractère insuffisamment représentatif de l'échantillon, les sociétés correspondant, en effet, aux affaires les plus importantes du pays;

2) les séries homogènes des bilans des plus importantes sociétés anonymes du pays publiées par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite; le calcul des accroissements d'immobilisé donne des renseignements sur la formation de capital fixe mais ici également, surgissent les problèmes mentionnés au 1) ci-dessus auxquels il faut encore ajouter celui du manque de concordance entre la notion d'immobilisé et celle de capital fixe.

Les résultats obtenus à partir de ces deux sources ne donnant pas entière satisfaction, il a fallu y apporter quelques corrections basées, d'une part, pour ce qui concerne l'évolution des investissements dans ces secteurs, sur l'évolution observée dans les autres secteurs de l'économie et, d'autre part, pour ce qui concerne leur niveau absolu, sur des comparaisons internationa-

les entre les rapports, par secteur, de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

e) *Bâtiments d'habitation.*

Ces chiffres sont établis à partir de la statistique des bâtiments achevés; ceux-ci étant classés par catégories (logements construits à l'intermédiaire d'organismes tels que la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, la Société nationale du Logement, la Société nationale de la Petite Propriété terrienne, le Fonds de Logement de la Ligue des Familles nombreuses et les autres logements), il suffit de déterminer le prix moyen de chaque type de construction, pour connaître la formation brute de capital fixe en bâtiments d'habitation.

Ces résultats prennent également en considération les différences d'encours de construction entre la fin et le début de chaque exercice. De plus, ils contiennent une estimation du montant des droits d'enregistrement perçus lors des mutations d'immeubles d'habitations et de terrains à bâtir.

f) *Transports et communications.*

La plupart des résultats consignés sous ce titre proviennent d'enquêtes directes auprès des sociétés, administrations et organismes intéressés. Sont exclus les investissements en routes de l'Etat ainsi que les dépenses en voirie provinciale et communale (cf. section 8 : services « Pouvoirs publics »); par contre, tous les travaux aux installations portuaires sont inclus.

La rubrique « Transport par routes » inclut les investissements en camions, autobus, autocars et taxis. Pour les premiers, il a été admis qu'un tiers des achats de camions de deux tonnes et plus est effectué par le secteur considéré ici, les deux autres tiers étant répartis principalement parmi les investissements de l'industrie et du commerce; pour les autobus et autocars, c'est le produit du nombre d'autobus et autocars mis en circulation au cours de l'année par 750.000 F (prix inchangé depuis 1953) qui donne la valeur des investissements; enfin, les investissements en taxis ont été estimés forfaitairement à 90 millions par an (le stock de taxis au 31 décembre de chaque année oscille entre 5.700 et 5.900 voitures).

g) *Services (sauf « autres »).*

- 1) *Investissements des pouvoirs centraux* (y compris les fonds pour ordre et les parastataux).

Des comptes établis par le Ministère des Finances, ont été extraites toutes les données con-



cernant les ordonnancements et les recettes effectuées ayant trait aux mouvements des biens d'investissement de l'Etat. Il n'est pas tenu compte ici des investissements en terrains, ports et voies navigables, les premiers n'étant pas des investissements à l'échelon national et les autres étant repris sous la rubrique 7 c du tableau.

Les comptes ne donnant très souvent qu'une valeur globale pour les acquisitions et les ventes de terrains bâtis, il a fallu, afin d'éliminer la valeur des investissements en terrains, recourir aux résultats d'une enquête menée par le Ministère des Finances en collaboration avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, enquête qui donne pour 1959-1961, le rapport de la valeur des terrains acquis à celle des investissements globaux en terrains et constructions; ce rapport (21 %) a été considéré comme valable pour toute la période 1953-1961.

2) *Investissements des pouvoirs subordonnés (Provinces, communes et C.A.P.).*

Un sondage basé sur les comptes des pouvoirs subordonnés a permis de recueillir les mêmes renseignements que ci-dessus. A noter qu'il a été admis que la valeur des terrains représente 15 % des acquisitions de terrains bâtis.

3) *Investissements de l'enseignement libre.*

A défaut de données, on a admis que les investissements de l'enseignement libre étaient égaux à ceux de l'enseignement officiel.

h) *Variations des stocks.*

La valeur des variations du cheptel a été déterminée dans le cadre de la valeur ajoutée de l'agriculture. La série des valeurs des autres variations de stocks a été empruntée à Dulbea.

## 2. — Les investissements en 1961.

Pour certains secteurs, à savoir : l'agriculture, la sylviculture et la pêche, les charbonnages, les bâtiments d'habitation, les transports et communications et les variations du cheptel, les données proviennent des sources mentionnées ci-dessus. Par contre, pour les autres secteurs, faute de données précises, il a fallu recourir à d'autres méthodes :

a) *Industries manufacturières, construction, électricité, gaz et eau.*

D'une comparaison firme à firme entre les données du recensement général de l'industrie au 31.12.61 (cadre D bis relatif aux investissements)

et les mêmes renseignements établis sur base des statistiques annuelles de la production en 1960, on a pu tirer, pour chaque secteur industriel, un indice exprimant le rapport de 1961 à 1960 des montants investis. Ce sondage portait sur tous les établissements occupant 50 ouvriers ou plus au 31.12.61 qui avaient rentré leur déclaration avant le 30 juin 1962.

b) *Industries des denrées alimentaires et des boissons, commerce, banque, assurances, services (autres).*

Pour tous ces secteurs, un sondage a été mis sur pied; ce sondage portait sur tous les établissements qui, au 30.6.62, avaient déjà publié aux annexes du *Moniteur* leur situation au 31.12.61. C'est par comparaison avec les mêmes situations au 31 décembre des années précédentes qu'on a pu calculer des indices du même genre que ceux dont il est question au paragraphe précédent.

c) *Services.*

1) *Investissements des pouvoirs centraux (y compris les fonds pour ordre et les parastataux).*

Le dépouillement des « crédits ajustés » établis par l'Inspection des Finances a permis d'établir des chiffres provisoires pour 1961.

2) *Investissements des pouvoirs subordonnés (provinces, communes, C.A.P.).*

Les investissements des pouvoirs subordonnés ont été calculés en appliquant aux résultats de 1960 l'indice de 1961 sur base 1960 obtenu par dépouillement des budgets 1961 et 1960.

d) *Variations des stocks (autres).*

Certaines statistiques mensuelles et trimestrielles établies par l'Institut national de Statistique donnent des renseignements d'ordre quantitatif concernant les stocks de produits de consommation et de produits finis de plusieurs branches d'activité. Pour tous les secteurs soumis à des statistiques de ce genre, les différences de stock exprimées en quantités (stock au 31.12 — stock au 1.1) ont été valorisées au moyen des prix déduits des statistiques annuelles de la production. Le coefficient de 1961 par rapport à 1960 obtenu par cette méthode a été appliqué au chiffre 1960 établi par le Dulbea.

## 3. — Les investissements aux prix de 1953.

Pour la plupart des secteurs, il a été fait usage des indices de prix de la construction et

des indices des prix d'achat des machines et du matériel auxquels se réfère l'exposé concernant le calcul des amortissements dans les branches d'activité soumises à la statistique annuelle de la production (cf. chapitre relatif à la répartition du produit national) ainsi que d'un indice de prix des travaux de génie civil (calculé à partir des indices de prix des divers moyens mis en œuvre pour les travaux publics). Ces trois indices ont été pondérés en tenant compte de l'importance relative de chaque forme d'investissement dans les divers secteurs.

Pour les immeubles d'habitation, le produit du nombre de bâtiments de chaque type par les divers prix moyens établis pour 1953 (cf. supra) donne la valeur des investissements à prix constants. Des deux séries, à prix courants et à prix constants, on peut déduire un indice de prix des immeubles d'habitation; c'est celui-ci qui a servi pour le calcul de la valeur aux prix de 1953 des investissements des pouvoirs publics et de l'enseignement.

#### D. — EXPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES.

La balance des paiements publiée annuellement par la Banque nationale de Belgique a servi de point de départ à l'élaboration des rubriques sous revue. La balance des paiements recense toutes les transactions entre l'U.E.B.L. et l'étranger qui ont donné lieu à un règlement financier par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois. Les données recensées par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change sont complétées sur un certain nombre de points. Ainsi, l'accroissement des exportations et des importations effectuées à crédit est ajouté aux règlements financiers — la diminution en est soustraite — dans la mesure où ces opérations ont donné lieu à une modification de l'encours des acceptations en francs belges, visées représentatives d'exportations, de l'encours des effets non visés finançant des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit ou du montant des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger. Les aménagements décrits permettent de passer de la notion originaire de paiements effectués à une notion sensiblement plus proche de celle des transactions effectuées au cours de l'année.

Les recettes et les dépenses de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, au titre d'opérations sur marchandises, peuvent être comparées aux statistiques douanières après que les unes et les autres aient été préalablement rectifiées. Cette confrontation laisse apparaître des diver-

gences assez sensibles entre les deux séries de chiffres. On a néanmoins fait confiance aux recensements de la Banque nationale. L'élimination du travail à façon, des frets et des opérations d'assurance compris dans les statistiques douanières n'a, en effet, pu être faite jusqu'à présent d'une manière satisfaisante. De plus, la solution adoptée présente l'avantage suivant : à la correction pour le Grand-Duché de Luxembourg près, l'estimation Institut national de Statistique coïncide, en solde, avec les chiffres communiqués par la Banque nationale de Belgique à l'Organisation de Coopération et de Développement économique (O.C.D.E.), au Fonds monétaire international et aux institutions européennes.

#### 1. — Revenus des facteurs.

##### a) Revenus du travail.

Ce poste englobe essentiellement, *en recettes*, le rapatriement par l'intermédiaire du système bancaire de tout ou partie du salaire des travailleurs belges ou luxembourgeois occupés à l'étranger comme frontaliers ou saisonniers. Les revenus du travail rapatriés en provenance des pays non limitrophes de la Belgique ont été traités comme transferts. Les lacunes de la documentation statistique expliquent cette hypothèse grossière. Les recettes comprennent, en outre, les pensions payées par le Congo à ses fonctionnaires retraités établis en Belgique ainsi que les salaires et tantièmes distribués par les sociétés de droit congolais ayant leur siège administratif en Belgique.

Le même poste englobe, *en dépenses*, les salaires et traitements, rapatriés par la voie bancaire, des travailleurs étrangers employés en Union économique belgo-luxembourgeoise. Des chiffres publiés par la Banque nationale, on a, de nouveau, soustrait les transferts privés. Ceux-ci comprennent les envois de fonds des travailleurs étrangers établis en Belgique à leur pays d'origine.

Les revenus consommés sur place ou transférés par une voie autre que celle décrite plus haut devraient, en principe, être imputés ici. Ces montants ne sont pas connus et n'ont dès lors pas pu être pris en considération.

La déflation aux prix de 1953 n'a pas été opérée pour les dépenses. En recettes, l'indice de quantité retenu pour le salaire des ouvriers belges travaillant à l'étranger est basé sur les données disponibles quant au nombre des travailleurs saisonniers et frontaliers.

b) *Autres revenus.*

Les montants relevés sous cette rubrique couvrent uniquement, tant en recettes qu'en dépenses, les revenus d'investissements transférés et enregistrés par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change.

En recettes, le calcul à prix constants a été effectué comme suit : sur la base des revenus d'investissements rapatriés de l'étranger en 1954 et en supposant un taux de rendement des investissements de 4 %, on arrive pour 1954 à une évaluation du capital belge investi à l'étranger de l'ordre de 120 milliards. Ce chiffre a été extrapolé pour les autres années sur base des indications disponibles. Un taux fixe de 4 % a été appliqué aux chiffres obtenus.

En dépenses, les estimations à prix constants ont été effectuées en utilisant, à défaut d'informations plus détaillées, un indice calculé à partir du rapport :

Dividendes bruts mis en paiements par les sociétés anonymes belges
-----
Capital versé + réserves

2. — **Exportations et importations de biens et services.**

a) *Marchandises F.O.B.*

Ce poste groupe, en recettes, la valeur des exportations de marchandises estimée sur une base f.o.b. et le solde net des opérations d'arbitrage. Y ont été ajoutées, conformément aux prescriptions du Système normalisé de Comptabilité nationale, la participation de l'étranger aux travaux d'infrastructure O.T.A.N. effectués sur le territoire belge ainsi que la valeur des biens fournis à des transporteurs étrangers (provisions de bord).

Les dépenses couvrent la valeur des importations de marchandises estimée sur une base f.o.b. et le solde net des opérations sur or non monétaire. Ce poste comprend, en outre, la participation belge aux travaux d'infrastructure O.T.A.N. effectués à l'étranger.

La Banque nationale établit une balance des paiements unique pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg. Pour les besoins de la comptabilité nationale, il convient néanmoins d'isoler les transactions de la Belgique seule avec l'étranger. Le Ministère des Affaires économiques du Grand-Duché publie le chiffre des exportations et des importations luxembourgeoises et une balance commerciale du Grand-Duché avec la Belgique. Ces éléments permettent de calculer les importations et les exportations belges.

C'est ainsi que pour connaître les exportations de la Belgique, il suffit de déduire des exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise les exportations du Grand-Duché vers d'autres pays que la Belgique et d'y ajouter les exportations belges vers le Luxembourg. Un calcul analogue permet de déterminer les importations de la Belgique.

Les indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation publiés par l'Institut national de Statistique ont été utilisés pour le calcul à prix constants des dépenses et des recettes liées aux opérations sur biens et services (marchandises f.o.b., transports, autres services). L'indice des valeurs moyennes à l'exportation a toutefois été corrigé pour tenir compte des prix à l'exportation pratiqués par les entreprises sidérurgiques luxembourgeoises.

b) *Transports.*

Ce poste groupe les recettes encaissées pour prestations de services des transporteurs belges et luxembourgeois pour le compte de l'étranger et les recettes portuaires. Les provisions de bord ont été déduites des recettes de transports pour être transférées au poste « marchandises ». Les dépenses représentent une estimation des frets à l'importation. Ces derniers ont été évalués par la Banque nationale sur la base de renseignements recueillis auprès de certaines sociétés de transport.

c) *Dépenses des non-résidents en Belgique. Dépenses des résidents belges à l'étranger.*

Les paiements de frais de séjour peuvent être réglés par l'intermédiaire des agences de voyage, par utilisation de chèques de voyage ou de billets de banque étrangers ou belges. En ce qui concerne les paiements par l'intermédiaire des agences de voyage, on notera que celles-ci compensent entre elles une partie de leurs recettes et de leurs dépenses et qu'il n'a pas été possible de tenir compte de ces compensations. Pour ce qui est des opérations sur billets, échappent au recensement les achats par les banques et les agents de change de billets étrangers contre billets belges à des ressortissants étrangers séjournant en Belgique et les ventes de billets étrangers à des ressortissants belges se rendant à l'étranger. Ne sont enregistrés que les achats et les ventes de billets à des étrangers effectués par les banques et les agents de change contre mouvements d'avoirs en compte.

Nous avons toutefois ajouté aux dépenses enregistrées par la Banque nationale le coût de

l'entretien des missions diplomatiques belges à l'étranger.

Aussi bien en recettes qu'en dépenses, le calcul à prix constants a été fait à l'aide d'un indice de prix. Dans le premier cas, il s'agit d'un indice qui traduit l'évolution du prix moyen de la pension dans les hôtels belges. Dans l'autre cas, un indice de prix a été calculé sur base de données relatives aux prix des services touristiques dans huit pays européens recueillis par l'Institut de Statistique de Florence; cet indice a été corrigé pour tenir compte du fait que la dépense moyenne par touriste tend à diminuer.

d) *Autres services.*

Cette rubrique englobe, *en recettes* :

- 1) le travail à façon;
- 2) les primes et indemnités d'assurance;
- 3) les transactions des pouvoirs publics n.c.a.;
- 4) les redevances pour films cinématographiques, brevets, droits d'auteurs;
- 5) les courtages et commissions;
- 6) les services divers;
- 7) les opérations avec des institutions européennes.

Des opérations gouvernementales n.c.a., nous avons néanmoins soustrait les versements d'états étrangers à la Belgique dans le cadre de programmes de défense commune (cf. poste « marchandises »), le montant de la taxe mobilière frappant les sociétés de droit congolais ayant leur siège administratif en Belgique, considéré comme transfert, les pensions versées par le Congo à des résidents belges (cf. poste « revenus du travail ». Des services divers, nous avons ôté les rémunérations de salariés et les tantièmes distribués par les sociétés de droit congolais ayant leur siège administratif en Belgique (cf. poste « revenus du travail »). Enfin, les opérations avec des institutions européennes couvrent surtout les achats de biens et services des organismes internationaux établis sur le

territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

*En dépenses*, nous retrouvons les mêmes rubriques que celles mentionnées en recettes, à l'exception toutefois du poste « opérations avec des institutions européennes ». Ce dernier comprend, en effet, le montant des cotisations de la Belgique et du Luxembourg aux organismes internationaux qui est classé parmi les transferts. D'autres ajustements ont été opérés : des transactions des pouvoirs publics n.c.a., nous avons éliminé la participation de l'Etat belge aux travaux d'infrastructure O.T.A.N. effectués à l'étranger (cf. poste « marchandises ») ainsi que le coût et l'entretien des missions diplomatiques belges à l'étranger ajoutés en partie aux dépenses des résidents belges à l'étranger et en partie aux importations de marchandises. De la rubrique « Services divers », nous avons soustrait les bénéfices de la loterie africaine transférés en Afrique de même que les cotisations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise au Fonds d'Investissements de la C.E.C.A. considérés comme transferts.

### 3. — Remarques générales relatives à l'estimation à prix constants des exportations nettes de biens et services.

Les estimations à prix constants des exportations nettes de biens et services divergent parfois sensiblement des valeurs correspondantes exprimées en prix courants. Ceci est dû au fait que les évolutions des prix à l'exportation et à l'importation ne sont pas nécessairement parallèles. Comme le solde de la balance est très petit comparé aux montants des importations et des exportations, une faible variation des indices des prix peut entraîner, au niveau de ce solde, de grosses différences entre les estimations à prix courants et celles à prix constants.

## IV. — LES COMPTES NATIONAUX.

Les comptes nationaux sont ceux que prévoit le Système normalisé de Comptabilité nationale de l'O.E.C.E.

### 1. — Compte du revenu national et des dépenses de la nation.

Les montants inscrits à ce compte sont extraits des tableaux II.1 et III.1. De façon plus

précise, les flux 1.1 à 1.10 correspondent respectivement aux totaux A à J du tableau II.1, alors que les flux 1.11 à 1.15 correspondent respectivement aux totaux A, B, C, D (1 + 2) et D (3 + 4) du tableau III.1. Il suffit donc de se référer à ces tableaux et à la description de la méthode de calcul adoptée pour avoir une définition précise des divers postes de ce compte.

## 2. — Compte des opérations courantes de l'Etat.

Il s'agit évidemment ici de l'Etat entendu au sens large, c'est-à-dire de l'ensemble formé par le pouvoir central, les pouvoirs subordonnés et les organismes de sécurité sociale.

Outre les inscriptions qui représentent la contrepartie d'éléments figurant au compte 1, on trouve dans ce compte les flux ci-après :

- Transferts de sécurité sociale aux salariés et aux indépendants (flux 2.3) et cotisations (personnelles et patronales) des salariés et des indépendants à la sécurité sociale (flux 2.11). Les montants relatifs à ces deux flux ont été déterminés à partir des données comptables disponibles en ce qui concerne les divers organismes de sécurité sociale.
- Transferts courants nets aux particuliers (autres que de sécurité sociale) (flux 2.4). Ce flux couvre les transferts recensés lors de la codification des comptes du pouvoir central et des pouvoirs subordonnés; on y trouve donc entre autres les transferts des Commissions d'Assistance publique.
- Impôts directs frappant les particuliers (flux 2.10). Ce chiffre est obtenu à partir du montant global des impôts directs perçus par les pouvoirs publics, en déduisant de ce total l'estimation retenue par ailleurs pour les impôts directs à charge des sociétés.
- Transferts courants au reste du monde (flux 2.5) et transferts courants en provenance du monde (flux 2.13). Il s'agit ici de montants calculés à partir de la balance des paiements de l'U.E.B.L. préalablement adaptée pour éliminer le Grand-Duché de Luxembourg. Les ventilations et les regroupements de postes de la balance des paiements ont été effectués avec le souci de ne pas modifier le solde de cette balance, c'est-à-dire qu'une erreur éventuelle sur l'une des transactions avec le reste du monde est automatiquement compensée par une erreur en sens inverse sur d'autres transactions.
- Epargne de l'Etat (flux 2.6). Ce poste représente, lorsqu'il est positif, l'excédent des recet-

tes (flux 2.7 à 2.13) sur les dépenses (flux 2.1 à 2.5) de l'Etat et, lorsqu'il est négatif, l'excédent des dépenses sur les recettes.

- Dans les comptes relatifs aux trois sous-secteurs du secteur Etat, on relève en outre les transferts de revenus du pouvoir central aux pouvoirs subordonnés et à la sécurité sociale.

## 3. — Compte des opérations courantes des particuliers.

Outre les inscriptions qui représentent la contrepartie d'éléments figurant aux comptes 1 et 2, on trouve dans ce compte des transferts courants au reste du monde (flux 3.4) et des transferts courants en provenance du reste du monde (flux 3.11). Ici encore, il s'agit de montants calculés à partir des données de la balance des paiements.

Quant au flux 3.5 (épargne des particuliers), il correspond à l'excédent des recettes (flux 3.6 à 3.11) sur les dépenses (flux 3.1 à 3.4).

## 4. — Compte des opérations en capital de la nation.

Outre les moyens de financement virés à ce compte par l'un des comptes précédents (amortissements et épargne des sociétés, des particuliers et de l'Etat), on trouve encore au crédit de ce compte des transferts nets en capital provenant du reste du monde (flux 4.7), lesquels sont établis sur la base de la balance des paiements.

Si l'on soustrait de ce total de recettes la formation intérieure brute de capital (flux 4.1 qui est la contrepartie d'une inscription au compte 2), il reste le prêt net au reste du monde (flux 4.2), obtenu par solde.

## 5. — Compte des transactions de la Belgique avec le reste du monde.

Tous les flux inscrits à ce compte sont la contrepartie d'un flux inscrit à l'un des quatre comptes précédents et ont donc de ce fait été décrits ci-dessus.

ANNEXE

**NOTE DE MINORITÉ RELATIVE À L'ESTIMATION  
DU PRODUIT NATIONAL BRUT (1)**

Les membres soussignés de la Commission de la Comptabilité Nationale déclarent ne pouvoir se rallier à une estimation du P.N.B. par une moyenne arithmétique des totaux des 3 optiques.

Ils estiment qu'il faudrait prendre en considération uniquement les totaux des dépenses et de la production, à l'exclusion de celui des revenus. Ce dernier, en effet, résulte en partie de coefficients de majoration fixés sans bases suffisamment solides par la Commission du Revenu national en 1954 et atteignant dans certains cas

jusqu'à 50 %. Il s'agit notamment du revenu des commerçants et artisans indépendants, de certaines professions libérales et des sociétés de personnes (voir l'exposé méthodologique pour la méthode de calcul et les tableaux pour l'importance des postes).

Les membres soussignés avaient proposé pour le P.N.B. les séries ci-dessous, obtenues par une moyenne arithmétique des totaux des dépenses et de la production :

Millions de francs.

ANNÉE	P.N.B.		Ecart avec les estimations tenant compte de l'analyse des revenus	
	Prix courants	Prix de 1953	Prix courants	Prix de 1953
1953 .....	418 097	418 097	+ 3 078	+ 3 078
1954 .....	435 672	434 263	+ 2 627	+ 3 058
1955 .....	462 671	458 476	+ 1 742	+ 3 200
1956 .....	492 685	469 908	+ 2 530	+ 3 427
1957 .....	524 442	482 912	+ 4 776	+ 3 565
1958 .....	526 466	478 063	+ 4 516	+ 3 281
1959 .....	539 550	487 496	+ 3 666	+ 3 584
1960 .....	577 349	513 860	+ 5 184	+ 3 802

R. de Falleur  
L. Defroyennes  
V. De Ridder  
C. Duprez-Reichert  
M. Frank  
E. S. Kirschen  
A. Van Buggenhout  
A. Van Doren

(1) La majorité des membres est d'avis : 1) que l'incidence des coefficients de majoration forfaitaires sur le total n'est pas particulièrement importante; 2) que l'information relativement abondante sur les revenus ne peut être ignorée; 3) que certaines estimations au stade de la production et de l'affectation comportent également une marge d'imprécision.

**Tableau I. - 1. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AU COÛT DES FACTEURS, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ  
ET VALEUR AJOUTÉE BRUTE GLOBALE AUX PRIX DU MARCHÉ.  
ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (× 1 000 000 F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>										
a) Agriculture, horticulture, élevage	29 338	29 228	30 217	29 651	33 399	32 026	33 335	34 132	37 804	35 141
b) Sylviculture .....	1 340	1 309	1 635	1 717	1 682	1 483	1 610	1 788	1 859	1 714
c) Pêche .....	410	430	470	470	410	430	410	450	460	490
<b>Total :</b>	<b>31 088</b>	<b>30 967</b>	<b>32 322</b>	<b>31 838</b>	<b>35 491</b>	<b>33 939</b>	<b>35 355</b>	<b>36 370</b>	<b>40 123</b>	<b>37 345</b>
<b>2. Industries extractives</b>										
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	16 066	15 883	16 449	17 299	19 217	16 256	12 408	11 618	11 150	10 900
b) Autres industries extractives ...	1 654	1 660	1 874	2 095	2 228	2 026	2 154	2 285	2 591	2 745
<b>Total :</b>	<b>17 720</b>	<b>17 543</b>	<b>18 323</b>	<b>19 394</b>	<b>21 445</b>	<b>18 282</b>	<b>14 562</b>	<b>13 903</b>	<b>13 741</b>	<b>13 645</b>
<b>3. Industries manufacturières</b>										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :										
Industrie des denrées alimentaires et des boissons .....	29 540	30 430	30 370	31 870	31 810	31 900	32 910	33 500	35 000	36 720
Industrie du tabac .....	906	890	952	1 069	1 142	1 163	1 148	1 193	1 324	1 285
<b>Total :</b>	<b>30 446</b>	<b>31 320</b>	<b>31 322</b>	<b>32 939</b>	<b>32 952</b>	<b>33 063</b>	<b>34 058</b>	<b>34 693</b>	<b>36 324</b>	<b>38 005</b>
b) Textiles :										
Filatures et filetries .....	2 846	3 390	3 136	3 456	4 019	2 856	3 155	3 832	3 739	3 743
Industrie du tissage .....	4 424	4 508	4 084	4 482	4 729	3 978	4 347	4 676	4 785	4 968
Achèvement de produits textiles	847	922	959	963	1 062	871	908	1 082	1 165	1 193
Bonneterie .....	1 352	1 446	1 636	1 646	1 687	1 432	1 625	1 702	1 866	2 007
Autres secteurs de l'industrie textile .....	2 355	2 438	2 518	3 112	3 174	2 723	2 943	3 023	3 098	3 217
<b>Total :</b>	<b>11 824</b>	<b>12 704</b>	<b>12 333</b>	<b>13 659</b>	<b>14 671</b>	<b>11 860</b>	<b>12 978</b>	<b>14 315</b>	<b>14 653</b>	<b>15 128</b>
c) Vêtements et chaussures :										
Industrie du vêtement et de la confection .....	3 724	3 805	4 113	4 317	4 828	4 546	4 630	4 940	5 330	5 809
Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie ..	1 339	1 400	1 422	1 408	1 560	1 474	1 619	1 728	1 880	1 944
<b>Total :</b>	<b>5 063</b>	<b>5 205</b>	<b>5 535</b>	<b>5 725</b>	<b>6 388</b>	<b>6 020</b>	<b>6 249</b>	<b>6 668</b>	<b>7 210</b>	<b>7 753</b>
d) Bois et meubles :										
Sciage du bois et activités connexes .....	496	513	585	595	625	617	606	714	740	751
Industries transformatrices du bois et industries connexes .....	3 495	3 470	3 895	4 043	4 308	4 542	4 542	4 510	5 488	6 490
<b>Total :</b>	<b>3 991</b>	<b>3 983</b>	<b>4 480</b>	<b>4 638</b>	<b>4 933</b>	<b>5 159</b>	<b>5 148</b>	<b>5 224</b>	<b>6 228</b>	<b>7 241</b>
e) Papier, impression, édition :										
Production de papier et de carton	1 018	1 303	1 274	1 322	1 422	1 381	1 475	1 657	1 673	1 737
Transformation du papier et du carton .....	1 129	1 373	1 306	1 421	1 542	1 543	1 626	1 762	1 778	1 856
Impression, brochage et reliure .	3 282	3 444	3 486	3 603	3 844	4 006	4 152	4 477	5 068	5 228
<b>Total :</b>	<b>5 429</b>	<b>6 120</b>	<b>6 066</b>	<b>6 346</b>	<b>6 808</b>	<b>6 930</b>	<b>7 253</b>	<b>7 896</b>	<b>8 519</b>	<b>8 821</b>
f) Industrie chimique et activités connexes :										
Industrie du caoutchouc et industrie chimique .....	7 813	9 363	9 233	9 442	9 693	9 698	10 282	11 139	11 888	13 149
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	993	912	1 226	1 349	1 082	1 095	1 359	1 403	1 647	1 793
Cokeries et usines à gaz .....	1 009	854	1 035	1 674	1 600	1 193	1 067	1 022	778	894
<b>Total :</b>	<b>9 815</b>	<b>11 129</b>	<b>11 494</b>	<b>12 465</b>	<b>12 375</b>	<b>11 986</b>	<b>12 708</b>	<b>13 564</b>	<b>14 313</b>	<b>15 836</b>

Tableau I. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :</b>										
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .....	1 767	1 926	2 027	2 152	2 473	2 225	2 147	2 262	2 484	2 736
Industrie du verre et industrie du ciment .....	2 347	2 414	3 123	3 267	3 325	3 445	4 427	5 057	4 766	5 254
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment ....	1 011	1 101	1 148	1 350	1 283	1 339	1 559	1 835	2 005	2 080
<b>Total :</b>	<b>5 125</b>	<b>5 441</b>	<b>6 298</b>	<b>6 769</b>	<b>7 081</b>	<b>7 009</b>	<b>8 133</b>	<b>9 154</b>	<b>9 255</b>	<b>10 070</b>
<b>h) Fer, acier et métaux non ferreux</b>	11 478	10 057	13 670	14 240	14 779	13 044	13 950	18 044	16 496	17 200
<b>i) Fabrications métalliques et constructions navales .....</b>	26 059	27 802	27 763	29 547	33 183	31 747	31 163	34 524	38 303	42 474
<b>j) Arsenaux de la S.N.C.B. ....</b>	410	400	440	460	460	440	460	460	470	480
<b>k) Garages .....</b>	2 930	3 188	3 499	3 882	4 155	4 284	4 630	5 043	5 368	5 737
<b>l) Autres industries manufacturières :</b>										
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil ..	606	648	631	548	624	577	656	664	706	813
Industrie du diamant .....	830	840	930	1 020	830	940	1 040	1 270	1 080	1 180
Industries non dénommées ailleurs .....	3 100	3 240	3 420	3 660	3 880	3 880	3 970	4 250	4 490	4 705
<b>Total :</b>	<b>4 536</b>	<b>4 728</b>	<b>4 981</b>	<b>5 228</b>	<b>5 334</b>	<b>5 397</b>	<b>5 666</b>	<b>6 184</b>	<b>6 276</b>	<b>6 698</b>
<b>Total des industries manufacturières :</b>	<b>117 106</b>	<b>122 077</b>	<b>127 881</b>	<b>135 898</b>	<b>143 119</b>	<b>136 939</b>	<b>142 396</b>	<b>155 769</b>	<b>163 415</b>	<b>175 443</b>
<b>4. Construction .....</b>	27 670	29 610	29 330	32 370	37 910	35 970	38 180	40 950	43 270	46 520
<b>5. Électricité, gaz et eau</b>										
<b>a) Production, transport et distribution d'électricité .....</b>	6 038	6 381	6 200	6 513	6 838	7 310	7 118	7 454	7 807	8 498
<b>b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville ....</b>	2 011	2 321	2 372	2 611	2 792	2 843	2 943	3 023	3 123	3 430
<b>Total :</b>	<b>8 049</b>	<b>8 702</b>	<b>8 572</b>	<b>9 124</b>	<b>9 630</b>	<b>10 153</b>	<b>10 061</b>	<b>10 477</b>	<b>10 930</b>	<b>11 928</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation</b>										
<b>a) Commerce :</b>										
Commerce de gros et de détail ..	27 460	28 610	29 990	31 610	33 120	33 140	34 270	35 370	36 930	39 100
Distribution de produits pétroliers .....	500	570	660	810	880	1 000	1 120	1 430	1 550	1 725
<b>Total :</b>	<b>27 960</b>	<b>29 180</b>	<b>30 650</b>	<b>32 420</b>	<b>34 000</b>	<b>34 140</b>	<b>35 390</b>	<b>36 800</b>	<b>38 480</b>	<b>40 825</b>
<b>b) Services financiers .....</b>	6 100	6 530	7 630	7 770	8 340	8 560	9 730	10 540	11 720	13 300
<b>c) Assurances .....</b>	3 270	3 700	3 990	4 450	4 870	5 200	5 530	5 980	6 340	6 750
<b>d) Immeubles d'habitation .....</b>	30 832	34 652	35 647	36 277	36 995	37 447	37 952	38 386	38 896	39 350
<b>Total :</b>	<b>68 162</b>	<b>74 062</b>	<b>77 917</b>	<b>80 917</b>	<b>84 205</b>	<b>85 347</b>	<b>88 602</b>	<b>91 706</b>	<b>95 436</b>	<b>100 225</b>
<b>7. Transports et communications</b>										
<b>a) Transports par voie ferrée .....</b>	13 370	13 100	14 310	15 110	15 110	14 280	14 920	15 150	15 270	15 670
<b>b) Transports par route .....</b>	3 970	4 370	4 700	5 210	5 780	6 270	6 880	7 520	7 900	7 980
<b>c) Transports maritimes .....</b>	1 850	1 870	1 960	2 110	2 350	2 660	3 040	3 220	3 070	3 260
<b>d) Navigation fluviale .....</b>	1 260	1 360	1 630	1 790	1 740	1 690	1 870	2 050	2 210	2 280
<b>e) Ports .....</b>	4 070	4 130	4 660	5 730	5 700	5 620	5 640	6 040	6 420	6 820
<b>f) Transports aériens .....</b>	880	990	1 100	1 380	1 690	1 970	2 070	2 420	2 430	2 490
<b>g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision .....</b>	4 291	4 612	4 895	5 161	5 508	6 350	6 733	7 370	7 689	8 404
<b>Total :</b>	<b>29 691</b>	<b>30 432</b>	<b>33 255</b>	<b>36 491</b>	<b>37 878</b>	<b>38 840</b>	<b>41 153</b>	<b>43 770</b>	<b>44 989</b>	<b>46 904</b>



Tableau I. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Administration publique .....	15 613	16 244	17 723	17 841	18 337	20 523	21 367	22 036	23 389	24 980
b) Enseignement (officiel et libre) .	11 283	11 949	12 431	13 214	14 791	15 856	16 309	19 086	20 070	21 721
c) Forces armées .....	7 190	7 645	8 004	8 571	9 000	9 802	10 709	11 394	11 218	12 550
d) Professions médicales .....	5 225	5 598	5 930	6 251	6 482	7 443	8 039	8 608	8 941	9 387
e) Autres services rendus aux entreprises .....	5 360	5 600	5 930	6 320	6 690	6 720	6 860	7 350	7 760	8 200
f) Autres services rendus aux ménages .....	28 628	29 029	30 522	31 637	33 982	36 676	35 512	35 860	37 036	37 412
g) Domestiques et gens de maison..	4 956	5 260	5 573	5 907	6 356	6 775	7 169	7 651	8 000	8 380
<b>Total :</b>	<b>78 255</b>	<b>81 325</b>	<b>86 113</b>	<b>89 741</b>	<b>95 638</b>	<b>103 795</b>	<b>105 965</b>	<b>111 985</b>	<b>116 414</b>	<b>122 630</b>
<b>9. Correction pour investissements par moyens propres .....</b>	<b>622</b>	<b>633</b>	<b>744</b>	<b>891</b>	<b>901</b>	<b>833</b>	<b>891</b>	<b>1 122</b>	<b>1 201</b>	<b>1 353</b>
<i>Produit intérieur brut au coût des facteurs</i>										
<i>Total des rubriques 1 à 9 :</i>	<b>378 363</b>	<b>395 351</b>	<b>414 457</b>	<b>436 664</b>	<b>466 217</b>	<b>464 098</b>	<b>477 165</b>	<b>506 052</b>	<b>529 519</b>	<b>555 993</b>
Ajustement statistique .	-4 467	-3 140	-1 017	+1 525	-2 219	+1 926	+ 108	+ 636	-1 264	+4 195
<i>Total corrigé :</i>	<b>373 896</b>	<b>392 211</b>	<b>413 440</b>	<b>438 189</b>	<b>463 998</b>	<b>466 024</b>	<b>477 273</b>	<b>506 688</b>	<b>528 255</b>	<b>560 188</b>
<b>10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....</b>	<b>3 800</b>	<b>4 100</b>	<b>5 400</b>	<b>7 700</b>	<b>8 000</b>	<b>7 600</b>	<b>4 900</b>	<b>6 800</b>	<b>6 400</b>	<b>5 300</b>
<i>Produit national brut au coût des facteurs (ajusté) .....</i>	<b>377 696</b>	<b>396 311</b>	<b>418 840</b>	<b>445 889</b>	<b>471 998</b>	<b>473 624</b>	<b>482 173</b>	<b>513 488</b>	<b>534 655</b>	<b>565 488</b>
<b>11. Impôts indirects .....</b>	<b>40 709</b>	<b>41 706</b>	<b>46 198</b>	<b>50 779</b>	<b>54 182</b>	<b>55 211</b>	<b>60 106</b>	<b>65 193</b>	<b>73 189</b>	<b>79 479</b>
<b>12. Subventions .....</b>	<b>-3 386</b>	<b>-4 972</b>	<b>-4 109</b>	<b>-6 513</b>	<b>-6 514</b>	<b>-6 885</b>	<b>-6 395</b>	<b>-6 516</b>	<b>-6 653</b>	<b>-7 801</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté)</b>	<b>415 019</b>	<b>433 045</b>	<b>460 929</b>	<b>490 155</b>	<b>519 666</b>	<b>521 950</b>	<b>535 884</b>	<b>572 165</b>	<b>601 191</b>	<b>637 166</b>

**Tableau I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AU COÛT DES FACTEURS, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ  
ET VALEUR AJOUTÉE BRUTE GLOBALE AUX PRIX DU MARCHÉ**  
Indices des estimations à prix courants (1953 = 100).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>										
a) Agriculture, horticulture, élevage	100	100	103	101	114	109	114	116	129	120
b) Sylviculture .....	100	98	122	128	126	111	120	133	139	128
c) Pêche .....	100	105	115	115	100	105	100	110	112	120
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>114</b>	<b>109</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>129</b>	<b>120</b>
<b>2. Industries extractives</b>										
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	100	99	102	108	120	101	77	72	69	68
b) Autres industries extractives ...	100	100	113	127	135	122	130	138	157	166
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>121</b>	<b>103</b>	<b>82</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>77</b>
<b>3. Industries manufacturières</b>										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :										
Industrie des denrées alimentaires et des boissons .....	100	103	103	108	108	108	111	113	118	124
Industrie du tabac .....	100	98	105	118	126	128	127	132	146	142
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>103</b>	<b>108</b>	<b>108</b>	<b>109</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>119</b>	<b>125</b>
b) Textiles :										
Filatures et fileteries .....	100	119	110	121	141	100	111	135	131	132
Industrie du tissage .....	100	102	92	101	107	90	98	106	108	112
Achèvement de produits textiles	100	109	113	114	125	103	107	128	138	141
Bonneterie .....	100	107	121	122	125	106	120	126	138	148
Autres secteurs de l'industrie textile .....	100	104	107	132	135	116	125	128	132	137
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>104</b>	<b>116</b>	<b>124</b>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>128</b>
c) Vêtements et chaussures :										
Industrie du vêtement et de la confection .....	100	102	110	116	130	122	124	133	143	156
Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie ..	100	105	106	105	117	110	121	129	140	145
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>113</b>	<b>126</b>	<b>119</b>	<b>123</b>	<b>132</b>	<b>142</b>	<b>153</b>
d) Bois et meubles :										
Sciage du bois et activités connexes .....	100	103	118	120	126	124	122	144	149	151
Industries transformatrices du bois et industries connexes .....	100	99	111	116	123	130	130	129	157	186
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>124</b>	<b>129</b>	<b>129</b>	<b>131</b>	<b>156</b>	<b>181</b>
e) Papier, impression, édition :										
Production de papier et de carton	100	128	125	130	140	136	145	163	164	171
Transformation du papier et du carton .....	100	122	116	126	137	137	144	156	157	164
Impression, brochage et reliure ..	100	105	106	110	117	122	127	136	154	159
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>117</b>	<b>125</b>	<b>128</b>	<b>134</b>	<b>145</b>	<b>157</b>	<b>162</b>
f) Industrie chimique et activités connexes :										
Industrie du caoutchouc et industrie chimique .....	100	120	118	121	124	124	132	143	152	168
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	100	92	123	136	109	110	137	141	166	181
Cokeries et usines à gaz .....	100	85	103	166	159	118	106	101	77	89
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>113</b>	<b>117</b>	<b>127</b>	<b>126</b>	<b>122</b>	<b>129</b>	<b>138</b>	<b>146</b>	<b>161</b>

Tableau 1. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :</b>										
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .....	100	109	115	122	140	126	122	128	141	155
Industrie du verre et industrie du ciment .....	100	103	133	139	142	147	189	215	203	224
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment .....	100	109	114	134	127	132	154	182	198	206
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>123</b>	<b>132</b>	<b>138</b>	<b>137</b>	<b>159</b>	<b>179</b>	<b>181</b>	<b>196</b>
<b>h) Fer, acier et métaux non ferreux</b>	100	88	119	124	129	114	122	157	144	150
<b>i) Fabrications métalliques et constructions navales .....</b>	100	107	107	113	127	122	120	132	147	163
<b>j) Arsenaux de la S.N.C.B. ....</b>	100	98	107	112	112	107	112	112	115	117
<b>k) Garages .....</b>	100	109	119	132	142	146	158	172	183	196
<b>l) Autres industries manufacturières .....</b>										
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil ..	100	107	104	90	103	95	108	110	117	134
Industrie du diamant .....	100	101	112	123	100	113	125	153	130	142
Industries non dénommées ailleurs .....	100	105	110	118	125	125	128	137	145	152
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>118</b>	<b>119</b>	<b>125</b>	<b>136</b>	<b>138</b>	<b>148</b>
<b>Total des industries manufacturières :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>109</b>	<b>116</b>	<b>122</b>	<b>117</b>	<b>122</b>	<b>133</b>	<b>140</b>	<b>150</b>
<b>4. Construction .....</b>	100	107	106	117	137	130	138	148	156	168
<b>5. Électricité, gaz et eau</b>										
<b>a) Production, transport et distribution d'électricité .....</b>	100	106	103	108	113	121	118	123	129	141
<b>b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville .....</b>	100	115	118	130	139	141	146	150	155	171
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>106</b>	<b>113</b>	<b>120</b>	<b>126</b>	<b>125</b>	<b>130</b>	<b>136</b>	<b>148</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation</b>										
<b>a) Commerce :</b>										
Commerce de gros et de détail	100	104	109	115	121	121	125	129	134	142
Distribution de produits pétroliers .....	100	114	132	162	176	200	224	286	310	345
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>116</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>132</b>	<b>138</b>	<b>146</b>
<b>b) Services financiers .....</b>	100	107	125	127	137	140	160	173	192	218
<b>c) Assurances .....</b>	100	113	122	136	149	159	169	183	194	206
<b>d) Immeubles d'habitation .....</b>	100	112	116	118	120	121	123	125	126	128
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>114</b>	<b>119</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>130</b>	<b>135</b>	<b>140</b>	<b>147</b>
<b>7. Transports et communications</b>										
<b>a) Transports par voie ferrée .....</b>	100	98	107	113	113	107	112	113	114	117
<b>b) Transports par route .....</b>	100	110	118	131	146	158	173	189	199	201
<b>c) Transports maritimes .....</b>	100	101	106	114	127	144	164	174	166	176
<b>d) Navigation fluviale .....</b>	100	108	129	142	138	134	148	163	175	181
<b>e) Ports .....</b>	100	101	114	141	140	138	139	148	158	168
<b>f) Transports aériens .....</b>	100	112	125	157	192	224	235	275	276	283
<b>g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision .....</b>	100	107	114	120	128	148	157	172	179	196
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>112</b>	<b>123</b>	<b>128</b>	<b>131</b>	<b>139</b>	<b>147</b>	<b>152</b>	<b>158</b>

Tableau I. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Administration publique .....	100	104	114	114	117	131	137	141	150	160
b) Enseignement (officiel et libre) .	100	106	110	117	131	141	145	169	178	193
c) Forces armées .....	100	106	111	119	125	136	149	158	156	175
d) Professions médicales .....	100	107	113	120	124	142	154	165	171	178
e) Autres services rendus aux entreprises.....	100	104	111	118	125	125	128	137	145	153
f) Autres services rendus aux ménages .....	100	101	107	111	119	128	124	125	129	131
g) Domestiques et gens de maison..	100	106	112	119	128	137	145	154	161	169
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>133</b>	<b>135</b>	<b>143</b>	<b>149</b>	<b>157</b>
<b>9. Correction pour investissements par moyens propres .....</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>120</b>	<b>143</b>	<b>145</b>	<b>134</b>	<b>143</b>	<b>180</b>	<b>193</b>	<b>218</b>
<i>Produit intérieur brut au coût des facteurs</i>										
<i>Total des rubriques 1 à 9 :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>123</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>134</b>	<b>140</b>	<b>147</b>
<i>Total corrigé :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>111</b>	<b>117</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>128</b>	<b>136</b>	<b>141</b>	<b>150</b>
<b>10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....</b>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>142</b>	<b>203</b>	<b>211</b>	<b>200</b>	<b>129</b>	<b>179</b>	<b>168</b>	<b>139</b>
<i>Produit national brut au coût des facteurs (ajusté) .....</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>111</b>	<b>118</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>128</b>	<b>136</b>	<b>142</b>	<b>150</b>
<b>11. Impôts indirects .....</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>113</b>	<b>125</b>	<b>133</b>	<b>136</b>	<b>148</b>	<b>160</b>	<b>180</b>	<b>195</b>
<b>12. Subventions .....</b>	<b>100</b>	<b>147</b>	<b>121</b>	<b>192</b>	<b>192</b>	<b>203</b>	<b>189</b>	<b>192</b>	<b>196</b>	<b>230</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté)</b>	<b>100</b>	<b>104,3</b>	<b>111,1</b>	<b>118,1</b>	<b>125,2</b>	<b>125,8</b>	<b>129,1</b>	<b>137,9</b>	<b>144,9</b>	<b>153,5</b>



**Tableau I.- 4. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ.  
ESTIMATIONS À PRIX COURANTS  
(× 1 000 000 F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>										
a) Agriculture, horticulture, élevage	29 441	29 330	30 287	29 431	33 207	31 769	32 886	33 728	37 423	34 703
b) Sylviculture .....	1 431	1 394	1 756	1 853	1 808	1 584	1 730	1 914	2 004	1 885
c) Pêche .....	460	483	532	534	466	489	466	512	529	558
<i>Total :</i>	<b>31 332</b>	<b>31 207</b>	<b>32 575</b>	<b>31 818</b>	<b>35 481</b>	<b>33 842</b>	<b>35 082</b>	<b>36 154</b>	<b>39 956</b>	<b>37 146</b>
<b>2. Industries extractives</b>										
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	15 852	15 105	15 821	16 325	18 795	16 072	11 995	11 604	10 812	10 708
b) Autres industries extractives ...	1 750	1 755	1 992	2 229	2 368	2 159	2 294	2 430	2 773	2 950
<i>Total :</i>	<b>17 602</b>	<b>16 860</b>	<b>17 813</b>	<b>18 554</b>	<b>21 163</b>	<b>18 231</b>	<b>14 289</b>	<b>14 034</b>	<b>13 585</b>	<b>13 658</b>
<b>3. Industries manufacturières</b>										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :										
Industrie des denrées alimentaires et des boissons .....	33 522	34 608	34 969	36 435	36 839	36 874	38 071	38 862	41 165	42 526
Industrie du tabac .....	4 132	4 300	4 412	4 652	4 781	5 435	5 447	5 723	6 035	6 145
<i>Total :</i>	<b>37 654</b>	<b>38 908</b>	<b>39 381</b>	<b>41 087</b>	<b>41 620</b>	<b>42 309</b>	<b>43 518</b>	<b>44 585</b>	<b>47 200</b>	<b>48 671</b>
b) Textiles :										
Filatures et fileteries .....	2 969	3 502	3 251	3 575	4 138	2 945	3 249	3 947	3 869	3 879
Industrie du tissage .....	5 052	5 181	4 699	5 062	5 170	4 545	4 926	5 298	5 527	5 695
Achèvement de produits textiles	910	991	1 029	1 035	1 140	945	985	1 166	1 267	1 303
Bonneterie .....	1 574	1 682	1 891	1 924	1 975	1 687	1 885	1 969	2 193	2 354
Autres secteurs de l'industrie textile .....	2 513	2 600	2 683	3 302	3 370	2 888	3 139	3 211	3 337	3 473
<i>Total :</i>	<b>13 018</b>	<b>13 956</b>	<b>13 553</b>	<b>14 898</b>	<b>15 793</b>	<b>13 010</b>	<b>14 184</b>	<b>15 591</b>	<b>16 193</b>	<b>16 704</b>
c) Vêtements et chaussures :										
Industrie du vêtement et de la confection .....	4 014	4 123	4 461	4 686	5 216	4 959	5 065	5 419	5 897	6 437
Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie ...	1 488	1 549	1 578	1 571	1 733	1 641	1 798	1 913	2 106	2 199
<i>Total :</i>	<b>5 502</b>	<b>5 672</b>	<b>6 039</b>	<b>6 257</b>	<b>6 949</b>	<b>6 600</b>	<b>6 863</b>	<b>7 332</b>	<b>8 003</b>	<b>8 636</b>
d) Bois et meubles :										
Sciage du bois et activités connexes .....	523	542	617	629	664	654	635	744	775	784
Industries transformatrices du bois et industries connexes .....	3 742	3 720	4 194	4 373	4 665	4 921	4 927	4 949	6 031	7 150
<i>Total :</i>	<b>4 265</b>	<b>4 262</b>	<b>4 811</b>	<b>5 002</b>	<b>5 329</b>	<b>5 575</b>	<b>5 562</b>	<b>5 693</b>	<b>6 806</b>	<b>7 934</b>
e) Papier, impression, édition :										
Production de papier et de carton	1 110	1 419	1 401	1 450	1 561	1 517	1 608	1 805	1 854	1 912
Transformation du papier et du carton .....	1 258	1 517	1 466	1 606	1 742	1 741	1 832	1 978	2 038	2 134
Impression, brochage et reliure .	3 497	3 667	3 711	3 838	4 094	4 265	4 406	4 744	5 406	5 571
<i>Total :</i>	<b>5 865</b>	<b>6 603</b>	<b>6 578</b>	<b>6 894</b>	<b>7 397</b>	<b>7 523</b>	<b>7 846</b>	<b>8 527</b>	<b>9 298</b>	<b>9 617</b>
f) Industrie chimique et activités connexes :										
Industrie du caoutchouc et industrie chimique .....	8 469	9 990	9 901	10 152	10 435	10 438	11 087	11 935	12 844	14 333
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	1 032	942	1 266	1 396	1 136	1 136	1 397	1 447	1 678	1 819
Cokeries et usines à gaz .....	1 085	928	1 151	1 805	1 736	1 327	1 198	1 138	905	941
<i>Total :</i>	<b>10 586</b>	<b>11 860</b>	<b>12 318</b>	<b>13 353</b>	<b>13 307</b>	<b>12 901</b>	<b>13 682</b>	<b>14 520</b>	<b>15 427</b>	<b>17 093</b>

Tableau I. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :										
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .....	1 984	2 119	2 224	2 368	2 713	2 447	2 373	2 509	2 790	3 064
Industrie du verre et industrie du ciment.....	2 690	2 741	3 484	3 649	3 779	3 844	4 856	5 491	5 279	5 869
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment ....	1 146	1 242	1 300	1 532	1 491	1 533	1 763	2 079	2 304	2 415
<b>Total :</b>	<b>5 820</b>	<b>6 102</b>	<b>7 008</b>	<b>7 549</b>	<b>7 983</b>	<b>7 824</b>	<b>8 992</b>	<b>10 079</b>	<b>10 373</b>	<b>11 348</b>
h) Fer, acier et métaux non ferreux	11 959	10 523	14 220	14 893	15 437	13 566	14 464	18 665	17 161	17 900
i) Fabrications métalliques et constructions navales.....	27 413	29 200	29 379	31 427	35 216	33 718	33 175	36 834	41 273	45 884
j) Arsenaux de la S.N.C.B. ....	410	400	440	460	460	440	460	460	470	480
k) Garages.....	3 757	4 096	4 628	5 239	5 596	5 735	6 097	6 961	7 616	8 161
l) Autres industries manufacturières .....										
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil ..	685	724	715	630	711	656	739	742	808	921
Industrie du diamant .....	1 110	1 123	1 260	1 400	1 215	1 310	1 430	1 745	1 520	1 690
Industries non dénommées ailleurs .....	3 490	3 650	3 870	4 175	4 430	4 430	4 540	4 855	5 180	5 475
<b>Total :</b>	<b>5 285</b>	<b>5 497</b>	<b>5 845</b>	<b>6 205</b>	<b>6 356</b>	<b>6 396</b>	<b>6 709</b>	<b>7 342</b>	<b>7 508</b>	<b>8 086</b>
<b>Total des industries manufacturières :</b>	<b>131 534</b>	<b>137 079</b>	<b>144 200</b>	<b>153 264</b>	<b>161 443</b>	<b>155 597</b>	<b>161 552</b>	<b>176 589</b>	<b>187 328</b>	<b>200 514</b>
<b>4. Construction</b>	<b>28 980</b>	<b>30 960</b>	<b>30 797</b>	<b>34 020</b>	<b>39 891</b>	<b>37 956</b>	<b>40 184</b>	<b>43 098</b>	<b>45 800</b>	<b>49 450</b>
<b>5. Électricité, gaz et eau</b>										
a) Production, transport et distribution d'électricité .....	6 338	6 694	6 589	6 952	7 310	7 823	7 636	7 925	8 371	9 013
b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville ....	2 105	2 415	2 476	2 737	2 917	2 987	3 087	3 157	3 189	3 472
<b>Total :</b>	<b>8 443</b>	<b>9 109</b>	<b>9 065</b>	<b>9 689</b>	<b>10 227</b>	<b>10 810</b>	<b>10 723</b>	<b>11 082</b>	<b>11 560</b>	<b>12 485</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation</b>										
a) Commerce :										
Commerce de gros et de détail (y compris tous les droits et taxes à l'importation)(*).....	40 811	41 652	44 888	47 219	49 805	50 084	54 484	56 066	59 931	65 775
Distribution de produits pétroliers .....	4 794	4 964	5 871	6 518	6 793	7 952	9 175	11 104	12 585	13 300
<b>Total :</b>	<b>45 605</b>	<b>46 616</b>	<b>50 759</b>	<b>53 737</b>	<b>56 598</b>	<b>58 036</b>	<b>63 659</b>	<b>67 170</b>	<b>72 516</b>	<b>79 075</b>
b) Services financiers .....	5 393	5 473	7 251	7 280	7 841	7 865	9 130	9 625	10 440	11 851
c) Assurances .....	3 497	3 935	4 245	4 729	5 190	5 552	5 910	6 402	6 800	7 324
d) Immeubles d'habitation.....	30 832	34 652	35 647	36 277	36 995	37 447	37 952	38 386	38 896	39 350
<b>Total :</b>	<b>85 327</b>	<b>90 676</b>	<b>97 902</b>	<b>102 023</b>	<b>106 624</b>	<b>108 900</b>	<b>116 651</b>	<b>121 583</b>	<b>128 652</b>	<b>137 600</b>
<b>7. Transports et communications</b>										
a) Transports par voie ferrée .....	12 933	12 363	13 565	14 287	13 735	12 708	12 832	13 493	14 222	14 253
b) Transports par route .....	4 949	5 437	5 918	6 533	7 183	7 729	8 368	9 099	9 635	9 862
c) Transports maritimes .....	1 850	1 870	1 960	2 110	2 350	2 660	3 040	3 220	3 070	3 227
d) Navigation fluviale .....	1 280	1 381	1 654	1 815	1 765	1 715	1 896	2 077	2 240	2 245
e) Ports .....	4 208	4 268	4 828	5 947	5 917	5 835	5 855	6 272	6 687	7 128
f) Transports aériens .....	885	1 005	1 123	1 422	1 742	2 002	2 175	2 527	2 559	2 236
g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision .....	4 198	4 470	4 675	4 910	5 315	6 032	6 733	7 370	7 689	8 404
<b>Total :</b>	<b>30 303</b>	<b>30 794</b>	<b>33 723</b>	<b>37 024</b>	<b>38 007</b>	<b>38 681</b>	<b>40 899</b>	<b>44 058</b>	<b>46 102</b>	<b>47 355</b>

(\*) Les droits et taxes à l'importation oscillent entre 9,8 milliards en 1953 et 18,5 milliards en 1961.

Tableau I. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Administration publique .....	15 613	16 244	17 723	17 841	18 337	20 523	21 367	22 036	23 389	24 980
b) Enseignement (officiel et libre) .	11 283	11 949	12 431	13 214	14 791	15 856	16 309	19 086	20 070	21 721
c) Forces armées .....	7 190	7 645	8 004	8 571	9 000	9 802	10 709	11 394	11 218	12 550
d) Professions médicales .....	5 252	5 626	5 960	6 281	6 513	7 476	8 073	8 643	8 978	9 426
e) Autres services rendus aux entreprises .....	7 962	8 338	8 869	9 520	10 464	9 772	10 805	11 712	12 535	13 000
f) Autres services rendus aux ménages .....	29 287	29 705	31 167	32 313	34 687	37 370	36 173	36 487	37 681	38 053
g) Domestiques et gens de maison..	4 956	5 260	5 573	5 907	6 356	6 775	7 169	7 651	8 000	8 380
<b>Total :</b>	<b>81 543</b>	<b>84 767</b>	<b>89 727</b>	<b>93 647</b>	<b>100 148</b>	<b>107 574</b>	<b>110 605</b>	<b>117 009</b>	<b>121 871</b>	<b>128 110</b>
<b>9. Correction pour investissements par moyens propres .....</b>	<b>622</b>	<b>633</b>	<b>744</b>	<b>891</b>	<b>901</b>	<b>833</b>	<b>891</b>	<b>1 122</b>	<b>1 201</b>	<b>1 353</b>
<i>Produit intérieur brut aux prix du marché</i>										
<i>Total des rubriques 1 à 9 :</i>	<b>415 686</b>	<b>432 085</b>	<b>456 546</b>	<b>480 930</b>	<b>513 885</b>	<b>512 424</b>	<b>530 876</b>	<b>564 729</b>	<b>596 055</b>	<b>627 671</b>
<i>Ajustement statistique .</i>	-4 467	-3 140	-1 017	+ 1525	-2 219	+1 926	+ 108	+ 636	-1 264	4 195
<i>Total corrigé :</i>	<b>411 219</b>	<b>428 945</b>	<b>455 529</b>	<b>482 455</b>	<b>511 666</b>	<b>514 350</b>	<b>530 984</b>	<b>565 365</b>	<b>594 791</b>	<b>631 866</b>
<b>10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....</b>	<b>3 800</b>	<b>4 100</b>	<b>5 400</b>	<b>7 700</b>	<b>8 000</b>	<b>7 600</b>	<b>4 900</b>	<b>6 800</b>	<b>6 400</b>	<b>5 300</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>415 019</b>	<b>433 045</b>	<b>460 929</b>	<b>490 155</b>	<b>519 666</b>	<b>521 950</b>	<b>535 884</b>	<b>572 165</b>	<b>601 191</b>	<b>637 166</b>



**Tableau I. - 5. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**  
Indices des estimations à prix courants (1953 = 100).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>										
a) Agriculture, horticulture, élevage	100	100	103	100	113	108	112	115	127	118
b) Sylviculture .....	100	97	123	129	126	111	121	134	140	132
c) Pêche .....	100	105	116	116	101	106	101	111	115	121
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>113</b>	<b>108</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>128</b>	<b>119</b>
<b>2. Industries extractives</b>										
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	100	95	100	103	119	101	76	73	68	68
b) Autres industries extractives ...	100	100	114	127	135	123	131	139	158	169
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>96</b>	<b>101</b>	<b>105</b>	<b>120</b>	<b>104</b>	<b>81</b>	<b>80</b>	<b>77</b>	<b>77</b>
<b>3. Industries manufacturières</b>										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :										
Industrie des denrées alimentaires et des boissons .....	100	103	104	109	110	110	114	116	123	127
Industrie du tabac .....	100	104	107	113	116	132	132	139	146	149
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>105</b>	<b>109</b>	<b>111</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>118</b>	<b>125</b>	<b>129</b>
b) Textiles :										
Filatures et fileteries .....	100	118	109	120	139	99	109	133	130	131
Industrie du tissage .....	100	103	93	100	102	90	98	105	109	113
Achèvement de produits textiles	100	109	113	114	125	104	108	128	139	143
Bonneterie .....	100	107	120	122	125	107	120	125	139	150
Autres secteurs de l'industrie textile .....	100	103	107	131	134	115	125	128	133	138
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>104</b>	<b>114</b>	<b>121</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>120</b>	<b>124</b>	<b>128</b>
c) Vêtements et chaussures :										
Industrie du vêtement et de la confection .....	100	103	111	117	130	101	126	135	147	160
Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie ..	100	104	106	106	116	110	121	129	142	148
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>110</b>	<b>114</b>	<b>126</b>	<b>120</b>	<b>125</b>	<b>133</b>	<b>145</b>	<b>157</b>
d) Bois et meubles :										
Sciage du bois et activités connexes .....	100	104	118	120	127	125	121	142	148	150
Industries transformatrices du bois et industries connexes .....	100	99	112	117	125	132	132	132	161	191
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>113</b>	<b>117</b>	<b>125</b>	<b>131</b>	<b>130</b>	<b>133</b>	<b>160</b>	<b>186</b>
e) Papier, impression, édition :										
Production de papier et de carton	100	128	126	131	141	137	145	163	167	172
Transformation du papier et du carton .....	100	121	117	128	138	138	146	157	162	170
Impression, brochage et reliure ..	100	105	106	110	117	122	126	136	155	159
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>118</b>	<b>126</b>	<b>128</b>	<b>134</b>	<b>145</b>	<b>159</b>	<b>164</b>
f) Industrie chimique et activités connexes :										
Industrie du caoutchouc et industrie chimique .....	100	118	117	120	123	123	131	141	152	169
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	100	91	123	135	110	110	135	140	163	176
Cokerias et usines à gaz .....	100	86	106	166	160	122	110	105	83	87
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>126</b>	<b>126</b>	<b>122</b>	<b>129</b>	<b>137</b>	<b>150</b>	<b>161</b>

Tableau I. - 5 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :</b>										
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .....	100	107	112	119	137	123	120	126	141	154
Industrie du verre et industrie du ciment.....	100	102	130	136	140	143	181	204	196	218
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment ....	100	108	113	134	130	134	154	181	201	211
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>120</b>	<b>130</b>	<b>136</b>	<b>134</b>	<b>155</b>	<b>173</b>	<b>178</b>	<b>195</b>
<b>h) Fer, acier et métaux non ferreux</b>	100	88	119	125	129	113	121	156	143	150
<b>i) Fabrications métalliques et constructions navales.....</b>	100	107	107	115	128	123	121	134	151	167
<b>j) Arsenal de la S.N.C.B. ....</b>	100	98	107	112	112	107	112	112	115	117
<b>k) Garages.....</b>	100	109	123	139	149	153	162	185	203	217
<b>l) Autres industries manufacturières :</b>										
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil ..	100	106	104	92	104	96	108	108	118	134
Industrie du diamant .....	100	101	114	126	109	118	129	157	137	152
Industries non dénommées ailleurs .....	100	105	111	120	127	127	130	139	148	157
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>111</b>	<b>117</b>	<b>120</b>	<b>121</b>	<b>127</b>	<b>139</b>	<b>142</b>	<b>153</b>
<b>Total des industries manufacturières :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>117</b>	<b>123</b>	<b>118</b>	<b>123</b>	<b>134</b>	<b>142</b>	<b>152</b>
<b>4. Construction</b>	100	107	106	117	138	131	139	149	158	171
<b>5. Électricité, gaz et eau</b>										
<b>a) Production, transport et distribution d'électricité .....</b>	100	106	104	110	115	123	120	125	132	142
<b>b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville ....</b>	100	115	118	130	139	142	147	150	151	165
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>107</b>	<b>115</b>	<b>121</b>	<b>128</b>	<b>127</b>	<b>131</b>	<b>137</b>	<b>148</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation</b>										
<b>a) Commerce :</b>										
Commerce de gros et de détail ..	100	102	110	116	122	123	134	137	147	161
Distribution de produits pétroliers .....	100	104	122	136	142	166	191	232	263	277
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>118</b>	<b>124</b>	<b>127</b>	<b>140</b>	<b>147</b>	<b>159</b>	<b>173</b>
<b>b) Services financiers .....</b>	100	101	134	135	145	146	169	178	194	220
<b>c) Assurances .....</b>	100	113	121	135	148	159	169	183	194	209
<b>d) Immeubles d'habitation.....</b>	100	112	116	118	120	121	123	125	126	128
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>115</b>	<b>120</b>	<b>125</b>	<b>128</b>	<b>137</b>	<b>142</b>	<b>151</b>	<b>161</b>
<b>7. Transports et communications</b>										
<b>a) Transports par voie ferrée .....</b>	100	96	105	110	106	98	99	104	110	110
<b>b) Transports par route .....</b>	100	110	120	132	145	156	169	184	195	199
<b>c) Transports maritimes .....</b>	100	101	106	114	127	144	164	174	166	174
<b>d) Navigation fluviale .....</b>	100	108	129	142	138	134	148	162	175	175
<b>e) Ports .....</b>	100	101	115	141	141	139	139	149	159	169
<b>f) Transports aériens .....</b>	100	114	127	161	197	226	246	286	289	253
<b>g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision .....</b>	100	106	111	117	127	144	160	176	183	200
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>122</b>	<b>125</b>	<b>128</b>	<b>135</b>	<b>145</b>	<b>152</b>	<b>156</b>

Tableau I. - 5 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Administration publique .....	100	104	114	114	117	131	137	141	150	160
b) Enseignement (officiel et libre) .	100	106	110	117	131	141	145	169	178	193
c) Forces armées .....	100	106	111	119	125	136	149	158	156	175
d) Professions médicales .....	100	107	113	120	124	142	154	165	171	179
e) Autres services rendus aux entreprises .....	100	105	111	120	131	123	136	147	157	163
f) Autres services rendus aux ménages .....	100	101	106	110	118	128	124	125	129	130
g) Domestiques et gens de maison..	100	106	112	119	128	137	145	154	161	169
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>123</b>	<b>132</b>	<b>136</b>	<b>144</b>	<b>149</b>	<b>157</b>
<b>9. Correction pour investissements par moyens propres .....</b>	100	102	120	143	145	134	143	180	193	218
<i>Produit intérieur brut aux prix du marché</i>										
<i>Total des rubriques 1 à 9 :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>116</b>	<b>124</b>	<b>123</b>	<b>128</b>	<b>136</b>	<b>143</b>	<b>151</b>
<i>Total corrigé :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>111</b>	<b>117</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>129</b>	<b>137</b>	<b>145</b>	<b>154</b>
<b>10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....</b>	100	108	142	203	211	200	129	179	168	139
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>100,0</b>	<b>104,3</b>	<b>111,1</b>	<b>118,1</b>	<b>125,2</b>	<b>125,8</b>	<b>129,1</b>	<b>137,9</b>	<b>144,9</b>	<b>153,5</b>

**Tableau I-6. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**  
**ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1953**  
 (× 1 000 000 F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>										
a) Agriculture, horticulture, élevage	29 441	29 622	30 960	28 502	32 376	34 251	31 496	36 043	38 035	36 241
b) Sylviculture .....	1 431	1 335	1 660	1 793	1 699	1 450	1 793	1 717	1 813	1 600
c) Pêche .....	460	415	437	415	348	359	325	337	325	339
<i>Total :</i>	<b>31 332</b>	<b>31 372</b>	<b>33 057</b>	<b>30 710</b>	<b>34 423</b>	<b>36 060</b>	<b>33 614</b>	<b>38 097</b>	<b>40 173</b>	<b>38 180</b>
<b>2. Industries extractives</b>										
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	15 852	15 211	16 226	16 198	15 682	12 944	10 528	10 709	10 206	10 120
b) Autres industries extractives ...	1 750	1 756	2 024	2 160	2 164	1 954	2 097	2 253	2 410	2 570
<i>Total :</i>	<b>17 602</b>	<b>16 967</b>	<b>18 250</b>	<b>18 358</b>	<b>17 846</b>	<b>14 898</b>	<b>12 625</b>	<b>12 962</b>	<b>12 616</b>	<b>12 690</b>
<b>3. Industries manufacturières</b>										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :										
Industrie des denrées alimentaires et des boissons .....	33 522	34 829	36 573	37 444	37 947	38 584	38 785	40 997	42 271	44 182
Industrie du tabac .....	4 132	3 967	4 278	4 544	4 727	4 867	4 826	5 030	5 266	5 303
<i>Total :</i>	<b>37 654</b>	<b>38 796</b>	<b>40 851</b>	<b>41 988</b>	<b>42 674</b>	<b>43 451</b>	<b>43 611</b>	<b>46 027</b>	<b>47 537</b>	<b>49 485</b>
b) Textiles :										
Filatures et fileteries .....	2 969	3 400	3 627	3 994	4 005	3 099	3 970	4 363	4 324	4 447
Industrie du tissage .....	5 052	5 845	5 664	6 321	6 334	5 201	5 681	5 445	5 653	5 874
Achèvement de produits textiles	910	1 000	1 047	1 083	1 165	889	990	1 120	1 203	1 275
Bonneterie .....	1 574	1 660	1 903	2 003	2 077	1 877	2 226	2 181	2 345	2 369
Autres secteurs de l'industrie textile .....	2 513	2 595	2 866	3 583	3 558	3 303	3 800	3 546	3 591	3 858
<i>Total :</i>	<b>13 018</b>	<b>14 500</b>	<b>15 107</b>	<b>16 984</b>	<b>17 139</b>	<b>14 369</b>	<b>16 667</b>	<b>16 655</b>	<b>17 116</b>	<b>17 823</b>
c) Vêtements et chaussures :										
Industrie du vêtement et de la confection .....	4 014	4 191	4 361	4 614	5 352	4 945	5 518	6 275	6 868	7 273
Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie ..	1 488	1 556	1 685	1 794	1 898	1 968	2 285	2 566	2 735	2 885
<i>Total :</i>	<b>5 502</b>	<b>5 747</b>	<b>6 046</b>	<b>6 408</b>	<b>7 250</b>	<b>6 913</b>	<b>7 803</b>	<b>8 841</b>	<b>9 603</b>	<b>10 158</b>
d) Bois et meubles :										
Sciage du bois et activités connexes .....	523	524	598	524	524	550	602	626	628	621
Industries transformatrices du bois et industries connexes .....	3 742	3 740	3 857	4 077	4 303	4 680	4 828	4 550	5 767	6 693
<i>Total :</i>	<b>4 265</b>	<b>4 264</b>	<b>4 455</b>	<b>4 601</b>	<b>4 827</b>	<b>5 230</b>	<b>5 430</b>	<b>5 176</b>	<b>6 395</b>	<b>7 314</b>
e) Papier, impression, édition :										
Production de papier et de carton	1 110	1 229	1 246	1 351	1 467	1 356	1 552	1 701	1 760	1 801
Transformation du papier et du carton .....	1 258	1 503	1 415	1 437	1 633	1 546	1 541	1 858	1 903	1 985
Impression, brochage et reliure ..	3 497	3 517	3 420	3 237	3 446	3 547	3 652	3 802	4 276	4 361
<i>Total :</i>	<b>5 865</b>	<b>6 249</b>	<b>6 081</b>	<b>6 025</b>	<b>6 546</b>	<b>6 449</b>	<b>6 745</b>	<b>7 361</b>	<b>7 939</b>	<b>8 147</b>
f) Industrie chimique et activités connexes :										
Industrie du caoutchouc et industrie chimique .....	8 469	9 158	9 927	9 754	9 606	8 872	10 427	11 983	13 125	14 610
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	1 032	951	1 231	1 239	929	1 084	1 242	1 201	1 370	1 508
Cokeries et usines à gaz .....	1 085	1 235	1 403	1 400	1 377	1 423	1 636	1 720	1 693	1 780
<i>Total :</i>	<b>10 586</b>	<b>11 344</b>	<b>12 561</b>	<b>12 393</b>	<b>11 912</b>	<b>11 379</b>	<b>13 305</b>	<b>14 904</b>	<b>16 188</b>	<b>17 898</b>

Tableau I. - 6 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :</b>										
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .....	1 984	2 121	2 179	2 289	2 321	2 088	2 157	2 349	2 470	2 561
Industrie du verre et industrie du ciment.....	2 690	2 756	3 511	3 650	3 426	3 237	4 072	4 592	4 402	4 876
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment ....	1 146	1 221	1 348	1 563	1 530	1 447	1 662	1 953	2 126	2 180
<b>Total :</b>	<b>5 820</b>	<b>6 098</b>	<b>7 038</b>	<b>7 502</b>	<b>7 277</b>	<b>6 772</b>	<b>7 891</b>	<b>8 894</b>	<b>8 998</b>	<b>9 617</b>
<b>h) Fer, acier et métaux non ferreux</b>	11 959	11 773	14 376	13 810	14 144	13 930	15 570	15 401	14 945	16 000
<b>i) Fabrications métalliques et constructions navales.....</b>	27 413	32 346	37 438	37 011	39 100	34 769	34 475	36 328	40 098	43 990
<b>j) Arsenaux de la S.N.C.B. ....</b>	410	410	447	472	472	462	453	462	471	480
<b>k) Garages.....</b>	3 757	4 283	4 659	4 884	5 034	5 185	5 598	6 049	6 387	6 875
<b>l) Autres industries manufacturières</b>										
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil ..	685	717	666	613	671	571	781	697	761	852
Industrie du diamant .....	1 110	1 150	1 271	1 350	1 230	1 338	1 457	1 672	1 537	1 710
Industries non dénommées ailleurs .....	3 490	3 630	3 815	3 919	4 073	3 982	4 055	4 303	4 439	4 683
<b>Total :</b>	<b>5 285</b>	<b>5 497</b>	<b>5 752</b>	<b>5 882</b>	<b>5 974</b>	<b>5 891</b>	<b>6 293</b>	<b>6 672</b>	<b>6 737</b>	<b>7 245</b>
<b>Total des industries manufacturières :</b>	<b>131 534</b>	<b>141 307</b>	<b>154 811</b>	<b>157 960</b>	<b>162 349</b>	<b>154 800</b>	<b>163 841</b>	<b>172 770</b>	<b>182 414</b>	<b>195 032</b>
<b>4. Construction .....</b>	28 980	31 269	29 965	31 733	34 573	31 733	34 167	36 051	37 850	39 000
<b>5. Électricité, gaz et eau</b>										
<b>a) Production, transport et distribution d'électricité .....</b>	6 338	6 809	6 746	7 252	7 216	7 356	7 818	8 794	9 171	10 429
<b>b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville ....</b>	2 105	2 209	2 239	2 362	2 425	2 465	2 466	2 526	2 610	2 818
<b>Total :</b>	<b>8 443</b>	<b>9 018</b>	<b>8 985</b>	<b>9 614</b>	<b>9 641</b>	<b>9 821</b>	<b>10 284</b>	<b>11 320</b>	<b>11 781</b>	<b>13 247</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation</b>										
<b>a) Commerce :</b>										
Commerce de gros et de détail ..	40 811	42 158	44 729	45 545	46 525	46 647	47 830	49 340	50 769	52 600
Distribution de produits pétroliers .....	4 794	5 561	6 481	7 805	8 135	9 468	9 976	11 328	12 450	13 857
<b>Total :</b>	<b>45 605</b>	<b>47 719</b>	<b>51 210</b>	<b>53 350</b>	<b>54 660</b>	<b>56 115</b>	<b>57 806</b>	<b>60 668</b>	<b>63 219</b>	<b>66 457</b>
<b>b) Services financiers .....</b>	5 393	5 824	6 472	6 633	7 011	6 903	7 874	8 090	8 845	10 031
<b>c) Assurances .....</b>	3 497	3 913	4 175	4 473	4 777	5 099	5 378	5 721	6 011	6 406
<b>d) Immeubles d'habitation.....</b>	30 832	31 574	32 254	32 612	33 077	33 192	33 070	33 566	33 817	34 032
<b>Total :</b>	<b>85 327</b>	<b>89 030</b>	<b>94 111</b>	<b>97 068</b>	<b>99 525</b>	<b>101 309</b>	<b>104 128</b>	<b>108 045</b>	<b>111 892</b>	<b>116 926</b>
<b>7. Transports et communications</b>										
<b>a) Transports par voie ferrée .....</b>	12 933	12 933	14 097	14 873	14 873	14 575	14 278	14 563	14 847	15 145
<b>b) Transports par route .....</b>	4 949	5 446	5 855	6 262	6 764	7 121	7 736	8 359	8 610	8 677
<b>c) Transports maritimes .....</b>	1 850	1 891	2 000	2 150	2 261	2 420	2 760	2 890	2 699	2 864
<b>d) Navigation fluviale .....</b>	1 280	1 375	1 544	1 644	1 510	1 434	1 587	1 715	1 805	1 805
<b>e) Ports .....</b>	4 208	4 250	4 755	5 635	5 508	5 294	5 294	5 613	5 828	6 177
<b>f) Transports aériens .....</b>	885	985	1 146	1 337	1 649	1 901	1 840	2 755	2 343	2 297
<b>g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision .....</b>	4 198	4 114	4 324	4 408	4 534	4 618	4 660	4 660	4 702	4 702
<b>Total :</b>	<b>30 303</b>	<b>30 994</b>	<b>33 721</b>	<b>36 309</b>	<b>37 099</b>	<b>37 363</b>	<b>38 155</b>	<b>40 555</b>	<b>40 834</b>	<b>41 667</b>

Tableau I. - 6 (suite)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Administration publique .....	15 613	16 189	16 873	16 550	16 441	17 547	18 587	18 401	18 532	18 913
b) Enseignement (Officiel et libre) ..	11 283	11 829	12 357	12 858	13 363	13 982	14 633	15 307	16 168	16 394
c) Forces armées .....	7 190	7 765	7 765	7 621	7 406	7 478	7 909	8 053	7 981	8 125
d) Professions médicales .....	5 252	5 387	5 531	5 662	5 843	5 953	6 100	6 336	6 632	6 920
e) Autres services rendus aux entreprises .....	7 962	8 280	8 702	8 941	9 292	9 085	9 252	9 817	10 128	10 685
f) Autres services rendus aux ménages .....	29 287	29 377	30 548	30 901	32 043	32 746	32 574	32 813	32 934	33 033
g) Domestiques et gens de maison ..	4 956	5 127	5 298	5 382	5 469	5 639	5 810	5 981	6 100	6 250
<i>Total :</i>	<b>81 543</b>	<b>83 954</b>	<b>87 074</b>	<b>87 915</b>	<b>89 857</b>	<b>92 430</b>	<b>94 865</b>	<b>96 708</b>	<b>98 475</b>	<b>100 320</b>
<b>9. Correction pour investissements par moyens propres .....</b>	622	630	712	801	764	695	741	904	963	1 029
<i>Produit intérieur brut aux prix du marché</i>										
<i>Total des rubriques 1 à 9 :</i>	<b>415 686</b>	<b>434 541</b>	<b>460 686</b>	<b>470 468</b>	<b>486 077</b>	<b>479 109</b>	<b>492 420</b>	<b>517 412</b>	<b>536 998</b>	<b>558 091</b>
Ajustement statistique ..	- 4 467	- 6 593	- 9 308	- 8 285	-11 770	- 9 123	-11 626	-10 872	-13 040	-13 581
<i>Total corrigé :</i>	<b>411 219</b>	<b>427 948</b>	<b>451 378</b>	<b>462 183</b>	<b>474 307</b>	<b>469 986</b>	<b>480 794</b>	<b>506 540</b>	<b>523 958</b>	<b>544 510</b>
<b>10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....</b>	3 800	2 800	3 400	3 800	4 500	3 800	1 500	1 900	1 000	700
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté)</b>	<b>415 019</b>	<b>430 748</b>	<b>454 778</b>	<b>465 983</b>	<b>478 807</b>	<b>473 786</b>	<b>482 294</b>	<b>508 440</b>	<b>524 958</b>	<b>545 210</b>

**Tableau I. - 7. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**  
Indices des estimations aux prix de 1953 (1953 = 100).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>										
a) Agriculture, horticulture, élevage	100	101	105	97	110	116	107	122	129	123
b) Sylviculture .....	100	93	116	125	119	101	125	120	127	112
c) Pêche .....	100	90	95	90	76	78	71	73	71	74
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>98</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>107</b>	<b>122</b>	<b>128</b>	<b>122</b>
<b>2. Industries extractives</b>										
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .....	100	96	102	102	99	82	66	68	64	64
b) Autres industries extractives ...	100	100	116	123	124	112	120	129	138	147
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>96</b>	<b>104</b>	<b>104</b>	<b>101</b>	<b>85</b>	<b>72</b>	<b>74</b>	<b>72</b>	<b>72</b>
<b>3. Industries manufacturières</b>										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac :										
Industrie des denrées alimentaires et des boissons .....	100	104	109	112	113	115	116	122	126	132
Industrie du tabac .....	100	96	104	110	114	118	117	122	127	128
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>108</b>	<b>112</b>	<b>113</b>	<b>115</b>	<b>116</b>	<b>122</b>	<b>126</b>	<b>131</b>
b) Textiles :										
Filatures et fileteries .....	100	115	122	135	135	104	134	147	146	150
Industrie du tissage .....	100	116	112	125	125	103	112	108	112	116
Achèvement de produits textiles	100	110	115	119	128	98	109	123	132	140
Bonneterie .....	100	105	121	127	132	119	141	139	149	151
Autres secteurs de l'industrie textile .....	100	103	114	143	142	131	151	141	143	154
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>111</b>	<b>116</b>	<b>130</b>	<b>132</b>	<b>110</b>	<b>128</b>	<b>128</b>	<b>131</b>	<b>137</b>
c) Vêtements et chaussures :										
Industrie du vêtement et de la confection .....	100	104	109	115	133	123	137	156	171	181
Industrie de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie ..	100	105	113	121	128	132	154	172	184	194
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>116</b>	<b>132</b>	<b>126</b>	<b>142</b>	<b>161</b>	<b>175</b>	<b>185</b>
d) Bois et meubles :										
Sciage du bois et activités connexes .....	100	100	114	100	100	105	115	120	120	119
Industries transformatrices du bois et industries connexes .....	100	100	103	109	115	125	129	122	154	179
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>108</b>	<b>113</b>	<b>123</b>	<b>127</b>	<b>121</b>	<b>150</b>	<b>171</b>
e) Papier, impression, édition :										
Production de papier et de carton	100	111	112	122	132	122	140	153	159	162
Transformation du papier et du carton .....	100	119	112	114	130	123	122	148	151	158
Impression, brochage et reliure .	100	101	98	93	99	101	104	109	122	125
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>104</b>	<b>103</b>	<b>112</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>126</b>	<b>135</b>	<b>139</b>
f) Industrie chimique et activités connexes :										
Industrie du caoutchouc et industrie chimique .....	100	108	117	115	113	105	123	141	155	173
Raffineries de pétrole et fabriques d'agglomérés de houille .....	100	92	119	120	90	105	120	116	133	146
Cokeries et usines à gaz .....	100	114	129	129	127	131	151	159	156	164
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>119</b>	<b>117</b>	<b>113</b>	<b>107</b>	<b>126</b>	<b>141</b>	<b>153</b>	<b>169</b>

Tableau I. - 7 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>g) Terre cuite, céramique, verre et ciment :</b>										
Industrie de la terre cuite et industrie céramique .....	100	107	110	115	117	105	109	118	124	129
Industrie du verre et industrie du ciment .....	100	102	131	136	127	120	151	171	164	181
Industrie des agglomérés de ciment et de l'asbeste-ciment .....	100	107	118	136	134	126	145	170	186	190
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>121</b>	<b>129</b>	<b>125</b>	<b>116</b>	<b>136</b>	<b>153</b>	<b>155</b>	<b>165</b>
<b>h) Fer, acier et métaux non ferreux</b>	100	98	120	115	118	116	130	129	125	134
<b>i) Fabrications métalliques et constructions navales .....</b>	100	118	137	135	143	127	126	133	146	160
<b>j) Arsenaux de la S.N.C.B. ....</b>	100	100	109	115	115	113	110	113	115	117
<b>k) Garages .....</b>	100	114	124	130	134	138	149	161	170	183
<b>l) Autres industries manufacturières</b>										
Tanneries et industries de la fourrure et de la peau en poil ..	100	105	97	89	98	83	114	102	111	124
Industrie du diamant .....	100	104	115	122	111	121	131	151	138	154
Industries non dénommées ailleurs .....	100	104	109	112	117	114	116	123	127	134
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>109</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>111</b>	<b>119</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>137</b>
<b>Total des industries manufacturières :</b>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>118</b>	<b>120</b>	<b>123</b>	<b>118</b>	<b>125</b>	<b>131</b>	<b>139</b>	<b>148</b>
<b>4. Construction</b>	100	108	103	110	119	110	118	124	131	135
<b>5. Électricité, gaz et eau</b>										
<b>a) Production, transport et distribution d'électricité .....</b>	100	107	106	114	114	116	123	139	145	165
<b>b) Distribution d'eau, transport et distribution de gaz de ville .....</b>	100	105	106	112	115	117	117	120	124	134
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>106</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	<b>116</b>	<b>122</b>	<b>134</b>	<b>140</b>	<b>157</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation</b>										
<b>a) Commerce :</b>										
Commerce de gros et de détail ..	100	103	110	112	114	114	117	121	124	129
Distribution de produits pétroliers .....	100	116	135	163	170	197	208	236	260	289
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>112</b>	<b>117</b>	<b>120</b>	<b>123</b>	<b>127</b>	<b>133</b>	<b>139</b>	<b>146</b>
<b>b) Services financiers .....</b>	100	108	120	123	130	128	146	150	164	186
<b>c) Assurances .....</b>	100	112	119	128	137	146	154	164	172	183
<b>d) Immeubles d'habitation .....</b>	100	102	105	106	107	108	107	109	110	110
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>119</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>131</b>	<b>137</b>
<b>7. Transports et communications</b>										
<b>a) Transports par voie ferrée .....</b>	100	100	109	115	115	113	110	113	115	117
<b>b) Transports par route .....</b>	100	110	118	127	137	144	156	169	174	175
<b>c) Transports maritimes .....</b>	100	102	108	116	122	131	149	156	146	155
<b>d) Navigation fluviale .....</b>	100	107	121	128	118	112	124	134	141	141
<b>e) Ports .....</b>	100	101	113	134	131	126	126	133	138	147
<b>f) Transports aériens .....</b>	100	111	129	151	186	215	208	311	265	260
<b>g) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision .....</b>	100	98	103	105	108	110	111	111	112	112
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>120</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>134</b>	<b>135</b>	<b>138</b>



Tableau I. - 7 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Administration publique .....	100	104	108	106	105	112	119	118	119	121
b) Enseignement (officiel et libre) .	100	105	110	114	118	124	130	136	143	145
c) Forces armées .....	100	108	108	106	103	104	110	112	111	113
d) Professions médicales .....	100	103	105	108	111	113	116	121	126	132
e) Autres services rendus aux entreprises .....	100	104	109	112	117	114	116	123	127	134
f) Autres services rendus aux ménages .....	100	100	104	106	109	112	111	112	112	113
g) Domestiques et gens de maison..	100	103	107	109	110	114	117	121	123	126
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>107</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>113</b>	<b>116</b>	<b>119</b>	<b>121</b>	<b>123</b>
<b>9. Correction pour investissements par moyens propres .....</b>	100	101	114	129	123	112	119	145	155	165
<i>Produit intérieur brut aux prix du marché</i>										
<i>Total des rubriques 1 à 9 :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>117</b>	<b>115</b>	<b>118</b>	<b>124</b>	<b>129</b>	<b>134</b>
<i>Total corrigé :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>123</b>	<b>127</b>	<b>132</b>
<b>10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....</b>	100	74	89	100	118	100	39	50	26	18
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté)</b>	100,0	103,8	109,6	112,3	115,4	114,2	116,2	122,5	126,5	131,4

**Tableau I. - 8. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ ET PRODUIT NATIONAL BRUT  
AUX PRIX DU MARCHÉ (PRIX DE 1953) : TAUX DE CROISSANCE ANNUELS.**

	Taux d'accroissement par rapport à l'année précédente									Taux d'accroissement moyen 1953-1962
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	
1. Agriculture, sylviculture et pêche..	0,1	5,4	— 7,1	12,1	4,8	— 6,8	13,3	5,4	— 5,0	2,5
2. Industries extractives .....	— 3,6	7,6	0,6	— 2,8	— 16,5	— 15,3	2,7	— 2,7	0,6	— 3,3
3. Industries manufacturières										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	3,0	5,3	2,8	1,6	1,8	0,4	5,5	3,3	4,1	3,1
b) Textiles.....	11,4	4,2	12,4	0,9	— 16,2	16,0	— 0,1	2,8	4,1	3,9
c) Vêtements et chaussures .....	4,5	5,2	6,0	13,1	— 4,7	12,9	13,3	8,6	5,8	7,2
d) Bois et meubles .....	0,0	4,5	3,3	4,9	8,3	3,8	— 4,7	23,6	14,4	6,5
e) Papier, impression, édition ...	6,5	— 2,7	— 0,9	8,6	— 1,5	4,6	9,1	7,9	2,6	3,8
f) Industrie chimique et activités connexes .....	7,2	10,7	— 1,3	— 3,9	— 4,5	16,9	12,0	8,6	10,6	6,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	4,8	15,4	6,6	— 3,0	— 6,9	16,5	12,7	1,2	6,9	6,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	— 1,6	22,1	— 3,9	2,4	— 1,5	11,8	— 1,1	— 3,0	7,1	3,6
i-j-k) Fabrications métalliques (y compris constructions navales, arsenaux de la S.N.C.B. et garages .....	17,3	14,9	— 0,4	5,3	— 9,4	0,3	5,7	9,6	9,3	5,8
l) Industries non dénommées ailleurs .....	4,0	4,6	2,3	1,6	— 1,4	6,8	6,0	1,0	7,5	3,6
<b>Total 3 :</b>	<b>7,4</b>	<b>9,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,8</b>	<b>— 4,7</b>	<b>5,8</b>	<b>5,4</b>	<b>5,6</b>	<b>6,9</b>	<b>4,5</b>
4. Construction .....	7,9	— 4,2	5,9	8,9	— 8,2	7,7	5,5	5,0	3,0	3,5
5. Électricité, gaz et eau .....	6,8	— 0,4	7,0	0,3	1,9	4,7	10,1	4,1	12,4	5,2
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce .....	4,6	7,3	4,2	2,5	2,7	3,0	5,0	4,2	5,1	4,3
b-c) Services financiers et assurances .....	9,5	9,3	4,3	6,1	1,8	10,4	4,2	7,6	10,6	7,1
d) Immeubles d'habitation.....	2,4	2,2	1,1	1,4	0,3	— 0,4	1,5	0,7	0,6	1,1
<b>Total 6 :</b>	<b>4,3</b>	<b>5,7</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>4,5</b>	<b>3,6</b>
7. Transports et communications .....	2,3	8,8	7,7	2,2	0,7	2,1	6,3	0,7	2,0	3,6
8. Services .....	3,0	3,7	1,0	2,2	2,9	2,6	1,9	1,8	1,9	2,3
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU PRIX DU MARCHÉ (ajusté)</b>	<b>4,1</b>	<b>5,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>— 0,9</b>	<b>2,3</b>	<b>5,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,9</b>	<b>3,2</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AU PRIX DU MARCHÉ (ajusté).</b>	<b>3,8</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>— 1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>5,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,9</b>	<b>3,1</b>

**Tableau II. - 1. -- RÉPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION**  
(× 1 000 000 F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>A. Rémunération des salariés</b>										
<b>1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale</b>										
<b>a) assujettis à l'O.N.S.S. et F.N.R.O.M. :</b>										
ouvriers (y compris intervention patronale pour les vacances annuelles).....	71 823	73 615	77 996	83 904	91 460	89 751	87 748	92 424	96 844	104 872
employés .....	33 846	34 937	36 879	40 009	43 968	47 174	48 768	52 091	55 550	60 850
<b>b) assujettis à l'O.S.S.M.M. ....</b>	191	231	244	263	291	294	313	308	308	323
<b>Total :</b>	<b>105 860</b>	<b>108 783</b>	<b>115 119</b>	<b>124 176</b>	<b>135 719</b>	<b>137 219</b>	<b>136 829</b>	<b>144 823</b>	<b>152 702</b>	<b>166 045</b>
<b>2. Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale :</b>										
<b>a) Domestiques et gens de maison</b>	4 956	5 260	5 573	5 907	6 356	6 775	7 169	7 651	8 000	8 380
<b>b) Travailleurs frontaliers (y compris charges patronales) .....</b>	2 585	2 723	2 967	3 467	3 648	3 797	3 315	3 951	4 360	5 032
<b>c) Travailleurs saisonniers exerçant leur activité à l'étranger (y compris charges patronales)</b>	217	198	147	158	131	156	142	159	143	106
<b>Total :</b>	<b>7 758</b>	<b>8 181</b>	<b>8 687</b>	<b>9 532</b>	<b>10 135</b>	<b>10 728</b>	<b>10 626</b>	<b>11 761</b>	<b>12 503</b>	<b>13 518</b>
<b>3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale :</b>										
<b>a) contributions versées à l'O.N.S.S. au F.N.R.O.M. et à l'O.S.S.M.M. (sauf vacances annuelles) .....</b>	13 222	13 692	15 075	16 347	19 237	19 821	19 588	22 014	24 414	27 168
<b>b) dispositions spéciales en faveur de certaines catégories de travailleurs .....</b>	412	412	434	449	445	433	437	488	603	626
<b>c) assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles .....</b>	2 706	2 795	3 014	3 476	3 683	3 689	3 567	3 675	3 875	4 000
<b>Total :</b>	<b>16 340</b>	<b>16 899</b>	<b>18 523</b>	<b>20 272</b>	<b>23 365</b>	<b>23 943</b>	<b>23 592</b>	<b>26 177</b>	<b>28 892</b>	<b>31 794</b>
<b>4. Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale</b>										
<b>a) Pouvoir central : fonction administrative de l'État (y compris les cultes) :</b>										
Rémunérations .....	7 079	6 971	7 159	7 556	7 817	8 521	8 327	8 865	9 342	10 318
Pensions .....	920	888	1 020	1 312	1 262	1 370	1 389	1 423	1 633	1 705
<b>Total :</b>	<b>7 999</b>	<b>7 859</b>	<b>8 179</b>	<b>8 868</b>	<b>9 079</b>	<b>9 891</b>	<b>9 716</b>	<b>10 288</b>	<b>10 975</b>	<b>12 023</b>
<b>b) Pouvoir central : enseignement de l'État :</b>										
Rémunérations .....	1 989	2 154	2 003	2 384	2 426	3 064	3 503	4 066	4 387	4 639
Pensions .....	186	185	206	244	262	346	331	338	357	308
<b>Total :</b>	<b>2 175</b>	<b>2 339</b>	<b>2 209</b>	<b>2 628</b>	<b>2 688</b>	<b>3 410</b>	<b>3 834</b>	<b>4 404</b>	<b>4 744</b>	<b>4 947</b>
<b>c) Pouvoir central : forces armées :</b>										
Rémunérations .....	6 040	6 480	6 674	7 095	7 460	8 079	9 109	9 828	9 545	10 670
Pensions .....	1 150	1 165	1 330	1 476	1 540	1 723	1 600	1 566	1 673	1 830
<b>Total :</b>	<b>7 190</b>	<b>7 645</b>	<b>8 004</b>	<b>8 571</b>	<b>9 000</b>	<b>9 802</b>	<b>10 709</b>	<b>11 394</b>	<b>11 218</b>	<b>12 500</b>
<b>d) Pouvoirs subordonnés : fonction administrative des provinces et des communes (y compris les C.A.P.) .....</b>	5 135	5 671	6 705	5 898	5 956	7 008	7 838	7 699	7 979	8 047
<b>Total :</b>	<b>5 135</b>	<b>5 671</b>	<b>6 705</b>	<b>5 898</b>	<b>5 956</b>	<b>7 008</b>	<b>7 838</b>	<b>7 699</b>	<b>7 979</b>	<b>8 047</b>

Tableau II. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
e) Pouvoirs subordonnés : enseignement communal et provincial (y compris les subsides-traitements) .....	4 608	4 689	5 227	5 764	6 354	6 760	5 924	6 274	6 292	6 556
<i>Total :</i>	<b>4 608</b>	<b>4 689</b>	<b>5 227</b>	<b>5 764</b>	<b>6 354</b>	<b>6 760</b>	<b>5 924</b>	<b>6 274</b>	<b>6 292</b>	<b>6 556</b>
f) Enseignement libre .....	3 480	3 841	3 875	3 682	4 569	4 486	5 291	7 128	7 726	8 892
<i>Total :</i>	<b>3 480</b>	<b>3 841</b>	<b>3 875</b>	<b>3 682</b>	<b>4 569</b>	<b>4 486</b>	<b>5 291</b>	<b>7 128</b>	<b>7 726</b>	<b>8 892</b>
g) S.N.C.B. :										
Rémunérations .....	5 457	5 270	5 415	5 673	5 888	6 343	6 149	5 893	5 785	6 090
Pensions .....	3 686	3 953	4 294	4 552	4 687	5 192	4 903	4 960	4 983	5 324
<i>Total :</i>	<b>9 143</b>	<b>9 223</b>	<b>9 709</b>	<b>10 225</b>	<b>10 575</b>	<b>11 535</b>	<b>11 052</b>	<b>10 853</b>	<b>10 768</b>	<b>11 414</b>
h) RTT, Poste, R.V.A., Radio et Télévision :										
Rémunérations .....	3 469	3 579	3 707	3 970	4 293	4 759	4 894	5 259	5 240	5 839
Pensions .....	440	447	508	537	565	685	759	784	783	800
<i>Total :</i>	<b>3 909</b>	<b>4 026</b>	<b>4 215</b>	<b>4 507</b>	<b>4 858</b>	<b>5 444</b>	<b>5 653</b>	<b>6 043</b>	<b>6 023</b>	<b>6 639</b>
i) Entreprises publiques contrôlées par les pouvoirs subordonnés :										
Rémunérations .....	1 372	1 465	1 466	1 610	1 750	1 889	1 960	2 101	2 168	2 276
Charges sociales .....	262	280	271	298	318	340	343	358	379	401
<i>Total :</i>	<b>1 634</b>	<b>1 745</b>	<b>1 737</b>	<b>1 908</b>	<b>2 068</b>	<b>2 229</b>	<b>2 303</b>	<b>2 459</b>	<b>2 547</b>	<b>2 677</b>
j) Moins rémunérations du personnel temporaire assujéti à la sécurité sociale .....	-2 455	-2 336	-2 128	-2 257	-2 579	-2 996	-3 222	-3 514	-4 016	-4 079
<i>Total de la rubrique 4 :</i>	<b>42 818</b>	<b>44 702</b>	<b>47 732</b>	<b>49 794</b>	<b>52 568</b>	<b>57 569</b>	<b>59 098</b>	<b>63 028</b>	<b>64 256</b>	<b>69 666</b>
5. Corrections et compléments .....	8 029	8 548	9 593	10 462	10 797	10 657	11 470	12 890	14 497	16 453
<i>Total des rubriques 1 à 5 :</i>	<b>180 805</b>	<b>187 113</b>	<b>199 654</b>	<b>214 236</b>	<b>232 584</b>	<b>240 116</b>	<b>241 615</b>	<b>258 679</b>	<b>272 850</b>	<b>297 476</b>
Ajustement .....	3 971	3 384	2 266	3 346	6 444	6 182	4 981	7 108	3 242	2 301
<i>Total ajusté :</i>	<b>184 776</b>	<b>190 497</b>	<b>201 920</b>	<b>217 582</b>	<b>239 028</b>	<b>246 298</b>	<b>246 596</b>	<b>265 787</b>	<b>276 092</b>	<b>299 777</b>
<b>B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes</b>										
<b>1. Agriculture, horticulture et sylviculture</b>										
a) valeur brute de la production agricole et horticole :										
Production animale .....	28 321	29 312	28 612	29 517	31 354	30 195	32 626	31 996	36 282	34 869
Production végétale .....	7 371	6 832	8 237	7 520	8 111	9 126	8 921	8 652	8 667	9 258
Production horticole .....	6 602	7 026	7 950	8 539	8 894	8 277	8 821	8 442	9 835	11 434
<i>Total :</i>	<b>42 294</b>	<b>43 170</b>	<b>44 799</b>	<b>45 626</b>	<b>48 339</b>	<b>47 598</b>	<b>50 368</b>	<b>49 090</b>	<b>54 784</b>	<b>55 561</b>
b) charges d'exploitation .....	22 710	23 957	24 954	26 594	25 942	26 793	28 537	26 555	28 644	32 361
c) revenu des exploitations agricoles et horticoles .....	19 584	19 213	19 845	19 032	22 397	20 805	21 831	22 535	26 140	23 200
d) revenu des bois non soumis au régime forestier .....	320	300	400	430	400	320	380	400	420	350
<i>Total c + d :</i>	<b>19 904</b>	<b>19 513</b>	<b>20 245</b>	<b>19 462</b>	<b>22 797</b>	<b>21 125</b>	<b>22 211</b>	<b>22 935</b>	<b>26 560</b>	<b>23 550</b>
<b>2. Professions libérales :</b>										
a) Médecins et dentistes .....	3 250	3 500	3 640	3 890	4 040	4 490	4 860	5 160	5 270	5 460
b) Pharmaciens .....	1 000	1 040	1 180	1 170	1 190	1 610	1 770	1 960	2 120	2 230
c) Avocats, avoués et notaires .....	1 380	1 450	1 510	1 610	1 690	1 640	1 770	1 880	1 980	2 040
d) Autres professions libérales .....	3 030	3 300	3 200	3 300	3 300	3 600	3 500	3 700	3 900	4 100
<i>Total :</i>	<b>8 660</b>	<b>9 290</b>	<b>9 530</b>	<b>9 970</b>	<b>10 220</b>	<b>11 340</b>	<b>11 900</b>	<b>12 700</b>	<b>13 270</b>	<b>13 830</b>

Tableau II. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>3. Commerçants et artisans indépendants</b>										
a) Revenu du commerce ou de l'artisanat exercé comme activité principale :										
Indépendants imposables ..	43 700	46 500	48 500	50 100	48 700	48 500	49 400	51 000	52 900	55 200
Indépendants non imposables	12 900	12 800	12 800	13 100	13 600	13 500	13 700	14 200	14 700	15 200
b) Revenu du commerce ou de l'artisanat exercé comme activité accessoire .....	9 500	10 000	10 300	10 700	10 700	10 700	11 000	11 400	11 900	12 600
<i>Total :</i>	<b>66 100</b>	<b>69 300</b>	<b>71 600</b>	<b>73 900</b>	<b>73 000</b>	<b>72 700</b>	<b>74 100</b>	<b>76 600</b>	<b>79 500</b>	<b>83 000</b>
<b>4. Revenu des sociétés de personnes</b>	4 860	5 310	5 990	6 450	6 160	5 540	5 890	6 410	7 070	7 320
<i>Total des rubriques 1 à 4 :</i>	<b>99 524</b>	<b>103 413</b>	<b>107 365</b>	<b>109 782</b>	<b>112 177</b>	<b>110 705</b>	<b>114 101</b>	<b>118 645</b>	<b>126 400</b>	<b>127 700</b>
Ajustement statistique .....	2 185	1 871	1 219	1 715	3 109	2 850	2 352	3 261	1 504	986
<i>Total ajusté .....</i>	<b>101 709</b>	<b>105 284</b>	<b>108 584</b>	<b>111 497</b>	<b>115 286</b>	<b>113 555</b>	<b>116 453</b>	<b>121 906</b>	<b>127 904</b>	<b>128 686</b>
<b>C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers</b>										
<b>1. Intérêts :</b>										
a) Dépôts d'épargne et opérations de capitalisation .....	1 615	1 798	1 970	2 158	2 357	2 704	2 899	3 366	3 615	4 009
b) Dépôts bancaires .....	434	476	531	570	560	621	728	831	938	1 070
c) Contrats d'assurance .....	804	908	1 022	1 143	1 264	1 390	1 546	1 757	1 961	2 160
d) Fonds publics .....	4 348	4 936	5 574	5 999	6 355	6 937	7 494	8 321	9 048	9 718
e) Emprunts-obligations émis par des sociétés et emprunts hypothécaires .....	930	940	990	960	920	900	860	800	840	950
<i>Total :</i>	<b>8 131</b>	<b>9 058</b>	<b>10 087</b>	<b>10 830</b>	<b>11 456</b>	<b>12 552</b>	<b>13 527</b>	<b>15 075</b>	<b>16 402</b>	<b>17 907</b>
f) Intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les banques et les autres intermédiaires financiers .....	2 275	2 300	2 500	2 700	2 900	3 200	3 600	4 000	4 400	5 100
<i>Total des intérêts :</i>	<b>10 406</b>	<b>11 358</b>	<b>12 587</b>	<b>13 530</b>	<b>14 356</b>	<b>15 752</b>	<b>17 127</b>	<b>19 075</b>	<b>20 802</b>	<b>23 007</b>
<b>2. Loyers (réellement perçus ou imputés) :</b>										
a) Propriétés bâties .....	36 460	40 580	41 690	42 700	43 910	44 720	45 340	46 050	46 860	47 700
b) Propriétés non bâties .....	4 100	4 200	4 200	4 200	4 500	4 500	4 600	4 600	4 700	4 700
c) Charges (amortissements, entretien, intérêts hypothécaires)	-11 200	-11 900	-12 400	-13 200	-14 300	-15 100	-15 600	-16 500	-17 400	-18 400
<i>Loyers nets :</i>	<b>29 360</b>	<b>32 880</b>	<b>33 490</b>	<b>33 700</b>	<b>34 110</b>	<b>34 120</b>	<b>34 340</b>	<b>34 150</b>	<b>34 160</b>	<b>34 000</b>
<b>3. Dividendes, tantièmes, dons :</b>										
a) Dividendes distribués par des sociétés belges exerçant leur activité principale en Belgique	5 299	5 070	5 955	6 691	7 412	6 776	6 345	7 263	8 008	8 513
b) Dividendes distribués par des sociétés belges exerçant leur activité principale à l'étranger.	644	738	835	1 020	1 138	974	948	1 097	663	444
c) Revenus provenant d'investissements à l'étranger .....	1 103	1 306	1 581	1 949	2 061	1 859	1 770	2 352	3 315	3 853
d) Tantièmes .....	1 745	1 831	1 945	2 268	2 317	2 257	1 899	1 953	2 028	2 062
e) Dons des sociétés à des particuliers ou à des institutions sans but lucratif au service des particuliers .....	340	390	480	530	490	400	400	500	600	600
<i>Total de la rubrique 3 :</i>	<b>9 131</b>	<b>9 335</b>	<b>10 796</b>	<b>12 458</b>	<b>13 418</b>	<b>12 266</b>	<b>11 362</b>	<b>13 165</b>	<b>14 614</b>	<b>15 472</b>
<i>Total des revenus de la propriété échéant aux particuliers :</i>	<b>48 897</b>	<b>53 573</b>	<b>56 873</b>	<b>59 688</b>	<b>61 884</b>	<b>62 138</b>	<b>62 829</b>	<b>66 390</b>	<b>69 576</b>	<b>72 479</b>

Tableau II. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>D. Bénéfices non distribués des sociétés</b>										
1. Bénéfices non distribués des sociétés par actions .....	6 238	8 796	11 380	12 514	9 404	6 279	9 701	10 605	13 057	12 968
2. Bénéfices non distribués des entreprises publiques autonomes..	520	720	970	820	840	890	890	820	840	970
<i>Total :</i>	<b>6 758</b>	<b>9 516</b>	<b>12 350</b>	<b>13 334</b>	<b>10 244</b>	<b>7 169</b>	<b>10 591</b>	<b>11 425</b>	<b>13 897</b>	<b>13 938</b>
<b>E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques .....</b>	7 330	6 870	6 740	8 260	8 660	7 790	7 560	9 230	8 930	8 970
<b>F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État</b>										
1. Loyers imputés :										
a) Pouvoir central .....	357	387	415	443	480	510	536	580	637	697
b) Autres pouvoirs publics .....	798	842	897	962	1 015	1 067	1 135	1 218	1 315	1 445
<i>Total :</i>	<b>1 155</b>	<b>1 229</b>	<b>1 312</b>	<b>1 405</b>	<b>1 495</b>	<b>1 577</b>	<b>1 671</b>	<b>1 798</b>	<b>1 952</b>	<b>2 142</b>
2. Intérêts, dividendes, bénéfices :										
a) Pouvoir central .....	159	474	254	105	674	495	456	150	736	937
b) Intérêts des réserves mathématiques relatives aux lois de pensions .....	1 386	1 529	1 667	1 809	1 960	2 100	2 122	2 339	2 457	2 681
c) Autres pouvoirs publics .....	709	769	775	843	955	1 020	1 111	1 283	1 330	1 385
<i>Total :</i>	<b>2 254</b>	<b>2 772</b>	<b>2 696</b>	<b>2 757</b>	<b>3 589</b>	<b>2 625</b>	<b>2 777</b>	<b>3 472</b>	<b>3 051</b>	<b>3 129</b>
<i>Total des revenus échéant à l'État :</i>	<b>3 409</b>	<b>4 001</b>	<b>4 008</b>	<b>4 162</b>	<b>5 084</b>	<b>4 202</b>	<b>4 448</b>	<b>5 270</b>	<b>5 003</b>	<b>5 271</b>
<b>G. Intérêt de la dette publique .....</b>	-8 751	-9 198	-10 130	-10 976	-11 680	-11 749	-12 519	-14 493	-16 707	-16 843
<b>REVENU NATIONAL NET AU CÔTÉ DES FACTEURS (ajusté)..</b>	344 128	360 543	380 345	403 547	428 506	429 403	435 958	465 515	484 695	512 278
<b>H. Amortissements .....</b>	33 568	35 768	38 495	42 342	43 492	44 221	46 215	47 973	49 960	53 210
<i>Revenu national brut au coût des facteurs (ajusté) .....</i>	377 696	396 311	418 840	445 889	471 998	473 624	482 173	513 488	534 655	565 488
<b>I. Impôts indirects .....</b>	40 709	41 706	46 198	50 779	54 182	55 211	60 106	65 193	73 189	79 479
<b>J. Subventions .....</b>	-3 386	-4 972	-4 109	-6 513	-6 514	-6 885	-6 395	-6 516	-6 653	-7 801
<i>Produit national brut aux prix du marché (ajusté).....</i>	415 019	433 045	460 929	490 155	519 666	521 950	535 884	572 165	601 191	637 166

**Tableau II. - 2. — RÉPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION**  
Indices (1953 = 100).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>A. Rémunération des salariés</b>										
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale										
a) assujettis à l'O.N.S.S. et F.N.R.O.M. :										
ouvriers (y compris intervention patronale pour les vacances annuelles).....	100	102	109	117	127	125	122	129	135	146
employés .....	100	103	109	118	130	139	144	154	164	180
b) assujettis à l'O.S.S.M.M. ....	100	121	128	138	152	154	164	161	161	169
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>117</b>	<b>128</b>	<b>130</b>	<b>129</b>	<b>137</b>	<b>144</b>	<b>157</b>
2. Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale :										
a) Domestiques et gens de maison	100	106	112	119	128	137	145	154	161	169
b) Travailleurs frontaliers (y compris charges patronales) .....	100	105	115	134	141	147	128	153	69	195
c) Travailleurs saisonniers exerçant leur activité à l'étranger (y compris charges patronales)	100	91	68	73	60	72	65	73	66	49
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>112</b>	<b>123</b>	<b>131</b>	<b>138</b>	<b>137</b>	<b>152</b>	<b>161</b>	<b>174</b>
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale :										
a) contributions versées à l'O.N.S.S. au F.N.R.O.M. et à l'O.S.S.M.M. (sauf vacances annuelles) .....	100	104	114	124	145	150	148	166	185	205
b) dispositions spéciales en faveur de certaines catégories de travailleurs .....	100	100	105	109	108	105	106	118	146	152
c) assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles .....	100	103	111	128	136	136	132	136	143	148
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>113</b>	<b>124</b>	<b>143</b>	<b>147</b>	<b>144</b>	<b>160</b>	<b>177</b>	<b>195</b>
4. Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale										
a) Pouvoir central : fonction administrative de l'État (y compris les cultes) :										
Rémunérations .....	100	98	101	107	110	120	118	125	132	146
Pensions .....	100	97	111	143	137	149	151	155	178	185
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>98</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>114</b>	<b>124</b>	<b>121</b>	<b>129</b>	<b>137</b>	<b>150</b>
b) Pouvoir central : enseignement de l'État :										
Rémunérations .....	100	108	101	120	122	154	176	204	221	233
Pensions .....	100	99	111	131	141	186	178	182	192	166
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>102</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>157</b>	<b>176</b>	<b>202</b>	<b>218</b>	<b>227</b>
c) Pouvoir central : forces armées :										
Rémunérations .....	100	107	110	117	124	134	151	163	158	177
Pensions .....	100	101	116	128	134	150	139	136	145	163
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>111</b>	<b>119</b>	<b>125</b>	<b>136</b>	<b>149</b>	<b>158</b>	<b>156</b>	<b>175</b>
d) Pouvoirs subordonnés : fonction administrative des provinces et des communes (y compris les C.A.P.) .....										
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>131</b>	<b>115</b>	<b>116</b>	<b>136</b>	<b>153</b>	<b>150</b>	<b>155</b>	<b>157</b>

Tableau II. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
e) Pouvoirs subordonnés : enseignement communal et provincial (y compris les subsides-traitements) .....	100	102	113	125	138	147	129	136	137	142
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>113</b>	<b>125</b>	<b>138</b>	<b>147</b>	<b>129</b>	<b>136</b>	<b>137</b>	<b>142</b>
f) Enseignement libre .....	100	110	111	106	131	129	152	205	222	256
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>111</b>	<b>106</b>	<b>131</b>	<b>129</b>	<b>152</b>	<b>205</b>	<b>222</b>	<b>256</b>
g) S.N.C.B. :										
Rémunérations .....	100	97	99	104	108	116	113	108	106	112
Pensions .....	100	107	116	123	127	141	133	135	135	144
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>106</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>126</b>	<b>121</b>	<b>119</b>	<b>118</b>	<b>125</b>
h) RTT, Poste, R.V.A., Radio et Télévision :										
Rémunérations .....	100	103	107	114	124	137	141	152	151	168
Pensions .....	100	102	115	122	128	156	172	178	178	182
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>108</b>	<b>115</b>	<b>124</b>	<b>139</b>	<b>145</b>	<b>155</b>	<b>154</b>	<b>170</b>
i) Entreprises publiques contrôlées par les pouvoirs subordonnés :										
Rémunérations .....	100	107	107	117	128	138	143	153	158	166
Charges sociales .....	100	107	103	114	121	130	131	137	145	153
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>106</b>	<b>117</b>	<b>126</b>	<b>130</b>	<b>141</b>	<b>150</b>	<b>156</b>	<b>164</b>
j) Moins rémunérations du personnel temporaire assujetti à la sécurité sociale .....	100	95	87	92	105	122	131	143	164	166
<i>Total de la rubrique 4 :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>111</b>	<b>116</b>	<b>123</b>	<b>134</b>	<b>138</b>	<b>147</b>	<b>150</b>	<b>163</b>
5. Corrections et compléments .....	100	106	119	130	134	133	143	161	181	205
<i>Total des rubriques 1 à 5 :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>118</b>	<b>129</b>	<b>133</b>	<b>133</b>	<b>144</b>	<b>149</b>	<b>162</b>
<b>B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes</b>										
1. Agriculture, horticulture et sylviculture										
a) valeur brute de la production agricole et horticole :										
Production animale .....	100	103	101	104	111	107	115	113	128	123
Production végétale .....	100	93	112	102	110	124	121	117	118	126
Production horticole .....	100	106	120	130	135	125	134	128	149	173
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>106</b>	<b>108</b>	<b>114</b>	<b>113</b>	<b>119</b>	<b>116</b>	<b>130</b>	<b>131</b>
b) charges d'exploitation .....	100	105	110	117	114	118	126	117	126	142
c) revenu des exploitations agricoles et horticoles .....	100	98	101	97	114	106	111	115	133	118
d) revenu des bois non soumis au régime forestier .....	100	94	125	134	125	100	119	125	131	109
<i>Total c + d :</i>	<b>100</b>	<b>98</b>	<b>102</b>	<b>98</b>	<b>115</b>	<b>106</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>133</b>	<b>118</b>
2. Professions libérales :										
a) Médecins et dentistes .....	100	108	112	120	124	138	150	159	162	168
b) Pharmaciens .....	100	104	118	117	119	161	177	196	212	223
c) Avocats, avoués et notaires .....	100	105	109	117	122	119	128	136	143	148
d) Autres professions libérales .....	100	109	106	109	109	119	116	122	129	135
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>118</b>	<b>131</b>	<b>137</b>	<b>147</b>	<b>153</b>	<b>160</b>



Tableau II. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>3. Commerçants et artisans indépendants</b>										
a) Revenu du commerce ou de l'artisanat exercé comme activité principale :										
Indépendants imposables ..	100	106	111	115	111	111	113	117	121	126
Indépendants non imposables	100	99	99	102	105	105	106	110	114	118
b) Revenu du commerce ou de l'artisanat exercé comme activité accessoire .....	100	105	108	113	113	113	116	120	125	133
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>108</b>	<b>112</b>	<b>110</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>120</b>	<b>126</b>
<b>4. Revenu des sociétés de personnes</b>	100	109	123	133	127	114	121	132	145	151
<i>Total des rubriques 1 à 4 :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>120</b>	<b>126</b>	<b>127</b>
<b>C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers</b>										
<b>1. Intérêts :</b>										
a) Dépôts d'épargne et opérations de capitalisation .....	100	111	122	134	146	167	180	208	224	248
b) Dépôts bancaires .....	100	110	122	131	129	143	168	191	216	247
c) Contrats d'assurance .....	100	113	127	142	157	173	192	219	244	269
d) Fonds publics .....	100	114	128	138	146	160	172	191	208	224
e) Emprunts-obligations émis par des sociétés et emprunts hypothécaires .....	100	101	106	103	99	97	92	86	90	102
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>111</b>	<b>124</b>	<b>133</b>	<b>141</b>	<b>154</b>	<b>166</b>	<b>185</b>	<b>202</b>	<b>220</b>
f) Intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les banques et les autres intermédiaires financiers .....	100	101	110	119	127	141	158	176	193	224
<i>Total des intérêts :</i>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>121</b>	<b>130</b>	<b>138</b>	<b>151</b>	<b>165</b>	<b>183</b>	<b>200</b>	<b>221</b>
<b>2. Loyers (réellement perçus ou imputés) :</b>										
a) Propriétés bâties .....	100	111	114	117	120	123	124	126	129	131
b) Propriétés non bâties .....	100	102	102	102	110	110	112	112	115	115
c) Charges (amortissements, entretien, intérêts hypothécaires)	100	106	111	118	128	135	139	147	155	164
<i>Loyers nets :</i>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>115</b>	<b>116</b>	<b>116</b>	<b>117</b>	<b>116</b>	<b>116</b>	<b>116</b>
<b>3. Dividendes, tantièmes, dons :</b>										
a) Dividendes distribués par des sociétés belges exerçant leur activité principale en Belgique	100	96	112	126	140	128	120	137	151	161
b) Dividendes distribués par des sociétés belges exerçant leur activité principale à l'étranger	100	115	130	158	177	151	147	170	103	69
c) Revenus provenant d'investissements à l'étranger .....	100	118	143	177	187	169	160	213	301	349
d) Tantièmes .....	100	105	111	130	133	129	109	112	116	118
e) Dons des sociétés à des particuliers ou à des institutions sans but lucratif au service des particuliers .....	100	115	141	156	144	118	118	147	176	176
<i>Total de la rubrique 3 :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>118</b>	<b>136</b>	<b>147</b>	<b>134</b>	<b>124</b>	<b>144</b>	<b>160</b>	<b>169</b>
<i>Total des revenus de la propriété échéant aux particuliers :</i>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>116</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>127</b>	<b>128</b>	<b>136</b>	<b>142</b>	<b>148</b>

Tableau II. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>D. Bénéfices non distribués des sociétés</b>										
1. Bénéfices non distribués des sociétés par actions .....	100	141	182	201	151	101	156	170	209	208
2. Bénéfices non distribués des entreprises publiques autonomes..	100	138	187	158	162	171	171	158	162	187
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>141</b>	<b>183</b>	<b>197</b>	<b>152</b>	<b>106</b>	<b>157</b>	<b>169</b>	<b>206</b>	<b>206</b>
<b>E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques .....</b>	100	94	92	113	118	106	103	126	122	122
<b>F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État</b>										
1. Loyers imputés :										
a) Pouvoir central .....	100	108	116	124	134	143	150	162	178	195
b) Autres pouvoirs publics .....	100	106	112	121	127	134	142	153	165	181
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>114</b>	<b>122</b>	<b>129</b>	<b>137</b>	<b>145</b>	<b>156</b>	<b>169</b>	<b>185</b>
2. Intérêts, dividendes, bénéfices :										
a) Pouvoir central .....	100	110	120	131	141	152	153	169	177	193
b) Intérêts des réserves mathématiques relatives aux lois de pensions .....	100	108	109	119	135	144	157	181	188	195
c) Autres pouvoirs publics .....										
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>123</b>	<b>120</b>	<b>122</b>	<b>159</b>	<b>116</b>	<b>123</b>	<b>154</b>	<b>135</b>	<b>139</b>
<i>Total des revenus échéant à l'État :</i>	<b>100</b>	<b>117</b>	<b>118</b>	<b>122</b>	<b>149</b>	<b>123</b>	<b>130</b>	<b>155</b>	<b>147</b>	<b>155</b>
<b>G. Intérêt de la dette publique .....</b>	100	105	116	125	133	134	143	166	191	192
<b>REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS (ajusté)...</b>	100	105	111	117	125	125	127	135	141	149
<b>H. Amortissements .....</b>	100	107	115	126	130	132	138	143	149	159
<i>Revenu national brut au coût des facteurs (ajusté) .....</i>	100	105	111	118	125	125	128	136	142	150
<b>I. Impôts indirects .....</b>	100	102	113	125	133	136	148	160	180	195
<b>J. Subventions .....</b>	100	147	121	192	192	203	189	192	196	230
<i>Produit national brut aux prix du marché (ajusté).....</i>	100,0	104,3	111,1	118,1	125,2	125,8	129,1	137,9	144,9	153,5



**Tableau III. - 1. - AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL - ESTIMATIONS À PRIX COURANTS  
(× 1 000 000 F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>A. CONSOMMATION PRIVÉE</b>										
<b>1. Produits alimentaires</b>										
<b>a) Pain et produits à base de céréales :</b>										
<b>Pain et produits de la boulangerie .....</b>										
	7 816	7 779	7 821	7 794	7 916	7 895	8 358	8 421	8 482	8 795
<b>Pâtisserie et biscuits .....</b>										
	1 897	2 081	2 109	2 156	2 265	2 396	2 433	2 512	2 615	2 720
<b>Biscottes, pâtes alimentaires et riz .....</b>										
	813	783	755	861	807	796	817	833	841	899
<b>Total :</b>	<b>10 526</b>	<b>10 643</b>	<b>10 685</b>	<b>10 811</b>	<b>10 988</b>	<b>11 087</b>	<b>11 608</b>	<b>11 766</b>	<b>11 938</b>	<b>12 414</b>
<b>b) Viande et produits dérivés ...</b>										
	26 988	28 692	28 900	30 651	32 051	33 024	34 231	35 623	38 094	40 513
<b>c) Poisson .....</b>										
	2 694	2 838	2 938	3 266	3 249	3 282	3 274	3 559	3 860	3 644
<b>d) Lait, fromage, œufs :</b>										
<b>Lait frais et conservé .....</b>										
	5 417	5 441	5 702	6 044	6 582	6 624	6 660	6 890	7 034	7 446
<b>Fromage .....</b>										
	2 249	2 353	2 363	2 571	2 674	2 784	2 926	3 245	3 268	3 425
<b>Œufs .....</b>										
	3 376	3 406	3 734	3 781	3 555	3 534	3 727	3 469	4 120	2 974
<b>Total :</b>	<b>11 042</b>	<b>11 200</b>	<b>11 799</b>	<b>12 396</b>	<b>12 811</b>	<b>12 942</b>	<b>13 313</b>	<b>13 604</b>	<b>14 422</b>	<b>13 845</b>
<b>e) Huiles et graisses :</b>										
<b>Beurre .....</b>										
	9 547	8 984	8 984	8 794	8 869	8 472	8 482	8 337	7 994	8 386
<b>Huiles et margarine .....</b>										
	2 305	2 764	2 789	3 135	3 003	3 379	3 500	3 776	3 864	3 963
<b>Total :</b>	<b>11 852</b>	<b>11 748</b>	<b>11 773</b>	<b>11 929</b>	<b>11 872</b>	<b>11 851</b>	<b>11 982</b>	<b>12 113</b>	<b>11 858</b>	<b>12 349</b>
<b>f) Pommes de terre, légumes et fruits :</b>										
<b>Pommes de terre .....</b>										
	2 825	2 555	2 306	3 037	2 971	3 259	4 335	3 450	3 052	4 382
<b>Fruits frais exotiques .....</b>										
	2 581	2 749	2 965	2 968	3 557	3 477	3 362	3 696	3 758	4 033
<b>Fruits frais indigènes .....</b>										
	2 807	2 782	3 416	3 486	4 136	3 228	2 920	3 304	4 120	3 301
<b>Fruits secs et conservés .....</b>										
	320	369	389	485	602	588	552	660	725	855
<b>Légumes frais .....</b>										
	4 856	5 265	5 739	6 399	6 612	6 784	7 235	6 630	7 164	8 964
<b>Légumes secs et conservés ...</b>										
	991	964	1 168	1 133	1 125	1 170	1 522	1 187	1 188	1 238
<b>Total :</b>	<b>14 380</b>	<b>14 684</b>	<b>15 983</b>	<b>17 508</b>	<b>19 003</b>	<b>18 506</b>	<b>19 926</b>	<b>18 927</b>	<b>20 007</b>	<b>22 773</b>
<b>g) Café, thé et chicorée .....</b>										
	4 490	4 846	4 674	5 119	4 649	4 584	4 318	4 212	4 224	4 240
<b>h) Sucre, confiture, confiserie :</b>										
<b>Chocolat et articles en chocolat .....</b>										
	2 093	2 281	2 315	2 436	2 522	2 577	2 563	2 606	2 637	2 970
<b>Autres produits .....</b>										
	3 451	3 642	3 682	3 673	3 786	4 002	3 914	3 924	4 016	4 409
<b>Total :</b>	<b>5 544</b>	<b>5 923</b>	<b>5 997</b>	<b>6 109</b>	<b>6 308</b>	<b>6 579</b>	<b>6 477</b>	<b>6 530</b>	<b>6 653</b>	<b>7 379</b>
<b>i) Autres produits alimentaires.</b>										
	1 311	1 372	1 411	1 620	1 630	1 658	1 693	1 800	1 834	1 895
<b>Total des produits alimentaires :</b>	<b>88 827</b>	<b>91 946</b>	<b>94 160</b>	<b>99 409</b>	<b>102 561</b>	<b>103 513</b>	<b>106 822</b>	<b>108 134</b>	<b>112 890</b>	<b>119 052</b>
<b>2. Boissons</b>										
<b>a) Eaux minérales et limonades</b>										
	1 899	1 932	2 312	2 341	2 819	2 899	3 340	3 244	3 759	3 819
<b>b) Bière .....</b>										
	10 459	9 922	10 195	9 943	10 798	11 247	11 748	11 178	11 533	11 405
<b>c) Alcools .....</b>										
	2 213	2 189	2 170	2 215	2 407	2 437	2 390	3 170	3 022	3 278
<b>d) Vin et autres boissons .....</b>										
	1 990	2 207	2 198	2 468	2 769	2 603	2 623	2 956	3 445	3 189
<b>Total :</b>	<b>16 561</b>	<b>16 250</b>	<b>16 875</b>	<b>16 967</b>	<b>18 793</b>	<b>19 186</b>	<b>20 101</b>	<b>20 548</b>	<b>21 759</b>	<b>21 691</b>

Tableau III. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
3. Tabac .....	6 432	6 532	6 691	6 997	7 285	7 977	8 160	8 580	8 787	9 311
4. Vêtements et effets personnels										
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit .....	21 800	23 300	25 900	26 300	27 700	27 700	28 500	29 700	30 900	32 100
b) Chaussures .....	3 793	3 745	3 873	4 059	4 155	4 130	4 586	4 730	4 963	4 909
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie .....	1 263	1 465	1 550	1 488	1 632	1 643	1 548	1 530	1 537	1 883
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie .....	2 531	2 603	2 751	2 811	2 956	3 044	3 111	3 105	3 130	3 147
<b>Total :</b>	<b>29 387</b>	<b>31 113</b>	<b>34 074</b>	<b>34 658</b>	<b>36 443</b>	<b>36 517</b>	<b>37 745</b>	<b>39 065</b>	<b>40 530</b>	<b>42 039</b>
5. Loyers, taxes, eau .....	38 205	42 625	44 060	45 103	46 596	47 478	48 671	49 423	50 291	51 262
6. Chauffage, éclairage										
a) Charbon, etc... .....	9 917	10 321	10 738	11 794	12 817	10 647	10 231	10 698	10 522	13 349
b) Gaz de ville .....	1 598	1 617	1 657	1 741	1 858	2 014	1 936	1 977	1 971	2 202
c) Électricité .....	2 569	2 720	2 866	3 120	3 260	3 504	3 596	3 877	3 948	4 468
d) Gaz en bonbonnes, mazout, bois .....	1 382	1 628	2 076	2 388	2 434	2 722	3 043	3 101	3 592	4 364
<b>Total :</b>	<b>15 466</b>	<b>16 286</b>	<b>17 337</b>	<b>19 043</b>	<b>20 369</b>	<b>18 887</b>	<b>18 806</b>	<b>19 653</b>	<b>20 033</b>	<b>24 383</b>
7. Articles ménagers durables										
a) Textiles, verre et cristal ....	7 820	8 350	9 140	9 450	10 570	8 570	9 700	10 980	10 610	11 139
b) Meubles et articles en bois ..	4 112	4 315	4 403	5 009	5 391	5 571	5 553	6 304	6 940	7 209
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid; accessoires métalliques du bâtiment .....	4 584	4 888	5 680	6 088	6 556	6 550	6 587	7 276	8 045	8 916
d) Appareils électro-ménagers ..	1 363	1 491	1 278	1 403	1 735	1 714	1 988	2 209	2 499	2 680
e) Appareils de radio et de télévision .....	1 286	1 306	1 259	1 618	2 148	2 234	2 553	3 766	3 910	4 370
f) Autres articles .....	1 601	1 730	1 891	2 028	2 262	2 358	2 291	2 380	2 570	2 597
<b>Total :</b>	<b>20 766</b>	<b>22 080</b>	<b>23 651</b>	<b>25 596</b>	<b>28 662</b>	<b>26 997</b>	<b>28 672</b>	<b>32 915</b>	<b>34 574</b>	<b>36 911</b>
8. Entretien de la maison										
a) Gens de maison .....	4 956	5 260	5 573	5 907	6 356	6 775	7 169	7 541	8 000	8 380
b) Articles ménagers non durables .....	4 032	4 193	4 248	4 486	4 758	4 567	4 787	4 860	4 907	5 107
c) Services d'entretien .....	4 964	5 196	5 407	5 625	5 946	6 181	6 371	6 476	6 598	6 805
<b>Total :</b>	<b>13 952</b>	<b>14 649</b>	<b>15 228</b>	<b>16 018</b>	<b>17 060</b>	<b>17 523</b>	<b>18 327</b>	<b>18 877</b>	<b>19 505</b>	<b>20 292</b>
9. Soins personnels et hygiène										
a) Soins personnels : Articles de toilette, coiffure et soins corporels .....	3 951	3 979	4 086	4 415	5 236	5 715	6 040	6 617	7 288	7 934
b) Hygiène :  Soins médicaux et assimilés ..	12 244	13 009	13 577	14 075	14 607	16 427	17 587	18 713	19 501	20 682
<b>Total :</b>	<b>16 195</b>	<b>16 988</b>	<b>17 663</b>	<b>18 490</b>	<b>19 843</b>	<b>22 142</b>	<b>23 627</b>	<b>25 330</b>	<b>26 789</b>	<b>28 616</b>

Tableau III. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>10. Transports</b>										
a) Achat de matériel de transport .....	5 601	6 602	6 939	7 977	8 555	7 281	7 778	10 200	10 361	10 159
b) Utilisation de matériel de transport .....	6 801	7 519	8 558	9 430	10 489	11 025	11 944	13 515	14 521	15 448
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains .....	2 862	2 903	2 922	2 983	3 162	3 281	3 206	3 245	3 168	3 377
d) Transports par chemin de fer	3 178	3 230	3 544	3 703	3 899	4 285	4 876	4 639	4 100	4 317
e) Autres services de transport.	1 115	1 118	1 121	1 176	1 194	1 283	1 336	1 425	1 352	1 448
<b>Total :</b>	<b>19 557</b>	<b>21 372</b>	<b>23 084</b>	<b>25 269</b>	<b>27 299</b>	<b>27 155</b>	<b>29 140</b>	<b>33 024</b>	<b>33 502</b>	<b>34 749</b>
<b>11. Communications : P.T.T.....</b>	1 498	1 576	1 657	1 748	1 877	2 163	2 202	2 414	2 543	2 712
<b>12. Loisirs</b>										
a) Divertissements.....	3 762	3 964	4 109	4 293	4 409	4 506	4 218	4 149	4 090	4 080
b) Hôtels, restaurants, cafés ...	12 442	12 410	13 188	13 566	15 134	17 019	16 755	17 210	18 221	18 585
c) Livres, journaux et périodiques.....	1 942	1 999	2 085	2 212	2 296	2 394	2 574	2 626	2 716	2 868
d) Autres distractions .....	4 615	4 802	4 935	5 182	5 560	6 393	5 973	5 618	6 460	6 922
<b>Total :</b>	<b>22 761</b>	<b>23 175</b>	<b>24 317</b>	<b>25 253</b>	<b>27 399</b>	<b>30 312</b>	<b>29 520</b>	<b>29 603</b>	<b>31 487</b>	<b>32 455</b>
<b>13. Enseignement et recherches ....</b>	900	950	990	1 020	1 050	1 040	950	970	990	1 020
<b>14. Services financiers .....</b>	4 340	4 725	5 256	5 604	6 040	6 338	7 114	7 611	8 244	9 414
<b>15. Services divers .....</b>	2 142	2 181	2 246	2 363	2 582	2 615	2 700	2 821	2 734	3 281
<b>16. Dépenses personnelles à l'étranger</b>	2 600	2 800	3 800	4 500	5 100	4 200	7 400	8 000	8 000	7 700
<b>17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....</b>	-2 100	-2 900	-3 200	-4 200	-4 700	-7 200	-5 300	-6 700	-6 900	-6 300
<b>Total des rubriques 1 à 17 :</b>	<b>297 489</b>	<b>312 348</b>	<b>327 889</b>	<b>343 838</b>	<b>364 259</b>	<b>366 843</b>	<b>384 657</b>	<b>400 268</b>	<b>415 758</b>	<b>438 588</b>
Ajustement statistique .....	-1 381	-1 713	-2 008	-5 223	-5 749	-8 833	-5 974	-8 595	-2 713	-5 821
<b>CONSOMMATION PRIVÉE .....</b>	<b>296 108</b>	<b>310 635</b>	<b>325 881</b>	<b>338 615</b>	<b>358 510</b>	<b>358 010</b>	<b>378 683</b>	<b>391 673</b>	<b>413 045</b>	<b>432 767</b>
<b>B. CONSOMMATION PUBLIQUE</b>										
<b>1. Rémunérations et pensions</b>										
a) Pouvoir central :										
Fonction administrative ....	7 999	7 859	8 179	8 868	9 079	9 891	9 716	10 288	10 975	12 023
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	2 175	2 339	2 209	2 628	2 688	3 410	3 834	4 404	4 744	4 947
Subsides-traitements à l'enseignement communal et provincial .....	2 876	2 949	3 266	3 747	4 029	4 087	4 405	5 201	5 371	5 743
Subsides-traitements à l'enseignement libre .....	3 480	3 841	3 875	3 682	4 569	4 486	5 291	7 128	7 726	8 892
<b>Total enseignement :</b>	<b>8 531</b>	<b>9 129</b>	<b>9 350</b>	<b>10 057</b>	<b>11 286</b>	<b>11 983</b>	<b>13 530</b>	<b>16 733</b>	<b>17 841</b>	<b>19 582</b>
Forces armées .....	7 190	7 645	8 004	8 571	9 000	9 802	10 709	11 394	11 218	12 550
<b>Total a) :</b>	<b>23 720</b>	<b>24 633</b>	<b>25 533</b>	<b>27 496</b>	<b>29 365</b>	<b>31 676</b>	<b>33 955</b>	<b>38 415</b>	<b>40 034</b>	<b>44 155</b>

Tableau III. - i (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>b) Provinces :</b>										
Fonction administrative . . . .	276	262	273	307	322	356	392	444	486	540
Enseignement (à l'exclusion des subsides-traitements à charge de l'État) . . . . .	178	180	201	255	256	325	323	270	184	186
<i>Total :</i>	<b>454</b>	<b>442</b>	<b>474</b>	<b>562</b>	<b>578</b>	<b>681</b>	<b>715</b>	<b>714</b>	<b>670</b>	<b>726</b>
<b>c) Communes :</b>										
Fonction administrative . . . .	4 615	5 136	6 149	5 284	5 286	6 260	6 994	6 773	6 980	6 975
Enseignement (à l'exclusion des subsides-traitements à charge de l'État) . . . . .	1 554	1 560	1 760	1 762	2 069	2 348	1 196	803	737	627
<i>Total :</i>	<b>6 169</b>	<b>6 696</b>	<b>7 909</b>	<b>7 046</b>	<b>7 355</b>	<b>8 608</b>	<b>8 190</b>	<b>7 576</b>	<b>7 717</b>	<b>7 602</b>
<b>d) Commissions d'Assistance publique (à l'exclusion des hôpitaux) . . . . .</b>	244	273	283	307	348	392	452	482	513	532
<b>e) Sécurité sociale :</b>										
Salariés et appointés . . . . .	1 192	1 334	1 351	1 444	1 528	1 718	1 782	1 834	1 984	2 173
Indépendants . . . . .	120	134	140	158	193	220	232	238	268	279
<i>Total des rémunérations et pensions :</i>	<b>31 899</b>	<b>33 512</b>	<b>35 690</b>	<b>37 013</b>	<b>39 367</b>	<b>43 295</b>	<b>45 326</b>	<b>49 259</b>	<b>51 186</b>	<b>55 467</b>
<b>2. Achats courants de biens et services</b>										
<b>a) Pouvoir central :</b>										
Fonction administrative . . . .	2 558	2 973	2 690	2 836	3 071	3 393	2 860	3 091	3 521	4 400
Enseignement :										
Enseignement de l'État . . . .	260	303	290	370	484	459	809	957	1 179	1 535
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement communal et provincial . . . . .	15	2	21	—	2	14	465	855	831	939
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement libre . . . . .	28	5	60	3	5	19	1 329	2 098	2 179	2 447
<i>Total enseignement :</i>	<b>303</b>	<b>310</b>	<b>371</b>	<b>373</b>	<b>491</b>	<b>492</b>	<b>2 603</b>	<b>3 910</b>	<b>4 189</b>	<b>4 921</b>
Forces armées . . . . .	11 880	10 191	7 188	7 856	7 124	7 489	7 452	7 145	6 326	8 186
<i>Total a) :</i>	<b>14 741</b>	<b>13 474</b>	<b>10 249</b>	<b>11 065</b>	<b>10 686</b>	<b>11 374</b>	<b>12 915</b>	<b>14 146</b>	<b>14 036</b>	<b>17 507</b>
<b>b) Provinces :</b>										
Fonction administrative . . . .	154	162	167	196	196	210	229	256	289	331
Enseignement (à l'exclusion des frais de fonctionnement à charge de l'État) . . . . .	100	110	126	137	152	201	205	125	122	124
<i>Total :</i>	<b>254</b>	<b>272</b>	<b>293</b>	<b>333</b>	<b>348</b>	<b>411</b>	<b>434</b>	<b>381</b>	<b>411</b>	<b>455</b>
<b>c) Communes :</b>										
Fonction administrative . . . .	1 657	1 730	1 836	1 707	1 853	1 970	2 062	2 105	1 962	2 036
Enseignement (à l'exclusion des frais de fonctionnement à charge de l'État) . . . . .	671	738	797	874	937	998	426	170	132	68
<i>Total :</i>	<b>2 328</b>	<b>2 468</b>	<b>2 633</b>	<b>2 581</b>	<b>2 790</b>	<b>2 968</b>	<b>2 488</b>	<b>2 275</b>	<b>2 094</b>	<b>2 104</b>

Tableau III - (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
d) Commissions d'Assistance publique (à l'exclusion des hôpitaux) .....	33	35	36	41	46	53	58	61	71	74
e) Sécurité sociale :										
Salariés et appointés .....	293	333	340	360	397	455	483	536	608	604
Indépendants .....	31	34	36	62	121	177	181	225	201	207
<b>Total des achats de biens et services :</b>	<b>17 680</b>	<b>16 616</b>	<b>13 587</b>	<b>14 442</b>	<b>14 388</b>	<b>15 438</b>	<b>16 559</b>	<b>17 624</b>	<b>17 421</b>	<b>20 951</b>
<b>3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....</b>	<b>1 155</b>	<b>1 229</b>	<b>1 312</b>	<b>1 405</b>	<b>1 495</b>	<b>1 577</b>	<b>1 671</b>	<b>1 798</b>	<b>1 952</b>	<b>2 142</b>
<b>4. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....</b>	<b>522</b>	<b>557</b>	<b>596</b>	<b>638</b>	<b>676</b>	<b>709</b>	<b>758</b>	<b>819</b>	<b>885</b>	<b>979</b>
<b>CONSOMMATION PUBLIQUE ...</b>	<b>51 256</b>	<b>51 914</b>	<b>51 185</b>	<b>53 498</b>	<b>55 926</b>	<b>61 019</b>	<b>64 314</b>	<b>69 500</b>	<b>71 444</b>	<b>79 539</b>
<b>C. FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL</b>										
<b>1. Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>3 201</b>	<b>3 277</b>	<b>3 762</b>	<b>3 887</b>	<b>4 019</b>	<b>3 765</b>	<b>3 997</b>	<b>4 487</b>	<b>4 884</b>	<b>4 700</b>
<b>2. Industries extractives :</b>										
a) Charbonnages y compris leurs centrales électriques .....	2 129	2 202	1 966	2 495	2 611	2 201	1 489	931	818	836
b) Autres industries extractives	288	288	278	520	385	529	373	606	549	600
<b>Total :</b>	<b>2 417</b>	<b>2 490</b>	<b>2 244</b>	<b>3 015</b>	<b>2 996</b>	<b>2 730</b>	<b>1 862</b>	<b>1 537</b>	<b>1 367</b>	<b>1 436</b>
<b>3. Industries manufacturières :</b>										
a) Alimentation, boissons, tabac	2 652	2 947	3 043	3 426	3 642	3 497	3 669	3 838	4 100	4 300
b) Textiles .....	1 451	1 504	1 915	2 237	2 353	1 553	1 727	2 804	2 800	2 850
c) Vêtements et chaussures ...	223	222	248	253	358	279	327	613	650	670
d) Bois et meubles .....	384	527	513	499	658	477	599	1 032	1 130	1 035
e) Papier, impression, édition .	566	719	997	1 457	1 081	1 134	1 236	1 556	1 950	2 700
f) Chimie et activités connexes.	2 493	1 818	2 921	4 092	3 698	3 559	2 985	3 250	4 000	4 600
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	830	1 168	1 765	1 497	1 561	1 073	1 125	1 738	1 800	2 070
h) Fer, acier et métaux non ferreux .....	2 490	2 176	1 922	2 889	3 120	3 713	4 007	7 277	7 200	7 825
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	2 391	2 507	3 006	3 352	3 081	2 607	2 573	3 815	4 660	5 250
j) Activités diverses n.d.a.....	400	400	410	440	420	410	430	500	550	600
<b>Total :</b>	<b>13 880</b>	<b>13 988</b>	<b>16 740</b>	<b>20 142</b>	<b>19 972</b>	<b>18 302</b>	<b>18 678</b>	<b>26 423</b>	<b>28 840</b>	<b>31 900</b>
<b>4. Construction .....</b>	<b>1 543</b>	<b>1 694</b>	<b>1 765</b>	<b>2 082</b>	<b>2 282</b>	<b>1 859</b>	<b>2 332</b>	<b>2 554</b>	<b>3 250</b>	<b>3 650</b>
<b>5. Électricité, gaz et eau .....</b>	<b>3 379</b>	<b>3 460</b>	<b>4 050</b>	<b>4 589</b>	<b>5 006</b>	<b>4 856</b>	<b>5 960</b>	<b>4 838</b>	<b>4 200</b>	<b>5 350</b>
<b>6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation :</b>										
a) Commerce, banque et assurances .....	4 455	4 620	4 730	5 280	5 500	4 950	5 555	6 105	6 710	7 000
b) Immeubles d'habitation.....	18 259	22 210	20 623	22 964	31 244	26 006	29 661	33 113	35 900	36 500
<b>Total :</b>	<b>22 714</b>	<b>26 830</b>	<b>25 353</b>	<b>28 244</b>	<b>36 744</b>	<b>30 956</b>	<b>35 216</b>	<b>39 218</b>	<b>42 610</b>	<b>43 500</b>



Tableau III. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>7. Transports et communications</b>										
a) Transports par voies ferrées .	3 865	3 921	5 151	4 297	4 019	4 633	4 638	3 884	4 075	4 156
b) Transports par route . . . . .	570	750	590	620	740	775	580	920	810	790
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports . . . . .	2 386	2 560	3 201	4 087	3 814	4 908	4 137	5 292	3 534	4 250
d) Transports aériens . . . . .	729	682	335	1 321	1 066	1 391	984	1 913	2 105	690
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision . . . . .	1 547	1 394	1 457	1 774	2 260	1 744	2 422	2 440	2 445	2 925
<b>Total :</b>	<b>9 097</b>	<b>9 307</b>	<b>10 734</b>	<b>12 099</b>	<b>11 899</b>	<b>13 451</b>	<b>12 761</b>	<b>14 449</b>	<b>12 969</b>	<b>12 811</b>
<b>8. Services</b>										
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) . . . . .	4 987	5 513	5 820	6 573	6 337	7 257	8 630	7 989	8 565	10 876
b) Enseignement . . . . .	1 558	1 876	2 572	2 566	2 120	1 676	3 602	4 326	3 836	4 028
c) Autres . . . . .	2 025	2 100	2 150	2 400	2 500	2 500	2 725	2 875	3 250	3 400
<b>Total :</b>	<b>8 570</b>	<b>9 489</b>	<b>10 542</b>	<b>11 539</b>	<b>10 957</b>	<b>11 433</b>	<b>14 957</b>	<b>15 190</b>	<b>15 651</b>	<b>18 304</b>
<b>9. Total des rubriques 1 à 8 . . . . .</b>	<b>64 801</b>	<b>70 535</b>	<b>75 190</b>	<b>85 597</b>	<b>93 875</b>	<b>87 352</b>	<b>95 763</b>	<b>108 696</b>	<b>113 771</b>	<b>121 651</b>
<b>10. Variations de stocks</b>										
a) Cheptel . . . . .	368	309	45	22	698	452	869	181	1 401	269
b) Autres stocks . . . . .	1 395	2 654	323	3 986	5 941	343	2 079	3 887	2 800	3 000
<b>Total :</b>	<b>1 763</b>	<b>2 963</b>	<b>368</b>	<b>4 008</b>	<b>6 639</b>	<b>795</b>	<b>-1 210</b>	<b>3 706</b>	<b>4 201</b>	<b>3 269</b>
<b>Total des rubriques 1 à 10 :</b>	<b>66 564</b>	<b>73 498</b>	<b>74 822</b>	<b>89 605</b>	<b>100 514</b>	<b>88 147</b>	<b>94 553</b>	<b>112 402</b>	<b>117 972</b>	<b>124 920</b>
<b>Ajustement statistique . . . . .</b>	<b>- 309</b>	<b>- 402</b>	<b>- 459</b>	<b>-1 363</b>	<b>-1 584</b>	<b>-2 126</b>	<b>-1 466</b>	<b>-2 410</b>	<b>- 770</b>	<b>-1 660</b>
<b>FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL . . . . .</b>	<b>66 255</b>	<b>73 096</b>	<b>74 363</b>	<b>88 242</b>	<b>98 930</b>	<b>86 021</b>	<b>93 087</b>	<b>109 992</b>	<b>117 202</b>	<b>123 260</b>
<b>D. EXPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES</b>										
<b>1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde</b>										
a) Revenus du travail . . . . .	3 200	3 500	3 700	4 500	5 300	5 700	4 400	5 200	4 800	5 100
b) Autres revenus . . . . .	4 800	5 400	6 600	8 400	8 100	7 500	7 500	8 900	10 500	9 100
<b>Total :</b>	<b>8 000</b>	<b>8 900</b>	<b>10 300</b>	<b>12 900</b>	<b>13 400</b>	<b>13 200</b>	<b>11 900</b>	<b>14 100</b>	<b>15 300</b>	<b>14 200</b>
<b>2. Exportation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) . . . . .	95 800	99 700	120 600	136 000	137 700	129 000	132 200	150 700	162 500	177 900
b) Transports . . . . .	6 900	8 000	9 300	11 700	13 400	11 100	11 500	11 100	9 900	10 000
c) Dépenses des non-résidents en Belgique . . . . .	2 100	2 900	3 200	4 200	4 700	7 200	5 300	6 700	6 900	6 300
d) Autres services . . . . .	9 100	9 500	11 800	14 800	15 200	16 600	15 200	17 200	19 700	23 000
<b>Total :</b>	<b>113 900</b>	<b>120 100</b>	<b>144 900</b>	<b>166 700</b>	<b>171 000</b>	<b>163 900</b>	<b>164 200</b>	<b>185 700</b>	<b>199 000</b>	<b>217 200</b>
<b>Exportation totale (1 + 2) :</b>	<b>121 900</b>	<b>129 000</b>	<b>155 200</b>	<b>179 600</b>	<b>184 400</b>	<b>177 100</b>	<b>176 100</b>	<b>199 800</b>	<b>214 300</b>	<b>231 400</b>

Tableau III. - 1 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>3. Revenus des facteurs versés au reste du monde</b>	•									
a) Revenus du travail .....	500	500	400	300	600	600	600	700	800	700
b) Autres revenus .....	3 700	4 300	4 500	4 900	4 800	5 000	6 400	6 600	8 100	8 200
<i>Total :</i>	<b>4 200</b>	<b>4 800</b>	<b>4 900</b>	<b>5 200</b>	<b>5 400</b>	<b>5 600</b>	<b>7 000</b>	<b>7 300</b>	<b>8 900</b>	<b>8 900</b>
<b>4. Importation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) .....	95 500	104 000	117 500	134 800	143 000	126 400	136 600	155 900	169 100	181 700
b) Transports .....	9 900	11 300	9 000	12 000	11 400	9 400	9 800	10 700	11 400	10 800
c) Dépenses des résidents belges à l'étranger .....	3 200	3 400	4 600	5 500	6 300	5 100	9 100	9 900	9 800	9 400
d) Autres services .....	7 700	8 100	9 700	12,300	12 000	13 700	13 800	15 000	15 600	19 000
<i>Total :</i>	<b>116 300</b>	<b>126 800</b>	<b>140 800</b>	<b>164 600</b>	<b>172 700</b>	<b>154 600</b>	<b>169 300</b>	<b>191 500</b>	<b>205 900</b>	<b>220 900</b>
<i>Importation totale (3 + 4) :</i>	<b>120 500</b>	<b>131 600</b>	<b>145 700</b>	<b>169 800</b>	<b>178 100</b>	<b>160 200</b>	<b>176 300</b>	<b>198 800</b>	<b>214 800</b>	<b>229 800</b>
<b>EXPORTATION NETTE (exportation totale — importation totale) . . .</b>	<b>+1 400</b>	<b>-2 600</b>	<b>+9 500</b>	<b>+9 800</b>	<b>+6 300</b>	<b>+16 900</b>	<b>- 200</b>	<b>+1 000</b>	<b>- 500</b>	<b>+1 600</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté).</b>	<b>415 019</b>	<b>433 045</b>	<b>460 929</b>	<b>490 155</b>	<b>519 666</b>	<b>521 950</b>	<b>535 884</b>	<b>572 165</b>	<b>601 191</b>	<b>637 166</b>

**Tableau III. - 2. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL**  
Indices des estimations à prix courants (1953 = 100).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>A. CONSOMMATION PRIVÉE</b>										
<b>1. Produits alimentaires</b>										
<b>a) Pain et produits à base de céréales :</b>										
Pain et produits de la boulangerie .....										
	100	100	100	100	101	101	107	108	109	112
	100	110	111	114	119	126	128	132	138	143
	100	96	93	106	99	98	100	102	103	111
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>104</b>	<b>105</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>113</b>	<b>118</b>
<b>b) Viande et produits dérivés ...</b>										
	100	106	107	114	119	122	127	132	141	150
<b>c) Poisson .....</b>										
	100	105	109	121	121	122	122	132	143	135
<b>d) Lait, fromage, œufs :</b>										
Lait frais et conservé .....										
	100	100	105	112	122	122	123	127	130	137
	100	105	105	114	119	124	130	144	145	152
	100	101	111	112	105	105	110	103	122	88
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>107</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>117</b>	<b>121</b>	<b>123</b>	<b>131</b>	<b>125</b>
<b>e) Huiles et graisses :</b>										
Beurre .....										
	100	94	94	92	93	89	89	87	84	88
	100	120	121	136	130	147	152	164	168	172
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>99</b>	<b>101</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>100</b>	<b>104</b>
<b>f) Pommes de terre, légumes et fruits :</b>										
Pommes de terre .....										
	100	90	82	108	105	115	153	122	108	155
	100	107	115	115	138	135	130	143	146	156
	100	99	122	124	147	115	104	118	147	118
	100	115	122	152	188	184	173	206	227	267
	100	108	118	132	136	140	149	137	148	185
Légumes secs et conservés...										
	100	97	118	114	114	118	154	120	120	125
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>122</b>	<b>132</b>	<b>129</b>	<b>139</b>	<b>132</b>	<b>139</b>	<b>158</b>
<b>g) Café, thé et chicorée.....</b>										
	100	108	104	114	104	102	96	94	94	94
<b>h) Sucre, confiture, confiserie :</b>										
Chocolat et articles en chocolat .....										
	100	109	111	116	120	123	122	125	126	142
	100	106	107	106	110	116	113	114	116	128
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>114</b>	<b>119</b>	<b>117</b>	<b>118</b>	<b>120</b>	<b>133</b>
<b>i) Autres produits alimentaires.</b>										
	100	105	108	124	124	126	129	137	140	145
<i>Total des produits alimentaires :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>106</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>117</b>	<b>120</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>134</b>
<b>2. Boissons</b>										
<b>a) Eaux minérales et limonades</b>										
	100	102	122	123	148	153	176	171	198	203
<b>b) Bière .....</b>										
	100	95	97	95	103	108	112	107	110	109
<b>c) Alcools .....</b>										
	100	99	98	100	109	110	108	143	137	148
<b>d) Vin et autres boissons .....</b>										
	100	111	110	124	139	131	132	149	173	160
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>98</b>	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>113</b>	<b>116</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>131</b>	<b>131</b>

Tableau III. 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
3. Tabac .....	100	102	104	109	113	124	127	133	137	145
4. Vêtements et effets personnels										
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit .....	100	107	119	121	127	127	131	136	142	147
b) Chaussures .....	100	99	102	107	110	109	121	125	131	129
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie .....	100	116	123	118	129	130	123	121	122	149
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie .....	100	103	109	111	117	120	123	123	124	124
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>116</b>	<b>118</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>128</b>	<b>133</b>	<b>138</b>	<b>143</b>
5. Loyers, taxes, eau .....	100	112	115	118	122	124	127	129	132	134
6. Chauffage, éclairage										
a) Charbon, etc... .....	100	104	108	119	129	107	103	108	106	135
b) Gaz de ville .....	100	101	104	109	116	126	121	124	123	138
c) Électricité .....	100	106	112	121	127	136	140	151	154	174
d) Gaz en bonbonnes, mazout, bois .....	100	118	150	173	176	197	220	224	260	310
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>112</b>	<b>123</b>	<b>132</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>130</b>	<b>158</b>
7. Articles ménagers durables										
a) Textiles, verre et cristal ....	100	107	117	121	135	110	124	140	136	142
b) Meubles et articles en bois ..	100	105	107	122	131	135	135	153	169	175
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid; accessoires métalliques du bâtiment .....	100	107	124	133	143	143	144	159	176	195
d) Appareils électro-ménagers ..	100	109	94	103	127	126	146	162	183	197
e) Appareils de radio et de télévision .....	100	102	98	126	167	174	199	293	304	340
f) Autres articles .....	100	108	118	127	141	147	143	149	161	162
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>114</b>	<b>123</b>	<b>138</b>	<b>130</b>	<b>138</b>	<b>159</b>	<b>166</b>	<b>178</b>
8. Entretien de la maison										
a) Gens de maison .....	100	106	112	119	128	137	145	152	161	169
b) Articles ménagers non durables .....	100	104	105	111	118	113	119	121	122	127
c) Services d'entretien .....	100	105	109	113	120	125	128	130	133	137
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>109</b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>126</b>	<b>131</b>	<b>135</b>	<b>140</b>	<b>145</b>
9. Soins personnels et hygiène										
a) Soins personnels : Articles de toilette, coiffure et soins corporels .....	100	101	103	112	133	145	153	167	184	201
b) Hygiène : Soins médicaux et assimilés ..	100	106	111	115	119	134	144	153	159	169
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>109</b>	<b>114</b>	<b>123</b>	<b>137</b>	<b>146</b>	<b>156</b>	<b>165</b>	<b>177</b>

Tableau III. - 2 (suite)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>10. Transports</b>										
a) Achat de matériel de transport .....	100	118	124	142	153	130	139	182	185	181
b) Utilisation de matériel de transport .....	100	111	126	139	154	162	176	199	214	227
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains .....	100	101	102	104	110	115	112	113	111	118
d) Transports par chemin de fer .....	100	102	112	117	123	135	153	146	129	136
e) Autres services de transport .....	100	100	92	105	107	115	120	128	121	130
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>118</b>	<b>129</b>	<b>140</b>	<b>139</b>	<b>149</b>	<b>169</b>	<b>171</b>	<b>178</b>
<b>11. Communications : P.T.T. ....</b>	100	105	111	117	125	144	147	161	170	181
<b>12. Loisirs</b>										
a) Divertissements .....	100	105	109	114	117	120	112	110	109	108
b) Hôtels, restaurants, cafés ...	100	100	106	109	122	137	135	138	146	149
c) Livres, journaux et périodiques .....	100	103	107	114	118	123	133	135	140	148
d) Autres distractions .....	100	104	107	112	120	139	129	122	140	150
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>107</b>	<b>111</b>	<b>120</b>	<b>133</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>138</b>	<b>143</b>
<b>13. Enseignement et recherches ....</b>	100	106	110	113	117	116	106	108	110	113
<b>14. Services financiers .....</b>	100	109	121	129	139	146	164	175	190	217
<b>15. Services divers .....</b>	100	102	105	110	121	122	126	132	128	153
<b>16. Dépenses personnelles à l'étranger</b>	100	108	146	173	196	162	285	308	308	296
<b>17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....</b>	100	138	152	200	224	343	252	319	329	300
<b>CONSOMMATION PRIVÉE .....</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>110</b>	<b>114</b>	<b>121</b>	<b>120</b>	<b>128</b>	<b>132</b>	<b>139</b>	<b>146</b>
<b>B. CONSOMMATION PUBLIQUE</b>										
<b>1. Rémunérations et pensions</b>										
a) Pouvoir central :										
Fonction administrative ....	100	98	102	111	114	124	121	129	137	150
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	100	108	102	121	124	157	176	202	218	227
Subsides-traitements à l'enseignement communal et provincial .....	100	103	114	130	140	142	153	181	187	200
Subsides-traitements à l'enseignement libre .....	100	110	111	106	131	129	152	205	222	256
<i>Total enseignement :</i>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>118</b>	<b>132</b>	<b>140</b>	<b>159</b>	<b>196</b>	<b>209</b>	<b>230</b>
Forces armées .....	100	106	111	119	125	136	149	158	156	175
<i>Total a) :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>103</b>	<b>116</b>	<b>124</b>	<b>134</b>	<b>143</b>	<b>162</b>	<b>169</b>	<b>186</b>

Tableau III. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>b) Provinces :</b>										
Fonction administrative ....	100	95	99	111	117	129	142	161	176	196
Enseignement (à l'exclusion des subsides-traitements à charge de l'État) .....	100	101	113	143	144	183	181	152	103	105
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>97</b>	<b>104</b>	<b>124</b>	<b>127</b>	<b>150</b>	<b>157</b>	<b>157</b>	<b>148</b>	<b>160</b>
<b>c) Communes :</b>										
Fonction administrative ....	100	111	133	114	115	136	152	147	151	151
Enseignement (à l'exclusion des subsides-traitement à charge de l'État) .....	100	100	113	113	133	151	77	52	47	40
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>128</b>	<b>114</b>	<b>119</b>	<b>140</b>	<b>133</b>	<b>123</b>	<b>125</b>	<b>123</b>
<b>d) Commissions d'Assistance publique (à l'exclusion des hôpitaux) .....</b>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>126</b>	<b>143</b>	<b>161</b>	<b>185</b>	<b>198</b>	<b>210</b>	<b>218</b>
<b>e) Sécurité sociale :</b>										
Salariés et appointés .....	100	112	113	121	128	144	149	154	166	182
Indépendants.....	100	112	117	132	161	183	193	198	223	232
<b>Total des rémunérations et pensions :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>123</b>	<b>136</b>	<b>142</b>	<b>154</b>	<b>160</b>	<b>174</b>
<b>2. Achats courants de biens et services</b>										
<b>a) Pouvoir central :</b>										
Fonction administrative ....	100	116	105	111	120	133	112	121	138	172
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	100	117	112	142	186	177	311	368	453	590
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement communal et provincial .....	100	13	140	—	13	93	3 100	5 700	5 540	6 260
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement libre.....	100	18	214	11	18	68	4 746	7 493	7 782	8 739
<b>Total enseignement :</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>162</b>	<b>162</b>	<b>859</b>	<b>1 290</b>	<b>1 383</b>	<b>1 624</b>
Forces armées .....	100	86	61	66	60	63	63	60	53	69
<b>Total a) :</b>	<b>100</b>	<b>91</b>	<b>70</b>	<b>75</b>	<b>72</b>	<b>77</b>	<b>88</b>	<b>96</b>	<b>95</b>	<b>119</b>
<b>b) Provinces :</b>										
Fonction administrative ....	100	105	108	127	127	136	149	166	188	215
Enseignement (à l'exclusion des frais de fonctionnement à charge de l'État) .....	100	110	126	137	152	201	205	125	122	124
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>115</b>	<b>131</b>	<b>137</b>	<b>162</b>	<b>171</b>	<b>150</b>	<b>162</b>	<b>179</b>
<b>c) Communes :</b>										
Fonction administrative ....	100	104	111	103	112	119	124	127	118	123
Enseignement (à l'exclusion des frais de fonctionnement à charge de l'État) .....	100	110	119	130	140	149	63	25	20	16
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>113</b>	<b>111</b>	<b>120</b>	<b>127</b>	<b>107</b>	<b>98</b>	<b>90</b>	<b>90</b>

Tableau III. - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
d) Commissions d'Assistance publique (à l'exclusion des hôpitaux) .....	100	106	109	124	139	161	176	185	215	224
e) Sécurité sociale :										
Salariés et appointés .....	100	114	116	123	135	155	165	183	208	206
Indépendants .....	100	110	116	200	390	571	584	726	648	668
<i>Total des achats de biens et services :</i>	<b>100</b>	<b>94</b>	<b>77</b>	<b>82</b>	<b>81</b>	<b>87</b>	<b>94</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>121</b>
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....	100	106	114	122	129	137	145	156	169	185
4. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....	100	107	114	122	130	136	145	157	170	188
<b>CONSOMMATION PUBLIQUE ...</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>109</b>	<b>119</b>	<b>126</b>	<b>136</b>	<b>139</b>	<b>155</b>
<b>C. FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL</b>										
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	102	118	121	126	118	125	140	153	147
2. Industries extractives :										
a) Charbonnages y compris leurs centrales électriques .....	100	103	92	117	123	103	70	44	38	39
b) Autres industries extractives	100	100	97	181	134	184	130	210	191	208
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>93</b>	<b>125</b>	<b>124</b>	<b>113</b>	<b>77</b>	<b>64</b>	<b>57</b>	<b>59</b>
3. Industries manufacturières :										
a) Alimentation, boissons, tabac	100	111	115	129	137	132	138	145	155	162
b) Textiles .....	100	104	132	154	162	107	119	193	193	196
c) Vêtements et chaussures ...	100	100	111	113	161	125	147	275	291	300
d) Bois et meubles .....	100	137	134	130	171	124	156	269	294	270
e) Papier, impression, édition .	100	127	176	257	191	200	218	275	345	477
f) Chimie et activités connexes .	100	73	117	164	148	143	120	130	160	185
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	100	141	213	180	188	129	136	209	217	249
h) Fer, acier et métaux non-ferreux .....	100	87	77	116	125	149	161	292	289	314
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	100	105	126	140	129	109	108	160	195	220
j) Activités diverses n.d.a.....	100	100	103	110	105	103	108	125	138	150
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>121</b>	<b>145</b>	<b>144</b>	<b>132</b>	<b>135</b>	<b>190</b>	<b>208</b>	<b>230</b>
4. Construction .....	100	110	114	135	148	120	151	166	211	237
5. Électricité, gaz et eau .....	100	102	120	136	148	144	176	143	124	158
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce, banque et assurances .....	100	104	106	119	123	111	125	137	151	157
b) Immeubles d'habitation.....	100	122	113	126	171	142	162	181	197	200
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>118</b>	<b>112</b>	<b>124</b>	<b>162</b>	<b>136</b>	<b>155</b>	<b>173</b>	<b>188</b>	<b>192</b>

Tableau III - 2 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>7. Transports et communications</b>										
a) Transports par voies ferrées .	100	101	133	111	104	120	120	100	105	108
b) Transports par route . . . . .	100	132	104	109	130	136	102	161	142	139
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports . . . . .	100	107	134	171	160	206	173	222	148	178
d) Transports aériens . . . . .	100	94	46	181	146	191	135	262	289	95
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision . . . . .	100	90	94	115	146	113	157	158	158	189
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>118</b>	<b>133</b>	<b>131</b>	<b>148</b>	<b>140</b>	<b>159</b>	<b>143</b>	<b>141</b>
<b>8. Services</b>										
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) . . . . .	100	111	117	132	127	146	173	160	172	218
b) Enseignement . . . . .	100	120	165	165	136	108	231	278	246	259
c) Autres . . . . .	100	104	106	119	123	123	135	142	160	168
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>111</b>	<b>123</b>	<b>135</b>	<b>128</b>	<b>133</b>	<b>175</b>	<b>177</b>	<b>183</b>	<b>214</b>
<b>FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL (y compris es variations des stocks) . . . . .</b>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>133</b>	<b>149</b>	<b>130</b>	<b>140</b>	<b>166</b>	<b>177</b>	<b>186</b>
<b>D. EXPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES</b>										
<b>1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde</b>										
a) Revenus du travail . . . . .	100	109	116	141	166	178	138	163	150	159
b) Autres revenus . . . . .	100	112	137	175	169	156	156	185	219	190
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>111</b>	<b>129</b>	<b>161</b>	<b>168</b>	<b>165</b>	<b>149</b>	<b>176</b>	<b>191</b>	<b>178</b>
<b>2. Exportation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) . . . . .	100	104	126	142	144	135	138	157	170	186
b) Transports . . . . .	100	116	135	170	194	161	167	161	143	145
c) Dépenses des non-résidents en Belgique . . . . .	100	138	152	200	224	343	252	319	329	300
d) Autres services . . . . .	100	104	130	163	167	182	167	189	216	253
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>127</b>	<b>146</b>	<b>150</b>	<b>144</b>	<b>144</b>	<b>163</b>	<b>174</b>	<b>191</b>
<i>Exportation totale (1 + 2) :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>127</b>	<b>147</b>	<b>151</b>	<b>145</b>	<b>144</b>	<b>164</b>	<b>176</b>	<b>190</b>
<b>3. Revenus des facteurs versés au reste du monde</b>										
a) Revenus du travail . . . . .	100	100	80	60	120	120	120	140	160	140
b) Autres revenus . . . . .	100	116	122	132	130	135	173	178	219	222
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>124</b>	<b>129</b>	<b>133</b>	<b>167</b>	<b>174</b>	<b>212</b>	<b>212</b>
<b>4. Importation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) . . . . .	100	109	123	141	150	132	143	163	177	190
b) Transports . . . . .	100	114	91	121	115	95	99	108	115	109
c) Dépenses des résidents belges à l'étranger . . . . .	100	106	144	172	197	159	284	309	306	294
d) Autres services . . . . .	100	105	126	160	156	178	179	195	203	247
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>121</b>	<b>142</b>	<b>148</b>	<b>133</b>	<b>146</b>	<b>165</b>	<b>177</b>	<b>190</b>
<i>Importation totale (3 + 4) :</i>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>121</b>	<b>141</b>	<b>148</b>	<b>133</b>	<b>146</b>	<b>165</b>	<b>178</b>	<b>191</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté).</b>	<b>100,0</b>	<b>104,3</b>	<b>111,1</b>	<b>118,1</b>	<b>125,2</b>	<b>125,8</b>	<b>129,1</b>	<b>137,9</b>	<b>144,9</b>	<b>153,5</b>



**Tableau III. - 3. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL (PRIX COURANTS) :  
IMPORTANCE RELATIVE DES DIVERS TYPES D'AFFECTATION**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>A. Consommation privée</b>										
1. Produits alimentaires										
a) Pain et produits à base de céréales .....	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1	2,1	2,2	2,1	2,0	2,0
b) Viande et produits dérivés ...	6,5	6,6	6,3	6,3	6,2	6,3	6,4	6,2	6,4	6,3
c) Poisson .....	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
d) Lait, fromage, œufs .....	2,7	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,2
e) Huiles et graisses .....	2,9	2,7	2,5	2,4	2,3	2,3	2,2	2,1	2,0	1,9
f) Pommes de terre, légumes et fruits .....	3,5	3,4	3,5	3,6	3,6	3,6	3,7	3,3	3,3	3,6
g-h-i) Autres produits alimentaires .....	2,7	2,8	2,6	2,6	2,4	2,5	2,3	2,2	2,1	2,1
<i>Total des produits alimentaires :</i>	<b>21,4</b>	<b>21,3</b>	<b>20,4</b>	<b>20,3</b>	<b>19,7</b>	<b>19,9</b>	<b>19,9</b>	<b>18,9</b>	<b>18,8</b>	<b>18,7</b>
2. Boissons .....	4,0	3,7	3,7	3,5	3,6	3,7	3,8	3,6	3,6	3,4
3. Tabac .....	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
4. Vêtements et effets personnels ..	7,1	7,2	7,4	7,1	7,0	7,0	7,0	6,8	6,7	6,6
5. Loyers, taxes, eau .....	9,2	9,8	9,5	9,2	9,0	9,1	9,1	8,6	8,4	8,0
6. Chauffage, éclairage .....	3,7	3,8	3,8	3,9	3,9	3,6	3,5	3,4	3,3	3,8
7. Articles ménagers durables ....	5,0	5,1	5,1	5,2	5,5	5,2	5,4	5,8	5,8	5,8
8. Entretien de la maison .....	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,4	3,4	3,3	3,3	3,2
9. Soins personnels et hygiène ....	3,9	3,9	3,8	3,8	3,8	4,2	4,4	4,4	4,5	4,5
10-11. Transports et communications	5,1	5,3	5,4	5,5	5,6	5,6	5,9	6,2	6,0	5,9
12. Loisirs .....	5,5	5,3	5,3	5,2	5,3	5,8	5,5	5,2	5,2	5,1
13-14-15. Enseignement, services financiers et services divers .....	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger .....	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	0,8	1,4	1,4	1,3	1,2
17. Moins : Dépenses des non-résidents en Belgique .....	— 0,5	— 0,7	— 0,7	— 0,9	— 0,9	— 1,4	— 1,0	— 1,2	— 1,2	— 1,0
<i>Total des rubriques 1 à 17 :</i>	<b>71,7</b>	<b>72,1</b>	<b>71,1</b>	<b>70,2</b>	<b>70,1</b>	<b>70,3</b>	<b>71,8</b>	<b>69,9</b>	<b>69,2</b>	<b>68,8</b>
Ajustement statistique .....	— 0,3	— 0,4	— 0,4	— 1,1	— 1,1	— 1,7	— 1,1	— 1,5	— 0,5	— 0,9
<b>CONSOMMATION PRIVÉE .....</b>	<b>71,4</b>	<b>71,7</b>	<b>70,7</b>	<b>69,1</b>	<b>69,0</b>	<b>68,6</b>	<b>70,7</b>	<b>68,4</b>	<b>68,7</b>	<b>67,9</b>
<b>B. Consommation publique</b>										
1. Rémunérations et pensions .....	7,7	7,7	7,7	7,6	7,6	8,3	8,4	8,6	8,5	8,7
2. Achats courants de biens et services .....	4,3	3,9	3,0	2,9	2,8	3,0	3,1	3,1	2,9	3,3
3-4. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>CONSOMMATION PUBLIQUE ..</b>	<b>12,4</b>	<b>12,0</b>	<b>11,1</b>	<b>10,9</b>	<b>10,8</b>	<b>11,7</b>	<b>12,0</b>	<b>12,2</b>	<b>11,9</b>	<b>12,5</b>



**Tableau III. - 4. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL — ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1953**  
(× 1 000 000 F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>CONSOMMATION PRIVÉE</b>										
<b>1. Produits alimentaires</b>										
<i>a) Pain et produits à base de céréales :</i>										
<i>Pain et produits de la boulangerie .....</i>										
	7 816	7 779	7 747	7 721	7 777	7 756	7 724	7 689	7 653	7 616
	1 897	2 033	1 996	2 059	2 100	2 205	2 205	2 262	2 289	2 319
	813	791	788	873	815	806	825	839	844	869
<i>Total :</i>	<b>10 526</b>	<b>10 603</b>	<b>10 531</b>	<b>10 653</b>	<b>10 692</b>	<b>10 767</b>	<b>10 754</b>	<b>10 790</b>	<b>10 786</b>	<b>10 804</b>
<i>b) Viande et produits dérivés ...</i>	26 988	28 070	28 612	29 453	30 022	30 593	31 561	33 006	34 068	36 364
<i>c) Poisson .....</i>	2 694	2 841	2 938	3 266	3 160	3 192	3 168	3 408	3 661	3 410
<i>d) Lait, fromage, œufs :</i>										
<i>Lait frais et conservé .....</i>										
	5 417	5 556	5 874	6 047	6 177	6 192	6 441	6 658	6 809	7 064
	2 249	2 384	2 401	2 554	2 650	2 702	2 688	2 758	2 862	2 854
	3 376	3 585	3 724	3 907	3 898	3 933	4 211	3 792	4 231	3 336
<i>Total :</i>	<b>11 042</b>	<b>11 525</b>	<b>11 999</b>	<b>12 508</b>	<b>12 725</b>	<b>12 827</b>	<b>13 340</b>	<b>13 208</b>	<b>13 902</b>	<b>13 254</b>
<i>e) Huiles et graisses :</i>										
<i>Beurre.....</i>										
	9 547	9 268	9 197	9 028	8 853	8 974	8 593	8 430	8 120	8 330
	2 305	2 724	2 930	3 141	2 939	3 389	3 486	3 771	3 845	3 982
<i>Total :</i>	<b>11 852</b>	<b>11 992</b>	<b>12 127</b>	<b>12 169</b>	<b>11 792</b>	<b>12 363</b>	<b>12 079</b>	<b>12 201</b>	<b>11 965</b>	<b>12 312</b>
<i>f) Pommes de terre, légumes et fruits :</i>										
<i>Pommes de terre .....</i>										
	2 825	2 836	2 851	2 870	2 887	2 911	2 924	2 952	2 976	2 984
	2 581	2 531	2 735	2 549	2 862	2 820	2 963	3 103	3 102	3 310
	2 807	2 462	2 440	2 249	1 775	2 391	1 896	2 310	2 328	2 230
	320	328	332	367	490	455	441	540	596	674
	4 856	4 830	6 596	5 469	6 066	6 717	5 390	6 139	6 758	5 936
	991	1 006	1 215	1 182	1 135	1 120	1 453	1 116	1 215	1 406
<i>Total :</i>	<b>14 380</b>	<b>13 993</b>	<b>16 169</b>	<b>14 686</b>	<b>15 215</b>	<b>16 414</b>	<b>15 067</b>	<b>16 160</b>	<b>16 975</b>	<b>16 540</b>
<i>g) Café, thé et chicorée.....</i>	4 490	4 067	4 510	5 106	4 556	4 609	4 634	4 659	4 675	4 689
<i>h) Sucré, confiture, confiserie :</i>										
<i>Chocolat et articles en chocolat .....</i>										
	2 093	1 930	2 010	2 399	2 522	2 362	2 286	2 493	2 522	2 841
	3 451	3 663	3 681	3 657	3 728	3 818	3 745	3 754	3 788	4 070
<i>Total :</i>	<b>5 544</b>	<b>5 593</b>	<b>5 691</b>	<b>6 056</b>	<b>6 250</b>	<b>6 180</b>	<b>6 031</b>	<b>6 247</b>	<b>6 310</b>	<b>6 911</b>
<i>i) Autres produits alimentaires.</i>	1 311	1 439	1 531	1 804	1 687	1 655	1 752	1 938	2 087	2 313
<i>Total des produits alimentaires :</i>	<b>88 827</b>	<b>90 123</b>	<b>94 108</b>	<b>95 701</b>	<b>96 099</b>	<b>98 600</b>	<b>98 386</b>	<b>101 617</b>	<b>104 429</b>	<b>106 597</b>
<b>2. Boissons</b>										
<i>a) Eaux minérales et limonades.</i>										
	1 899	1 932	2 300	2 273	2 735	2 815	3 241	3 148	3 584	3 566
<i>b) Bière .....</i>										
	10 459	9 922	10 195	9 943	10 348	10 433	10 887	10 363	10 692	10 575
<i>c) Alcools .....</i>										
	2 213	2 284	2 333	2 335	2 489	2 357	2 272	2 873	2 814	3 08
<i>d) Vin et autres boissons .....</i>										
	1 990	2 216	2 280	2 482	2 736	2 441	2 548	2 862	3 286	3 075
<i>Total :</i>	<b>16 561</b>	<b>16 354</b>	<b>17 108</b>	<b>17 033</b>	<b>18 308</b>	<b>18 046</b>	<b>18 948</b>	<b>19 246</b>	<b>20 376</b>	<b>20 303</b>

Tableau III. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>3. Tabac</b> .....	6 432	6 571	6 739	6 896	7 378	7 574	7 622	7 965	8 193	8 613
<b>4. Vêtements et effets personnels</b>										
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit .....	21 800	23 300	26 000	26 500	26 500	26 100	26 800	27 600	28 500	29 400
b) Chaussures .....	3 793	3 860	3 994	4 184	4 239	4 130	4 410	4 420	4 595	4 504
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie .....	1 263	1 483	1 559	1 497	1 603	1 588	1 460	1 425	1 424	1 708
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie .....	2 531	2 614	2 787	2 835	2 945	3 051	3 125	3 134	3 159	3 083
<b>Total :</b>	<b>29 387</b>	<b>31 257</b>	<b>34 340</b>	<b>35 016</b>	<b>35 287</b>	<b>34 869</b>	<b>35 795</b>	<b>36 579</b>	<b>37 678</b>	<b>38 695</b>
<b>5. Loyers, taxes, eau</b> .....	38 205	39 126	40 032	40 249	40 635	40 929	41 270	41 567	41 882	42 140
<b>6. Chauffage, éclairage</b>										
a) Charbon, etc... .....	9 917	10 186	10 467	10 917	10 723	8 486	8 437	8 944	8 915	10 913
b) Gaz de ville .....	1 598	1 641	1 668	1 710	1 715	1 795	1 757	1 827	1 923	2 218
c) Électricité .....	2 569	2 731	2 947	3 225	3 422	3 749	3 987	4 502	4 669	5 634
d) Gaz en bombes, mazout, bois .....	1 382	1 610	2 025	2 323	2 242	2 655	2 785	2 837	3 240	3 921
<b>Total :</b>	<b>15 466</b>	<b>16 168</b>	<b>17 107</b>	<b>18 175</b>	<b>18 102</b>	<b>16 685</b>	<b>16 966</b>	<b>18 110</b>	<b>18 747</b>	<b>22 686</b>
<b>7. Articles ménagers durables</b>										
a) Textiles, verre et cristal ....	7 820	8 360	9 240	9 410	10 000	8 100	9 030	10 160	9 810	10 136
b) Meubles et articles en bois ..	4 112	4 315	4 403	4 771	4 900	5 065	5 048	5 731	6 035	6 268
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid; accessoires métalliques du bâtiment .....	4 584	5 068	5 965	6 127	6 094	6 135	6 395	7 312	8 182	8 910
d) Appareils électro-ménagers ..	1 363	1 586	1 618	1 776	2 169	1 948	1 949	1 811	2 065	2 197
e) Appareils de radio et de télévision .....	1 286	1 398	1 403	1 785	2 405	2 482	2 987	5 381	5 217	5 625
f) Autres articles .....	1 601	1 760	1 956	2 059	2 216	2 244	2 277	2 347	2 346	2 344
<b>Total :</b>	<b>20 766</b>	<b>22 487</b>	<b>24 585</b>	<b>25 928</b>	<b>27 784</b>	<b>25 974</b>	<b>27 686</b>	<b>32 742</b>	<b>33 655</b>	<b>35 480</b>
<b>8. Entretien de la maison</b>										
a) Gens de maison .....	4 956	5 127	5 298	5 382	5 469	5 639	5 810	5 981	6 100	6 250
b) Articles ménagers non durables .....	4 032	4 237	4 376	4 569	4 749	4 494	4 556	4 555	4 532	4 610
c) Services d'entretien .....	4 964	5 225	5 433	5 558	5 749	5 928	6 047	6 084	6 148	6 284
<b>Total :</b>	<b>13 952</b>	<b>14 589</b>	<b>15 107</b>	<b>15 509</b>	<b>15 967</b>	<b>16 061</b>	<b>16 413</b>	<b>16 620</b>	<b>16 780</b>	<b>17 144</b>
<b>9. Soins personnels et hygiène</b>										
a) Soins personnels : Articles de toilette, coiffure et soins corporels .....	3 951	4 039	4 142	4 218	4 427	4 655	4 903	5 124	5 241	5 576
b) Hygiène : Soins médicaux et assimilés .	12 244	12 897	13 363	13 749	13 809	15 272	15 779	16 636	17 146	17 911
<b>Total :</b>	<b>16 195</b>	<b>16 936</b>	<b>17 505</b>	<b>17 967</b>	<b>18 236</b>	<b>19 927</b>	<b>20 682</b>	<b>21 760</b>	<b>22 387</b>	<b>23 487</b>

Tableau III. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>10. Transports</b>										
a) Achat de matériel de transport .....	5 601	6 688	7 182	7 539	7 789	7 059	7 706	9 467	9 542	9 975
b) Utilisation de matériel de transport .....	6 801	7 521	8 439	9 150	9 865	10 398	10 965	11 802	12 698	13 597
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains .....	2 862	2 820	2 839	2 864	2 738	2 793	2 594	2 551	2 499	2 587
d) Transports par chemin de fer	3 178	3 230	3 544	3 630	3 713	4 081	4 433	4 142	3 661	3 820
e) Autres services de transport.	1 115	1 118	1 121	1 165	1 203	1 233	1 277	1 385	1 313	1 417
<i>Total :</i>	<b>19 557</b>	<b>21 377</b>	<b>23 125</b>	<b>24 348</b>	<b>25 308</b>	<b>25 564</b>	<b>26 975</b>	<b>29 347</b>	<b>29 713</b>	<b>31 396</b>
<b>11. Communications : P.T.T.....</b>	1 498	1 576	1 657	1 748	1 825	1 931	1 950	2 032	2 152	2 297
<b>12. Loisirs</b>										
a) Divertissements .....	3 762	3 777	3 833	3 949	3 937	3 931	3 945	3 914	3 707	3 487
b) Hôtels, restaurants, cafés ...	12 442	12 480	13 178	13 166	14 148	14 629	14 502	14 831	15 490	15 661
c) Livres, journaux et périodiques .....	1 942	1 999	2 081	2 089	2 168	2 239	2 219	2 258	2 386	2 367
d) Autres distractions .....	4 615	4 700	4 812	4 871	5 093	5 854	5 366	4 999	5 673	6 008
<i>Total :</i>	<b>22 761</b>	<b>22 956</b>	<b>23 904</b>	<b>24 075</b>	<b>25 346</b>	<b>26 653</b>	<b>26 032</b>	<b>26 002</b>	<b>27 256</b>	<b>27 523</b>
<b>13. Enseignement et recherches ....</b>	900	927	945	972	990	1 026	1 062	1 098	1 134	1 143
<b>14. Services financiers .....</b>	4 340	4 726	5 195	5 392	5 733	5 782	6 487	6 696	7 155	8 164
<b>15. Services divers .....</b>	2 142	2 167	2 232	2 267	2 298	2 332	2 366	2 433	2 379	2 797
<b>16. Dépenses personnelles à l'étranger</b>	2 600	2 600	3 600	4 200	4 800	3 800	6 100	6 500	6 500	6 300
<b>17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....</b>	-2 100	-3 000	-3 200	-4 100	-4 400	-6 500	-4 900	-6 000	-6 200	-5 600
<i>Total des rubriques 1 à 17 :</i>	<b>297 489</b>	<b>306 940</b>	<b>324 089</b>	<b>331 376</b>	<b>339 696</b>	<b>339 253</b>	<b>349 840</b>	<b>364 314</b>	<b>374 216</b>	<b>389 165</b>
Ajustement statistique .....	-1 381	212	2 055	1 071	3 714	1 700	3 608	2 659	4 140	4 412
<b>CONSOMMATION PRIVÉE .....</b>	<b>296 108</b>	<b>307 152</b>	<b>326 144</b>	<b>332 447</b>	<b>343 410</b>	<b>340 953</b>	<b>353 448</b>	<b>366 973</b>	<b>378 356</b>	<b>393 577</b>
<b>B. CONSOMMATION PUBLIQUE</b>										
<b>1. Rémunérations et pensions</b>										
a) Pouvoir central :										
Fonction administrative ....	7 999	7 919	7 839	7 999	8 079	8 399	8 799	8 799	8 879	9 279
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	2 175	2 545	2 893	3 263	3 654	4 024	4 459	4 959	5 612	5 655
Subsides-traitements à l'enseignement communal et provincial .....	2 876	2 934	2 991	2 991	2 991	3 049	3 049	3 049	3 049	3 077
Subsides-traitements à l'enseignement libre .....	3 480	3 584	3 654	3 758	3 828	3 967	4 106	4 246	4 385	4 524
<i>Total enseignement :</i>	<b>8 531</b>	<b>9 063</b>	<b>9 538</b>	<b>10 012</b>	<b>10 473</b>	<b>11 040</b>	<b>11 614</b>	<b>12 254</b>	<b>13 046</b>	<b>13 256</b>
Forces armées .....	7 190	7 765	7 765	7 621	7 406	7 478	7 909	8 053	7 981	8 125
<i>Total a) :</i>	<b>23 720</b>	<b>24 747</b>	<b>25 142</b>	<b>25 632</b>	<b>25 958</b>	<b>26 917</b>	<b>28 322</b>	<b>29 106</b>	<b>29 906</b>	<b>30 660</b>

Tableau III. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<i>b) Provinces et communes (y compris les C.A.P.)</i> .....										
Fonction administrative ....	5 135	5 654	6 375	5 781	5 427	6 001	6 393	6 112	5 958	5 700
Enseignement (à l'exclusion des subsides-traitements à charge de l'État) .....	1 732	1 784	1 801	1 819	1 836	1 871	1 923	1 940	1 974	1 974
<i>Total :</i>	<b>6 867</b>	<b>7 438</b>	<b>8 176</b>	<b>7 600</b>	<b>7 263</b>	<b>7 872</b>	<b>8 316</b>	<b>8 052</b>	<b>7 932</b>	<b>7 674</b>
<i>c) Sécurité sociale (salariés et appointés et indépendants) .</i>	1 312	1 483	1 434	1 443	1 523	1 642	1 831	1 771	1 802	1 802
<i>Total des rémunérations et pensions :</i>	<b>31 899</b>	<b>33 668</b>	<b>34 752</b>	<b>34 675</b>	<b>34 744</b>	<b>36 431</b>	<b>38 469</b>	<b>38 929</b>	<b>39 640</b>	<b>40 136</b>
<b>2. Achats courants de biens et services</b>										
<i>a) Pouvoir central :</i>										
Fonction administrative ....	2 558	2 943	2 586	2 626	2 742	3 030	2 600	2 760	3 116	3 826
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	260	300	279	343	432	410	735	854	1 043	1 335
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement communal et provincial .....	15	2	20	—	2	12	423	763	736	816
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement libre.....	28	5	58	3	4	17	1 208	1 874	1 928	2 128
<i>Total enseignement :</i>	<b>303</b>	<b>307</b>	<b>357</b>	<b>346</b>	<b>438</b>	<b>439</b>	<b>2 366</b>	<b>3 491</b>	<b>3 707</b>	<b>4 279</b>
Forces armées .....	11 880	10 294	6 979	7 341	6 304	6 871	6 595	6 323	5 598	7 118
<i>Total a) :</i>	<b>14 741</b>	<b>13 544</b>	<b>9 922</b>	<b>10 313</b>	<b>9 484</b>	<b>10 340</b>	<b>11 561</b>	<b>12 574</b>	<b>12 421</b>	<b>15 223</b>
<i>b) Provinces et communes (y compris les C.A.P.)</i> .....										
Fonction administrative ....	1 844	1 908	1 961	1 800	1 871	1 994	2 135	2 163	2 055	2 123
Enseignement (à l'exclusion des frais de fonctionnement à charge de l'État) .....	771	840	887	936	972	1 070	574	263	224	167
<i>Total :</i>	<b>2 615</b>	<b>2 748</b>	<b>2 848</b>	<b>2 736</b>	<b>2 843</b>	<b>3 064</b>	<b>2 709</b>	<b>2 426</b>	<b>2 279</b>	<b>2 290</b>
<i>c) Sécurité sociale (des salariés et appointés et des indépendants)</i>	324	363	362	391	463	564	604	679	716	705
<i>Total des achats de biens et services :</i>	<b>17 680</b>	<b>16 655</b>	<b>13 132</b>	<b>13 440</b>	<b>12 790</b>	<b>13 968</b>	<b>14 874</b>	<b>15 679</b>	<b>15 416</b>	<b>18 218</b>
<b>3. Intérêt et imputé amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics</b> .....	1 677	1 624	1 735	1 841	1 938	2 041	2 112	2 276	2 467	2 714
<b>CONSOMMATION PUBLIQUE</b> ...	<b>51 256</b>	<b>51 947</b>	<b>49 619</b>	<b>49 956</b>	<b>49 472</b>	<b>52 440</b>	<b>55 455</b>	<b>56 884</b>	<b>57 523</b>	<b>61 068</b>

Tableau III. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>C. FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL</b>										
1. Agriculture, sylviculture et pêche	3 201	3 181	3 596	3 542	3 478	3 161	3 311	3 586	3 842	3 538
2. Industries extractives :										
a) Charbonnages y compris leurs centrales électriques .....	2 129	2 176	1 865	2 222	2 185	1 812	1 215	745	637	622
b) Autres industries extractives	288	285	262	464	324	434	306	477	430	442
<b>Total :</b>	<b>2 417</b>	<b>2 461</b>	<b>2 127</b>	<b>2 686</b>	<b>2 509</b>	<b>2 246</b>	<b>1 521</b>	<b>1 222</b>	<b>1 067</b>	<b>1 064</b>
3. Industries manufacturières :										
a) Alimentation, boissons, tabac	2 652	2 959	2 954	3 163	3 189	3 009	3 157	3 258	3 450	3 418
b) Textiles .....	1 451	1 488	1 815	1 988	1 964	1 281	1 410	2 211	2 308	2 216
c) Vêtements et chaussures ...	223	222	235	226	302	232	268	489	478	465
d) Bois et meubles .....	384	516	484	434	551	392	487	813	890	769
e) Papier, impression, édition .	566	712	941	1 292	902	930	1 011	1 235	1 553	2 030
f) Chimie et activité connexes..	2 493	1 784	2 769	3 660	3 095	2 924	2 419	2 553	3 096	3 363
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	830	1 148	1 697	1 341	1 312	877	910	1 365	1 410	1 531
h) Fer, acier et métaux non ferreux .....	2 490	2 163	1 824	2 559	2 600	3 066	3 245	5 803	5 647	5 788
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	2 391	2 485	2 863	2 982	2 574	2 144	2 094	3 016	3 618	3 848
j) Activités diverses n.d.a.....	400	400	390	390	355	340	355	400	440	453
<b>Total :</b>	<b>13 880</b>	<b>13 877</b>	<b>15 972</b>	<b>18 035</b>	<b>16 844</b>	<b>15 195</b>	<b>15 356</b>	<b>21 143</b>	<b>22 890</b>	<b>23 881</b>
4. Construction .....	1 543	1 718	1 724	1 937	2 023	1 628	2 053	2 236	2 838	3 009
5. Électricité, gaz et eau .....	3 379	3 439	3 872	4 134	4 239	4 070	5 013	3 889	3 363	4 043
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce, banque et assurances .....	4 455	4 648	4 601	4 884	4 829	4 278	4 810	5 222	5 700	5 618
b) Immeubles d'habitation.....	18 259	22 110	19 982	21 274	26 764	21 350	24 214	26 605	27 900	27 000
<b>Total :</b>	<b>22 714</b>	<b>26 758</b>	<b>24 583</b>	<b>26 158</b>	<b>31 593</b>	<b>25 628</b>	<b>29 024</b>	<b>31 827</b>	<b>33 600</b>	<b>32 618</b>
7. Transports et communications										
a) Transports par voies ferrées .	3 865	3 946	4 998	3 967	3 528	4 045	4 058	3 342	3 471	3 467
b) Transports par route .....	570	765	578	579	661	686	518	821	723	705
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports .....	2 386	2 592	3 113	3 787	3 369	4 333	3 668	4 628	3 024	3 553
d) Transports aériens .....	729	689	323	1 230	938	1 192	847	1 680	1 847	572
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision.....	1 547	1 411	1 423	1 648	2 001	1 523	2 129	2 130	2 125	2 495
<b>Total :</b>	<b>9 097</b>	<b>9 403</b>	<b>10 435</b>	<b>11 211</b>	<b>10 497</b>	<b>11 779</b>	<b>11 220</b>	<b>12 601</b>	<b>11 190</b>	<b>10 792</b>
8. Services										
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	4 987	5 486	5 596	6 030	5 325	5 852	6 904	6 291	6 538	7 824
b) Enseignement .....	1 558	1 867	2 473	2 354	1 782	1 352	2 882	3 406	2 928	2 898
c) Autres .....	2 025	2 110	2 090	2 220	2 190	2 160	2 350	2 450	2 761	2 729
<b>Total :</b>	<b>8 570</b>	<b>9 463</b>	<b>10 159</b>	<b>10 604</b>	<b>9 297</b>	<b>9 364</b>	<b>12 136</b>	<b>12 147</b>	<b>12 227</b>	<b>13 451</b>

Tableau III. - 4 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>9. Total des rubriques 1 à 8 .....</b>	<b>64 801</b>	<b>70 300</b>	<b>72 468</b>	<b>78 307</b>	<b>80 480</b>	<b>73 071</b>	<b>79 634</b>	<b>88 651</b>	<b>91 017</b>	<b>92 396</b>
<b>10. Variations de stocks</b>										
a) Cheptel .....	368	312	55	14	656	427	773	144	1 179	287
b) Autres stocks .....	1 395	2 686	355	3 695	5 543	73	1 530	3 803	2 735	2 900
<b>Total :</b>	<b>1 763</b>	<b>2 998</b>	<b>410</b>	<b>3 709</b>	<b>6 199</b>	<b>354</b>	<b>757</b>	<b>3 659</b>	<b>3 914</b>	<b>3 187</b>
<b>Total des rubriques 1 à 10 :</b>	<b>66 564</b>	<b>73 298</b>	<b>72 058</b>	<b>82 016</b>	<b>86 679</b>	<b>73 425</b>	<b>78 877</b>	<b>92 310</b>	<b>94 931</b>	<b>95 583</b>
Ajustement statistique .....	309	51	457	264	946	368	814	673	1 048	1 082
<b>FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL .....</b>	<b>66 255</b>	<b>73 349</b>	<b>72 515</b>	<b>82 280</b>	<b>87 625</b>	<b>73 793</b>	<b>79 691</b>	<b>92 983</b>	<b>95 979</b>	<b>96 665</b>
<b>D. EXPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES</b>										
<b>1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde</b>										
a) Revenus du travail .....	3 200	3 200	3 100	3 300	3 700	3 700	3 500	3 600	3 600	3 600
b) Autres revenus .....	4 800	4 800	4 900	5 200	5 600	5 900	6 100	6 100	6 600	6 300
<b>Total :</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 500</b>	<b>9 300</b>	<b>9 600</b>	<b>9 600</b>	<b>9 700</b>	<b>10 200</b>	<b>9 900</b>
<b>2. Exportation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) .....	95 800	105 600	123 800	133 100	131 000	130 900	139 600	157 100	170 300	187 500
b) Transports .....	6 900	8 500	9 500	11 400	12 800	11 300	12 100	11 600	10 400	10 500
c) Dépenses des non-résidents en Belgique .....	2 100	3 000	3 200	4 100	4 400	6 500	4 900	6 000	6 200	5 600
d) Autres services .....	9 100	10 100	12 100	14 500	14 600	16 900	16 000	17 900	20 600	24 200
<b>Total :</b>	<b>113 900</b>	<b>127 200</b>	<b>148 600</b>	<b>163 100</b>	<b>162 800</b>	<b>165 600</b>	<b>172 600</b>	<b>192 600</b>	<b>207 500</b>	<b>227 800</b>
<b>Exportation totale (1 + 2) :</b>	<b>121 900</b>	<b>135 200</b>	<b>156 600</b>	<b>171 600</b>	<b>172 100</b>	<b>175 200</b>	<b>182 200</b>	<b>202 300</b>	<b>217 700</b>	<b>237 700</b>
<b>3. Revenus des facteurs versés au reste du monde</b>										
a) Revenus du travail .....	500	500	400	300	600	600	600	700	800	700
b) Autres revenus .....	3 700	4 700	4 200	4 400	4 200	5 200	7 500	7 100	8 400	8 500
<b>Total :</b>	<b>4 200</b>	<b>5 200</b>	<b>4 600</b>	<b>4 700</b>	<b>4 800</b>	<b>5 800</b>	<b>8 100</b>	<b>7 800</b>	<b>9 200</b>	<b>9 200</b>
<b>4. Importation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) .....	95 500	108 200	121 800	135 900	140 200	133 800	147 500	167 300	178 900	195 000
b) Transports .....	9 900	11 800	9 300	12 100	11 200	9 900	10 500	11 500	12 100	11 600
c) Dépenses des résidents belges à l'étranger .....	3 200	3 200	4 300	5 200	5 900	4 600	7 500	8 000	7 900	7 600
d) Autres services .....	7 700	8 500	10 100	12 400	11 700	14 500	14 900	16 100	16 500	20 400
<b>Total :</b>	<b>116 300</b>	<b>131 700</b>	<b>145 500</b>	<b>165 600</b>	<b>169 000</b>	<b>162 800</b>	<b>180 400</b>	<b>202 900</b>	<b>215 400</b>	<b>234 600</b>
<b>Importation totale (3 + 4) :</b>	<b>120 500</b>	<b>136 900</b>	<b>150 100</b>	<b>170 300</b>	<b>173 800</b>	<b>168 600</b>	<b>188 500</b>	<b>210 700</b>	<b>224 600</b>	<b>243 800</b>
<b>EXPORTATION NETTE (exportation totale — importation totale)...</b>	<b>+1 400</b>	<b>—1 700</b>	<b>+6 500</b>	<b>+1 300</b>	<b>—1 700</b>	<b>+6 600</b>	<b>—6 300</b>	<b>—8 400</b>	<b>—6 900</b>	<b>—6 100</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté).</b>	<b>415 019</b>	<b>430 748</b>	<b>454 778</b>	<b>465 983</b>	<b>478 807</b>	<b>473 786</b>	<b>482 294</b>	<b>508 440</b>	<b>524 958</b>	<b>545 210</b>



**Tableau III. - 5. - AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL**  
Indices des estimations aux prix de 1953 (1953 = 100).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>A. CONSOMMATION PRIVÉE</b>										
<b>1. Produits alimentaires</b>										
a) Pain et produits à base de céréales :										
Pain et produits de la boulangerie .....										
	100	100	99	99	100	99	99	98	98	97
Pâtisserie et biscuits .....										
	100	107	105	109	111	116	116	119	121	122
Biscottes, pâtes alimentaires et riz .....										
	100	97	97	107	100	99	101	103	104	107
<i>Total :</i>										
	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>102</b>	<b>103</b>
b) Viande et produits dérivés ...										
	100	104	106	109	111	113	117	122	126	135
c) Poisson .....										
	100	105	109	121	117	118	118	127	136	127
d) Lait, fromage, œufs :										
Lait frais et conservé .....										
	100	103	108	112	114	114	119	123	126	130
Fromage .....										
	100	106	107	114	118	120	120	123	127	127
Œufs .....										
	100	106	110	116	115	116	125	112	125	99
<i>Total :</i>										
	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>109</b>	<b>113</b>	<b>115</b>	<b>116</b>	<b>121</b>	<b>120</b>	<b>126</b>	<b>120</b>
e) Huiles et graisses :										
Beurre .....										
	100	97	96	95	93	94	90	88	85	87
Huiles et margarine .....										
	100	118	127	136	128	147	151	164	167	173
<i>Total :</i>										
	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>99</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>101</b>	<b>104</b>
f) Pommes de terre, légumes et fruits :										
Pommes de terre .....										
	100	100	101	102	102	103	104	104	105	106
Fruits frais exotiques .....										
	100	98	106	99	111	109	115	120	120	128
Fruits frais indigènes .....										
	100	88	87	80	63	85	68	82	83	79
Fruits secs et conservés .....										
	100	103	104	115	153	142	138	169	186	211
Légumes frais .....										
	100	99	136	113	125	138	111	126	139	122
Légumes secs et conservés ...										
	100	102	123	119	115	113	147	113	123	142
<i>Total :</i>										
	<b>100</b>	<b>97</b>	<b>112</b>	<b>102</b>	<b>106</b>	<b>114</b>	<b>105</b>	<b>112</b>	<b>118</b>	<b>115</b>
g) Café, thé et chicorée .....										
	100	91	100	114	101	103	103	104	104	104
h) Sucre, confiture, confiserie :										
Chocolat et articles en chocolat .....										
	100	92	96	115	120	113	109	119	120	136
Autres produits .....										
	100	106	107	106	108	111	109	109	110	117
<i>Total :</i>										
	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>113</b>	<b>111</b>	<b>109</b>	<b>113</b>	<b>114</b>	<b>125</b>
i) Autres produits alimentaires.										
	100	110	117	138	129	126	134	148	159	176
<i>Total des produits alimentaires :</i>										
	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>106</b>	<b>108</b>	<b>108</b>	<b>111</b>	<b>111</b>	<b>114</b>	<b>118</b>	<b>120</b>
<b>2. Boissons</b>										
a) Eaux minérales et limonades										
	100	102	121	120	144	148	171	166	189	188
b) Bière .....										
	100	95	97	95	99	100	104	99	102	101
c) Alcools .....										
	100	103	105	106	112	107	103	130	127	139
d) Vin et autres boissons .....										
	100	111	115	125	137	123	128	144	165	155
<i>Total :</i>										
	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>103</b>	<b>103</b>	<b>111</b>	<b>109</b>	<b>114</b>	<b>116</b>	<b>123</b>	<b>123</b>

Tableau III. - 5 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>3. Tabac</b> .....	100	102	105	107	115	118	119	124	127	134
<b>4. Vêtements et effets personnels</b>										
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit .....	100	107	119	122	122	120	123	127	131	135
b) chaussures .....	100	102	105	110	112	109	116	117	121	119
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie .....	100	117	123	119	127	126	116	113	113	135
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie .....	100	103	110	112	116	121	123	124	125	122
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>117</b>	<b>119</b>	<b>120</b>	<b>119</b>	<b>122</b>	<b>124</b>	<b>128</b>	<b>132</b>
<b>5. Loyers, taxes, eau</b> .....	100	102	105	105	106	107	108	109	110	110
<b>6. Chauffage, éclairage</b>										
a) Charbon, etc... .....	100	103	106	110	108	86	85	90	90	110
b) Gaz de ville .....	100	103	104	107	107	112	110	114	120	139
c) Électricité .....	100	106	115	126	133	146	155	175	182	219
d) Gaz en bonbonnes, mazout, bois .....	100	116	147	168	162	192	202	205	234	284
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>111</b>	<b>118</b>	<b>117</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>117</b>	<b>121</b>	<b>147</b>
<b>7. Articles ménagers durables</b>										
a) Textiles, verre et cristal ....	100	107	118	120	128	104	115	130	125	130
b) Meubles et articles en bois ..	100	105	107	116	119	123	123	139	147	152
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid; accessoires métalliques du bâtiment .....	100	111	130	134	133	134	140	160	178	194
d) Appareils électro-ménagers ..	100	116	119	130	159	143	143	133	152	161
e) Appareils de radio et de télévision .....	100	109	109	139	187	193	232	418	406	437
f) Autres articles .....	100	110	122	129	138	140	142	147	147	146
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>118</b>	<b>125</b>	<b>134</b>	<b>125</b>	<b>133</b>	<b>158</b>	<b>162</b>	<b>171</b>
<b>8. Entretien de la maison</b>										
a) Gens de maison .....	100	103	107	109	110	114	117	121	123	126
b) Articles ménagers non durables .....	100	105	109	113	118	111	113	113	112	114
c) Services d'entretien .....	100	105	109	112	116	119	122	123	124	127
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>108</b>	<b>111</b>	<b>114</b>	<b>115</b>	<b>118</b>	<b>119</b>	<b>120</b>	<b>123</b>
<b>9. Soins personnels et hygiène</b>										
a) Soins personnels : Articles de toilette, coiffure et soins corporels .....	100	102	105	107	112	118	124	130	133	141
b) Hygiène :  Soins médicaux et assimilés .	100	105	109	112	113	125	129	136	140	146
<b>Total :</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>108</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>123</b>	<b>128</b>	<b>134</b>	<b>138</b>	<b>145</b>

Tableau III. - 5 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>10. Transports</b>										
a) Achat de matériel de transport .....	100	119	128	135	139	126	138	169	170	178
b) Utilisation de matériel de transport .....	100	111	124	135	145	153	161	174	187	200
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains .....	100	99	99	100	96	98	91	89	87	90
d) Transports par chemin de fer	100	102	112	114	117	128	139	130	115	120
e) Autres services de transport.	100	100	101	104	108	111	115	124	118	127
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>118</b>	<b>124</b>	<b>129</b>	<b>131</b>	<b>138</b>	<b>150</b>	<b>152</b>	<b>161</b>
<b>11. Communications : P.T.T.....</b>	100	105	111	117	122	129	130	136	144	153
<b>12. Loisirs</b>										
a) Divertissements.....	100	100	102	105	105	104	105	104	99	93
b) Hôtels, restaurants, cafés ...	100	100	106	106	114	118	117	119	124	126
c) Livres, journaux et périodiques.....	100	103	107	108	112	115	114	116	123	122
d) Autres distractions .....	100	102	104	106	110	127	116	108	123	130
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>105</b>	<b>106</b>	<b>111</b>	<b>117</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	<b>120</b>	<b>121</b>
<b>13. Enseignement et recherches ....</b>	100	103	105	108	110	114	118	122	126	127
<b>14. Services financiers .....</b>	100	109	120	124	132	133	149	154	165	188
<b>15. Services divers .....</b>	100	101	104	106	107	109	110	114	111	131
<b>16. Dépenses personnelles à l'étranger</b>	100	100	138	162	185	146	235	250	250	242
<b>17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....</b>	100	143	152	195	210	310	233	286	295	267
<b>CONSOMMATION PRIVÉE .....</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>116</b>	<b>115</b>	<b>119</b>	<b>124</b>	<b>128</b>	<b>133</b>
<b>B. CONSOMMATION PUBLIQUE</b>										
<b>1. Rémunérations et pensions</b>										
a) Pouvoir central :										
Fonction administrative ....	100	99	98	100	101	105	110	110	111	116
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	100	117	133	150	168	185	205	228	258	260
Subsides-traitements à l'enseignement communal et provincial .....	100	102	104	104	104	106	106	106	106	107
Subsides-traitements à l'enseignement libre .....	100	103	105	108	110	114	118	122	126	130
<i>Total enseignement :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>112</b>	<b>117</b>	<b>123</b>	<b>129</b>	<b>136</b>	<b>144</b>	<b>153</b>	<b>155</b>
Forces armées .....	100	108	108	106	103	104	110	112	111	113
<i>Total a) :</i>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>106</b>	<b>108</b>	<b>109</b>	<b>113</b>	<b>119</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>129</b>

Tableau III. - 5 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<i>b) Provinces et communes (y compris les C.A.P.):</i>										
Fonction administrative ....	100	110	124	113	106	117	124	119	116	111
Enseignement (à l'exclusion des subsides-traitements à charge de l'État) .....	100	103	104	105	106	108	111	112	114	114
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>119</b>	<b>111</b>	<b>106</b>	<b>115</b>	<b>121</b>	<b>117</b>	<b>116</b>	<b>112</b>
Sécurité sociale (des salariés, appointés et indépendants) .	100	113	109	110	116	125	140	135	137	137
<i>Total des rémunérations et pensions :</i>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>109</b>	<b>109</b>	<b>109</b>	<b>114</b>	<b>121</b>	<b>122</b>	<b>124</b>	<b>126</b>
<b>2. Achats courants de biens et services</b>										
<i>a) Pouvoir central :</i>										
Fonction administrative ....	100	115	101	103	107	118	102	108	122	150
Enseignement :										
Enseignement de l'État ....	100	115	107	132	166	158	283	328	401	513
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement communal et provincial .....	100	13	133	—	13	80	2 820	5 087	4 900	5 440
Subsides pour frais de fonctionnement de l'enseignement libre.....	100	18	207	11	14	61	4 314	6 693	6 886	7 600
<i>Total enseignement :</i>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>118</b>	<b>114</b>	<b>145</b>	<b>145</b>	<b>781</b>	<b>1 152</b>	<b>1 223</b>	<b>1 412</b>
Forces armées .....	100	87	59	62	53	58	56	53	47	60
<i>Total a) :</i>	<b>100</b>	<b>92</b>	<b>67</b>	<b>70</b>	<b>64</b>	<b>70</b>	<b>78</b>	<b>85</b>	<b>84</b>	<b>103</b>
<i>b) Provinces et communes (y compris les C.A.P.):</i>										
Fonction administrative ....	100	103	106	98	101	108	116	117	111	115
Enseignement (à l'exclusion des frais de fonctionnement à charge de l'État) .....	100	109	115	121	126	139	74	34	29	22
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>109</b>	<b>105</b>	<b>109</b>	<b>117</b>	<b>104</b>	<b>93</b>	<b>87</b>	<b>88</b>
<i>c) Sécurité sociale (des salariés, appointés et indépendants) .</i>	100	112	112	121	143	174	186	210	221	217
<i>Total des achats de biens et services :</i>	<b>100</b>	<b>94</b>	<b>74</b>	<b>76</b>	<b>72</b>	<b>79</b>	<b>84</b>	<b>89</b>	<b>87</b>	<b>103</b>
<b>3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....</b>	100	97	103	110	116	122	126	136	147	162
<b>CONSOMMATION PUBLIQUE ...</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>102</b>	<b>108</b>	<b>111</b>	<b>112</b>	<b>119</b>

Tableau III. - 5 (suite).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>C. FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL</b>										
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	99	112	111	109	99	103	112	120	111
2. Industries extractives :										
a) Charbonnages y compris leurs centrales électriques .....	100	102	88	104	103	85	57	35	30	29
b) Autres industries extractives	100	99	91	161	112	151	106	166	149	153
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>88</b>	<b>111</b>	<b>104</b>	<b>93</b>	<b>63</b>	<b>51</b>	<b>44</b>	<b>44</b>
3. Industries manufacturières :										
a) Alimentation, boissons, tabac	100	112	111	119	120	113	119	123	130	129
b) Textiles .....	100	103	125	137	135	88	97	152	159	153
c) Vêtements et chaussures ...	100	100	105	101	135	104	120	216	214	209
d) Bois et meubles .....	100	134	126	113	143	102	127	212	232	200
e) Papier, impression, édition .	100	126	166	228	159	164	179	218	274	359
f) Chimie et activités connexes..	100	72	111	147	124	117	97	102	124	135
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	100	138	204	162	158	106	110	164	170	184
h) Fer, acier et métaux non-ferreux .....	100	87	73	103	104	123	130	233	227	232
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	100	104	120	125	108	90	88	126	154	161
j) Activités diverses n.d.a.....	100	100	98	98	89	85	89	100	110	113
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>115</b>	<b>130</b>	<b>121</b>	<b>109</b>	<b>111</b>	<b>152</b>	<b>165</b>	<b>172</b>
4. Construction .....	100	111	112	126	131	106	133	145	184	195
5. Électricité, gaz et eau .....	100	102	115	122	125	120	148	115	100	120
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce, banque et assurances .....	100	104	103	110	108	96	108	117	128	126
b) Immeubles d'habitation.....	100	121	109	117	147	117	133	146	153	148
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>118</b>	<b>108</b>	<b>115</b>	<b>139</b>	<b>113</b>	<b>128</b>	<b>140</b>	<b>148</b>	<b>144</b>
7. Transports et communications										
a) Transports par voies ferrées .	100	102	129	103	91	105	105	86	90	90
b) Transports par route .....	100	134	101	102	116	120	91	144	127	124
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports .....	100	109	130	159	141	182	154	194	127	149
d) Transports aériens .....	100	95	44	169	129	164	116	230	253	78
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision.....	100	91	92	107	129	98	138	138	137	161
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>115</b>	<b>123</b>	<b>115</b>	<b>129</b>	<b>123</b>	<b>139</b>	<b>123</b>	<b>119</b>

Tableau III - 2 (suite)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>8. Services</b>										
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	100	110	112	121	107	117	138	126	131	157
b) Enseignement .....	100	120	159	151	114	87	185	219	188	186
c) Autres .....	100	104	103	110	108	107	116	121	136	135
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>119</b>	<b>124</b>	<b>108</b>	<b>109</b>	<b>142</b>	<b>142</b>	<b>143</b>	<b>157</b>
<b>FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL (y compris les variations des stocks) .....</b>	<b>100</b>	<b>111</b>	<b>109</b>	<b>124</b>	<b>132</b>	<b>111</b>	<b>120</b>	<b>140</b>	<b>145</b>	<b>146</b>
<b>D. EXPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES</b>										
<b>1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde</b>										
a) Revenus du travail .....	100	100	97	103	116	116	109	113	113	113
b) Autres revenus .....	100	100	102	108	117	123	127	127	137	131
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>106</b>	<b>116</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>121</b>	<b>128</b>	<b>124</b>
<b>2. Exportation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) .....	100	110	129	139	137	137	146	164	178	196
b) Transports .....	100	123	138	165	185	164	175	168	151	152
c) Dépenses des non-résidents en Belgique .....	100	143	152	195	210	310	233	286	295	267
d) Autres services .....	100	111	133	159	160	186	176	197	226	266
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>130</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>145</b>	<b>152</b>	<b>169</b>	<b>182</b>	<b>200</b>
<i>Exportation totale (1 + 2) :</i>	<b>100</b>	<b>111</b>	<b>128</b>	<b>141</b>	<b>141</b>	<b>144</b>	<b>149</b>	<b>166</b>	<b>179</b>	<b>195</b>
<b>3. Revenus des facteurs versés au reste du monde</b>										
a) Revenus du travail .....	100	100	80	60	120	120	120	140	160	140
b) Autres revenus .....	100	127	114	119	114	141	203	192	227	230
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>124</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>133</b>	<b>193</b>	<b>186</b>	<b>219</b>	<b>219</b>
<b>4. Importation de biens et services</b>										
a) Marchandises (f.o.b.) .....	100	113	128	142	147	140	154	175	187	204
b) Transports .....	100	119	94	122	113	100	106	116	122	117
c) Dépenses des résidents belges à l'étranger .....	100	160	134	163	164	144	234	250	247	238
d) Autres services .....	100	110	131	161	152	188	194	209	214	265
<i>Total :</i>	<b>100</b>	<b>113</b>	<b>125</b>	<b>142</b>	<b>145</b>	<b>140</b>	<b>155</b>	<b>174</b>	<b>185</b>	<b>202</b>
<i>Importation totale (3 + 4) :</i>	<b>100</b>	<b>114</b>	<b>125</b>	<b>141</b>	<b>144</b>	<b>140</b>	<b>156</b>	<b>175</b>	<b>186</b>	<b>202</b>
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté)</b>	<b>100,0</b>	<b>103,8</b>	<b>109,6</b>	<b>112,3</b>	<b>115,4</b>	<b>114,2</b>	<b>116,2</b>	<b>122,5</b>	<b>126,5</b>	<b>131,4</b>

**Tableau III. - 6. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL (PRIX DE 1953) :  
TAUX DE CROISSANCE ANNUELS.**

	Taux d'accroissement par rapport à l'année précédente									Taux d'accroissement moyen 1953-1962
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	
<b>A. Consommation privée</b>										
1. Produits alimentaires										
a) Pain et produits à base de céréales .....	0,7	— 0,7	1,2	0,4	0,7	— 0,1	0,3	—	0,2	0,3
b) Viande et produits dérivés .....	4,0	1,9	2,9	1,9	1,9	3,2	4,6	3,2	6,7	3,4
c) Poisson .....	5,5	3,4	11,2	— 3,2	1,0	— 0,7	7,6	7,4	— 6,9	2,8
d) Lait, fromage, œufs .....	4,4	4,1	4,2	1,7	0,8	4,0	— 1,0	5,3	— 4,7	2,1
e) Huiles et graisses .....	1,2	1,1	0,4	— 3,1	4,8	— 2,3	1,0	— 1,9	2,9	0,5
f) Pommes de terre, légumes et fruits .....	— 2,7	15,6	— 9,2	3,6	7,9	— 8,2	7,3	5,0	— 2,6	1,9
g-h-i) Autres produits alimentaires .....	— 2,2	5,7	10,5	— 3,6	— 0,4	— 0,2	3,4	1,8	6,4	2,4
<b>Total des produits alimentaires :</b>	<b>1,5</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>	<b>0,4</b>	<b>— 5,7</b>	<b>8,6</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>
2. Boissons .....	— 1,2	4,6	— 0,4	7,5	— 1,4	5,0	1,6	5,9	— 0,4	2,3
3. Tabac .....	2,2	2,6	2,3	7,0	2,7	0,6	4,5	2,9	5,1	3,3
4. Vêtements et effets personnels	6,4	9,9	2,0	0,8	— 1,2	2,7	2,2	3,0	2,7	3,2
5. Loyers, taxes, eau .....	2,4	2,3	0,5	1,0	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	1,1
6. Chauffage, éclairage .....	— 4,5	5,8	6,2	— 0,4	— 7,8	1,7	6,7	3,5	21,0	4,6
7. Articles ménagers durables .....	8,3	9,3	5,5	7,2	— 6,5	6,6	18,3	2,8	5,4	6,3
8. Entretien de la maison .....	4,6	3,6	2,7	3,0	0,6	2,2	1,3	1,0	2,2	2,7
9. Soins personnels et hygiène .....	4,6	3,4	2,6	1,5	9,3	3,8	5,2	2,9	4,9	4,2
10-11. Transports et communications .....	9,0	8,0	5,3	4,0	1,3	5,2	8,5	1,5	5,7	5,4
12. Loisirs .....	0,9	4,1	0,7	5,3	5,2	— 2,3	— 0,1	4,8	1,0	2,2
13-14-15. Enseignement, services financiers et services divers .....	5,9	7,1	3,1	4,5	1,3	8,5	3,1	4,3	13,5	5,7
16. Dépenses personnelles à l'étranger .....	—	38,5	16,7	14,3	— 20,8	60,5	6,6	—	— 3,1	12,5
17. Moins : Dépenses des non-résidents en Belgique .....	42,9	6,7	28,1	7,3	47,7	— 24,6	22,4	3,3	— 9,7	13,8
<b>CONSOMMATION PRIVÉE ...</b>	<b>3,7</b>	<b>6,2</b>	<b>1,9</b>	<b>3,3</b>	<b>— 0,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3,1</b>	<b>4,0</b>	<b>3,2</b>
<b>B. Consommation publique</b>										
1. Rémunérations et pensions .....	5,5	3,2	— 0,2	0,2	4,9	5,6	1,2	1,8	1,3	2,6
2. Achats courants de biens et services .....	— 5,8	— 21,2	2,3	— 4,8	9,2	6,5	5,4	— 1,7	18,2	0,9
3-4. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....	— 3,2	6,8	6,1	5,3	5,3	3,5	7,8	8,4	10,0	5,5
<b>CONSOMMATION PUBLIQUE.</b>	<b>1,3</b>	<b>— 4,5</b>	<b>0,7</b>	<b>— 1,0</b>	<b>6,0</b>	<b>5,7</b>	<b>2,6</b>	<b>1,1</b>	<b>6,2</b>	<b>2,0</b>
<b>C. Formation intérieure brute de capital</b>										
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	— 0,6	13,0	— 1,5	— 1,8	— 9,1	4,7	8,3	7,1	— 7,9	1,3
2. Industries extractives .....	1,8	— 13,6	26,3	— 6,6	— 10,5	— 32,3	— 19,7	— 12,7	— 0,3	— 9,7
3-4. Industries manufacturières et construction .....	1,1	13,5	12,9	— 5,5	— 10,8	3,5	34,3	10,0	4,5	7,1
5. Électricité, gaz et eau .....	1,8	12,6	6,8	2,5	— 4,0	23,2	— 22,4	— 13,5	20,2	3,0
6. Immeubles d'habitation, commerce, banque et assurances .....	17,8	— 8,1	6,4	20,8	— 18,9	13,3	9,7	5,6	— 2,9	4,8
7. Transports et communications .....	3,4	11,0	7,4	— 6,4	12,2	— 4,7	12,3	— 11,2	— 3,6	2,2
8. Services .....	10,4	7,4	4,4	— 12,3	0,7	29,6	0,1	0,7	10,0	5,6
<b>FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL .....</b>	<b>10,7</b>	<b>— 1,1</b>	<b>13,5</b>	<b>6,5</b>	<b>— 15,8</b>	<b>8,0</b>	<b>16,7</b>	<b>3,2</b>	<b>0,7</b>	<b>4,7</b>
<b>D. Exportations nettes de biens et services</b>										
1-2. Exportation totale .....	10,9	15,8	9,6	0,3	1,8	4,0	11,0	7,6	9,2	7,8
3-4. Importation totale .....	13,6	9,6	13,5	2,1	— 3,0	11,8	— 11,8	6,6	8,5	8,3
<b>PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ (ajusté) .....</b>	<b>3,8</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>— 1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>5,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,9</b>	<b>3,1</b>

**Compte 1. — REVENU NATIONAL ET DÉPENSES DE LA NATION (en milliards de F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Revenus</b>										
1.1 Rémunération des salariés (3.6) . . .	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
1.2 Revenu de l'entreprise échéant aux entrepreneurs individuels et aux sociétés de personnes (3.7) . . . . .	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	113,6	116,5	121,9	127,9	128,7
1.3 Revenu de la propriété échéant aux particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers) (3.8) . . . . .	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
1.4 Bénéfices réservés des sociétés (4.5)	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
1.5 Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques (2.12) . . . . .	7,3	6,9	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	9,0
1.6 Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État (2.7) . . . . .	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
1.7 Moins : Intérêts de la dette publique (2.8) . . . . .	- 8,8	- 9,2	- 10,1	- 11,0	- 11,7	- 11,8	- 12,5	- 14,5	- 16,7	- 16,9
<b>Revenu national :</b>	<b>344,1</b>	<b>360,6</b>	<b>380,3</b>	<b>403,6</b>	<b>428,5</b>	<b>429,4</b>	<b>436,0</b>	<b>465,5</b>	<b>484,7</b>	<b>512,3</b>
1.8 Amortissements (4.3) . . . . .	33,6	35,7	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
1.9 Impôts indirects (2.9) . . . . .	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
1.10 Moins : Subventions (2.2) . . . . .	- 3,4	- 5,0	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,4	- 6,5	- 6,7	- 7,8
<b>Produit national brut aux prix du marché :</b>	<b>415,0</b>	<b>433,0</b>	<b>460,9</b>	<b>490,2</b>	<b>519,7</b>	<b>521,9</b>	<b>535,9</b>	<b>572,2</b>	<b>601,2</b>	<b>637,2</b>
<b>Dépenses</b>										
1.11 Consommation privée (3.1) . . . . .	296,1	310,6	325,9	338,6	358,5	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
1.12 Consommation publique (2.1) . . . . .	51,2	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
1.13 Formation intérieure brute de capital (4.1) . . . . .	66,3	73,1	74,3	88,3	99,0	86,0	93,1	110,0	117,2	123,3
1.14 Ventes de biens et services à l'étranger, y compris le revenu des facteurs versé par le reste du monde (5.1) . . . . .	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
1.15 Moins : Achats de biens et services à l'étranger, y compris le revenu des facteurs versé au reste du monde (5.5) . . . . .	-120,5	-131,6	-145,7	-169,8	-178,1	-160,2	-176,3	-198,8	-214,8	-229,8
<b>Dépense nationale brute aux prix du marché :</b>	<b>415,0</b>	<b>433,0</b>	<b>460,9</b>	<b>490,2</b>	<b>519,7</b>	<b>521,9</b>	<b>535,9</b>	<b>572,2</b>	<b>601,2</b>	<b>637,2</b>



**Compte 2. — OPÉRATIONS COURANTES DE L'ÉTAT (en milliards de F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Dépenses</b>										
2.1 Consommation publique (1.12) ...	51,2	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
2.2 Subventions (1.10) .....	3,4	5,0	4,1	6,5	6,5	6,9	6,4	6,5	6,7	7,8
2.3 Transferts de sécurité sociale aux salariés et aux indépendants (3.9) ..	27,9	29,7	29,3	32,4	35,0	41,2	46,6	48,2	51,9	56,0
2.4 Autres transferts courants (nets) aux particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers) (3.10) .....	12,0	10,2	11,5	9,8	9,8	10,5	10,5	12,3	13,0	13,1
2.5 Transferts courants au reste du monde (5.6) .....	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1
2.6 Épargne de l'État (4.4) .....	- 4,7	- 6,4	+ 2,0	+ 4,8	+ 11,1	- 1,1	- 2,7	- 2,3	+ 3,8	+ 5,3
<i>Total des dépenses courantes et de l'épargne de l'État :</i>	<b>90,0</b>	<b>90,8</b>	<b>98,5</b>	<b>107,3</b>	<b>118,6</b>	<b>118,7</b>	<b>125,4</b>	<b>134,4</b>	<b>147,1</b>	<b>161,8</b>
<b>Recettes</b>										
2.7 Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État (1.6) .....	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
2.8 Moins : Intérêts de la dette publique (1.7) .....	- 8,8	- 9,2	- 10,1	- 11,0	- 11,7	- 11,8	- 12,5	- 14,5	- 16,7	- 16,9
2.9 Impôts indirects (1.9) .....	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
2.10 Impôts directs frappant les particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers) (3.2) .....	25,9	24,2	26,3	27,4	31,2	30,2	33,1	33,1	37,4	42,7
2.11 Cotisations à la sécurité sociale des salariés (cotisations personnelles et patronales) et des indépendants (3.3) .....	21,0	22,3	24,6	26,8	30,5	32,8	32,5	35,9	39,3	42,1
2.12 Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques (1.5) .....	7,3	6,9	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	9,0
2.13 Transferts courants en provenance du reste du monde (5.2) .....	0,5	0,9	0,8	0,8	0,6	0,3	0,2	0,2	—	0,1
<i>Total des recettes courantes de l'État :</i>	<b>90,0</b>	<b>90,8</b>	<b>98,5</b>	<b>107,3</b>	<b>118,6</b>	<b>118,7</b>	<b>125,4</b>	<b>134,4</b>	<b>147,1</b>	<b>161,8</b>

**Compte 3. — OPÉRATIONS COURANTES DES PARTICULIERS**  
**(Y COMPRIS LES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES PARTICULIERS)**  
(en milliards de F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Dépenses</b>										
3.1 Consommation privée (1.11) . . . . .	296,1	310,6	325,9	338,6	358,5	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
3.2 Impôts directs (2.10) . . . . .	25,9	24,2	26,3	27,4	31,2	30,2	33,1	33,1	37,4	42,7
3.3 Cotisations à la sécurité sociale des salariés (y compris les cotisations patronales) et des indépendants (2.11) . . . . .	21,0	22,3	24,6	26,8	30,5	32,8	32,5	35,9	39,3	42,1
3.4 Transferts courants au reste du monde (5.7) . . . . .	2,0	1,9	1,8	1,9	1,7	2,2	2,2	2,6	2,6	2,9
3.5 Épargne des particuliers (4.6) . . . . .	30,9	31,2	30,3	37,1	40,1	52,2	39,0	54,2	49,6	54,0
<i>Total des dépenses et de l'Épargne :</i>	<b>375,9</b>	<b>390,2</b>	<b>408,9</b>	<b>431,8</b>	<b>462,0</b>	<b>475,4</b>	<b>485,5</b>	<b>517,5</b>	<b>542,0</b>	<b>574,5</b>
<b>Recettes</b>										
3.6 Rémunération des salariés (1.1) . . .	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
3.7 Revenu de l'entreprise échéant aux entrepreneurs individuels et aux sociétés de personnes (1.2) . . . . .	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	118,6	116,5	121,9	127,9	128,7
3.8 Revenu de la propriété échéant aux particuliers (1.3) . . . . .	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
3.9 Transferts de sécurité sociale aux salariés et aux indépendants (2.3)	27,9	29,7	29,3	32,4	35,0	41,2	46,6	48,2	51,9	56,0
3.10 Autres transferts courants (nets) en provenance de l'État (2.4) . . . . .	12,0	10,2	11,5	9,8	9,8	10,5	10,5	12,3	13,0	13,1
3.11 Transferts courants en provenance du reste du monde (5.3) . . . . .	0,6	0,9	0,7	0,8	1,0	1,7	2,5	2,9	3,5	4,4
<i>Total des recettes :</i>	<b>375,9</b>	<b>390,2</b>	<b>408,9</b>	<b>431,8</b>	<b>462,0</b>	<b>475,4</b>	<b>485,5</b>	<b>517,5</b>	<b>542,0</b>	<b>574,5</b>

**Compte 4. — OPÉRATIONS EN CAPITAL DE LA NATION (en milliards de F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Formation brute de capital</b>										
4.1 Formation intérieure brute de capital (1.13) .....	66,3	73,1	74,3	88,3	99,0	86,0	93,1	110,0	117,2	123,3
4.2 Prêt net au reste du monde (5.8) ...	0,5	— 3,1	9,0	9,6	6,6	17,5	1,0	0,3	— 0,1	3,4
<i>Total :</i>	<b>66,8</b>	<b>70,0</b>	<b>83,3</b>	<b>97,9</b>	<b>105,6</b>	<b>103,5</b>	<b>94,1</b>	<b>110,3</b>	<b>117,1</b>	<b>126,7</b>
<b>Financement de la formation brute de capital</b>										
4.3 Amortissements (1.8) .....	33,6	35,7	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
4.4 Épargne de l'État (2.6) .....	— 4,7	— 6,4	+ 2,0	+ 4,8	+ 11,1	— 1,1	— 2,7	— 2,3	+ 3,8	+ 5,3
4.5 Bénéfice réservé des sociétés (1.4)	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
4.6 Épargne des particuliers (y compris les i.s.b.l...) (3.5) .....	30,9	31,2	30,3	37,1	40,1	52,2	39,0	54,2	49,6	54,0
4.7 Transferts (nets) en capital provenant du reste du monde (5.4) .....	0,2	—	0,2	0,4	0,7	1,0	1,0	— 1,0	— 0,2	0,3
<i>Total :</i>	<b>66,8</b>	<b>70,0</b>	<b>83,3</b>	<b>97,9</b>	<b>105,6</b>	<b>103,5</b>	<b>94,1</b>	<b>110,3</b>	<b>117,1</b>	<b>126,7</b>

**Compte 5. — TRANSACTIONS DE LA BELGIQUE AVEC LE RESTE DU MONDE (en milliards de F).**

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Dépenses faites par le reste du monde</b>										
5.1 Ventes de biens et services par la Belgique, y compris les prestations de facteurs de production (1.14) ...	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
5.2 Transferts courants à l'État (2.13)	0,5	0,9	0,8	0,8	0,6	0,3	0,2	0,2	—	0,1
5.3 Transferts courants aux particuliers (y compris i.s.b.l...) (3.11) .....	0,6	0,9	0,7	0,8	1,0	1,7	2,5	2,9	3,5	4,4
5.4 Transferts (nets) en capital à la Belgique (4.7) .....	0,2	—	0,2	0,4	0,7	1,0	1,0	— 1,0	— 0,2	0,3
<i>Total :</i>	<b>123,2</b>	<b>130,8</b>	<b>156,9</b>	<b>181,6</b>	<b>186,7</b>	<b>180,1</b>	<b>179,8</b>	<b>201,9</b>	<b>217,6</b>	<b>236,2</b>
<b>Recettes du reste du monde</b>										
5.5 Ventes de biens et services à la Belgique, y compris les prestations de facteurs de production (1.15) .....	120,5	131,6	145,7	169,8	178,1	160,2	176,3	198,8	214,8	229,8
5.6 Transferts courants de l'État au reste du monde (2.5) .....	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1
5.7 Transferts courants des particuliers (y compris i.s.b.l) au reste du monde (3.4) .....	2,0	1,9	1,8	1,9	1,7	2,2	2,2	2,6	2,6	2,9
5.8 Prêt net au reste du monde (4.2) .	0,5	— 3,1	9,0	9,6	6,6	17,5	1,0	0,3	— 0,1	3,4
<i>Total :</i>	<b>123,2</b>	<b>130,8</b>	<b>156,9</b>	<b>181,6</b>	<b>186,7</b>	<b>180,1</b>	<b>179,8</b>	<b>201,9</b>	<b>217,6</b>	<b>236,2</b>

**Compte 1. — OPÉRATIONS COURANTES DU POUVOIR CENTRAL**  
(en milliards de F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Dépenses</b>										
Consommation publique.....	39,0	38,7	36,4	39,2	40,7	43,8	47,6	53,4	55,0	62,7
Subventions .....	3,4	5,0	4,1	6,5	6,5	6,8	6,3	6,4	6,6	7,7
Transferts courants (nets) aux particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers)	10,6	8,7	10,0	8,2	8,1	8,7	8,6	10,3	10,9	10,9
Transferts courants au reste du monde .	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1
Transferts de revenus aux Pouvoirs subordonnés .....	6,9	7,5	8,5	8,1	8,4	9,3	9,6	9,5	9,9	9,7
Transferts de revenus à la sécurité sociale .....	8,4	8,8	7,1	8,8	8,7	12,9	15,8	15,2	13,7	15,6
Excédent du compte des opérations courantes du Pouvoir central .....	— 5,3	— 7,0	0,4	1,8	6,9	— 4,9	— 4,7	— 6,9	— 0,1	0,6
<b>Total :</b>	<b>63,2</b>	<b>62,1</b>	<b>66,9</b>	<b>72,9</b>	<b>79,6</b>	<b>76,8</b>	<b>83,5</b>	<b>88,1</b>	<b>96,3</b>	<b>107,3</b>
<b>Recettes</b>										
Revenu de la propriété et de l'entreprise	0,5	0,9	0,7	0,6	1,2	—	0,1	0,4	— 0,1	— 0,2
Moins : Intérêts de la dette publique ...	— 8,2	— 8,6	— 9,4	— 10,3	— 10,9	— 10,9	— 11,5	— 13,4	— 15,6	— 15,7
Impôts indirects .....	39,1	40,0	44,3	48,8	52,0	52,9	57,7	62,6	70,8	77,0
Impôts directs frappant les particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers) ...	24,0	22,0	23,8	24,7	28,0	26,7	29,4	29,1	32,3	37,1
Impôts directs des sociétés, quelle que soit leur forme juridique .....	7,3	6,9	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	9,0
Transferts courants en provenance du reste du monde .....	0,5	0,9	0,8	0,8	0,6	0,3	0,2	0,2	—	0,1
<b>Total :</b>	<b>63,2</b>	<b>62,1</b>	<b>66,9</b>	<b>72,9</b>	<b>79,6</b>	<b>76,8</b>	<b>83,5</b>	<b>88,1</b>	<b>96,3</b>	<b>107,3</b>

**Compte 2. — OPÉRATIONS COURANTES DES POUVOIRS SUBORDONNÉS**  
(en milliards de F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Dépenses</b>										
Consommation publique .....	10,6	11,4	12,9	12,3	12,9	14,6	14,0	13,3	13,3	13,5
Subventions .....	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transferts courants (nets) aux particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers)	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2
Excédent du compte des opérations courantes des Pouvoirs subordonnés ....	— 1,0	— 0,9	— 0,9	— 0,4	— 0,1	— 0,7	0,3	1,4	2,9	3,1
<b>Total :</b>	<b>11,0</b>	<b>12,0</b>	<b>13,5</b>	<b>13,5</b>	<b>14,5</b>	<b>15,8</b>	<b>16,3</b>	<b>16,8</b>	<b>18,4</b>	<b>18,9</b>
<b>Recettes</b>										
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,8	2,1	2,3
Moins : Intérêts de la dette publique ...	— 0,6	— 0,6	— 0,7	— 0,7	— 0,8	— 0,9	— 1,0	— 1,1	— 1,1	— 1,2
Impôts indirects .....	1,6	1,7	1,9	2,0	2,2	2,3	2,4	2,6	2,4	2,5
Impôts directs frappant les particuliers (y compris les institutions sans but lucratif au service des particuliers) ...	1,9	2,2	2,5	2,7	3,2	3,5	3,7	4,0	5,1	5,6
Transferts de revenus en provenance du Pouvoir central .....	6,9	7,5	8,5	8,1	8,4	9,3	9,6	9,5	9,9	9,7
<b>Total :</b>	<b>11,0</b>	<b>12,0</b>	<b>13,5</b>	<b>13,5</b>	<b>14,5</b>	<b>15,8</b>	<b>16,3</b>	<b>16,8</b>	<b>18,4</b>	<b>18,9</b>

**Compte 3. — OPÉRATIONS COURANTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**  
(en milliards de F).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Dépenses</b>										
Consommation publique .....	1,6	1,8	1,9	2,0	2,3	2,6	2,7	2,8	3,1	3,3
Transferts de sécurité sociale aux salariés et aux indépendants .....	27,9	29,7	29,3	32,4	35,0	41,2	46,6	48,2	51,9	56,0
Excédent du compte des opérations courantes de la sécurité sociale .....	1,6	1,5	2,5	3,4	4,3	4,5	1,7	3,2	1,0	1,6
<b>Total :</b>	<b>31,1</b>	<b>33,0</b>	<b>33,7</b>	<b>37,8</b>	<b>41,6</b>	<b>48,3</b>	<b>51,0</b>	<b>54,2</b>	<b>56,0</b>	<b>60,9</b>
<b>Recettes</b>										
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1,7	1,9	2,0	2,2	2,4	2,6	2,7	3,1	3,0	3,2
Cotisations à la sécurité sociale des salariés (cotisations personnelles et patronales) et des indépendants .....	21,0	22,3	24,6	26,8	30,5	32,8	32,5	35,9	39,3	42,1
Transferts de revenus en provenance du Pouvoir central .....	8,4	8,8	7,1	8,8	8,7	12,9	15,8	15,2	13,7	15,6
<b>Total :</b>	<b>31,1</b>	<b>33,0</b>	<b>33,7</b>	<b>37,8</b>	<b>41,6</b>	<b>48,3</b>	<b>51,0</b>	<b>54,2</b>	<b>56,0</b>	<b>60,9</b>



## ÉTUDES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

- *Le Revenu national de la Belgique de 1948 à 1954*, « Bulletin de Statistique », n° 3, 1956.
- *L'Evolution du Revenu national belge de 1948 à 1955*, « Bulletin de Statistique », n° 9, 1956.
- *La Méthode de la Comptabilité nationale et son Application en Belgique*, « Bulletin de Statistique », n° 4, 1957.
- *La Consommation de Viande et de Produits dérivés, 1948-1956*, « Bulletin de Statistique », n° 6, 1957.
- *Origine et affectation des moyens financiers des communes* — Quelques réformes souhaitables en matière de présentation des budgets, « Bulletin de Statistique », n° 11-12, 1957.
- *Origine et affectation des moyens financiers des communes* — Regroupement suivant les critères économiques envisagés en comptabilité nationale des recettes et dépenses figurant aux budgets ordinaires des années 1954 à 1958 et aux budgets extraordinaires des années 1954 à 1957, « Bulletin de Statistique », n° 7-8, 1960.
- *Analyse de la demande d'après les enquêtes sur les budgets des ménages effectuées en Belgique en 1948-1949 et 1956-1957*, « Bulletin de Statistique », n° 9-10, 1960, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 1.
- *Croissance du revenu national de 1948 à 1959 et prévisions sur cette base pour les années à venir*, « Bulletin de Statistique », n° 1, 1961, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 2.
- *Quelques chiffres globaux concernant les dépenses de consommation privée*, « Bulletin de Statistique », n° 1, 1961, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 2.
- *Les dépenses des ménages en combustibles solides de 1948 à 1959*, « Bulletin de Statistique », n° 12, 1960, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 2.
- *Les dépenses des ménages en électricité de 1948 à 1959*, « Bulletin de Statistique », n° 1, 1961, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 2.
- *Dépenses en gaz de ville des ménages*, « Bulletin de Statistique », n° 1, 1961, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 2.
- *Les élasticités de la demande des ménages en charbon, gaz et électricité aux prix et aux revenus d'après les séries chronologiques 1948-1959 — Prévisions relatives à la consommation des ménages en 1965*, « Bulletin de Statistique », n° 1, 1961, et « Etudes statistiques et économétriques », n° 2.
- *Sur quelques aspects de la précision d'estimations basées sur les enquêtes de budgets ménagers*, « Bulletin de Statistique », n° 4, 1962 et « Etudes statistiques et économétriques », n° 3.
- *Répartition par provinces et par régions linguistiques du produit intérieur global et de la valeur ajoutée relative aux diverses branches d'activité*, « Bulletin de Statistique », n° 4, 1962 et « Etudes statistiques et économétriques », n° 3.